GŒTHE ET LE GERMANISME

Il est trop vrai qu'on ne lit pas les classiques. Je parle pour moi, bien entendu ! Du moins cette guerre nous aura-t-elle rendu le service de nous faire lire quelques classiques allemands. En ce moment, où les susceptibilités nationales sont, chez nous, à l'état suraigu, chacun éprouve le besoin de vérifier ses vieilles admirations, et, tout particulièrement, de réclamer leurs titres à ces grands hommes de Germanie que, depuis un siècle, nous exaltons de confiance. Il ne s'agit nullement de démolir les autels consacrés, si excusables d'ailleurs que soient, dans les circonstances actuelles, les excès d'un ressentiment même aveuglé par l'indignation. Il s'agit de regarder bien en face la figure du dieu, et, sans se laisser éblouir par son auréole, de le dévisager comme il faut, pour voir d'où il nous vient, à quelle famille ou à quelle race il appartient. Sous cette draperie si noble, quelle espèce d'âme se cache ? Les idées qui se pressent derrière ce grand front sont-elles en accord avec le plus pur de notre pensée française, et, en fin de compte, avec la pensée commune, depuis des siècles, à tous les civilisés ?

Parmi ces dieux, ou demi-dieux, devant qui nous fléchissons bénévolement le genou, sans y regarder de trop près, Gœthe, l'Olympien de Weimar, est sans contredit au premier rang, s'il n'est le premier de tous. Or, nos romantiques ont tellement épaissi autour de lui la fumée de l'encens que nous ne devinons plus que confusément sa silhouette (1). Et comme son œuvre n'est pas facilement maniable, qu'il s'en dégage, de proche en

(1) A défaut de Gœthe lui-même, il conviendrait assurément de relire l'*Essai sur Gœthe* d'Édouard Rod, qui, un des premiers chez nous, a su juger l'Olympien avec autant d'indépendance que de justice. Cet *Essai* a paru en plusieurs articles dans la *Revue* en 1895, 1896 et 1897. Il a été depuis publié en volume à Paris, Librairie académique, et à Lausanne, Payot, éditeur.

proche, un long ennui, nous préférons garder de lui cette image confuse et faussée que de la confronter avec les textes.

Le moment est venu, ou jamais, d'écouter le dieu lui-même plutôt que les bavardages de ses hiérophantes et de ses sacristains. J'ai donc relu *Faust*, que je n'avais pas ouvert depuis plus de trente ans. Je l'ai lu comme un livre qui vient de paraître, y cherchant un intérêt tout actuel, et je n'ai pas été déçu. Éternelle jeunesse des chefs-d'œuvre : celui-ci m'a semblé écrit d'hier. Cela vient sans doute aussi de ce que ces livres, si riches de substance et si en avance sur leur temps, ont besoin de longues années pour manifester tout leur contenu et trouver enfin leur vrai public. C'est peut-être aujourd'hui seulement que le poème de Gœthe est arrivé à maturité complète dans les esprits et que, dans l'ordre des faits, il développe ses ultimes conséquences.

Je l'ai lu enfin, — je n'essaie pas de le dissimuler, — avec les yeux et les préoccupations d'un Français de 1915. En face de l'Allemand, quel qu'il soit, nous sommes tous, à cette heure, sur le pied de guerre. Cela ne nous empêche point d'être justes envers notre ennemi. Pour l'instant, ce n'est pas son génie en lui-même que nous avons à considérer, c'est ce par quoi ce génie nous menace dans notre pensée, dans notre âme, dans notre être le plus intime. Si je lis *Faust*, aujourd'hui, c'est l'Allemand, c'est-à-dire l'ennemi de ma race, qui m'y intéressera par-dessus tout. Et ainsi, j'ai été amené à y chercher les origines du germanisme, tel que les armées du Kaiser nous le traduisent, en ce moment, à coups de canon.

*
* *

Il n'y a nul paradoxe dans cette recherche. Le poète lui-même nous y convie. Avant que le rideau se lève sur son drame, dès le prologue, il nous dit sans ambages où il se propose de nous mener : en enfer. Mais peut-il deviner si longtemps d'avance que cet enfer, c'est celui du germanisme ?

Voici, en effet, le *leit-motiv* de cet immense poème symphonique formulé en une phrase d'une netteté lapidaire : « Parcourez, dit le poète aux spectateurs de son théâtre idéal, parcourez, dans cette étroite maison de planches, le cercle entier de la création, et, dans votre essor rapide et calculé, allez *du ciel, par le monde, à l'enfer.* » Ainsi, nous sommes avertis dès

le seuil. Avant de nous engager dans le labyrinthe de ses symboles et de ses allégories, l'enchanteur nous met dans la main le peloton d'Ariane. Nous savons où nous allons : du ciel, par le monde, à l'enfer!

C'est la *Divine Comédie* renversée. Ce que le catholicisme latin avait mis en haut sera mis en bas par le panthéisme germain. Le progrès humain ne se développe plus en hauteur, mais en profondeur. Faust abandonne le ciel de la spéculation métaphysique pour le monde des réalités sensibles, au-dessous duquel sa pensée « rapide et calculée » poursuit son mouvement de descente vers les régions obscures des élémens naturels et des premiers principes : tel est son enfer à lui. C'est le monde des forces inconnues qu'étudie la science, l'abîme souterrain où s'enflent les sources du devenir. Notons que Flaubert, dans sa *Tentation de saint Antoine*, — vraisemblablement sous l'influence de Gœthe, — a suivi une marche parallèle. Son anachorète, parti des suprêmes hauteurs théologiques, après avoir traversé les extravagances des hérésiarques, succombe finalement à une sorte de fascination du monde inférieur. Il aspire à se fondre dans le grand Tout, à devenir Matière, à « être la matière. » Faust, parvenu à son étape finale, aspire, il est vrai, à devenir Esprit. Mais ce n'est là qu'une question de mots. Au fond, le désir des deux héros est pareil. Spinosistes l'un et l'autre, ils croient à l'identité de l'Esprit et de la Matière, les deux faces de la substance unique, qui est divine.

Mais, après tout, qu'importe le point d'arrivée! L'essentiel est de vivre, et, pour vivre intensément, de renoncer aux chimères de la spéculation, où se gaspille et se perd sans profit le meilleur de l'effort humain. Tout de suite, dès ses premières paroles, Faust ne nous laisse aucune illusion à ce sujet. Avec une franchise brutale, le vieux docteur désabusé envoie promener ses « bouquins rongés des vers » et toute la science universitaire. Il dit leur fait aux quatre facultés : « Hélas! philosophie, jurisprudence, médecine, et, pour mon malheur, théologie aussi, j'ai tout approfondi avec une ardeur laborieuse; et, maintenant, me voici là, pauvre fou, aussi sage qu'auparavant. Je m'intitule sans doute maître, docteur, et, depuis dix ans, de-çà, de-là, en long, en large, je traîne mes élèves par le nez, — et je vois que nous ne pouvons rien savoir. Voilà ce dont mon cœur est presque consumé. En effet, j'en sais plus que tous les

sots, docteurs, maîtres, scribes et calotins. Aucun scrupule ne me tourmente. Je ne crains ni démon, ni enfer, et, grâce à cela aussi, toute joie m'est ravie. *Je sais que je ne sais rien qui vaille...* » Donc, au diable la scolastique et tout son vain savoir. Fermons nos livres et tournons-nous vers l'unique réalité, celle que voient nos yeux et que touchent nos mains. Occupons-nous des seules choses sérieuses, — les choses de la Terre !

Que l'équivoque des mots ne nous abuse point. Faust parle sans cesse des Esprits : « Maintenant, dit-il, pour la première fois, je reconnais la vérité de cette parole du sage : *Le monde des esprits n'est point fermé.* » Mais, sous le masque de la vieille phraséologie spiritualiste, il n'est question, ici, encore une fois, que des forces élémentaires du monde physique. En doutons-nous, quelques lignes plus loin, la pensée du docteur se précise de telle façon que l'équivoque n'est plus possible. Ravi dans une sorte d'extase naturaliste, il s'écrie : « Comme tout se meut pour l'œuvre universelle ! Comme toutes les activités travaillent et vivent l'une dans l'autre ! Comme les *Forces célestes montent et descendent* et se passent de main en main les seaux d'or, et, sur *leurs ailes d'où la bénédiction s'exhale*, du ciel à la terre incessamment portées, remplissent l'univers d'harmonie... »

La magnifique image! On ne peut qu'admirer ces beaux vers. Encore sied-il de n'en point fausser le sens. Malgré les pieuses métaphores du poète, nous ne sommes point sortis du ciel terrestre. Les Esprits qu'il invoque ne sont que des Forces : seulement, par un tour familier à la pensée germanique, il les divinise.

Pénétrer jusqu'à ces forces, les comprendre, autant que possible, dans le jeu infini de leurs actions et de leurs réactions réciproques, voilà l'œuvre du véritable initié, du savant qui sait réellement. Arrière les livres! Contemplons la nature vivante ! « Quel spectacle !... dit Faust... Mais, hélas ! rien qu'un spectacle ! Où te *saisir*, ô nature infinie? Et vous, mamelles, sources de toute vie, auxquelles se suspendent le ciel et la terre ? Vers vous se tourne le cœur flétri. Vous coulez à torrens, vous abreuvez le monde, — et moi, je me consume en vain ! » — Qu'est-ce à dire, sinon que, pour l'instant, Faust est las de toute spéculation, même la plus véridique, la plus nourrie de réalités et la plus exaltante. Il est las de contempler, il veut « saisir, » toucher ces réalités, il veut jouir de la vie, « être un

homme, rien qu'un homme devant toi, ô nature. » Il sait de quel prix il va payer cette expérience et que toute volupté s'achève par une somme égale de douleur. Qu'importe! la douleur aussi est dans la nature. L'homme doit souffrir, pour qu'avec sa souffrance s'épandent en lui la volupté et la force de la terre, pour qu'il communie réellement avec la terre : « Esprit de la terre, tu es proche! Déjà, je sens mes forces s'accroître. Déjà, je sens en moi comme l'ivresse du vin nouveau. *Je me sens le cœur de m'aventurer dans le monde, d'affronter la misère terrestre, le bonheur terrestre,* de lutter avec les tempêtes, de ne pas sourciller dans la débâcle du naufrage... Esprit que j'invoque, dévoile-toi! Ah! quel déchirement dans mon cœur! Vers de nouveaux sentimens tout mon être se précipite. Je sens que mon cœur entier se livre à toi... »

Cette invocation à l'Esprit de la terre, nous l'avons tous prononcée, avec des mots moins heureux sans doute, mais avec une égale ferveur, lorsque, au sortir des livres, la Vie nous apparut tout à coup si splendide! Ce sont là mirages de la vingtième année. Gœthe le sait bien. Cependant, il laisse son héros s'y abandonner, parce que Faust doit être un homme complet. Ces erreurs aussi sont humaines. Qu'il vive donc, qu'il jouisse et qu'il souffre, en attendant l'heure des grands devoirs!

Tel est le premier enseignement du poème. Impossible de prendre une position plus nette en face des vieux problèmes métaphysiques. Tandis que Kant réserve prudemment les droits du Noumène inconnaissable, Gœthe s'en désintéresse. Un pas de plus et nous tombons dans la négation radicale de Nietzsche, qui n'a pas assez de sarcasmes contre ceux qu'il appelle « les hallucinés de l'arrière-monde, » ou, comme disent les dévots, de « *l'autre monde,* — ce monde abruti et inhumain qui est un néant céleste. » Sans doute, le grand ordonnateur des fêtes galantes de Weimar supporterait mal ces grossièretés à la prussienne. Mais il reconnaîtrait sa plus chère et sa plus intime pensée dans cette exhortation de *Zarathoustra :* « O mes frères, restez fidèles à la terre de toute la force de votre amour! Que votre amour prodigue et votre connaissance aillent dans le sens de la terre. Je vous en prie et je vous en conjure, ne laissez pas votre vertu s'envoler loin des choses terrestres et battre des ailes contre des murs éternels... »

Dans ces phrases et d'autres encore, plus agressives et plus

tranchantes, Nietzsche ne fait que traduire l'axiome fondamental de la philosophie de Gœthe. C'est bien, en effet, dans le sens de la terre que se déroule le fil conducteur, dont nous a muni, au départ, le poète de *Faust :* « Du ciel, par le monde, à l'enfer. »

* * *

Voici donc l'Homme, seul devant la Nature, dont il est la conscience éphémère et sublime. Voici Faust devant la Vie. Quelle Bible le guidera? Un homme fort est à lui-même sa loi. Il sent assez sa puissance pour corriger les textes des antiques révélations et se substituer aux législateurs sacrés.

Le Docteur allemand ouvre l'Évangile, et, avec la sérénité d'un philologue de son pays accommodant à sa façon un vers de Virgile, il biffe d'un trait la leçon de l'Esprit-Saint, qu'il remplace par la sienne : « *Je veux*, dit-il, *traduire une fois, en la simplicité de mon sentiment, l'original sacré, dans ma chère langue allemande...* Il est écrit : « Au commencement était le Verbe. » Dès ici, je m'arrête. Qui m'aidera à aller plus loin? *Il m'est impossible de donner tant de valeur au Verbe.* Je dois le traduire autrement, si la lumière spirituelle m'éclaire. Il est écrit : « Au commencement, était l'Esprit. » Réfléchis bien à cette première ligne, et ne laisse point ta plume se hâter. Est-ce bien l'Esprit qui fait et ordonne tout? Il devrait y avoir : « *Au commencement, était la Force.* » Et cependant, en écrivant ceci, quelque chose me dit de ne point m'y tenir. L'Esprit vient à mon aide : enfin, je commence à voir clair, et j'écris avec confiance : « *Au commencement, était l'action.* »

Rien de plus caractéristique ni de plus suggestif que les pauses de cette méditation. Reprenons-la, en suivant pas à pas le Docteur.

L'Évangile avait dit : « Au commencement, était le Verbe. » Mais non, répond Faust, c'est une erreur! « Il m'est impossible de donner tant de valeur au Verbe. » En effet, le Verbe, c'est la pensée parfaite, c'est l'Idée éternelle et réalisée qui domine le devenir. A ce titre, il répugne à tout ce qu'il y a d'anarchique, d'amorphe, et, au fond, d'anti-intellectuel dans l'âme germanique. Gœthe lui refuse donc le rang primordial. Il descend un degré au-dessous, et, un moment, il hésite devant cette puissance indéterminée qu'il appelle *der Sinn* et que notre

mot *Esprit* traduit mal, mélange confus d'intelligence et de sentiment, pure virtualité de pensée, à demi engagée dans la nature. Mais cela serait encore trop intellectuel. Descendons d'un nouveau degré : « *Au commencement était la Force.* » Ici, le Germain exulte, il se reconnaît dans cette Force. Voilà la véritable leçon du texte sacré : « Il devrait y avoir... » Mais il réfléchit, et sa réflexion le fait descendre d'un degré encore. Qu'est-ce qu'une force sans but, une force qui n'agit pas, qui ne se détermine point? Or, par l'action, la force et la pensée même qui la guide, se soumettent à une fin pratique : elles deviennent créatrices de réalité. Le Docteur écrit avec confiance : « Au commencement, était l'action. » Nous voici maintenant au dernier terme de la descente. Plus de danger maintenant que la Pensée emprisonnée dans le « pratique » tente follement de s'en évader pour aller, comme dit Nietzsche, « battre des ailes contre les murs éternels. »

Au fond, c'est la faillite de l'intelligence, — le suicide de l'esprit. Nos romantiques, qui ont glorifié Faust au petit bonheur de l'inspiration, s'en seraient-ils doutés? Cet étourdi de Musset aurait-il, sans le savoir, touché juste, lorsqu'il s'écrie, dans son apostrophe célèbre, au sénile amant de Marguerite :

La mort, qui t'escortait dans tes œuvres sans nom,
Avait, à tes côtés, descendu jusqu'au fond
La spirale sans fin de ton long suicide,

Grâce à l'Évangile des temps nouveaux, — l'évangile allemand, traduit dans « la chère langue allemande, » — l'homme est définitivement coupé du monde idéal. Le ciel chrétien, comme le ciel platonicien, lui est interdit. Il n'y a plus de Dieu transcendant, mais l'éternelle action immanente, la substance obscure, qui « travaille sur le bruyant métier du temps et tisse le manteau vivant de la Divinité (1). »

Ainsi l'homme fort, l'homme allemand, a repétri la vieille Bible et l'a marquée à son empreinte. D'un bout à l'autre du

(1) Dans un très bel article de l'*Amitié de France*, M. Georges Dumesnil écrit ces lignes : « L'avenir de la civilisation européenne, et en particulier de la civilisation française, est rigoureusement lié à la doctrine de la transcendance de Dieu. Faute de cette doctrine, clé de voûte de toutes les autres, l'homme se divinise. Or, dirai-je, « qui fait le dieu fait la bête. » Le signe de la Bête marquera le peuple qui ne croit plus à la transcendance de Dieu. » (Numéro de février 1915 p. 28.)

poème, nous l'allons voir tout rejeter au moule pour le façonner à sa guise, rebrasser la matière des vieux mythes, des vieilles morales et des vieilles religions pour leur imposer despotiquement sa pensée. Il ressuscitera Hélène, mais il lui arrachera son âme et lui fera parler une langue barbare. Il évoquera la Vierge, les Saints et les Anachorètes, mais pour leur faire jouer une parodie panthéiste de la béatification catholique. Vains fantômes, qui ne reposent plus sur le terrain solide de l'histoire ou du dogme, qui sont suspendus au seul caprice de l'évocateur et qui s'évanouissent en fumée. Le Germain, comme le Sémite, est l'ennemi des dieux étrangers : il les abat, ou bien il les violente, les tord et les contraint d'exprimer ce qu'il lui plaît. Les siens, il les vide de toute substance et il leur insuffle sa volonté, qu'il finit par adorer sous leur nom. Catholicisme, protestantisme, chez lui, sont des formes illusoires, à l'abri desquelles se dissimule le gros instinct dévotieux de la bête mystique allemande, agenouillée devant « le vieux Dieu » de sa mythologie, le seul auquel elle croie, parce que ce Dieu, c'est *elle-même* divinisée.

*
* *

La volonté, le vouloir-vivre éperdu, voilà, au fond, l'unique dieu de la race. Faust, en grand Germain, est d'abord, lui aussi, une volonté, une volonté d'où procède une intelligence presque divine, mais qui se soumet de plus en plus au triomphe pratique de la volonté. Dieu s'est réservé les lumières éternelles, et il n'a laissé à l'homme qu'une demi-clarté. Oui, sans doute, reconnaît Faust. *Mais moi je veux!* Il veut d'une volonté allemande, c'est-à-dire « profonde et soutenue, » car c'est à ce signe que se reconnaît la volonté nationale : « Vous, dont l'ardeur soutenue et profonde vous assure la victoire, vous, fleur juvénile du Nord, vous, force charmante de l'Est ! » Ainsi chante Faust, saluant les valeureuses phalanges de la Germanie future. Pour lui, l'intensité continue de son vouloir va bientôt l'égaler au Tout-Puissant. « Il est temps, dit-il, de montrer par des actes que la dignité humaine ne le cède en rien à la grandeur des dieux. » Et déjà il se hausse jusqu'à eux par la force de son intelligence : « Esprit sublime, tu m'as donné tout ce que je te demandais. Tu m'as donné la puissante nature pour royaume, tu m'as donné de lire dans sa poitrine comme dans

le sein d'un ami. » Si Faust n'est pas encore un dieu, du moins il s'élève très au-dessus de l'humanité par sa « résolution puissante de tendre toujours et sans cesse vers l'existence la plus haute. » Nietzsche n'a rien inventé. Non seulement la psychologie de son surhomme est déjà dessinée à grands traits par Gœthe, mais le mot même qui désigne l'homme des temps nouveaux, — *Übermensch,* — figure en toutes lettres dans le poème de Gœthe.

Si Celui qui existait dès l'origine des temps, si Dieu agit sans cesse, le surhomme, son fils, se distinguera par l'action dévorante et perpétuelle, frénétique et anxieuse au début, calme et sûre d'elle-même par la suite, épanouie dans la plénitude d'une force, qui marche toujours du même pas réglé, et à qui rien ne résiste. Faust est brûlé par la fièvre de l'action. Il ne se repose jamais, ou presque jamais. C'est déjà l'activité épuisante, le surmenage infernal du germanisme d'aujourd'hui. A mesure qu'il avance vers le terme de sa vie, ses périodes de contemplation deviennent de plus en plus courtes et de plus en plus rares. S'il consent à prendre du loisir ou du divertissement, il faut que sa force monstrueuse y trouve son compte, qu'elle se déploie en apothéose dans des fêtes à sa taille. Fêtes colossales et quelque peu pédantes, fêtes où le plaisir sans mesure se tourne tout de suite en fatigue pesante, où la liesse sensuelle ne tarde pas à dégénérer en orgie grossière. Le soudard et le rustre reparaissent sous l'habit brodé du gentilhomme : « Tourbe poudrée, avec tes paillettes trompeuses ! Les voici qui viennent, ils viennent rudes, ils viennent bruts, d'un pas hardi, d'un élan brusque. Ils viennent tous, épais et forts !... » Les pieds des Faunes et des Satyres déguisés scandent ainsi le *chant sauvage*, dans la mascarade que Faust et Méphistophélès ont machinée pour l'Empereur. La réjouissance finit par une catastrophe. Tout s'écroule et flambe en un incendie général. Ainsi finissent d'habitude les plaisirs du docteur. Quand ce n'est pas le feu, c'est l'assassinat ou la bataille qui les termine. Tels les ivrognes de la taverne d'Auerbach, qui, après leurs buveries et leurs divagations joyeuses, se prennent par le nez et s'assomment entre eux.

Mais qu'importent les horions, les rixes, le sang versé et les ruines fumantes ! A travers heur et malheur, la grande affaire est de vivre : « Vivre, voilà le devoir, ne fût-ce qu'un instant ! »

dit Faust à Hélène. Agir pour agir, sans autre but que la perfection même de l'acte, telle est la loi du surhomme : « L'action est tout, la gloire n'est rien. » Jamais de relâche, fût-ce dans l'ivresse du triomphe. Jamais de défaillance, fût-ce au paroxysme de la volupté ou de la passion. Honte à celui qui se laisse prendre par la joie ou la beauté de l'heure, au point de vouloir arrêter la roue du temps et de s'écrier : « Instant, tu es trop beau ! » En avant, toujours en avant : il n'y a pas d'autre issue pour le forçat enthousiaste du vouloir, pour le damné bienheureux de l'action.

Rien ne doit limiter sa puissance, rien ne doit gêner l'expansion de sa riche nature. Que d'autres jeûnent et se mortifient. Lui, il repousse toute contrainte et toute diminution. En vain la morale du monde, comme celle du prêtre, lui corne aux oreilles : « Il faut te priver, te priver! Il le faut ! » Faust, le surhomme, abomine la privation. Son devoir est de se réaliser dans la plénitude de ses appétits, de ses désirs et de ses aspirations. Et c'est pourquoi il a la haine du sacrifice, il est farouchement anti-chrétien. Il se rit des morales et des codes. Son champ d'action est situé *par delà le bien et le mal.* Bon pour la canaille d'avoir une morale, la morale des esclaves : le surhomme ne connaît d'autre règle que sa volonté, mais il est assez intelligent pour respecter les préjugés de la multitude. Le peuple croit à la médecine : flattons sa manie, administrons-lui les potions qu'il demande, quitte à l'expédier dans l'autre monde par les voies les plus rapides. Ainsi en usait le propre père du docteur, le bonhomme Faust, qui jamais n'hésita à ingurgiter ses drogues aux patiens : « Ceux-ci mouraient, — dit le fils à son confident, Méphistophélès, — et personne ne demandait qui avait guéri. Dans les vallées et les montagnes de ce pays, avec nos mixtures d'enfer, nous avons fait cent fois plus de ravages que la peste. Moi-même à des milliers j'ai présenté le poison. Ils sont morts, et je survis pour entendre célébrer les hardis meurtriers. »

Ce cynisme, chez Faust, s'allie tout naturellement à une espèce de tartuferie transcendante. Entre libres esprits, on peut faire assaut d'impiétés et de sarcasmes contre l'Église : il convient cependant que le peuple ait de la religion. Aussi, lorsque les fils ou les proches de ces paysans, que Faust et son père ont empoisonnés par milliers, lorsque ces braves gens

s'empressent autour du grand homme et l'acclament comme leur sauveur, l'illustre savant leur montre le ciel, en prononçant avec une pieuse humilité :

— « Prosternez-vous devant Celui qui est là-haut! Lui seul enseigne à secourir, Lui seul est notre secours. »

C'est étrange comme ce petit sermon du docteur Faust rappelle certaines homélies impériales.

Ainsi préparé, muni de sa Bible à lui, de sa bonne Bible allemande, qu'il a revue et corrigée avec une critique judicieuse, adaptée aux exigences du monde comme à celles de sa raison pratique, il peut désormais se lancer hardiment dans la vie, dans la rude et inhumaine bataille de la vie telle qu'il la conçoit.

* * *

Mais, au sortir de ses livres et de sa science chimérique, il n'est d'abord qu'un homme, un pauvre homme désarmé et nu. Et pourtant son cœur déborde de convoitises. Où va-t-il trouver la puissance de les satisfaire? — « En vain, dit-il, j'ai accumulé sur moi tous les trésors de l'esprit humain. Lorsque, à la fin, je me recueille, nulle force nouvelle ne jaillit de mon sein. Je ne suis pas d'un cheveu plus grand, je ne suis pas plus près de l'infini... Que sais-je donc, s'il ne m'est pas possible d'atteindre cette couronne de l'humanité, vers laquelle se pressent tous mes sens?... »

Alors, une voix à l'accent railleur et trivial, qui n'est, en réalité, que l'écho de sa propre pensée, lui souffle à l'oreille les remontrances de la sagesse pratique. Oui, évidemment, l'homme ne peut pas grand'chose par lui-même; mais, au lieu de gémir sur sa faiblesse, qu'il commence donc par tirer le meilleur parti possible de ses petits avantages : — « Que diantre! tes mains et tes pieds, ta tête et ton derrière sont bien à toi. Et, parce que je me sers vaillamment d'une chose, est-ce donc à dire qu'elle est, par cela, moins à moi? Si je compte six chevaux à mon service, leurs forces ne sont-elles pas les miennes? Je les monte, et me voilà, moi pauvre homme, avec vingt-quatre jambes. Alerte donc! Trêve de réflexions, et lance-toi avec moi dans le monde! Je te le dis : *Un drôle qui spécule est comme un animal qu'un esprit malin fait tourner sur l'aride bruyère, tandis que, tout autour, s'étendent de beaux et gras pâturages.* »

Tel est le double conseil que lui donne Méphistophélès, son âme damnée : user hardiment des ressources de sa nature, et ensuite, au lieu de se perdre en sottes spéculations sur l'infini, accroître sa force de toutes celles que le monde tangible et visible peut mettre à son service. Si la science théorique ne sert ni ne mène à grand'chose, la science pratique nous permet de capter et d'employer à notre usage les puissances naturelles. Ainsi l'homme arrive à réaliser des prodiges, eu égard à sa faiblesse originelle. Cette science-là, Faust la désigne par un vieux mot peu orthodoxe : la magie. Elle est magique, en effet, selon le sentiment populaire, d'abord par les merveilles qu'elle produit, ensuite par ce qu'elle a de troublant pour la conscience. Elle est étrangère à toute morale. Elle fait le bien et le mal indifféremment et même plus souvent le mal que le bien.

Le secret en est révélé à Faust par ce Méphistophélès, qui se définit lui-même : *l'Esprit qui toujours nie*. Et aussitôt il ajoute, afin que le docteur n'en ignore : « Tout ce que vous appelez péché, destruction, *le mal* en un mot, est mon propre élément. » Il est l'âme des grandes catastrophes cosmiques et aussi le ferment des plus infimes pourritures et des plus lentes décompositions. Il est la grande puissance destructive de la nature, en conflit perpétuel avec cette autre grande puissance qui répare et qui reconstruit sans cesse l'unité et la beauté du monde. Puissance dangereuse, terrible en ses explosions, mais que l'homme peut maîtriser partiellement et faire collaborer à ses fins. Faust n'hésite pas à lier un pacte avec elle. Il n'a aucune illusion sur la valeur morale de son allié. Il sait parfaitement que Méphistophélès est l'Esprit qui nie et aussi l'Esprit qui trompe, l'Esprit de fourberie, de méchanceté et de destruction, — l'Esprit du mal en un mot. Mais l'homme, qui aspire à se libérer, n'a pas le droit d'être difficile. Il a même le devoir d'accepter toutes les amitiés qui s'offrent, d'utiliser toutes les chances, pourvu qu'elles le conduisent au but.

Écartons tout de suite une objection : c'est que Gœthe ne saurait être rendu responsable ni des propos, ni des méfaits de son personnage. L'Olympien, hautement impassible et impersonnel, se borne à refléter, dans le pur miroir de son intelligence, l'image des choses et des êtres, et à les représenter par son art. L'objection serait valable, s'il s'agissait d'un de nos

grands écrivains français, d'un Flaubert, par exemple. Nul ne s'est plus évertué que l'auteur de la *Tentation de saint Antoine* vers un art strictement objectif et impersonnel. Mais Gœthe?... Qu'il soit impassible, je le veux bien, c'est-à-dire indifférent à tout ce qui émeut le commun des hommes. Impersonnel, non pas. Autrement, il cesserait d'être Gœthe. Rien ne l'intéresse que par rapport à lui-même ou à sa destinée, que ce qui peut servir à la culture de son moi. Ce qu'il poursuit, c'est moins la vérité en elle-même que la satisfaction d'un dilettantisme supérieur. Le monde ne saurait rien lui offrir de plus passionnant que le spectacle de son ascension vers les formes suprêmes de l'existence. Et ainsi, par une tendance naturelle de son esprit, ses personnages ne font que lui raconter à lui-même sa propre histoire. Et, comme il est un surhomme, cette histoire revêt, à ses yeux, une valeur exemplaire et en quelque sorte pédagogique, qui s'impose au reste de l'humanité.

En tout cas, il prend parti ouvertement dans le conflit tragique qu'il nous expose. Si, parfois, son héros décline toute complicité avec Méphistophélès, s'il flétrit le cynisme ou la malfaisance de son associé, il ne décline jamais son concours. Advienne que pourra! Quiconque emploie le Diable sait parfaitement que celui-ci ne peut jamais faire que de méchante besogne! Quand, du moins, par ses maléfices, on obtient à peu près ce que l'on veut, on aurait mauvaise grâce à se plaindre ensuite. Pour le soulagement de sa conscience, Faust s'indigne bien, de temps en temps, contre les coquineries ou les scélératesses de son compagnon ; mais cela ne l'empêche pas d'en profiter. En esprit supérieur, il accepte de propos délibéré toutes les exigences de la raison pratique.

La leçon du docteur a été bien suivie par ses petits-fils. Si, après avoir étudié méthodiquement les moyens les plus rationnels et les plus expéditifs de terminer une guerre ou de détruire une race, ceux-ci les appliquent, aujourd'hui, sans sourciller, de quel droit Faust les en blâmerait-il? Ce sont là les procédés habituels, c'est l'art infernal de Méphistophélès, — qui est, en réalité, l'autre moitié de son âme.

* * *

Mais il a un programme si vaste à remplir, ce conquérant des temps nouveaux! Comment trouverait-il le temps de

raffiner sur l'exécution ? Et pourquoi aussi s'embarrasser de vains scrupules?

En dépit des railleries de Méphistophélès, il avoue son ambition : ceindre la couronne totale de l'humanité. D'abord être un homme comme tout le monde : jouir et souffrir, lever son verre avec l'ivrogne, être amoureux d'une grisette, comme le premier venu, faire toutes les folies d'un étudiant de Leipzig ou de Heidelberg. Après cela, ayant l'expérience des passions, il se rangera. Il se lancera dans les affaires, sera banquier, directeur de théâtre, littérateur, poète dramatique, occultiste et nécromancien. Puis les lauriers militaires le tenteront. Il s'improvisera général, gagnera une victoire, sauvera l'Empire et l'Empereur, deviendra Empereur lui-même, et, s'avisant un beau jour que l'avenir de son peuple est sur l'eau, s'assujettira la mer, les îles et les pays lointains. Enfin, il violera la neutralité d'un petit pays qui le gène et qui est administré par deux sages vieillards, nommés Philémon et Baucis. Après ce bel exploit, il mourra de saisissement devant la splendeur et l'immensité de son œuvre. Ainsi, il aura été tout ce que l'on peut être, et même ce qu'il déteste le plus au monde : prédicant à l'occasion.

Par quel sortilège sa banale aventure avec Marguerite a-t-elle ravi l'immortalité? Sans doute, il y faut ce charme, dont parle Renan, — le charme inexplicable du magicien barbare. Si l'amoureuse est touchante dans l'excès même de sa médiocrité, que le rôle de l'amant est piteux, en dehors de ses minutes d'exaltation sensuelle ou lyrique! Méphistophélès ne se gène pas pour le lui dire : « Vous voilà comme s'il s'agissait de faire un cours, comme si vous aviez devant vous, en chair et en os, la Physique et la Métaphysique... Ah! la robe du docteur vous tient au corps! » Mais ce pédant est un homme pratique, rompu aux bonnes méthodes de son pays. Son égarement sentimental et voluptueux ne l'empêche pas de combiner très rationnellement la conquête de l'innocente Gretchen. La stratégie galante du docteur est calculée et organisée, comme l'investissement d'une place forte. Il est partisan, lui aussi, de l'offensive foudroyante. Tout est mis en œuvre pour amener la reddition de la pauvrette dans les vingt-quatre heures : traitement physique du barbon amoureux, cure de jeunesse et de beauté chez la sorcière, pression intensive par les cadeaux, recours à la

classique entremetteuse, emploi judicieux des narcotiques. Heureusement que le philtre de la sibylle opère et lui restitue par momens, avec l'apparence juvénile, l'âme ingénue d'un bachelier! Cependant, le breuvage magique ne lui donne pas la bravoure avec la jeunesse. Pour ce haut professeur d'université, le courage consiste à écraser l'ennemi, quand on est dix fois plus fort. Aussi, lorsqu'il se trouve en présence du soldat Valentin, le frère de Marguerite, son premier mouvement est de tourner casaque : « Là, là, monsieur le docteur, lui dit Méphistophélès, n'allez pas lâcher pied! En garde! serrez-vous près de moi, que je vous dirige! Allons! flamberge au vent! Poussez seulement, moi je pare! » Du moment qu'il a le diable et tous les engins infernaux à sa disposition, il reprend cœur à l'ouvrage, et, sûr d'assassiner son adversaire, il accepte le duel avec lui. Tout cela, c'est de la bonne psychologie allemande, notée avec finesse et précision.

Le plus pur germanisme triomphe dans la conception du caractère de Marguerite, si l'on peut parler de caractère, quand il s'agit d'une petite âme végétative comme celle-là, — une touffe de *vergissmeinnicht* au bord d'un lavoir. Elle ne sait qu'une chose, — encore en a-t-elle bien conscience? — c'est qu'elle est faite uniquement pour céder à l'homme et l'aimer de tout son cœur et de tous ses sens. Elle remplit son destin, à la façon d'une plante, qui n'a plus qu'à mourir, après qu'elle a donné sa fleur et son fruit.

Et pourtant, cette Gretchen en tablier bleu, cette petite servante aux mains gercées a, dans la pensée de Gœthe, une valeur représentative. Si elle ne symbolise pas précisément pour lui la Femme allemande, elle est le type de la Femme idéale, de même que Faust est le type de l'Homme idéal. Celui-ci est le Surhomme, celle-là est l'Éternel féminin, sans autre fonction, sans autre devoir, pour tous deux, que de vivre leur vie. La vie de Faust, c'est d'agir, en tendant sans cesse vers l'existence la plus haute; la vie de Marguerite, c'est d'aimer, en tendant sans cesse vers un plus grand amour. Elle aime comme il agit, sans hésitation, sans défaillance et sans remords, — par delà le bien et le mal. Et c'est ainsi, paraît-il, qu'elle fait son salut.

Oui, on nous dit qu'elle est *sauvée*. Comment? Pourquoi? Nous autres Latins, avec notre pensée nette, nos langues sans équivoque, nous ne pouvons pas comprendre cette duplicité

verbale du Germain. Si les mots ont un sens, *sauvé* signifie le changement radical d'un être, son relèvement après sa chute. Or, Gretchen, bien loin de se relever, s'enfonce de plus en plus dans la faute. Non seulement elle sacrifie son innocence avec une facilité déplorable, mais elle cause la mort de son frère, elle étrangle sa vieille mère et elle jette à l'eau son enfant. Tout cela parce qu'elle aime son Henri. Emprisonnée, condamnée au dernier supplice, elle ne regrette rien, elle ne se purifie pas dans l'épreuve; jusqu'à la minute suprême, elle ne songe qu'aux baisers du bien-aimé. Finalement, elle s'abandonne à la volonté divine, c'est-à-dire, toute logomachie mise à part, qu'elle se précipite, tête baissée, dans le trou noir de l'inconnu... — « Elle est sauvée! » clament les figurans, des hauteurs du cintre. Oui, elle est sauvée parce qu'elle a vécu sa vie, parce qu'elle a été jusqu'au bout de son amour, à travers la fraude, le crime et la douleur, peu importe : « Vivre, voilà le devoir, ne fût-ce qu'un instant! »

En vérité, c'est se moquer du monde! Cette chute de plus en plus profonde de Marguerite, — puisqu'elle en arrive à perdre la raison, — cette chute nous est représentée comme une Assomption mystique. Encore une fois, ce qui est en bas est mis en haut. Marguerite est sauvée, en effet, s'il suffit, pour l'être, de développer sa nature, avec l'automatisme du germe qui perce la couche de terreau, ou du boulet de canon qui fauche tout sur son passage. Il y a là un beau cas de cette inversion si familière à la pensée germanique, un véritable « renversement des valeurs, » comme dirait Nietzsche. Mais il n'est que de s'entendre, ou d'avertir les gens. Désormais, nous le saurons : la lâcheté s'appellera héroïsme, la barbarie savante, culture supérieure, — et l'animalité sentimentale de Gretchen, candeur et vertu allemandes.

*
* *

Après cette triste expérience amoureuse, qui vient de le mener jusqu'au pied du gibet, Faust, épuisé d'émotions et de fatigues, succombe à un sommeil réparateur. Il se réveille le plus innocemment du monde dans un cadre de nature imaginé à souhait pour un convalescent de l'amour, ce que Gœthe appelle modestement « un site agréable, » paysage de sensualité allemande, tout gazonné et doux-fleurant, qui porte beaucoup

plus à la jouissance qu'à la contemplation. Il ouvre les yeux, au milieu des fleurs qui embaument, au son des harpes éoliennes. Le souvenir de la tragédie récente ne l'effleure même pas, ne peut pas, ne doit pas l'effleurer. Pas ombre de remords. Les petits Elfes lui versent l'énergie et l'audace, sans se préoccuper plus que lui-même d'interroger sa conscience :

Les petits Elfes, par essaims,
Vont où la douleur les convie
Et portent la force et la vie
A chacun sans distinction,
Qu'il soit innocent ou coupable!

L'activité de Faust va rebondir, — et, cette fois encore, — « par delà le Bien et le Mal. » Debout, debout! A quoi bon rêver au passé et pleurer les morts? Par-dessus les cadavres, en avant! — « Le sommeil n'est qu'une enveloppe, rejette-la bien loin. Ne crains pas d'oser! Bon pour la multitude d'hésiter et d'errer au hasard. L'homme noble peut tout ce qu'il veut : rapide, il voit le but et s'en empare. » — Pourtant, cette prairie est si fraîche, cette herbe si moelleuse, tout ce paysage si plein de *gemüth*, si rafraîchissant pour le cœur! Et l'action est si dure et peut-être si vaine, hélas! Elle ressemble à l'arc-en-ciel, qui enjambe ce torrent, — image de l'écoulement éternel de tout. C'est pour colorer ce prisme illusoire, cette fantasmagorie éphémère que l'homme s'épuise!... Mais ne discutons pas! C'est inutile : « Vivre, voilà le devoir, ne fût-ce qu'un instant! »

Épaulé de son fidèle Méphistophélès, Faust va devenir le Juif-errant de l'action. C'est vrai qu'il ne sait rien du monde, lui qui n'a vécu jusqu'ici que dans son laboratoire, parmi ses livres et ses cornues. Mais, pour réussir, il suffit de croire en soi, quand on a l'audace et l'intelligence.

Le diable lui-même s'en porte garant : « Mon bon ami, tu arriveras à tout, dès que tu auras confiance en toi-même. » C'est le principe du bluff et le mot d'ordre du germanisme. Personne plus que le docteur Faust ne croit en son destin. Outre qu'il se sait très fort, n'a-t-il pas conclu un pacte avec l'enfer? Aussi pour son début dans le monde, est-il introduit d'emblée à la cour de l'Empereur.

Pauvre Empereur et plus pauvre Empire! Du moins, l'Empereur a cette excuse qu'il est un bon garçon. Faust lui rendra plus tard ce témoignage : « J'ai pitié de lui : il était si brave, si

ouvert! » Mais que penser de son entourage et des grands feudataires de sa couronne? La corruption est partout, partout la révolte gronde, et les caisses publiques sont vides. Déjà, la banqueroute est imminente. C'est alors que Faust, inspiré par son terrible compagnon, s'avise d'une merveilleuse combinaison financière, qui va sauver l'Empire et l'Empereur. Avec son associé, il entreprend une formidable émission de papier-monnaie, garantie par de prétendus trésors enfouis dans le sol et qu'il ne s'agit plus que d'exhumer. Bien entendu, ces trésors n'existent que dans l'imagination des deux compères. Aussi le public, comme le souverain, se montre-t-il d'abord incrédule. Jamais à court d'expédiens, nos deux brasseurs d'affaires inventent de l'étourdir par une mascarade gigantesque, où Plutus en personne vient faire de la réclame par la banque Faust et Méphistophélès. Le tour est joué. L'Empereur signe le papier-monnaie, et cela devient une bénédiction. Bourgeois et gentilshommes, l'Église elle-même, pourtant si prudente et si soigneuse de son bien, tous se précipitent aux guichets de la Banque, avides d'y vider leurs coffres et de troquer leur bel or trébuchant contre le chiffon de papier revêtu de la griffe impériale, qui, en réalité. est la griffe du diable.

Triomphe! L'opération réussit à merveille. Tout le monde devient riche, ou se croit riche, ce qui, provisoirement, est la même chose. L'Empereur, grisé par cette prospérité soudaine, ne songe plus qu'à jouir. Il donne des fêtes, il lui faut des palais, des cortèges splendides, qui se déploient dans d'immenses salles gothiques, hautes comme des cathédrales. Certainement, il a déjà la hantise du style « kolossal. » Faust, de son côté, pourrait se reposer sur ses lauriers, mais nous le savons, un homme de sa sorte ne se repose jamais. Comme l'opulence lui donne du loisir, il songe, pour s'occuper, à faire de la littérature.

*
* *

On peut interpréter en ce sens le fameux épisode d'Hélène dans le *Second Faust*. Évidemment d'autres interprétations sont possibles. A travers ce tohu-bohu de réminiscences et de fantômes classiques, de larves allégoriques et symboliques, il est difficile de suivre la pensée du poète, en admettant qu'elle se développe logiquement : ce qui est peu probable. Comme il

l'a dit ailleurs, je crois plutôt qu'il s'est borné, ici encore, à juxtaposer, selon certaines convenances esthétiques, ce qu'il appelle « de beaux fragmens de vie. »

En tout cas, l'idée centrale du morceau n'est pas douteuse. De même qu'au début de son poème, il a germanisé la Bible, il affirme, en cet épisode, sa volonté de germaniser l'art. Hélène, la beauté grecque, s'est prostituée en mille aventures. Voilà longtemps, d'ailleurs, qu'elle est morte. Ce n'est plus qu'un spectre blême, que la philologie allemande peut bien ranimer un instant, mais qui s'évanouit, dès qu'on essaie de le toucher. Faust le ressuscitera, il fera entrer Hélène dans son lit. Le vigoureux Germain fécondera l'Hellade décrépite. En d'autres termes, il n'y a de salut pour l'art qu'à la condition d'exprimer des pensées allemandes sous une forme antique.

Mais le grand théoricien de l'Action ne saurait s'amuser longtemps à souffler un semblant de vie à des fantômes. Arrière les mirages de l'art! La réalité seule peut le satisfaire. C'est elle qu'il poursuit à travers les fictions. Selon l'expression de Schopenhauer, l'art n'est qu'un *calmant* destiné à endormir la volonté, qui s'efforce sans cesse vers la vie, vers la possession et la jouissance de la vie. Ce n'est qu'un expédient de l'impuissance pour se donner au moins l'illusion de posséder ce qu'elle convoite ou ce qu'elle rêve. La pure contemplation de la Beauté ne suffit pas au Germain. Tout de suite, son farouche instinct de domination et de jouissance le précipite sur elle pour s'en emparer et la soumettre à son désir.

Aussi l'hymen conclu entre la Pensée allemande et la Beauté classique, entre Hélène et Faust, est-il des plus éphémères. A peine sorti du berceau, le jeune Euphorion, leur fils, lance le chant de guerre, l'hymne à la force, qui va rompre la fragile union de ses parens. Son premier mouvement est de se jeter sur les jeunes filles du chœur et de les brutaliser : « Toutes vous êtes des biches agiles! A de nouveaux jeux accourez d'alentour! *Je suis le chasseur, vous le gibier!...* Allons! à travers les bois, les arbres et les pierres! *Le bien qu'on a sans peine me répugne : celui qu'il faut conquérir par la force seul me réjouit...* (serrant une jeune fille dans ses bras) : J'entraîne ici la petite sauvage, pour la *forcer* à se rendre à mes désirs. Pour mes délices, ma joie, j'étreins sa poitrine rebelle, je baise sa bouche mutine, *je fais acte, en vérité, de force et de volonté...* »

Ces petits jeux rustiques et divins ne peuvent être qu'un passe-temps pour le fils de Faust. Il lui faut le tumulte des batailles et les lauriers du conquérant : — « Eh quoi ? Rêvez-vous le jour de la paix? Rêve qui peut rêver! Guerre, c'est le mot d'ordre. Et victoire, c'est la chanson ! » — Finalement, il sombre dans un accès de mégalomanie éperdue. Par delà les eaux, une île prochaine le fascine. Qu'importe l'espace ! C'est par les voies de l'air qu'il s'abattra sur sa conquête. Des ailes le soulèvent. Le voilà en plein ciel ! Il plane, il tombe, il meurt écrasé contre le sol...

* * *

Ainsi le sourire de la Beauté n'a pu arrêter Faust dans sa course à l'abîme. L'art comme tout le reste a déçu son perpétuel besoin d'agitation. Alors il se retourne vers la grande consolatrice, vers cette nature, dont l'Esprit de la terre lui a donné le royaume, avec la faculté de lire en elle « comme dans le sein d'un ami. »

Devant les hautes montagnes, ses effusions lyriques sont brèves. Il n'a pas le temps de contempler, ni de rêver. Le souci du « pratique » le tourmente de plus en plus. Que des têtes creuses de poètes s'égarent dans les mondes chimériques de l'imagination : « ce globe terrestre offre encore assez d'espaces pour les grandes actions. Oui, quelque chose de prodigieux va s'accomplir. Je me sens fort pour une œuvre hardie... » Et le docteur s'exalte encore une fois. Il se bat les flancs avec fureur, pour s'entraîner à l'action. Il menace le monde entier : « *Je veux conquérir la domination, je veux posséder. L'action est tout, la gloire rien!* » Parole vraiment allemande, jaillie des profondeurs mêmes de la race ! Gœthe, ici, fait écho à Luther : « La foi est tout, les œuvres rien ! » Sous une apparence contradictoire, c'est la même affirmation orgueilleuse du moi toujours agissant et supérieur aux formes changeantes de son activité.

Qu'est-ce que Faust va donc accomplir de si prodigieux?... Il va se battre avec la mer, grande force stérile qui occupe des espaces immenses. Ces espaces, il les lui arrachera, il les conquerra sur elle, pour en tirer des richesses dormantes et ouvrir à l'homme un vaste champ d'action : « Atteindre à cette jouissance suprême de chasser du rivage la mer arrogante, de

resserrer les bornes de la plaine humide et de la refouler au loin sur elle-même, pas à pas j'en suis venu à calculer tout cela. » Et, se tournant vers son diabolique compagnon : « Voilà mon désir! Ose le seconder! »

Mais, au loin, des tambours battent, des clairons sonnent : la guerre est déclarée. — « Encore la guerre! dit Faust, avec humeur : c'est un bruit que le sage n'entend pas volontiers. » Nous avons là le sentiment même de Gœthe : il est certain, — toute sa conduite l'a prouvé, — qu'il n'aimait pas la guerre. Différence profonde avec Nietzsche. Mais la raison de Faust tient en échec ses répugnances. Le sage lui-même n'a pas le choix des moyens. Et, bien vite, Méphistophélès le munit d'argumens propres à tranquilliser sa conscience : « Bah! lui dit-il, la guerre ou la paix, qu'importe! Il est habile de travailler à tirer parti de chaque circonstance. On guette, on saisit des yeux l'instant propice. L'occasion est là, Faust! sache la saisir. »

Et le docteur n'hésite pas à partir en guerre, bien résolu à gagner la bataille, à ne rien négliger pour s'assurer la victoire. Que faut-il pour cela? Une armée solide, une marine audacieuse, prête à tous les coups de main, une artillerie invincible, des services techniques admirablement organisés, enfin, dans le peuple et dans l'armée, le moral qui convient pour une entreprise belliqueuse. Des personnages de condition inférieure sont chargés par le poète d'expliquer au public les nécessités et aussi la psychologie spéciale de la guerre. Leurs maximes se distinguent par une belle franchise. Voici trois soudards qui s'avancent : « Si quelqu'un, dit le premier, me regarde dans le blanc des yeux, je lui lance mon poing dans la gueule. Et le lâche qui veut fuir, je l'empoigne par ses cheveux de derrière. — Les vaines querelles ne sont que fariboles, dit le second : on y perd sa journée. *A prendre seulement sois infatigable*. Pour le reste, ne t'en informe qu'après! — A la vérité, *prendre est fort bien*, dit le troisième, mais conserver est mieux encore. » Et le premier soudard conclut par cette déclaration explicite : « A la valeur des légions impériales doit s'allier la soif du butin. »

De tels propos mettent en joie les compagnes de ces valeureux guerriers. L'une d'elles, qui porte un nom significatif (*Eilebeute*, celle qui hâte le pillage), se jette au cou du soldat, le

cajole et l'embrasse : « Bien que je ne sois pas mariée avec lui, dit-elle, il n'en reste pas moins le drille que je préfère. Voilà les fruits qui mûrissent pour nous! La femme est terrible quand elle prend, sans pitié quand elle vole. *A la victoire donc, et tout est permis!* » A quoi Méphistophélès réplique, quelques pages plus loin : « *Pourvu qu'on ait la force, on a le droit.* On demande pourquoi et non comment. Je veux ne rien connaître à la navigation, si la guerre, le commerce et la piraterie ne forment pas une trinité inséparable. » N'insistons pas. On sait trop quelle fortune retentissante l'Allemagne contemporaine a faite à tous ces axiomes.

Pour commencer, l'armée impériale se met à razzier de droite et de gauche. Un des trois vaillans se fait fort de déménager la tente du généralissime ennemi. Et sans doute il n'oubliera pas, dans le butin, les provisions de bouche, ni surtout les bouteilles de vins fins. A Leipzig, avec ses amis, les pochards de la taverne d'Auerbach, il a tant rêvé de faire couler le champagne à flots : — « Je veux du champagne, et qu'il soit bien mousseux encore! Un bon Allemand déteste les Français, mais il boit leurs vins volontiers. » — Par la bouche de l'ivrogne, c'est Gœthe lui-même qui parle ici : agréable souvenir de la campagne de France!... Et puis la bataille s'engage, tout de suite atroce et horriblement meurtrière, grâce à la stratégie diabolique de Méphistophélès, qui conjure les deux élémens opposés, l'eau et le feu, contre l'armée adverse. Il détourne les rivières, il noie l'ennemi dans ses tranchées. Ensuite il fait donner l'artillerie : « Envelopper l'ennemi de ténèbres profondes, lui rendre chaque pas incertain, puis l'éblouir de tous côtés par des feux follets, par une subite splendeur, tout cela est charmant, *mais il faut encore un bruit qui jette l'épouvante.* » Le canon tonne, les vieilles armures décrochées par Méphistophélès dans les salles des palais impériaux, s'entre-choquent avec un fracas effroyable... Pourquoi ces vieilles armures, toute cette ferblanterie désuète? L'intention symboliste du poète paraît assez claire. Si l'âme guerrière et féroce du moyen âge est bien morte, s'il n'en reste plus que la carapace dans les panoplies des musées, un chef avisé saura, quand la nécessité l'exige, sortir toute cette défroque de ses catacombes, et, immédiatement, au contact du grand air et de la lumière, la carapace vide retrouvera son âme belliqueuse des anciens jours.

Tous les vieux instincts destructeurs des siècles abolis ressusciteront. Un gouvernement qui a le génie de l'organisation, ne doit pas négliger ce sûr moyen : autant qu'il le pourra, il réveillera dans la multitude la barbarie ancestrale, qui sommeillait au fond des cœurs.

Le résultat ne se fait pas attendre. Faust lui-même en est émerveillé : « Les armures creuses sorties des nécropoles des salles se sentent ravivées au grand air. En haut, c'est un cliquetis, un fracas, une musique à me déchirer les oreilles. ... Admirable! il n'y a plus moyen de les retenir. Déjà ces volées chevaleresques font retentir l'air comme au bon vieux temps. Brassards et cuissards, en guise de guelfes et de gibelins, renouvellent vaillamment l'éternelle querelle. *Fermes dans les sentimens héréditaires, ils se montrent irréconciliables.* Déjà, le vacarme résonne au loin. En définitive, dans toutes les grandes fêtes de l'enfer, c'est la haine des partis qui apporte le plus beau contingent d'horreurs. Cela tonne d'une manière effroyable, panique, en même temps perçante, aiguë en diable, et jette l'épouvante dans la vallée... »

Un vainqueur, un rescapé de cette terrible fournaise en est comme frappé d'hébétement; il ne sait plus où il en est : « C'est bizarre, je ne sais comment vous dire la chose; *il a fait si chaud toute la journée, l'atmosphère était si pesante, si chargée d'angoisses!* On trébuchait et frappait à la fois. A chaque coup un ennemi tombait. Vous sentiez flotter comme un brouillard devant vos yeux. Ensuite, c'étaient des bourdonnemens, des tintemens, des sifflemens d'oreilles... Nous voici maintenant, et nous ne savons pas nous-mêmes comment cela s'est fait. »

Il doit y avoir de beaux monceaux de cadavres dans la plaine. Des équipes de paysans sont occupés à les enterrer : « N'importe! dit l'Empereur: nous avons gagné la victoire. »

*
* *

Une seconde fois, Faust a sauvé l'Empereur et l'Empire.

Le souverain lui-même, nous le savons, ne lui inspire qu'une médiocre estime : c'est un bon garçon, voilà tout; crédule, sans volonté ni intelligence, uniquement occupé de plaisir. Aussi les grands vassaux de la Couronne sont-ils en révolte plus ou moins ouverte contre lui. Sans cesse, ils cherchent à lui susciter quelque concurrent, à dresser en face

de lui un Anti-Empereur, pour affaiblir sa puissance. D'ailleurs, il est entre les mains des prêtres, à qui il finit par abandonner niaisement presque toute la richesse du pays. En vain Faust et Méphistophélès ont-ils rempli ses coffres, grâce à leur habile subterfuge financier : le plus clair de cet or diabolique s'est déversé dans la caisse de l'Église, où il se sanctifiera. Tout ce passage du poème est plein d'allusions à l'Allemagne contemporaine de Gœthe : on y sent son mépris pour ce Saint Empire romain germanique, livré à l'influence de Rome et aux intrigues cléricales, ce faible gouvernement qui n'a su donner à l'Allemagne ni l'unité, ni l'hégémonie européenne. Qu'attendre d'ailleurs d'un souverain, qui, sur le trône, ne songe qu'à profiter agréablement du pouvoir? Comme si l'on pouvait régner et jouir de la vie en même temps!

Mais si Gœthe méprise l'Empereur, il a presque de l'adoration pour l'Empire. De quel ton exalté il en parle! Quelles sonorités ce mot d'empire met sur ses lèvres! Il suffit de lire dans ses *Mémoires* sa relation du couronnement de Joseph II à Francfort, au mois d'avril 1764, pour deviner l'impérialiste fervent qu'il cachait au fond de son cœur. Tout ce qui touche à l'Empire est, de sa part, l'objet d'une véritable dévotion. Il s'émerveille à décrire les cortèges d'électeurs et d'ambassadeurs qui, dans Francfort ébloui, se déroulèrent alors du matin au soir, qui tinrent la ville en effervescence continuelle pendant les semaines et les mois que durèrent les cérémonies compliquées des fêtes impériales! Les insignes mêmes de l'Empire le jettent dans une sorte d'extase. C'est avec un battement de cœur qu'il contemple de loin le globe, le sceptre et la couronne, déposés sur un coussin de velours, dans un coin de la salle du banquet, à l'hôtel de ville. Quelques jours après, on les exhibe au populaire, et le père de Gœthe n'imagine pas de plus belle consolation pour son fils, accablé par un chagrin d'amour, que de l'emmener voir cette exposition.

Quel dommage que ces insignes de la domination ne soient que des hochets dérisoires entre les mains débiles de l'actuel Empereur! Gœthe ne manque pas de noter que le jour de son couronnement, Joseph II parut comme écrasé sous le poids de la dalmatique carlovingienne, toute raide de broderies et de pierres précieuses, et qu'on avait dû rembourrer la couronne de Charlemagne, « notre grand Charles, » trop large pour la

tête de ce frêle souverain catholique. Quand donc les hommes allemands auront-ils un Empereur digne de leur fidélité, de « leur volonté profonde et soutenue, » — un Empereur allemand, libre de tout pacte avilissant avec Rome?... En attendant, ses regards se tournent avec complaisance et comme un obscur frisson d'espoir, vers l'ambassadeur du roi de Prusse, ce rude baron de Plotho, qui, par ses brutalités et ses goujateries, s'amusait à humilier, au nom de son maître déjà triomphant, le pauvre monarque autrichien. Mais la Prusse n'en est encore qu'à ses coups d'essai. Jusqu'à ce qu'elle puisse s'en emparer, le globe, le sceptre et la couronne ne sont, pour les yeux allemands, que des objets de curiosité, des pièces de musée étalées sur le velours d'une vitrine.

Faust, qui ne peut prévoir encore ce moment-là, a donc quelque raison de désespérer. D'ailleurs son désespoir est de courte durée. L'Empire est sans Empereur. Eh bien! Faust, cet ancien professeur d'université, se proclamera Empereur lui-même. Il ne faut pas que l'interrègne se prolonge et que la volonté de la Race soit déçue. Seulement, lui, il sera un Empereur qui régnera pour régner et non pour jouir : « *L'homme destiné à gouverner doit trouver le bonheur suprême dans le gouvernement.* Sa poitrine est pleine d'une sublime volonté. Ce qu'il veut, il n'est donné à personne de l'approfondir. Ce qu'il souffle à l'oreille de ses confidens s'accomplit sur l'heure, et le monde est dans l'étonnement. Ainsi, *il sera toujours le premier entre tous, le plus digne.* » Hegel n'a rien écrit de plus fort pour la divinisation de l'État. Mais dans ce sursaut d'orgueil, comme s'il prévoyait que la tare de la Race sera la cause de sa perte, il conclut par ce dur apophtegme, asséné avec la roideur d'un coup de poing : « La jouissance abrutit. »

* * *

Voyons à l'œuvre le docteur couronné.

En échange de ses services, l'Empereur-fantôme lui a concédé une bande de rivage, un vaste territoire stérile, envahi par les sables et sans cesse menacé par le flot marin. A la vue de ce domaine désolé, il est repris par son vieux rêve : conquérir la mer, la refouler bien au delà de ses limites naturelles et faire sortir des eaux un véritable royaume. Cette hantise de la mer, n'est-ce pas étrange chez un fonctionnaire du petit duché

de Saxe-Weimar, et près de cent ans avant qu'il y eût des pangermanistes?

Tout de suite, avec l'indomptable énergie de sa volonté, il se met au travail, et, comme le diable s'en mêle, le résultat ne tarde pas à dépasser ses espérances. Réellement, le docteur Faust, a fait sortir des eaux une terre nouvelle, que son industrie a su peupler et féconder avec une rapidité miraculeuse. Les vieillards, anciens habitans de cette pauvre région sablonneuse, ont peine à s'y reconnaître. Ils s'effarent de cette transformation et de cette prospérité si soudaines : « La vague s'éloigna. Les hardis ouvriers de maîtres sages creusèrent des fossés, élevèrent des digues, refoulèrent les droits de la mer, *pour devenir souverains à sa place*. Voyez, dans la verdure, prairie contre prairie, pâturages, jardins, villages et bois!.,. Cependant, au loin glissent des voiles. Elles cherchent pour la nuit un refuge assuré : — Les oiseaux connaissent leurs nids, — car, maintenant, là-bas, est un port. Ainsi, vous n'apercevez plus qu'au loin, dans l'étendue, l'ourlet azuré de la mer, et de droite et de gauche, s'ouvre, à la ronde, un espace où les habitans se pressent... »

Mais quel labeur, quelle dépense de forces et de vies humaines, pour en arriver là! — « Le jour, les serviteurs travaillaient à grand bruit : la pioche et la pelle résonnaient coup sur coup. Où de petites flammes serpentaient la nuit, une digue s'élevait le lendemain. *Le sang humain se répandait en sacrifice. Les ténèbres retentissaient de cris d'angoisse, l'onde incandescente ruisselait du côté de la mer :* à l'aube, un canal était ouvert... »

Oui, ce nouvel Empire a coûté cher! Mais, comme l'autre Empereur, Faust pourrait répondre : « Qu'importent les victimes! J'ai gagné la victoire. » Son ambition tenace a triomphé : il a maintenant des ports, une marine, un vaste empire colonial au delà des mers. Méphistophélès lui-même en est ébahi. En parfait courtisan, et aussi en hommes d'affaires, qui sait dresser un bilan et résumer une situation, il en complimente l'heureux docteur : « Ta sagesse sublime est couronnée, le rivage réconcilié avec la mer. La mer prend de bon gré le navire au rivage, pour l'entraîner en une course active. Avoue donc que d'ici, *de ton palais, ton étreinte embrasse le monde*. C'est de cette place que tout est parti : ici, s'éleva le premier bâtiment.

Un petit fossé fut creusé là, où maintenant la rame fait jaillir le flot. *Ta haute pensée, l'activité des tiens ont su conquérir la terre et la mer!...* »

La terre et la mer! Après cela, Faust n'a plus qu'à mourir : le rêve allemand est devenu une réalité.

***

Pourtant, une préoccupation ridicule mine la conscience du docteur et lui gâte la joie de son triomphe. A deux pas de son palais, il y a une petite enclave de terrain, que possède un vieux couple, Philémon et Baucis, dernier vestige des antiques habitans du pays. Avant que Faust vînt tout bouleverser et tout transformer à son usage, lorsque la mer battait encore la dune, au pied de leur cabane, ces bonnes gens étaient gardiens de phare. Ils montraient la route aux vaisseaux égarés, ils recueillaient les naufragés et les voyageurs, ils étaient les apôtres de l'hospitalité, ne connaissant d'autre bonheur que celui de faire le bien. Sous le voile d'un léger symbole, qui ne devinerait, ici, la vieille religion détrônée par l'évangile des temps nouveaux, ce catholicisme, qui, lui aussi, pendant si longtemps, montra la route aux peuples et consola les malheureux?

Ces bons vieillards sont devenus inutiles, depuis que Faust a éteint leur phare, en supprimant le danger de la mer. Cependant ils continuent à vivre d'une petite vie chétive. Ils cultivent leur jardinet, dînent sous les tilleuls centenaires qui ombragent leur cabane et, à l'occasion, hébergent encore quelque voyageur attardé. Le soir, par une ancienne habitude, ils sonnent la clochette de la chapelle rustique, où ils vont prier leur « vieux dieu (1), » avant de s'endormir.

Tout cela est intolérable à Faust. Les hautes cimes des tilleuls lui bouchent la vue du côté de la mer. La clochette imbécile l'exaspère. Et puis, enfin ce passé moribond, qui s'obstine à vivre, qui s'étale comme un anachronisme et comme un défi au milieu de son œuvre, toute cette décrépitude doit recevoir le coup de grâce. En vain le vieux couple se fait-il bien humble, se montre-t-il bien soumis au nouveau maître : « La

(1) Notons que cette expression n'est pas particulière à Guillaume II, comme on semble le croire, chez nous, dans la presse. Elle est très ancienne en Allemagne, et appartient à la langue courante.

résistance et l'opiniâtreté, dit Faust, empoisonnent la plus riche possession, et *c'est pour sa peine et sa torture qu'on s'épuise à vouloir être juste.* » Finalement, il se décide à exproprier Philémon et Baucis : « Pourquoi te gêner? lui dit Méphistophélès. N'entre-t-il pas dans tes plans de coloniser?... On va les enlever, les déposer. Avant qu'ils aient eu le temps de se retourner, ils seront installés ailleurs. La violence une fois subie, *la beauté de leur nouvelle habitation les réconciliera.* » N'est-ce pas charmant, car le surhomme se montrera magnanime. Dans sa clémence, dans sa bonté, il veut bien indemniser les deux vieux en leur donnant « un joli petit bien. » On abattra leurs tilleuls et leur cabane, ce qui permettra à Faust d'élever un admirable belvédère, « d'où l'œil plongera à l'infini. » Déjà, il s'attendrit sur sa belle action, et, avec une ineffable hypocrisie, il en vient à se persuader lui-même qu'il va faire le bonheur des deux vieillards : « De là, j'apercevrai aussi le nouveau logis de ce vieux couple, qui, dans le sentiment de ma pitié généreuse, coulera paisiblement ses derniers jours. » Vous verrez, il faudra que les pauvres évacués lui disent merci.

En conséquence, l'ordre est donné de déménager Philémon et Baucis par les voies les plus expéditives. Mais un étranger, qu'on n'avait pas prévu, se trouve là, par hasard, pour les défendre. Comment! Ils ont l'audace de résister? Qu'à cela ne tienne! Les sbires de Faust vont tout mettre à feu et à sang : « Nous revenons au grand trot, dit Méphistophélès. Pardonnez! Les choses ne se sont point passées de la meilleure grâce. Nous avons frappé, nous avons cogné, et jamais on ne nous ouvrait Alors, nous ébranlâmes la porte, nous heurtâmes, et le vieux bois moisi tomba sur le carreau. Nous avions beau appeler à grande voix, menacer, on faisait mine de ne pas nous entendre... Mais nous, sans perdre de temps, nous t'avons débarrassé lestement du couple, qui ne s'est pas beaucoup débattu. Tout de suite, ils sont tombés, pâmés de frayeur. Un étranger, qui était là, a voulu se rebiffer; nous l'avons étendu raide mort. Et, pendant ce court espace du combat furieux, les charbons ont allumé la paille dispersée alentour. *Maintenant, cela flambe librement comme un bûcher préparé pour eux trois...* »

L'incendie a tôt fait d'anéantir cette petite oasis de paix et de beauté. Les magnifiques tilleuls, la maisonnette, la chapelle

gothique ne sont plus qu'un monceau de cendres. Du haut de sa tour, le gardien du palais décrit copieusement le désastre, et sa description s'achève par cette phrase, qui sonne comme un ricanement barbare : « Le paysage agréable aux yeux s'en est allé rejoindre les siècles ! »

D'abord, Faust s'irrite, proteste contre cette destruction sauvage. Il la désavoue, en rejette la faute sur son état-major, qui a outrepassé ses ordres. Mais immédiatement, après ce rapide éclair de pitié, la certitude que la volonté allemande est infaillible rentre dans sa conscience et l'apaise. Le chœur entonne l'hymne national de la Force supérieure au Droit : « L'antique Parole, la Parole dit : *Obéis de gré à la force.* Autrement, si tu es assez hardi pour soutenir l'assaut, risque ta maison, ton foyer et toi-même. » Les pauvres vieux ont tout risqué : ils ont perdu. Qui les plaindrait? C'est la loi du plus fort.

N'avais-je pas raison de prétendre que le poème de *Faust* semble écrit d'hier? Cette lamentable histoire, n'est-ce pas tout près de nous qu'elle vient de se dérouler?

* * *

Pas plus que le cadavre de Marguerite, ceux des vieillards ne sauraient barrer la route à la marche triomphale du surhomme. Étant au-dessus du bien et du mal, il est au-dessus du remords. Mais il est homme pourtant, et, comme tel, soumis à la nécessité de l'usure physique et de la mort. Il se fait vieux, son corps s'affaiblit, et, en même temps, sa volonté se trouble, son esprit est moins lucide. Il en vient à douter de lui-même et de son œuvre, une tristesse vague l'envahit : le souci pénètre dans son cœur... Défaillance passagère. Il se ressaisit aussitôt, et, dans un sursaut de toute son énergie, il défend à la Tristesse dissolvante d'énerver son vouloir : « O souci, quelque grande, quelque délétère que soit ta puissance, je me refuse à te reconnaître. »

Sur l'heure, il est puni de son outrecuidance, de sa folle témérité : il devient aveugle. Mais, au lieu de l'abattre, cette épreuve ne réussit qu'à exaspérer sa fureur d'activité. Il s'écrie : « Autour de moi, la nuit se fait de plus en plus profonde. Mais, au dedans, une clarté sereine m'illumine. Ce que j'ai pensé va s'accomplir. La parole du maître a seule du poids. Debout, mes

serviteurs! Debout l'un après l'autre! Faites que ma pensée hardie se réalise glorieusement. *Allons! tous à la pelle, à la bêche, à l'ouvrage!... Que l'œuvre la plus grande qui soit au monde s'accomplisse!* Un esprit suffit pour diriger mille bras. » Ainsi délire, dans sa mégalomanie insatiable, ce moribond, dont on creuse déjà la fosse.

Les fossoyeurs sont là, tout près de l'aveugle, qui entend les coups sourds de leurs pioches, mais qui les prend pour les pionniers de son grand œuvre. Dans sa pensée qui s'égare de plus en plus, c'est comme un mirage édénique. Éperdu d'orgueil, Faust salue, en phrases prophétiques, le monde nouveau qui va sortir de ses mains : « J'ouvre des espaces à des myriades d'êtres, pour qu'ils y viennent habiter, *non dans la sécurité sans doute, mais dans la libre activité de l'existence.* Partout, des campagnes vertes et fécondes! L'homme et les troupeaux, à l'aise sur le nouveau sol, s'installent le long des collines, *où se rue une population hardie, industrieuse.* Ici, à l'intérieur, c'est un paradis. Qu'à l'extérieur le flot tempête jusqu'au bord! S'il lui prend fantaisie d'abattre avec violence, de toutes parts la foule se presse pour fermer la brèche. Oui, je me sens voué tout entier à cette idée, fin dernière de toute sagesse... Dans le pressentiment d'une telle félicité sublime, je goûte maintenant l'heure ineffable. »

Ébloui par son œuvre, Faust, pour la première fois de sa vie, vient de se déclarer satisfait. Ce qu'il a entrepris de réaliser est « la fin de toute sagesse. » Au delà de cet idéal, il n'y a plus à rêver, il n'y a plus de raison d'agir. Du moment qu'il se repose, même seulement en pensée, Faust va mourir. Les Lémures sont derrière lui, prêtes à le coucher dans sa tombe. Méphistophélès triomphe à son tour : « Celui qui me résista si vaillamment, le temps l'emporte. Le vieillard gît là sur le sable, — l'horloge s'arrête. »

Mais un personnage de sa sorte ne peut sortir du monde sans un déploiement de pompes protocolaires dignes de son rang. Pour célébrer sa rentrée dans le grand Tout, un nombreux personnel de figurans mystico-naturalistes est convoqué par le poète. Ce n'est pas en plein ciel, c'est dans une solitude terrestre, au milieu des ravins, des rochers et des bois, que se déroule l'apothéose de celui qui a rendu aux hommes le sens de la Terre. Tandis que Dante, le pèlerin du *Paradis*, ne s'arrête que

devant le Soleil des âmes, l'éternel Amour, « qui meut aussi le soleil visible et les autres étoiles, » — l'amant de Marguerite s'enfonce dans les crevasses des hautes montagnes, où se blottissent les anachorètes, symboles des forces élémentaires. Comme les servantes d'Hélène, il restitue au creuset universel sa matière périssable. Seule, « la part immortelle » de sa nature est sauvée, emportée par les anges du panthéisme vers les régions supérieures de l'air. C'est-à-dire que le meilleur de son effort va se fondre dans l'Effort divin, qui crée sans cesse l'harmonie et la beauté du monde.

Et c'est pour cela qu'il a tant peiné, pour aboutir à cette survie métaphorique, à ce néant déguisé! Il s'est torturé lui-même, il a jonché sa route de victimes et de ruines. Par son activité sans mesure et sans répit, il a notablement augmenté dans le monde la somme des douleurs. Quel cauchemar que l'avenir tel qu'il le rêve! Quelle géhenne que cet univers condamné aux travaux forcés perpétuels! Quel épouvantable bonheur que celui du Damné de l'action! Et que nous voilà loin des Hellènes et de tous ces Méditerranéens, qui furent les maîtres de l'action harmonieuse! Faust a beau faire le brave, il y a un goût de mort dans tous ses plaisirs. C'est une tristesse âcre, une sombre désespérance qui s'exhale de cette glorification voulue et frénétique de la vie.

*
* *

Nous touchons maintenant le fond de cette œuvre hautaine et dure, au sens si net et si positif, qui, par une sorte de pudeur, a tenu à s'envelopper de mystère. Aujourd'hui, le mystère est dissipé. Éclairée à la lumière des faits contemporains, elle prend un aspect sinistre et une signification révoltante pour quiconque s'honore de rester fidèle, je ne dis pas seulement à l'enseignement du Christ, mais à la vieille tradition humaine de l'Occident. Avant Nietzsche, et quelles que soient les apparences et les équivoques dont il se leurre peut-être lui-même, en dépit de ses prétentions à rénover la culture gréco-latine, Gœthe a rétrogradé, par delà le christianisme et le paganisme hellénique, jusqu'à la vieille barbarie germaine. Traîtreusement, sous le masque des plus nobles figures et des plus nobles fictions du passé, il a magnifié l'antique instinct destructeur de sa race. C'est peu que la pitié soit exclue de son poème, comme

la bonté, la conscience et la liberté. Cette *Action*, qu'il a mise à l'origine des temps, cette Force dévastatrice, qui ne connaît d'autre règle et d'autre joie que son expansion sans limite et sans but, il l'a divinisée. Maintenant, c'est fini de nous tromper. Le temps des paradoxes et des gentillesses littéraires est passé. Les cadavres et les ruines sont là, qui portent témoignage contre son œuvre : ceci est sorti de cela. Son génie n'est pas une excuse. Au contraire, c'est à cause de ce génie même qu'il a été si docilement écouté et obéi de son peuple. Parmi les grands Germains responsables de cette barbarie pédante, qui est une menace pour le monde, il est certainement le plus coupable, parce qu'il est le plus grand. En vain Faust désavoue-t-il Méphistophélès : il a non seulement accepté la complicité de ce louche collaborateur, mais il a profité de ses maléfices. Il est l'associé du Méchant. Pis que cela : il a justifié cet acoquinage par des raisons profondes et montré par quel biais l'homme supérieur peut accorder son action avec celle des plus vils instrumens. Si Méphistophélès est un bandit, il est juste que Faust soit marqué au front avec lui.

Désormais, pour nous, le poème de *Faust* est en interdit. C'est un de ces lieux maudits, un de ces endroits frappés par la foudre, où les anciens jetaient des épines et qu'ils entouraient d'une barrière. Qu'on ne vienne plus nous parler de l'humanité de Gœthe ! — « Vous êtes un homme, monsieur Gœthe ! » — Oui, un homme allemand, et rien qu'allemand. Sinon, c'est abuser outrageusement des mots. Depuis les temps homériques, ce beau mot d'humanité a, pour nous Européens, un sens limpide, qui ne prête à aucune équivoque. Si Achille est humain lorsqu'il laisse la vie sauve au père de son plus mortel ennemi, comment Faust le serait-il aussi, qui justifie par des sophismes atroces l'assassinat de deux vieillards inoffensifs ? En réalité, le chef-d'œuvre de Gœthe est en dehors de la grande tradition généreuse de l'humanité occidentale. Humaniste peut-être, mais humain non pas. Sous une forme classique, c'est un poème barbare.

LOUIS BERTRAND.

LE

MYSTÈRE DES BÉATITUDES

DERNIÈRE PARTIE (1)

XV

— Une belle journée de printemps, n'est-ce pas, monsieur Muzard? dit Constant, le garçon du café de la Paix, en apportant à son client le bock obligatoire. On se croirait plutôt en mai qu'en mars.

— Plutôt en mai qu'en mars, oui, répéta bénévolement Muzard distrait.

Il sentait bien cette influence printanière qui alanguissait tout le monde et peuplait les terrasses du boulevard de buveurs et de fumeurs béats. Il laissait présentement son esprit flotter en des divagations qu'il jugeait aussi sottes qu'agréables. Il opérait un rapprochement entre Marie Plichet et Constant; il unissait leurs deux solitudes; il en faisait un couple obséquieux qui aurait évolué autour de lui avec des gestes enveloppans, l'un lui apportant des bocks, l'autre des plats de gargote. Et il attendait ainsi la venue des Gérard, qui n'arrivaient pas encore. Le crépuscule tiède s'attardait. Une foule noire sortait périodiquement de la fourmilière du Métro. Puis c'était, sur le geste d'un agent, le brusque arrêt du flot des voitures devant

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février, 1er et 15 mars et du 1er avril

la terrasse. Il faisait encore jour quand les lampadaires de la place illuminèrent la façade de l'Opéra. Elle prit une étrange teinte violette, et les détails des galeries et des entablemens apparurent minutieusement. Alors une voix derrière le jeune homme appela :

— Muzard, venez donc un peu, mon cher!

Il fut bien étonné de voir, à l'une des tables, Albert Blond, en compagnie d'un petit vieux dont il crut reconnaître le visage.

Que se passait-il donc, pour que le patron le conviât si cordialement à s'approcher? Il le fit avec la figure d'un acteur qui s'intéresse d'avance à la scène qu'il va jouer. Les deux hommes buvaient une fine champagne; Albert Blond en offrit une à Muzard, puis, sur un ton confidentiel :

— Dites donc, Muzard, vous êtes très lié avec M. Cyprien Loche, n'est-ce pas?

— J'aurais pu l'être, monsieur le directeur, je ne le suis pas.

— Vous m'entendez bien, voyons, Muzard : quand je dis lié, je veux dire : vous avez des relations amicales et fréquentes. Eh bien! vous savez les bruits qui courent?

Il déclara les ignorer.

— M. le député vient de me raconter... commença le directeur de *la Poste*.

Et aussitôt, Muzard se remémora le dîner chez Loche et ce petit homme gris et timide, de qui Mlle Loche disait qu'elle ne savait où son père l'avait pêché. C'était bien lui qui interrompait maintenant le journaliste pour dire, avec hésitation, comme à regret :

—Oui... une grande inquiétude commence à régner au sujet de ce banquier... Le Parquet a été saisi d'une multitude de plaintes...

Et pendant que, se cantonnant dans le vague, il hochait prudemment la tête, les deux mains appuyées sur sa canne, Albert Blond reprit à son tour :

— Il y a eu, paraît-il, dans l'organisation de ses diverses sociétés, des irrégularités flagrantes. Plus même : tout ne fut qu'irrégularités. Ainsi, dès la première émission des actions de la Compagnie de Navigation soudanaise, la publication des versemens fut erronée. On met aujourd'hui en doute jusqu'à l'existence de cette Compagnie. Loche tomberait de ce fait sous le coup de l'article 15 de la loi de 1867.

« Bon, pensa Muzard, ça y est. Tout craque, le moment est venu. Cela va faire une belle dégringolade. »

Tout d'abord, il envisageait la moralité de cette tragédie, tant d'hypocrisie démasquée, la pauvre justice humaine venant tenir tête aux puissances de Mammon, la défaite du cynisme. Et il éprouvait un furieux besoin de se réjouir de cette catastrophe? Est-ce que, dans une société pourrie par l'argent, ça ne fait pas plaisir de voir de temps en temps un abcès qui crève? Tant pis si le malade geint. C'est autant de pus en moins dans son organisme et cela retarde sa perte.

— Vous pensez bien, Muzard, poursuivit Albert Blond, que je me trouve vis-à-vis de ce M. Loche dans une situation très délicate. C'est une grande intelligence, un homme intéressant; j'ai été reçu chez lui, je l'ai reçu chez moi. Eh! je ne m'en cache pas, j'avais une certaine admiration pour lui. Mais, entre nous, c'est une franche canaille. Or, honnêtement, dans mon journal je ne puis défendre un escroc.

— Évidemment, dit Muzard, bon enfant, surtout un escroc qui n'a pas réussi.

Sans relever le mot de son caissier, le directeur poursuivit :

— Et vous comprenez aussi, Muzard, que, personnellement, je ne veux plus revoir cet homme. Ma situation me le défend. D'autre part, il m'est impossible de faire le silence dans mon journal sur le scandale qui est à la veille d'éclater.

Le vieux député, ancien avocat, prononça gravement :

— La loi de 1867 punit d'un emprisonnement de un an à cinq ans ceux qui, par simulation de souscriptions ou de versemens, ou par publications faites de mauvaise foi de souscriptions ou de versemens qui n'existaient pas, ou de tous autres faits faux, ont obtenu ou tenté d'obtenir des souscriptions et des versemens.

— Eh bien! oui, je sais, dit Albert Blond, c'est la prison. Et si je défendais ce financier véreux, ou si même je me taisais, ou si même je réduisais par le laconisme du reportage les proportions de l'affaire, je ne manquerais pas d'être accusé d'avoir touché à sa caisse. Or je puis me vanter ouvertement, monsieur le député, d'avoir fait jusqu'ici par pure sympathie tout ce que j'ai tenté en faveur de ce M. Loche.

Et s'exaltant un peu dans la mesure où il savait que cela se pouvait, il frappait sur le guéridon de marbre, faisant tressauter les petits verres.

— De sorte que, Muzard, continua-t-il, j'ai pensé que, le rencontrant, vous sauriez lui expliquer, lui définir ma conduite qui n'est pas une trahison, pas un lâchage, mais le résultat d'une obligation professionnelle. J'entends que personne, même un M. Loche, ne me prenne pour ce que je ne veux pas être.

— Monsieur le directeur, dit Muzard, M. Loche est trop intelligent pour ne pas saisir toute la délicatesse de la démarche dont vous me chargez et que je ne manquerai pas d'accomplir si le hasard m'en fournit l'occasion.

— Le journaliste a souvent des devoirs difficiles, continua soucieusement Albert Blond. La Presse aujourd'hui est acculée à une sincérité qui ne va pas sans dangers. En divulguant la situation de ce banquier, j'accélère sa perte et, en même temps que la sienne, celle d'une multitude de petites gens que, par des habiletés plus ou moins légales, il eût conduits peut-être à l'aisance en quelques années. Oui, les innocens payent pour le coupable. On devrait pouvoir dire : « Étouffons les mauvais bruits, faisons crédit au Crédit, accordons-lui des délais, laissons-lui le temps de réaliser ses promesses. Un financier a sa morale spéciale ; mais si le temps doit racheter ses irrégularités, donnons-lui du temps. » Eh bien ! non, nous ne pouvons point parler ainsi. La vérité nous presse, elle est implacable...

— Ah ! maintenant, de toute façon le coup est porté, grommela le député. Loche a les reins cassés. Une dénonciation, une lettre, et un pareil homme ne se relève plus. Or la section financière du Parquet en a reçu plus d'une. Et allez voir ce soir à la cote de la Coulisse ce que deviennent les actions de la Compagnie de Navigation soudanaise qui montaient ces jours-ci à 980 francs !

Muzard s'étant retourné rompit le silence :

— Maintenant, monsieur le directeur, si vous n'avez pas autrement besoin de moi, je vous demande la permission d'aller trouver mes amis Gérard que j'aperçois là-bas.

— Ah ! oui, Gérard, répéta le directeur.

Et de la main il faisait de loin un signe amical au dessinateur, puis il salua sa femme, tout en se demandant quel être bizarre était son caissier.

Les Gérard avaient ce soir un aspect radieux. Était-ce l'effet

d'une belle journée de soleil? Était-ce l'influence de la robe neuve d'Huguette, une très jolie tunique à la mode nouvelle, d'un vert un peu cru qui donnait au bleu de ses yeux une nuance charmante? Ils s'assirent en riant tous les deux, plaisantèrent Muzard sur sa mine rembrunie, s'excusèrent d'être en retard, — ce qui était la faute de Mme Gérard, affirma le mari, — et à la question de Constant répondirent qu'ils voulaient des bocks, parce qu'ils mouraient de soif.

— C'est qu'aujourd'hui, déclara de nouveau Constant en passant complaisamment sa serviette sur la table, on se croirait plutôt en mai qu'en mars.

Comme Huguette était pimpante! Comme elle ressemblait peu à la pauvre femme tremblante, angoissée, que Muzard avait vue l'an dernier, le fameux jour des courses à Auteuil, humiliée par l'insuccès, par le refus brutal de Solème. Les Solème, depuis ce jour-là, Muzard les avait délaissés, systématiquement, ne les revoyant qu'à de longs intervalles, et faisant à chaque fois peser sur eux le poids de certains silences bien significatifs. Mais Huguette, avec sa légèreté coutumière, avait oublié depuis longtemps ses griefs. Les jeunes femmes se refaisaient des visites. D'ailleurs, chez les Gérard, tout s'était arrangé, Huguette avait conté à Muzard :

— Leherpeux a été très gentil, très gentil. J'avais été obligée de vendre la première action que j'avais souscrite à la banque Fidelia. J'en ai souscrit une nouvelle, qui, grâce à la complaisance de Leherpeux, a été négociée avant que j'aie fait un seul versement. C'était un jeu d'écritures qu'il a pris sur lui de risquer.

Depuis, une tranquille aisance régnait dans la petite maison du boulevard Arago. Lucien disait souvent à son ami :

— Huguette est devenue tout à fait raisonnable. Elle a trouvé une petite couturière et une petite modiste qui lui fabriquent pour rien ses robes et ses chapeaux. Elle fait son marché elle-même avec beaucoup d'économie. Nous dépensons infiniment moins. Je ne sais comment elle s'arrange, mais elle arrive à boucler son budget chaque mois sans récrimination, sans déficit. Le tout, vois-tu, pour une femme, c'est d'avoir reçu quelque bonne leçon.

Et aujourd'hui, avec une fierté de tout jeune mari, comme il voyait les yeux de Muzard fixés sur Huguette, il demanda :

— Hein? que dis-tu de cette robe-là?

— Parfaite, déclara Muzard distraitement.

— Eh bien! mon cher, continua l'artiste en frappant affectueusement sur l'épaule frêle de sa femme, ça lui revient à cinquante francs un costume comme cela.

— Tu n'as pas besoin de conter ces choses à Muzard, dit Huguette agacée. Il s'en fiche. D'ailleurs, ne vois-tu pas qu'il a des soucis, qu'il ne nous confie pas.

— Vrai, tu as des soucis, mon vieux? questionna l'excellent Gérard.

— Non, dit enfin Muzard, je n'ai pas de soucis à proprement parler. Mais je viens d'apprendre une nouvelle qui m'abasourdit un peu parce que je mesure les conséquences de l'événement inopiné : Loche est en train de crouler.

— Quoi, quoi, qu'arrive-t-il?

— Il est ruiné? demanda ingénument Huguette.

— C'est-à-dire, reprit Muzard, que, d'ici vingt-quatre heures, il pourrait fort bien être à la Santé.

Il y eut un silence, une consternation. Gérard, au bout d'un instant, demanda :

— Eh bien! vieux, tu triomphes. L'as-tu assez blaguée cette canaille de Loche avec sa tête de crotale.

— Bast! dit Muzard, il m'intéressait. S'il avait réussi, j'aurais peut-être dit : tant mieux. Mais l'argent est pareil à tous les faux dieux. C'est un mauvais maître pour ses adorateurs. Il ne leur est pas fidèle. La catastrophe, je m'y attendais et je dis : tant pis.

Alors Huguette exigea des détails. Cette femme futile s'inquiétait tout à coup des dessous du drame. Elle voulait savoir l'objet des plaintes portées contre le financier. Il fallait qu'on lui expliquât en quoi consistaient ces irrégularités. On était bien étonné de la voir comprendre mille choses obscures concernant les agissemens de Loche.

— Oui, je vois, disait-elle, un client souscrivait vingt actions, et on lui faisait un bordereau de cinquante.

Elle était toute pâle, les lèvres blêmes, elle répétait :

— Un homme comme M. Loche! Finir de cette façon! Est-ce possible!

Et elle voulait savoir plus encore; ce qui allait se passer au cas où il serait arrêté, si l'industrie des hydromobiles serait

épargnée, et le magnifique établissement d'Herblay, qui, dans un mois, devait ouvrir ses portes!

Les deux hommes discutaient, émettaient des suppositions. Et Muzard devinait que là-bas, au fond de la terrasse, Albert Blond et le vieux député creusaient le même sujet bien plus âprement encore. Maintenant, il faisait nuit et la place de l'Opéra, sous le ruissellement des lumières, avait repris son air de fête. Les autos de luxe ronflaient, les autobus gémissaient atrocement, des camions automobiles ébranlaient le sol, et, perdus dans cette formidable course de la mécanique, de rares chevaux, comme de pauvres bêtes démodées, traînaient avec un effort douloureux leur voiture. La bouche du Métro dégorgeait maintenant une foule épaisse, qui paraissait s'y engloutir à plaisir à mesure qu'elle en sortait. L'éclair des affiches lumineuses partait en haut, de droite, de gauche, de partout. Une immense réjouissance, un carnaval perpétuel régnait ici. Soudain Muzard, Gérard, Huguette se turent, figés tous trois dans la même attitude. Devant le trottoir un auto de maître, aux panneaux luisans, s'était arrêté, et Cyprien Loche en descendait, scrutant toute la terrasse de son regard gris impassible.

Au même instant, Muzard entendit derrière lui un bruit de chaises qu'on repousse et, du coin de l'œil, il suivit Albert Blond et le député qui, sinuant à travers les tables et les consommateurs, filaient doucement dans la direction du boulevard. Deux ou trois personnages, habitués de cette terrasse, et dont Muzard, à force de les rencontrer ici, connaissait bien l'élégante silhouette, en firent autant. Ce fut discret, silencieux comme un tour d'escamotage. Lucien Gérard contemplait obstinément la façade de l'Opéra, de cet air gêné que l'on prend en voulant paraître indifférent; quant à Huguette, devenue très rouge, elle fourrait tout ce qu'elle pouvait de son mince visage dans l'orifice de son bock, auquel, jusque-là, elle n'avait pas encore touché.

Et Cyprien Loche, qui s'était avancé très lentement, sans perdre de vue aucune de ces fuites clandestines, conservait son air éternel d'aristocrate désabusé. Ses yeux gris cherchaient une place. Constant, qui veillait, le prévint, lui offrit un guéridon libre, — celui que venaient justement de quitter le journaliste et le député.

Alors Muzard, se souvenant des adulations que, pendant

deux années, cet homme à qui personne ne prêtait une conscience, mais tout le monde l'opulence, avait reçues ici, eut un haut-le-corps devant la lâcheté humaine. Loche aujourd'hui, bien que par terre, ne valait pour lui ni plus ni moins qu'hier. Et de son ton de tous les jours il arrêta le banquier au passage en criant assez haut :

— Monsieur Loche, nous avons une place ici !

— Ah! pardon, Muzard, je ne vous avais pas vu.

« Si, pensa instantanément Muzard, il m'avait vu, mais c'était en compagnie des notabilités de la finance ou de la presse qu'il voulait s'exhiber aujourd'hui, car c'est une exhibition qu'il vient faire ici ce soir. Or, je suis un bien petit monsieur pour son dessein. Mais c'est égal, je vaux mieux qu'un isolement honteux et ostensible à une table de café. »

Huguette, en qui toute la féminine prudence éclatait à ce moment, manœuvrait pour ne pas tendre la main à celui qui serait peut-être vingt-quatre heures plus tard en prison. Finalement, n'étant pas assez hardie pour oser une réprobation ouverte, elle s'exécuta.

— Je suis très heureux de cette rencontre, mon cher Muzard, dit le banquier; justement, je pensais à vous.

En même temps, les yeux gris interrogeaient les yeux de Muzard, se demandant : « Sait-il? » L'examen se prolongea longtemps. Et ce fut parce que les yeux noirs, si railleurs d'ordinaire, étaient pour la première fois dépourvus d'ironie, que Loche, qui connaissait son monde, se dit : « Il sait. »

— Huguette, prononça gauchement Gérard, rappelle-toi que nous dînons en ville; il serait temps de prendre congé de ces messieurs.

Huguette ne se le fit pas dire deux fois. Dans leur hâte, ils bousculèrent les chaises pour aller joindre au trottoir opposé leur autobus. Sans prononcer une parole, Cyprien Loche se tourna vers Muzard avec un léger haussement d'épaules et un sourire d'indulgence. Muzard ne put réprimer le même sourire. Ce fut tout. Alors le banquier déclara :

— Maintenant que nous voilà seuls, Muzard, je puis vous dire pourquoi je suis content de vous avoir rencontré. Je voulais causer avec vous d'une affaire nouvelle. Je lance un journal, un journal financier comme il n'en a pas encore paru. Cela s'appellera *le Coffre-Fort*.

Cette fois, Muzard ne put être maître de son tempérament nerveux. Il laissa échapper un ah! de stupéfaction.

— Cela vous étonne, dit Loche. Pourquoi? Ah! oui, je sais, les bruits imbéciles qui ont couru sur moi. Bah! je laisse clabauder Paris. Je ne crains rien. Vous savez mieux que personne comment mes affaires marchent. L'usine de Grenelle n'a jamais été plus prospère. Le premier venu peut demander à voir mes livres, je les montre. Quant à Herblay, c'est une mine d'or. Vous verrez mon établissement Fidelia cet été. Et tenez, mon cher, on incrimine le fonctionnement de ma maison de banque. Mais aurais-je été assez serin, si les irrégularités dont on m'accuse existaient, pour avoir lié à ce point par un nom identique l'affaire commerciale, dont le succès est avéré, à un établissement financier menacé de ruine?

— Cela dépend, dit Muzard en souriant; moi, je trouverais au contraire cela très fort.

— Dans la presse financière, dit alors Loche, brusquant le changement de sujet, il y a énormément à faire. Elle a été jusqu'ici barbare, technique, hérissée de difficultés, sauf pour les initiés, public restreint. *Le Coffre-Fort* sera lisible pour tous. La femme la plus simple, le petit rentier, l'épicier de faubourg, devront y comprendre du jour au lendemain les jeux de la finance et ceux de la spéculation. Je constitue une société au capital de cinq cent mille francs, pas plus. Je sais d'avance que je refuserai des actionnaires. Mon conseil d'administration est formé. J'ai encore à trouver les collaborateurs. Si cet imbécile de Gérard ne s'était pas éclipsé si vite tout à l'heure, je comptais lui commander pour *le Coffre-Fort* des dessins en grand nombre, car je veux que mon journal ait tous les attraits. Gérard est un pleutre. Tant pis pour lui.

La petite tête de Loche se dressait devant Muzard, les yeux gris fascinateurs essayaient de se braquer dans les siens. Le jeune homme laissait venir le banquier.

— Muzard, reprit celui-ci, sur un ton plus grave, je sais que vous n'êtes pas un pleutre, vous. Les bruits qui ont couru sur mon compte vous ont laissé le même que vous étiez jusqu'ici. Je vous en sais beaucoup de gré, mon ami, beaucoup.

Alors Muzard, ressaisissant d'un coup toute son ironie pour échapper au ton familier qu'allait prendre le colloque :

— Monsieur Loche, ce n'est pas d'aujourd'hui que je vous

ai jugé. Personne ne vous a jamais plus admiré que moi. Cette fortune que vous vouliez conquérir à la hussarde, dont vous vous pariez d'avance et qui éblouissait les autres, ce n'est pas elle qui m'attirait. Vous savez ce que je pense de l'argent. C'était vous-même, votre audace, votre génie et aussi votre naïveté, car vous m'étonnez tous, vous les grands financiers... mettons téméraires... qui vous imaginez pouvoir impunément mener à bout vos entreprises et qui comptez que ça durera toujours, malgré l'exemple des camarades. Le coup présent n'était pas fait pour m'étonner, loin de là. Mais ne croyez pas que je m'en réjouisse.

— Que voulez-vous, dit Loche, en se redressant, je suis de la race des grands aventuriers, pour qui la petite morale taillée à la mesure de tout le monde est trop étroite, et qui la font craquer de toutes parts au moindre geste. Je suis de la race des grands aventuriers qui n'ont plus de place aujourd'hui sur les mers lointaines, qui couraient autrefois le monde et qui aujourd'hui se contentent de Paris. L'aventure est différente, — l'homme est le même.

— Vous vous vantez, monsieur Loche; le conquistador d'autrefois, le pistolet à la ceinture et la faim au ventre, risquait sa peau nuit et jour, efflanqué par le besoin, tanné par les fièvres, bravant non seulement l'homme, mais la nature. Le financier sans scrupules se carrant dans ses salons dorés, faisant grasse chère, ne risque rien que l'argent des autres. C'est plus petit.

— Vous croyez qu'il ne risque pas sa personne? demanda Loche, les dents serrées.

C'était le premier cri de sincérité que cet homme eût jamais lâché devant lui. Muzard se souvint du mot qu'il venait de dire à Gérard : « Dans vingt-quatre heures, Loche pourrait fort bien être à la Santé... » Ils firent silence. Devant leurs yeux, sur la place de l'Opéra, la circulation devenait frénétique; lorsque, sur un geste de l'agent, le flot arrêté des voitures se remettait en marche, les trottoirs le contenaient à peine. Et c'était merveille que, trois minutes plus tard, ce courant qui paraissait irrésistible se figeât dans une immobilité foudroyante. Muzard reprit :

— L'aventurier qui s'en allait à Mexico par l'autre côté de la terre avait un poème dans la tête. L'aventurier de la Bourse

n'a plus que l'appétit de l'argent. Sans l'argent, monsieur Loche, quel être épatant vous eussiez été!

Cyprien Loche branla lentement la tête, et avec une sorte de solennité :

— Sans l'argent, mon ami, le monde ne serait qu'une loque. La vie est dans l'argent.

— Quelle vie? demanda Muzard.

Loche ne répondit pas. Ses yeux depuis un instant semblaient attirés par le flot des voitures. Soudain il dit :

— Vous m'excuserez... J'aperçois la voiture d'une dame qui m'attend.

Muzard reconnut Butterfly dans son auto découvert. Blonde et diaphane, si délicatement peinte qu'elle paraissait à peine arrangée, dans sa longue pelisse de velours blanc bordée de cygne, des diamans aux cheveux, à la gorge, aux oreilles, sous son chapeau de velours blanc à l'immense plume pleureuse, elle ressemblait à une impératrice du Nord, à demi fée, à demi femme. Il était très rare qu'elle se montrât. Depuis qu'elle avait dansé l'autre hiver sur une scène du boulevard, on ne l'avait plus aperçue qu'à la dérobée dans les restaurans, au bras de Loche, ou à la Comédie-Française. Des gens la reconnurent et s'arrêtèrent au passage. Elle était aussi indifférente qu'une déesse. Loche la rejoignit, congédia sa voiture, monta dans celle de la courtisane, qui daigna lui sourire publiquement. Ils s'éloignèrent. Muzard comprit que c'était un coup de théâtre préparé d'avance.

Alors, un violent parfum de poudre de riz le fit se retourner, et il vit Ninette Coquard figée dans la contemplation de l'auto fuyant. Elle devait être là depuis quelques minutes, avoir assisté à l'apothéose de sa riche rivale, avoir compté jusqu'aux pierres de son agrafe.

— Hein! crois-tu, mon vieux? dit-elle à Muzard.

— Eh bien! quoi, Ninette, tu t'offusques?

— Ah! mon vieux, quel toupet! reprit-elle avec une moue d'infini mépris. Et tu sais qu'elle a plus de quarante ans.

— Console-toi, Ninette. A quarante ans, tu auras gagné peut-être plus d'argent qu'elle.

— Penses-tu! fit-elle d'un air découragé.

Puis, aussitôt :

— C'est comme Désiré. Je lui avais trouvé une place idéale,

mon vieux. C'était chez un de mes amis qui est marié. Il aurait eu cent cinquante francs par mois. C'était joli à son âge. Eh bien! mon vieux, il a refusé; il n'a pas voulu quitter son curé. Et pourtant, tu sais, son curé, il n'est guère chic; je puis bien te le dire et, si tu le lui répétais, ce serait pain bénit, car il y a des procédés qu'on a du mal à avaler. Mon vieux, tu ne le croirais pas si une autre que moi te le racontait : eh bien! Désiré n'a pas eu cent sous d'étrennes au Jour de l'an.

Muzard l'écoutait avidement, avec une expression de surprise heureuse. Il se disait tout bas qu'on aurait pu feuilleter toute la légende dorée sans y trouver un miracle plus émouvant que celui que cette prostituée venait de narrer en de tels termes sur la terrasse d'un café de viveurs, en ce Paris de carnaval. Il sourit, sans ironie, et dit à Ninette :

— Ninette, si tu m'en croyais, tu vaquerais tranquillement à tes affaires sans plus t'occuper désormais de ce nigaud de Désiré.

XVI

Jean Solème ouvrit la porte du cabinet de toilette où sa femme se coiffait, assise devant le miroir. Ce fut dans cette glace qu'elle le vit, en pardessus, le haut-de-forme sur la tête, tel qu'il revenait d'ordinaire à midi. Or, il était onze heures du matin. Il se découvrit et jeta sa lourde serviette sur la table laquée, où tous les flacons d'Yvonne dansèrent du coup. Il était blême. Sa mâchoire inférieure tremblait; sa mèche blonde pendait lamentablement sur sa tempe; il la releva de ses ongles en disant :

— L'usine est fermée!

Le bras nu d'Yvonne, qui à ce moment soutenait la masse brune de ses cheveux, retomba le long du peignoir blanc; les cheveux se répandirent sur ses épaules; elle se retourna vers son mari, angoissée.

— Oui, l'usine est fermée, Ce matin, quand je suis arrivé, une bande copieuse de policiers était déjà là, occupée à perquisitionner dans les registres. On avait renvoyé les ouvriers à mesure qu'ils se présentaient pour reprendre leur travail. Ils stationnaient devant le portail. Ils attendent encore et réclament leur argent. On m'a interrogé une heure durant. Mes livres étaient

en règle. La dactylographe pleurait comme une vigne. On a saisi la correspondance et apposé les scellés. Maintenant, il n'y a plus personne; les trois appareils que nous étions en train de construire sont abandonnés là, l'un avec son hélice déjà montée, les deux autres à peine commencés, et les établis font la ronde, alentour, au milieu des copeaux d'hier qui leur grimpent au ventre. Ah! ce silence!...

— Et *lui*, demanda Yvonne d'une voix blanche, était-il là?

— Il était là, le premier, tenant tête à tout le monde, se défendant pied à pied, jurant comme un beau diable qu'il n'existait aucune connexité entre l'affaire des hydromobiles et *la Navigation soudanaise*, exhibant les actes de vente qui ont été passés entre une Société et l'autre, pour la vente de nos glisseurs.

— Est-il arrêté? demanda Yvonne.

— Non, pas encore.

Maintenant elle était debout devant Solème, dans son grand vêtement de nansouk blanc, aux manches à la chinoise, ses cheveux descendant en longues ondulations soyeuses jusqu'aux reins. Elle ne desserrait pas les lèvres. Son mari, après un silence, prononça :

— Ma pauvre Yvonne, quel écroulement !

Il pensait, et elle y pensait avec lui, à la situation perdue et à la faillite dramatique fatalement préparée pour la fin du mois courant, par la chute vertigineuse des actions de *la Navigation soudanaise*, sur lesquelles il avait joué à terme. Il ne pouvait pas encore prévoir exactement la différence à son débit. Il savait dès maintenant qu'elle dépasserait cent cinquante mille francs, bien qu'il eût spéculé plus modestement cette fois que les autres mois. En effet, les actions de *la Navigation*, qui avaient atteint au début de mars neuf cent quatre-vingts francs, étaient en quinze jours tombées à six cent vingt-cinq. Là où il avait escompté un gain sagement calculé de huit à dix francs, il perdait déjà trois cent cinquante-cinq francs, et il fallait s'attendre à pire encore. De plus, il avait engagé dans l'affaire des hydromobiles environ la moitié de la dot d'Yvonne. Et c'était surtout cet engloutissement qui le terrorisait. Qu'allaient-ils devenir? Atteint de toutes parts, ayant échoué en chacun de ses efforts, menacé par les déboires échelonnés de la misère, il ne songeait même pas à dissimuler sa détresse aux yeux de sa

compagne. Dans sa faiblesse, il cherchait plutôt cette douce pitié de la femme qui aime et qui peut faire paraître délicieuses à un homme accablé les pires atteintes du sort. Qu'elle lui eût seulement tendu la main, et il aurait étalé avec complaisance toutes les blessures de son amour-propre et ses terreurs de l'avenir. Mais elle demeurait impassible devant lui.

La fenêtre était entr'ouverte et laissait glisser un tiède soleil de printemps. Dans les fusains du jardinet, en bas, de bruyantes batailles de moineaux se livraient, remplissant l'air de cette musique stridente et grisante qui annonce la saison des nids. Un couple s'envola et vint se poser sans frayeur sur l'appui de la fenêtre. Solème les observa d'abord distraitement, puis il pensa qu'il aurait fait bon s'aimer sans plus de soucis que les oiseaux du ciel qui ne sèment ni ne moissonnent. Il se dit que Muzard, entrant à cette minute, aurait ri de leur consternation, estimant que tout peut crouler autour de deux êtres qui s'aiment, quand ils se restent l'un à l'autre. Et l'idée fugitive lui vint de crier à Yvonne : « Qu'importe de tout perdre, si nous gardons notre amour! »

Puis une froide raison lui montra la vérité. Leur amour? Était-ce une de ces héroïques passions que les romans décrivent? Allons donc! Ils s'étaient unis, attirés l'un vers l'autre par un certain goût. Le souvenir, l'habitude, les sens les liaient toujours et indissolublement; mais il fallait être sincère avec soi-même : leur vraie vie n'était pas là. Ce n'était pas dans leur union qu'ils avaient mis leur bonheur. La preuve en était qu'aujourd'hui, par cette exquise matinée de printemps, sains, jeunes et ardens, se contemplant avec la certitude inconsciente de s'appartenir l'un à l'autre pour toujours, ils pouvaient endurer la pire torture, à cause de cet édifice de leur argent qui tombait en ruine.

Jean Solème ne tendit pas les bras à sa femme, comme il en avait eu le fugitif désir. Sa femme ne prononça pas un mot de consolation. Est-ce que ces puérils témoignages de tendresse eussent été en proportion avec l'immense malheur qui les frappait? Mais Yvonne, qui conservait sa froide lucidité, déclara :

— Une chose est urgente. Aller voir ta tante Avignon et prévenir autant que possible la colère où ne manquera pas de la jeter l'annonce de la catastrophe. Tous mes cousins de Chas-

tenac, qui laisseront dans les hydromobiles de belles plumes de leurs ailes, vont se tourner contre nous. Ta tante nous restait, mais elle est actionnaire de *la Navigation soudanaise*. Elle va perdre gros et ne nous le pardonnera jamais. Que va-t-il se passer?...

— Ah! qu'elle me déshérite, si ça lui plaît, s'écria Solème, à bout d'endurance; j'ai déjà trop d'embêtemens pour courir à de pareilles corvées.

— Je te félicite de ton courage, dit acerbement Yvonne; tu nous conduis à la ruine, et, quand une simple démarche peut nous sauver d'un nouveau malheur, tu t'en décharges en prétextant tes ennuis.

— Ce n'est pas l'héritage plus ou moins lointain de la tante Avignon qui m'intéresse en ce moment, dit Solème ; c'est ma situation perdue, ta dot engloutie et la dette folle que j'aurai à payer dans quelques jours.

— Allons donc! reprit Yvonne; ta tante n'a plus vingt ans, je pense...

Elle n'en dit pas davantage. Tous les deux mesuraient en pensée les atteintes de l'âge et la décrépitude qui atteignaient chaque jour la vieille femme, la conduisant sans cesse à plus grande allure vers son terme. Elle n'était rien d'autre pour eux que la promesse d'une fortune inconnue, peut-être énorme, qui leur écherrait certain jour. Solème finit par décider :

— C'est bon, j'irai.

D'ailleurs, l'après-midi, quand il se rendait chez la baronne, son ciel lui semblait moins noir. Plus calme, il se laissait maintenant entamer par les assertions si péremptoires qu'il avait entendues le matin de la bouche de Loche. Peut-être tout s'arrangerait-il. Tant que Loche n'était pas en prison, ne pouvait-on pas espérer que l'industrie des hydromobiles reprendrait son essor? Est-ce que le Parquet ne s'était pas alarmé à faux? La commission d'enquête pouvait fort bien revenir bredouille. Or, l'usine était le plus gros pilier de la banque Fidelia. La vraie source de l'or était là. On avait intérêt, pour éviter l'immense désastre financier, à préserver cette industrie. Il n'y avait pas un souscripteur qui ne le comprît et ne préférât, au bref plaisir de voir Loche incarcéré, l'avantage de sauvegarder, en temporisant, la fabrique à millions qu'était l'usine, véritable garantie de sa mise de fonds.

C'était ce qu'il s'agissait de faire comprendre à la baronne Avignon.

Il la trouva somnolente, sur son fauteuil de bureau, encore absorbée par les fatigues de sa digestion. D'un embonpoint plus excessif que jamais, sa grosse personne débordait les bras du fauteuil. A la vue de Solème, ses lunettes d'or eurent un éclair, ses joues molles un tremblement :

— Ah! c'est vous, mon neveu. Vous venez m'apporter de jolies nouvelles. Grand merci. Malheureusement, je les sais déjà. Oui, oui, je lis encore les journaux. Celui de midi m'a appris les perquisitions de ce matin dans vos bureaux et la fermeture de l'usine. Tout cela est charmant. Je me souviens d'un jour où vous vouliez m'extorquer cinq cent mille francs, pour les mettre dans cette splendide affaire. Grâce à Dieu, la bonne femme y voit clair avec ses lunettes. J'ai flairé le piège. Décidément, mon neveu, j'ai envie de vous prendre pour le conseiller de mes placemens.

— Mais, tante, qui vous dit que le placement eût été mauvais? Notre industrie est prospère. Quant à l'incident de ce matin, il n'a pas l'importance que la presse va lui donner. Rassurez-vous. Moi, directeur de l'usine, j'ai pu repousser toutes les allégations portées contre nous. J'ignore ce qui se passe à la banque Fidelia, mais je puis répondre qu'à l'usine des hydromobiles, tout est en règle.

Il montrait une modération, même une douceur qui répondait mal à la terrible ironie de la vieille femme. Ce n'était point hypocrisie calculée, mais attitude involontaire de l'héritier qui flaire l'argent proche.

— Ah! la banque Fidelia, reprit la baronne Avignon, *la Compagnie de Navigation soudanaise*, parlons-en. Savez-vous ce que je perdais hier soir à la cote de la Coulisse avec mes cinquante-cinq actions achetées en juillet, puis en octobre dernier? Eh bien! je perdais neuf mille huit cent soixante-quinze francs. Oui, oui, je note au jour le jour la dégringolade et le préjudice qu'elle me cause jusqu'au jour où je serai peut-être bien heureuse de tirer de mes papiers quelques billets de cinquante francs. C'est la première fois, mon neveu, que je suis victime d'une escroquerie. Il a fallu pour cela que j'arrive à soixante et onze ans. Est-ce que je baisserais? Non, je ne baisse pas. Mais un certain M. Leherpeux qui m'a entraînée dans cette

duperie s'est servi de vous, de votre nom pour me donner confiance. Vous étiez l'associé du directeur de cette banque. C'était à mes yeux une référence, car si peu sérieux que je vous juge, il me semblait que vous étiez un honnête homme. Aujourd'hui pareille association me fait déchanter, car M. Cyprien Loche, votre excellent ami, est une canaille, mon neveu.

— Il était mon patron simplement, corrigea Solème.

Sans entendre, la baronne poursuivit :

— Oui, une canaille d'une audace extraordinaire. Et, qui doit le savoir mieux que vous? Quand je pense que cette *Navigation soudanaise* est une fiction, un roman inventé de toutes pièces, qu'il n'existe pas un bateau, pas un chantier là-bas, que pas une pelletée de terre n'a été soulevée pour ces prétendus canaux du Niger autour desquels on faisait tant de bruit...

Solème essaya de protester. Il avait vu les plans; il avait eu en mains les lettres de l'ingénieur, timbrées successivement de Bamako, de Sansanding, de Lokodja. Bien mieux, il avait examiné le devis d'un entrepreneur de Tombouctou, et il avait expédié des glisseurs hydromobiles à Akassa, aux bouches du Niger, pour les premiers transports.

La baronne le regardait d'un air de méfiance, pendant qu'il regimbait ainsi. A la fin, elle haussa les épaules :

— Je m'en doutais, mon pauvre ami; vous avez été roulé comme les autres. Moi, je tiens de mon agent de change que les premières plaintes ont été portées par des coloniaux que cette affaire avait séduits et qui, voyageant le long du Niger, n'ont pas trouvé trace de la fameuse exploitation. On a vendu des glisseurs, oui; mais à de petites compagnies locales, déjà existantes. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les transports fluviaux fonctionnent au Soudan! Mais ces coloniaux ont prouvé que les réseaux de chemin de fer soudanais étaient assez prospères et complets pour qu'une nouvelle compagnie de navigation fût inutile. Leur plaintes ont donné l'éveil au Parquet. Quant à l'ingénieur, c'était un complice.

A ce moment, on sonna. Une voix d'homme un peu singulière retentit dans le vestibule. La domestique vint remettre une carte à la baronne en disant que le monsieur insistait pour la voir, parce qu'il apportait des nouvelles de l'affaire qui l'occupait le plus en ce moment.

Solème voulut prendre congé. La vieille femme le retint. Elle n'aurait point reçu un inconnu, si son neveu n'eût pas été là. Sa défiance peureuse allait toujours croissant. Mais elle estimait que Solème était une protection suffisante et elle ordonna d'introduire le visiteur.

Aussitôt dans ce personnage au profil romain, aux longs yeux noirs ensorceleurs, il reconnut Giulio Agostini, l'invité de Loche, qui l'avait si fort intrigué lors de la soirée, rue Vivienne. L'Italien s'avança d'un pas preste vers la baronne, devant laquelle il s'inclina dans un mouvement de grâce animale. Il avait en même temps la souplesse ondoyante et la mâchoire terrible du fauve. Il sourit à la vieille femme, comme à une belle fille de vingt ans et, avec une douceur chantante :

— Ze souis M. Ziulio Agostini. Ze viens pour causer des actions de *la Navigation soudanaise*. Ze reviens de la Bourse; il est arrivé un grand malheur aujourd'hui, madame la baronne. Les perquisitions qu'on a opérées ce matin à l'usine de M. Chyprien Loce ont frappé un coup sur ces pauvres actions. Hier, elles étaient encore à six cent vingt-cinq, aujourd'hui elles sont tombées à cinq cent dix. Zé souis très en colère contre M. Loce, qui est un bandit, comme mon pays à moi n'en a jamais vu, parce qu'il a eu beaucoup d'argent entre les mains, madame la baronne, et qu'au lieu de le faire fructifier dans une belle entreprise comme celle de *la Navigation soudanaise*, il a préféré le manger avec oune belle dame, et aceter un château historique, là-bas. Ze le connais, ze le connais, il loui fallait besoin de dix mille francs par jour. Comment aurait-il commencé les travaux sur le Nizer? Pourtant, madame la baronne c'était là une idée, une très grande idée et un homme sérieux et saze aurait sorti de là des millions, car c'était une œuvre zigantesque. Une œuvre pareille, même quand elle est née dans le cerveau d'une canaille, elle ne peut pas mourir, elle vivra, elle vivra. Z'ai confiance en elle. Z'ai des amis qui ont confiance aussi et ze souis sûr d'un grand succès.

— Où voulez-vous en venir, monsieur? demanda la vieille femme.

Jean Solème l'écoutait décontenancé.

— Madame la baronne, reprit l'Italien, vous êtes en train de perdre de l'arzent, beaucoup d'arzent et vous en perdrez encore plus que vous ne croyez parce que, dans houit zours, les actions

elles ne vaudront plus quatre sous. Eh bien! moi, ze viens vous dire : Ze souis aceteur de vos actions, ze les reprends toutes à quatre cents francs.

A mesure qu'il parlait, son zézaiement diminuait, une sorte de fièvre le gagnait, ses yeux noirs fulguraient, et dévoraient la rentière, qui, à ce moment, ne put retenir une exclamation :

— Vous me les reprenez?

Elle était stupéfaite, ne comprenait pas, croyait d'abord à une nouvelle escroquerie, et s'armait de méfiance. Mais Agostini reprit en se rapprochant d'elle, visage contre visage :

— Oui, je les racète; oui, je les racète. L'isthme de Souez a été creusé, hé? L'isthme de Panama a été creusé, hé? malgré les vilaines histoires. La canaillerie de M. Loche, chè me fa, moi? J'ai mon idée, mes bateaux circuleront un jour sur le Niger.

— Mais, dit alors la baronne Avignon, puisque vous voulez acquérir ces actions, c'est que vous avez l'espoir de les voir un jour remonter, vous m'en donnez ici même le gage. Ou c'est un piège grossier et je me garderai d'y tomber; ou c'est exact, et aurai-je alors la simplicité de me défaire à votre profit d'une valeur qui renferme de telles promesses?

— Madame la baronne, ce n'est pas un piège grossier, dit Agostini, en cherchant dans sa serviette des liasses de papier. Je ne fais aucun mystère, j'agis ouvertement.

Et il étala sur le bureau de la vieille femme un amoncellement de certificats, de titres, au bristol rose, comme en délivrait la banque Fidelia. Puis il exhiba un carnet de bordereaux à souches dont il fit voir une à une les souches ou les écritures parfaitement en règle témoignant des marchés qui avaient été conclus entre les plus importans actionnaires de *la Navigation soudanaise* et l'Italien. La baronne Avignon vit entre autres le nom d'Albert Blond qui l'impressionna et jusqu'à celui d'un certain député inconnu qui lui inspira plus de confiance encore.

Comme un homme sûr de lui, Agostini ramassa ses papiers et reprit :

— Je ne mens donc pas. Je vous laisse même libre, madame la baronne. Gardez vos quarante-cinq actions. — Oui, oui, je sais parfaitement leur nombre, quarante-cinq. — Mais si demain, effrayée de la baisse nouvelle, vous me rappelez, ce ne

sera plus quatre cents, mais trois cent cinquante que je vous les paierai; et, dans deux jours, trois cents. Oh! je sais que vous perdez beaucoup. Mais si vous me cédez aujourd'hui vos valeurs, je vous signe un beau cèque de dix-huit mille francs sur la Banque de France. C'est autant de sauvé du désastre, il me semble.

— Expliquez-moi votre conduite, demanda la vieille femme.

— Oh! reprit Agostini, avec son sourire enjôleur, quand on a une idée telle que la mienne, qui ne doit pas être ébruitée, on ne la confie pas aux dames.

Solème avait été le témoin ébahi et muet de cet extraordinaire colloque. Tout le déroutait. Que voulait au juste cet Agostini? Quand il le vit tirer, de la poche de son veston, son carnet de chèques sur la Banque de France et en signer un de dix-huit mille francs, en échange duquel la baronne Avignon lui remit la liasse de ses titres roses, Solème n'en croyait pas encore ses yeux. Était-ce un fou? *La Navigation soudanaise* allait-elle au contraire renaître de ses cendres?

Quand il fut à la porte, emportant son singulier trésor, l'Italien eut un large rire qui découvrit ses dents terribles, et, reprenant toute la violence de son accent :

— Ze rirai bien quand ze verrai cette canaille de M. Loce en prison.

— Qu'ils y aillent maintenant tous les deux, reprit la vieille femme, quand on eut entendu la porte de la rue se refermer sur lui; pour moi, je ne m'en soucie plus guère. Voici une plainte en escroquerie que j'avais commencée d'écrire contre Loche; elle ira au panier. Il n'en est pas moins vrai que j'ai perdu aujourd'hui vingt mille francs.

Et elle répétait d'une voix altérée :

— Vingt mille francs! vingt mille francs!

Jean Solème, qui connaissait les états nerveux et effrayans où la mettait une perte d'argent, essaya de l'en distraire en faisant sur Agostini des conjectures. Ce devait être, disait-il, un casse-cou qui s'était procuré des capitaux, afin de tenter un immense coup de bourse sur les valeurs discréditées. La baronne ne cherchait pas si loin; elle avait là son chèque. Ce n'était qu'une épave dans le naufrage, mais c'était une valeur tangible. Puisque toute négociation en Bourse devenait impossible, son marché n'avait pas été si mauvais.

Là-dessus, Jean Solème la pria à dîner pour le lendemain. Mais c'était une maladresse. Elle s'écria :

— Merci pour vos bons soins. Je vois que vous avez besoin d'argent, mon neveu. Et c'est quand vous me trouvez sous le coup d'une perte pareille que vous tirez sur moi de ces lettres de change morales ?

— Tante, qui vous dit que j'ai l'intention de vous demander un sou ? répliqua-t-il, plein d'une indignation contenue.

— Oh! oh! je ne me fais pas d'illusion. Je passe pour riche ; vous ne l'êtes guère. Ma sacoche vous hypnotise.

— Fort bien, dit Solème en se levant, poussé par un sursaut de sa dignité piétinée; si vous interprétez ainsi la moindre visite de déférence que je puis vous faire, disons-nous adieu sur-le-champ et pour tout de bon.

Elle riait d'un gros rire qui la secouait toute sur son fauteuil et elle défiait le jeune homme. Elle était bien tranquille, son neveu reviendrait. Elle était la seule personne de son sang qui vécût encore, mais ce n'était pas là-dessus qu'elle comptait pour l'attirer. Un lien bien autrement puissant existait. Et elle ne se fâchait pas, trouvait cela naturel, triomphait même dans ce pouvoir de l'argent, si incorporé à elle-même qu'elle s'attribuait plus ou moins l'hommage rendu à sa fortune.

En sortant de cette maison, la tête tournait à Solème ; il se sentait en même temps avili et définitivement vaincu. Sans réfléchir, il enfila droit devant lui la première avenue qu'il trouva. Il marchait à grands pas. Quand il se vit sur les quais de Passy avec les cheminées de Grenelle en face, dont les écheveaux de fumée s'effiloquaient, il reconnut que ses pas le ramenaient d'instinct à l'usine. L'usine était le seul espoir qui lui restât. Dès qu'il commença d'apercevoir au loin sur le quai de Javel ce grand portail blanc, théâtral et tapageur, il se rassura. Mais non, ce n'était pas possible qu'une industrie pareille fût étranglée par la justice. Ils étaient d'honnêtes travailleurs tout simplement ; les malversations de Loche s'étaient arrêtées au seuil de cet établissement loyal. Et, comme cette pensée le frappait, justement il distingua un agent faisant les cent pas devant la porte ; les ouvriers, après avoir stationné là toute la matinée, avaient fini par se disperser, et l'agent lui dit, comme il s'approchait :

— On n'entre pas.

Solème avait toujours une petite clef de sûreté qui ouvrait un verrou de la poterne. Il montra sa carte à l'agent, qui se contenta de répéter :

— On n'entre pas.

A quoi bon insister? Il s'en fut, lamentablement, comme quelqu'un que l'on a honteusement chassé. L'idée de rentrer chez lui, de se réfugier près d'Yvonne ne l'effleura même pas. Cependant, le besoin d'un appui se faisait sentir à sa nature molle et faible. Quand ce besoin se précisa, il pensa soudain à Muzard. Leur vieille amitié se réveillait. Il lui fallait le soutien de cette âme robuste pour s'agripper à elle, en présence du trou qui se creusait sous ses pieds.

Un taxi passait. Il l'arrêta et se fit conduire à *la Poste*. En chemin, il avait d'arriver une hâte fébrile; Muzard le vit entrer silencieusement, s'asseoir à ses côtés dans le bureau de verre. Il lui dit, le cœur serré :

— Mon pauvre vieux!

Solème éclata :

— Tu es un sage, toi; tu es plus grand que nos misères. Tu ne peux pas comprendre... Mais je suis malheureux, Muzard, je suis malheureux. Tu dis que l'argent n'est rien. Mais il nous en fallait, à nous..., et tout s'effondre.

— Où en es-tu? demanda Muzard; précisons.

Alors, Solème dit le déficit de sa fin de mois en Bourse, l'engloutissement de la dot de sa femme, la perte de sa situation :

— Bast, reprit Muzard, le serrant à l'épaule, vigoureusement, tout n'est pas perdu. Certes, quand j'ai lu ce matin le récit des perquisitions faites à l'usine de Grenelle, j'ai été très ému en pensant à toi. Mais disons-nous que Loche a des ressources inconnues. Il peut sortir de là.

— Son escroquerie est si avérée, mon cher, que Giulio Agostini cet Italien que nous avions rencontré chez lui naguère, est en train de reprendre en son nom tous les papiers de son affaire. Celui-là estime bien que Loche ne se relèvera jamais, va!

Et il raconta toute la visite faite par Agostini à la baronne Avignon. Muzard l'écoutait, prodigieusement intéressé. A la fin, il s'écria :

— Ah! tu ne comprends donc pas? Moi, je l'avais toujours

pensé : Agostini est l'homme de Loche! Plus il le vilipendait et plus je me doutais qu'ils étaient de connivence. Très amusant, le coup des actions rachetées : très fort! Loche a émis jadis des actions à cinq cents francs, et, comme il prévoyait la déconfiture présente, il s'est d'abord assuré sur les recettes une certaine somme mise en dépôt, puis un homme qui serait ouvertement son ennemi, mais qu'il aurait à sa discrétion. Le moment fatal arrivé, il a lancé sur ses principaux cliens son compère. Ses cliens, à la veille de tout perdre, se trouvent encore heureux de tirer quatre cents francs d'un papier devenu sans valeur. Loche gagnait encore en ce marché cent francs par action et il arrêtait du coup les plaintes des actionnaires. Quand je te disais que cet être-là était inépuisable! Songe donc que le bruit de cette opération va se répandre, qu'il va même affrioler les spéculateurs intrépides, qu'il y aura peut-être demain des amateurs pour les actions de *la Navigation soudanaise*, et que, du coup, lesdites actions vont remonter. Mon vieux, peut-être à la fin du mois, perdras-tu moins que tu ne le craignais. D'autre part, les plaintes cessant, les poursuites vont peut-être s'arrêter Voyons, vieux, un peu de courage! Sapristi, on ne se laisse pas abattre ainsi à trente-deux ans, quand on est bien portant et qu'on peut gagner son pain.

Et juste à cet instant, brusquement, la porte du bureau s'ouvrit. C'était le patron qui entrait en coup de vent, descendant de la rédaction où s'élaborait à cette heure le journal du lendemain. Et il disait :

— Tiens! Solème est là? Bonjour, Solème! Vous savez la nouvelle? Non, vous ne savez pas? Vrai? Eh bien! c'est fait. Un coup de téléphone vient de me l'apprendre.

— Quoi? quoi? interrogèrent les deux hommes.

— Loche est à la Santé depuis une demi-heure.

Muzard et Solème se regardèrent. Agostini avait été lancé trop tard. Ce que Loche avait toujours réclamé : le temps, lui avait manqué à la dernière heure pour la tentative suprême. Huit jours encore, il eût été sauvé.

— Solème, dit Albert Blond, à qui la consternation de son ancien rédacteur n'échappait pas, je suis bien fâché pour vous. Croyez bien que votre honneur n'est nullement entaché par cet événement. Vos intérêts étaient liés, non pas vos consciences.

Mais, hébété, Solème n'entendait plus rien. Une phrase

unique lui sonnait dans la tête : Loche est à la Santé depuis une demi-heure. Dix minutes plus tard, il se retrouvait sur le boulevard, sans même savoir comment il avait quitté son ami. La vérité, c'est que, jusqu'à la dernière minute, son espoir secret, mais vivace, était toujours fondé sur Loche. Celui auquel il avait demandé de l'enrichir était demeuré malgré tout celui dont il attendait le salut. A ce moment, toute audace nouvelle de Loche qui l'eût tiré de l'abîme lui eût semblé admirable. Mais voilà que soudain Loche s'effondrait à son tour. Le génie qui l'avait ébloui et subjugué, aujourd'hui était étranglé. Et il ne restait plus qu'un homme flétri et impuissant entre les quatre murs d'une cellule.

Solème était si physiquement déprimé qu'il entra dans le premier café venu pour avaler une absinthe qui le remît debout. Il la prit épaisse et capiteuse, en quelques lampées, pour mieux s'étourdir. Et, comme il quittait cette terrasse, où des violons de tsiganes l'énervaient davantage, des camelots accouraient au-devant de lui en brandissant des journaux du soir et en hurlant :

— *Arrestation d'un grand financier. Cyprien Loche écroué à la Santé.*

Et plus Solème avançait, plus il en venait qui l'assaillaient à chaque coin de rue en lui criant aux oreilles :

— *Cyprien Loche écroué à la Santé!*

Bientôt il fut devant l'Opéra. La terrasse du café de la Paix l'attira. Il se mêla au flot qui traversait la place dans toute sa largeur et qui le déposa bientôt à l'autre bord. Comme il s'asseyait à une table libre, Constant, la serviette à la main, se pencha vers lui comme pris d'un intérêt tout particulier pour sa personne.

— Eh bien?... voilà M. Loche en prison! Quel coup, monsieur Solème!

— C'est une iniquité, déclara Solème, d'une voix sourde.

Et de nouveau il commanda une absinthe.

Le fracas assourdissant de six heures du soir régnait sur la place; le ronflement des moteurs, le cri des essieux, la plainte des freins, le roulement du flot des voitures se mêlaient dans un unisson formidable, et, par-dessus tous ces bruits, les crieurs des journaux du soir continuaient de lancer à la volée les mots de leur manchette :

— *Arrestation d'un grand financier. Cyprien Loche à la Santé.*

Solème se dit :

« Je vais renvoyer le chauffeur et vendre la voiture. »

Au bout d'un instant, il pensa encore :

« Nous prendrons un appartement modeste au centre de Paris. »

Il but une gorgée et une idée lui vint :

« Je réaliserai ce qui reste à Yvonne et je tenterai une entreprise personnelle. »

Mais laquelle? Pour tout perdre encore, peut-être? Le mieux eût été d'essayer une spéculation hardie pour compenser à la fin du mois ses pertes. Puis il se voyait dans la situation inférieure qui les attendait : Yvonne et lui devenus de petites gens, Yvonne réduite aux soins de la bonne à tout faire, allant elle-même au marché, portant des filets trop lourds pour son bras mince. Et c'était encore l'appartement de douze cents francs dans un immeuble ancien où les escaliers fleurent la cuisine, le même complet porté dix-huit mois de suite, les notes du boucher qui terrorisent.

Il s'était levé et avait inconsciemment gagné la ligne du Métro de la Porte-Maillot. Comme un chien battu qui se cache, il prit les secondes afin d'échapper au public des premières, et, quand il se vit perdu dans cette foule d'employés ou d'hommes du peuple qui l'enserraient, un désir si vif et si frénétique de l'argent le mordit qu'il ne se souvenait pas avoir éprouvé dans tout son être de secousses pareilles.

— Yvonne, prononça-t-il en arrivant, *il* est arrêté.

Yvonne lisait sous la lampe, dans un coin du salon; son livre lui glissa des mains; elle se raidit et demanda :

— Et alors?

— Alors, c'est la banqueroute.

— Mais l'usine, elle avait sa vie propre, elle; l'usine s'alimentait d'elle-même. Elle peut continuer d'exister. Il est impossible qu'on étouffe sa vitalité.

— Oh! je commence à voir clair. Jusqu'ici, je ne savais pas tout. Le capital n'était pas sous ma main. J'ai bien peur que la banque Fidelia ne l'ait mangé et que ce ne soit la faillite. Peut-être notre industrie sera-t-elle rachetée par une Société nouvelle, qui se constituera sur de nouveaux frais en vue de l'exploiter.

— Et nous?

— Et nous, ma pauvre Yvonne? Nous quitterons cette maison, nous vendrons l'auto, nous congédierons les domestiques pour aller végéter ailleurs...

Alors elle s'affaissa, la tête entre les mains, et se mit à pleurer à petits sanglots.

XVII

— Vous êtes triste, Muzard. Est-ce qu'un beau feu de bois ne vous égayerait pas?

Et Andrée Ornans, des bûches plein son tablier, s'agenouilla devant l'âtre pour attiser le feu dans la grande pièce claire.

Muzard se récriait. Allumer du feu? c'était de la folie. Il ne faisait pas froid. Est-ce que le soleil d'avril n'avait pas chauffé cette chambre toute la journée? D'ailleurs, il n'avait guère qu'une demi-heure à passer ici, le temps de fumer une pipe avec sa bonne camarade. Après, il faudrait rentrer. Mais elle ne voulut rien entendre. Bientôt la cheminée ronfla, et des flammes dansèrent dans l'âtre, noyant la lumière de la lampe. Alors Muzard se laissa glisser aux confidences. Andrée Ornans était assise près de lui, sur un fauteuil bas, et présentait au feu sa bottine. Lui, lançait au plafond la fumée de sa pipe et disait :

— J'ai déjeuné chez les Solème. Quelle misère de voir ce ménage acculé par ses insatiables besoins à de tels expédiens! Ils partent ce soir pour Monte-Carlo. Oui, Solème, qui spéculait sur les actions de *la Navigation soudanaise*, et qui avait à payer à l'échéance de fin de mois une différence de deux cent mille francs, a emprunté cette somme à un usurier quelconque. Et maintenant il a réalisé tout ce qui n'était pas immeubles dans la dot de sa femme, afin d'aller tenter la fortune là-bas au trente et quarante. Ils ne veulent ni se contenter de ce que le sort leur a laissé, ni refaire lentement et patiemment leur fortune par le travail. C'est immédiatement qu'ils entendent rentrer dans l'objet de leur gourmandise.

— Et la jeune femme accepte cette idée? interrogea Andrée Ornans.

— Dites plutôt que c'est elle qui l'a inspirée.

— Courir un tel hasard, c'est insensé, dit la femme de lettres.

Muzard, songeur, reprit :

— Je me souviens de leur premier départ pour Monte-Carlo; c'était le soir de leur mariage, il y a de cela quinze mois. Je les avais accompagnés à la gare de Lyon. Déjà ils m'effrayaient. Leur amour de l'argent me semblait dépasser leur amour, et je me demandais ce qu'allait devenir leur bonheur. Je les sentais s'unir dans cette passion de posséder qui les dévorait... Ah! ils auraient pu être si heureux!

— Ils pourraient l'être encore, continua Andrée Ornans.

— Il y a deux manières d'envisager la vie, dit Muzard. On la voit extérieure ou intérieure. L'argent donne l'intensité de la vie extérieure. La vie intérieure se nourrit de ce qui est absolu dans les valeurs humaines. Le bonheur absolu se trouve dans la vie intérieure. Le bonheur conventionnel, celui que donne l'argent, est dans la vie extérieure. Selon moi, on a parfaitement le droit de choisir entre les deux et d'établir, si cela vous plaît, son plaisir sur un mensonge. Mais je préfère ceux qui l'établissent sur la vérité, comme vous, Andrée.

Elle rit et se mit à dire, en montrant la grande pièce si simplement meublée, avec la cheminée que garnissait seulement un large bouquet de narcisses jaunes entre deux flambeaux de cristal aux lignes élégantes.

— Mon bagage est bien mince, mais je vous jure que je vivrais encore à moins : un lit, une table et ma plume, et les quelques chaudes affections qu'il y a dans mon cœur, et le spectacle passionnant des jeux de l'humanité devant mes yeux. Ah! ce serait plus qu'il ne faudrait pour me sentir véritablement très riche.

Ils restèrent de longues minutes silencieux. Puis Muzard, secouant dans le foyer les cendres de sa pipe :

— Andrée, il faut que je m'en aille.

Mais il demeurait assis, néanmoins.

— Si j'avais prévu votre visite..., dit la jeune fille en hésitant; mais voilà, je ne savais pas que vous viendriez; j'ai juste deux œufs à la coque pour mon dîner et un pot de délicieuses confitures... Pourtant, Muzard, si vous vouliez, on partagerait...

Muzard la contempla tout une minute sans rien dire. Une buée lui passa sur les yeux.

— Vous ne voudriez pas, dit-il... en s'efforçant de sourire.

Une petite pendule de voyage posée sur le rebord de la cheminée marquait sept heures trente-cinq. Machinalement, Muzard s'était remis à bourrer une autre pipe pendant qu'Andrée, lasse de sa journée de travail, de ses leçons données aux quatre coins de Paris, de sa copie griffonnée ici en ses heures libres, se laissait aller à la douceur de ne rien faire. Muzard, se réveillant, dit bientôt :

— L'ennui, c'est de demeurer si loin de vous...

— Bast ! je vous lasserais peut-être vite si vous me voyiez plus souvent...

— Vous, s'écria-t-il, lasser quelqu'un ! On n'a jamais fini le tour de votre esprit. Puis, vous avez des silences qui ne sont qu'à vous, des silences qui ne vous éloignent pas de ceux près de qui vous êtes, des silences où vous les emmenez avec vous dans la profondeur de votre vie intérieure... Andrée, il faut que je m'en aille.

— Allons donc, dit Mlle Ornans, Marie Plichet vous attendra dix minutes, et voilà ! Dix minutes de bonne causerie valent bien un dîner réchauffé.

Et elle se mit à lui conter que, dans un journal du soir, elle avait lu les aveux de Cyprien Loche. Des perquisitions à la banque Fidelia avaient amené la découverte de l'avoir réel des diverses sociétés fondées par le financier. En tout et pour tout, ce capital se montait à quatre-vingt-dix mille francs qu'on avait trouvés en billets de banque dans les bureaux. Pas un sou de plus. C'était sur cette misérable somme qu'étaient échafaudées toutes les entreprises. Devant les plaintes en escroquerie émanant de tous ses créanciers, Loche avait convenu de la vérité. Le journal annonçait que le château d'Ille-et-Vilaine était à vendre ainsi que l'hôtel de la rue Vivienne, — les deux immeubles encore impayés.

— Que vont devenir les deux pauvres femmes? se demandait avec pitié Mlle Ornans.

— Que voulez-vous, dit Muzard, elles ont accepté de vivre des années du luxe escroqué sur les imbéciles. Elles attendent que leur chef soit sorti de prison pour être réintégrées dans une nouvelle opulence.

— Ah ! dit Andrée Ornans, je pense à cette jeune fille qui vous a aimé.

— Qui m'a aimé..., à moins qu'elle n'ait été la très intel-

ligente associée de son père, dit Muzard. Je suis plus lucide aujourd'hui qu'il y a six mois...

— Comme vous êtes sceptique! Pourquoi doutez-vous?

— Jamais aucune femme ne m'a aimé; je suis trop rude.

— Le regrettez-vous? demanda-t-elle la voix un peu assourdie.

— Ah! sait-on soi-même! dit Muzard agacé.

Et, voyant que la pendule de voyage marquait huit heures :

— Andrée, il faut que je m'en aille.

Et il se leva.

— J'ai deux œufs à la coque..., réitéra-t-elle avec une timidité jouée.

Elle le vit hésiter. S'il avait pu se contenter de grignoter une croûte en assistant à son repas! Mais elle ne l'aurait pas permis. Il aurait fallu lui voler la moitié de sa pauvre pitance, ce maigre menu que lui accordait son gain de travailleuse obligée de payer encore l'éducation d'un enfant de dix-sept ans.

Et Muzard dit brusquement, presque sèchement :

— Non, je m'en vais.

Elle l'escorta à travers la salle à manger étroite, le petit corridor où il avait accroché son chapeau. Sur le seuil, ils se serrèrent la main. Et là, plusieurs secondes, Muzard s'attarda encore. Il fit un pas vers l'escalier, puis se retourna. Andrée Ornans était dans l'entre-bâillement de la porte, en chemisette de toile blanche, le cou nu, la lampe à la main, ses lèvres rouges souriant tendrement. Muzard eut cette autre vision d'une table mise, de deux coquetiers se faisant vis-à-vis, et d'un œuf si frais, si désirable, que jamais aucun mets ne lui avait inspiré une telle envie. Mais la porte se referma et, lamentablement, il descendit l'escalier sale où les becs de gaz mettaient une méchante lueur jaune.

Cette nuit-là, le rapide de Nice emmenait à toute vapeur Jean Solème et Yvonne à travers la France. A Lyon, leur dernier compagnon de route descendit. Ils restèrent seuls, pelotonnés dans leur couverture, le corps oblique, ayant cherché dans l'angle du compartiment la position favorable au sommeil. Yvonne dormait enfouie dans ses châles, sa jolie tête posait de profil sur l'oreiller de location; les lèvres mi-ouvertes, elle avait l'air de sourire. Mais Solème était trop bourrelé pour

s'assoupir même une demi-heure. Depuis le commencement de la nuit, il entendait ce ronflement doux et monotone des trains vertigineux, et finissait par avoir cette impression persistante des kilomètres qui fuient interminablement sous les roues de la voiture. Parfois, il se distrayait un peu à regarder sa femme. Comme elle était paisible et enfantine, même en son sommeil! Comme ç'aurait été bon de n'avoir d'autre souci que de l'aimer! Il y avait chez elle, en dépit de ses idées arrêtées sur la situation, sur le décorum, sur le prestige extérieur, une légèreté de petite fille. Est-ce qu'au moment de partir, malgré le terrible aléa qu'ils allaient courir là-bas, elle n'avait pas laissé transparaître sa joie secrète, joie du voyage, du pays magique où ils couraient, de la vie fastueuse qu'ils allaient mener pendant une semaine?

Car ils s'étaient fixé ce délai de huit jours pour rentrer à Paris. La chance dût-elle dépasser leurs espérances, il fallait se donner à soi-même des bornes, au risque de glisser à la folie du jeu. Joueur, Solème ne l'était guère. Il avait naguère spéculé à contre-cœur pour arracher de force à la fortune ce qu'elle lui refusait. Et maintenant qu'elle l'avait vaincu, s'il allait la braver aux tables de jeu, ce n'était pas son goût qui l'entraînait. Il avait lutté contre toute l'indolence de sa nature avant de tenter un coup si hardi. Longtemps, il avait combiné les jeux, étudié le roulement des couleurs, établi des certitudes. Et aujourd'hui qu'il sentait sur sa poitrine, réalisé en billets de mille francs dans son portefeuille, tout leur avoir, il frissonnait à la pensée de jeter ces billets si près du gouffre. Et c'était la responsabilité effrayante encourue dans ce voyage qui le tenait éveillé cette nuit, malgré la fatigue.

A l'aurore, les noms des villes provençales lus au passage le ranimèrent. On commençait d'apercevoir dans la campagne, après les bois d'oliviers gris à l'ombre mélancolique, les bastides isolées en plein champ, faites de ce plâtre doré du Midi, avec la porte en cintre et deux cyprès plantés devant le seuil. A Marseille, Yvonne se réveilla en demandant où l'on était. Elle commença d'arranger soigneusement ses cheveux, de rafraîchir à l'alcool son visage qui s'illuminait de joie à l'aspect de la mer bleue. Au bout d'une heure, elle était prête, et entraîna son mari au restaurant pour le premier déjeuner. Puis, durant les

deux dernières heures, elle ne cessa de gémir sur la longueur du voyage.

— Dans huit jours, quand nous repasserons par ici, dit Solème en montrant une colline où dominait un grand pin parasol, nous serons peut-être tirés d'affaire.

— J'espère bien! s'écria Yvonne sans inquiétude.

Pourquoi son mari n'eût-il pas réussi? D'autres gagnaient bien. Elle se demandait même s'ils n'auraient pas la tentation de prolonger leur séjour, s'ils seraient assez forts pour quitter la mine d'or avant de l'avoir épuisée.

Nice apparut, éblouissante sous le soleil, avec les façades crayeuses de ses hôtels princiers criblées de fenêtres, les dômes, les coupoles et les minarets bleus de son église russe, les tours carrées de ses églises italiennes et, dans les jardins, l'éternel mélange des palmiers et des orangers ronds chargés de fruits. Alors, Yvonne connut une ivresse nouvelle : l'ivresse de ces villes de plaisir et d'opulence qui, depuis son voyage de noces, lui avait laissé dans l'âme un souvenir pareil à l'écho d'une fête divine. Oh! posséder de l'argent, un inépuisable argent et venir ici le dépenser, sans calcul, sans lésinerie, sans arrière-pensée!...

Maintenant, les tunnels se répétaient comme les portans d'un décor de théâtre : on les traversait rapidement et c'était pour passer à une nouvelle féerie, la baie de Villefranche à l'étang de satin bleu, Beaulieu, puis le rocher de Monaco. Enfin, le train les jeta au pied des terrasses de Monte-Carlo.

Ils avaient voulu descendre à l'hôtel qui avait abrité leurs premières semaines d'amour. La voiture qui les y monta côtoyait le parc du casino. Le palais blanc leur apparut au travers des frondaisons vertes. Ils le regardaient, fascinés. C'était là...

Ce fut une journée d'enchantement, la vie d'un autre monde facile, légère, irréelle. D'abord, le déjeuner dans la salle à manger de l'hôtel inondé de soleil, d'où l'on apercevait par les baies vitrées les vaporeuses côtes italiennes jusqu'à Bordighera. Même, un Anglais qui était à table avec sa famille tenait absolument à ce qu'on vît à l'horizon décoloré de la mer indigo une ligne noire qui eût été la Corse. On parlait toutes les langues; les tables étaient garnies d'une telle abondance de roses que les mets en semblaient parfumés. Et, continuellement, par

les baies ouvertes, on entendait une musique sans même savoir d'où elle venait.

Yvonne et Jean Solème eurent une surprise. Ils avaient retenu à tout hasard la chambre 10, qui avait été celle de leur union. Et il se trouva qu'on avait pu la leur donner. Quand ils se revirent dans cette jolie chambre rose aux paravens pompadour, avec le grand lit de cuivre garni d'un couvre-pied en toile de Jouy rose, ils eurent enfin une explosion de tendresse et tombèrent aux bras l'un de l'autre. Ce que n'avaient pu faire leurs pires angoisses, le rapprochement spontané auquel leur détresse morale n'avait pas même aidé, l'atmosphère capiteuse de ce pays l'opérait. Les malles défaites, ils s'habillèrent pour le casino. Jamais Yvonne n'avait éprouvé tant de joie à exhiber une toilette nouvelle. Pourtant cette robe de drap blanc, qui devant l'armoire à glace de la chambre d'hôtel faisait quelque effet, lui parut simple, presque misérable, quand, en entrant au casino, elle la vit noyée dans l'élégance ambiante. Ils prenaient un abonnement d'une semaine aux salons privés et s'y acheminèrent.

Glissant sur la splendeur des parquets, ils traversèrent les premières salles de jeu. Et aussitôt le tintement ininterrompu des pièces d'or, ce bruit de ruisseau métallique résonnant de salle en salle, commença d'étourdir le cœur de Solème.

— Viens, dit-il à sa femme.

Elle s'était arrêtée, les yeux sur ces murailles et ces plafonds aux boursouflures d'or où toutes les lignes des sculptures, de l'ornement, se perdaient dans l'éclat uniforme de cet or à peine terni. Et, aux deux tables encombrées de joueurs, l'or faisait entendre sa chanson discrète et voluptueuse; d'ailleurs, on l'y voyait encore, en petites colonnes de louis étagés sur le tapis vert, en poignées de pièces répandues à même le drap, en petites pièces isolées, poussées une à une par le râteau que manœuvraient des mains anonymes.

— Viens, Yvonne, nous allons nous mettre ici.

Il y avait une trentaine de personnes assises et autant debout autour des sièges. C'étaient d'impassibles visages d'hommes, de vieilles femmes, de jeunes couples, tous disparates, hétéroclites et portant cependant une ressemblance en leur physionomie hermétique. Yvonne, troublée, incapable de suivre le jeu, voulut reconnaître les perdans à l'expression de leurs traits.

Mais les figures demeuraient figées à chaque coup du sort et elle ne put rien savoir. Un homme à cheveux gris arriva, se planta debout derrière une jeune femme, suivit attentivement plusieurs jeux, finit par avancer sur la table vingt-cinq billets de cent francs qu'il mettait sur la noire. Ce fut la rouge qui sortit. Il se retira du même air illisible.

— Mesdames, messieurs, faites vos jeux.

Solème jeta son premier billet de cent francs sur la noire. Il avait attendu que la noire perdît neuf fois de suite. Yvonne détourna la tête, s'obstinant à regarder les fresques sur le linteau des portes. Les tempes lui battaient. Il lui semblait que le croupier la regardait ironiquement. Un froissement de papier attira ses yeux sur les mains de son mari. Celui-ci ramassait en se penchant plusieurs billets, dont un de mille. Ils n'osèrent pas échanger un mot, ne se regardèrent même pas. Mais tous deux embrassèrent du même œil de convoitise l'amas d'or et de billets qui roulait à ce moment sur la table, comme si cette fortune eût été destinée à venir toute entre leurs mains.

— Je voudrais jouer aussi, dit Yvonne tout bas.

Mais Solème ne pouvait l'entendre. Tout crispé, la mâchoire proéminente, des rides par tout le visage qui le vieillissaient de dix ans, sa mèche blonde lui closant l'œil droit, il suivait les jeux, convaincu de la valeur de ce chiffre neuf que le hasard semblait ne pouvoir dominer. Si une couleur avait été neuf fois éliminée, elle revenait ensuite fatalement. Il risqua cinq cents francs et, cette fois, Yvonne lui vit la main tellement pleine de billets qu'il en paraissait gauche. Cependant aucun joueur n'eût souri en considérant cet homme empêtré dans son argent.

Alors Yvonne, sereine, comme assurée désormais contre toute inquiétude, s'en alla prendre une tasse de thé dans la galerie adjacente. C'était un endroit de délices. Par les larges portes ouvertes, on suivait l'enfilade des salles dorées. Par le vitrage qui dominait la mer, on apercevait Monaco et le musée océanographique, incrusté dans son rocher comme un coquillage monumental, puis les baies de pastel des côtes italiennes. Tout ce bleu était d'une douceur indicible. Yvonne laissait son regard errer sur la mer et elle écoutait le ruissellement de l'or, comme un propriétaire qui entend l'eau couler dans son parc et sait qu'elle ne lui manquera jamais.

A six heures, elle vit Solème quitter la table et lui revenir. Il avait pris la physionomie indéchiffrable des joueurs. Comme d'autres couples buvaient du thé auprès d'elle, le respect humain lui interdit d'interroger son mari. Elle était anxieuse. Quand ils furent sortis et qu'ils regagnaient l'hôtel, il lui dit :

— Environ vingt-cinq mille, je crois.

Elle fut suffoquée par le plaisir. Une fois dans la chambre, elle demanda le portefeuille pour compter elle-même les billets. Elle les étala sur la petite table. Ses mains s'y jouaient en frémissant. Il y avait là vingt-trois mille francs; mais Solème ôta de sa poche encore une poignée de louis. La somme dépassait alors vingt-six mille. Yvonne se jeta sur la poitrine de son mari.

— Oh! mon chéri, mon chéri! répétait-elle.

Le soir, ils allèrent voir jouer *Tristan et Iseult* dans ce théâtre de Monte-Carlo où l'or domine encore partout. Yvonne avait une robe charmante, blanche brodée de soie et laissant voir ses épaules pleines et rondes. Souvent elle se distrayait de la musique, n'entendait plus, se laissait griser par les splendeurs de cette petite salle, pensait à cet argent si vite réalisé que son mari, impuissant à le dissimuler sous l'habit, avait dû confier au gérant de l'hôtel. C'était ici la vie qu'elle avait toujours rêvée. Pourquoi s'en aller au bout de huit jours?

Mais, le lendemain, Solème fut moins heureux. Son gain se limita net à dix mille francs; après quoi, il perdit jusqu'au soir; et la somme conquise la veille fut engloutie. Mais il ne voulut pas l'avouer à Yvonne. Il lui refusa son portefeuille, quand elle désira s'amuser encore à feuilleter les billets. Il invoqua le prétexte qu'une femme de chambre pouvait survenir à l'improviste. Comme il était resté froid et soucieux dans le succès, l'air qu'il avait ce soir-là ne put le trahir.

Pendant sept jours, leur existence continua ainsi régulière, monotone dans sa fièvre. Le matin, ils se promenaient dans le parc du casino, revenaient déjeuner dans la salle à manger théâtrale à l'immense décor bleu, puis ils se rendaient aux salles de jeu et, pendant que son mari prenait place à la table, Yvonne s'installait dans la galerie, devant une tasse de thé et des gâteaux, un livre à la main, suivant des yeux les barques blanches, les canots automobiles, parfois un vapeur en route vers Gênes, parfois le vol d'un hydravion.

Le quatrième jour, elle dit à son mari :

— C'est fou de quitter ce pays si vite, surtout si tu es content de la chance. Pense aux sommes colossales que nous pourrions rapporter, qui nous procureraient l'aisance pour toute la vie, ensuite.

— Quand on a pris une détermination, dit Solème, il faut s'y tenir; nous partirons au bout de notre semaine comme c'était convenu,

— Mais où en es-tu de ton gain?

— Oh! je ne sais; j'ai eu des pertes, cela se balance, répondit-il évasivement.

Mais il ne voulait plus aller au théâtre, mangeait à peine aux repas, s'éveillait la nuit dans des cauchemars terribles, et Yvonne commença de concevoir des inquiétudes. Elle l'importunait de questions, et lui, devenu nerveux et irritable, la rudoyait dans ses réponses et ne la renseignait pas. La veille du départ pendant une absence de son mari, elle se décida à fouiller son portefeuille. Il contenait onze mille francs et leur billet de retour. C'était tout. Yvonne atterrée ne pouvait en croire ses yeux. Mais elle se rassura en pensant que Solème devait posséder d'autres réserves. Il était à ce point surexcité qu'elle ne se hasarda pas à l'interroger.

Pourtant le dernier jour, Jean se calma. Ils devaient prendre le rapide du soir pour Paris. Et comme la jeune femme, voyant la tranquillité d'esprit de son mari, lui demandait, avant leur dernière séance, combien il pensait rapporter de leur équipée.

— Ah! ne parlons pas d'argent, s'écria Solème, viens m'embrasser plutôt.

Elle se laissa faire.

— Tu te souviens, Yvonne, de notre premier voyage ici et de la première fois où nous nous sommes accoudés à cette fenêtre.

— Oui, je me souviens, disait Yvonne, attendrie.

Et, l'enlaçant, Solème la conduisit à cette fenêtre d'où l'on apercevait la baie immense et tout près les rochers hérissés d'agaves, avec les toits de tuiles du vieux Monaco.

— Et tu te rappelles aussi ce que Muzard nous criait à la gare de Lyon, quand notre train filait et que nous agitions la main à la portière?

— Non, je ne me rappelle pas.

— Il disait : « Méfie-toi de l'argent, Solème! » Je l'entends encore, je l'entends toujours... Pauvre Muzard! Dis, Yvonne, est-ce que nous n'avons pas trop aimé l'argent?

— Mais l'argent, il en faut, mon chéri, pour être heureux. Nous ne pouvions vivre comme les hommes de peine. Nous n'avons pas été chanceux, mais puisque ici tu as réparé...

— Tiens, oui, il faut de l'argent et je sens que je vais en gagner aujourd'hui, je sens que je vais avoir une veine de tous les diables. Vite, mets ton chapeau. Tu verras, je vais rafler tout l'argent qui roule sur la table, là-bas.

Une dernière fois, il étreignit sa femme. Une demi-heure plus tard, ils avaient repris leur place accoutumée : lui, près du croupier, elle, à la galerie dont le panorama l'enchantait toujours au point de lui faire oublier sa lecture.

A cinq heures, cependant, elle se leva, rejoignit son mari et lui souffla à l'oreille :

— Il est cinq heures, tu sais... notre train...

Mais il ne parut pas l'entendre. Il ne jouait cependant pas, suivait des yeux la boule, le jeu des autres. Au bout de plusieurs coups, elle le vit mettre cent francs sur la rouge. Elle commençait à comprendre le jeu; elle resta. La noire gagnait. Alors Yvonne s'écarta pour examiner la physionomie de Solème. Il était livide, la mâchoire saillante, les yeux terribles sous le lorgnon. Elle en reçut un choc au cœur.

Le soleil se couchait là-bas, derrière le cap d'Antibes, qui apparaissait tout violet dans la splendeur rousse du ciel. La roche de Monaco se découpait sur le couchant avec son aspect de défense militaire. Yvonne angoissée essayait de s'intéresser à ce spectacle serein. A six heures, elle se leva plus anxieuse et retourna dire à son mari :

— Il est six heures, tu sais... Notre train...

Il ne lui répondit pas. Elle le vit jeter un louis sur le tapis... Elle resta deux minutes. Solème ne ramassa rien. Alors, craignant de l'importuner, elle revint à sa place, demanda de nouveau du thé et des gâteaux, mangea en silence.

La nuit venait. L'or du ciel pâlissait, mais à la lumière celui des salles s'empourprait, rayonnait. Tout le détail des plafonds dorés, des murailles dorées apparaissait, et l'électricité renchérissait sur le soleil pour donner à cet or tout son éclat. Et le tintement de l'or continuait, s'accroissait même, comme si le

ruissellement se fût mis à charrier plus de pièces à mesure que la nuit approchait. La galerie s'emplissait de couples ; des femmes devant Yvonne riaient en se renversant en arrière pour montrer leur collier de perles sur leur gorge nue. Des envolées d'orchestre arrivaient par rafales. Soudain un petit crépitement sec retentit dans la salle de jeu. Yvonne crut qu'une des lampes du lustre était tombée et s'était brisée sur le parquet. Une Anglaise qui était auprès d'elle, dit tout haut :

— *Oh! a man has just killed himself!*

Plusieurs hommes se mirent debout pour regarder la table de jeu. Il y eut là-bas un mouvement rapide, une allée et venue, des pas qui s'éloignèrent. Yvonne, qui s'était enfin décidée à se lever, s'approcha lentement. Personne ne bougeait à la table de jeu. Les visages hermétiques l'enclosaient toujours, les prunelles rivées au tapis. Le croupier dit :

— Vos jeux sont faits. Rien ne va plus.

Au même instant, la boule partit.

Alors Yvonne, regardant la place de son mari, vit qu'il n'y était plus.

Un garde l'aborda, lui demanda tout bas, croyant bien la reconnaître, si elle n'était pas Mme Solème, et la pria de se rendre à son hôtel où son mari avait été transporté très souffrant.

« Pourquoi ne m'a-t-il pas appelée ? » se disait-elle.

La vérité la tourmentait, la pressait ; mais, révoltée, elle se refusait de l'admettre. Cependant ses jambes ne pouvaient plus la porter. Elle pria qu'on allât lui chercher une voiture, bien que l'hôtel fût à moins de deux cents mètres. Arrivée, elle se jeta dans l'ascenseur. Le corridor qui menait à la chambre rose était sans fin. Et, quand elle ouvrit la porte qui était marquée du numéro 10, elle vit, allongé sur le couvre-pied en toile de Jouy, la forme rigide, glacée, dans l'immobilité de la mort. Elle renvoya les deux garçons de l'hôtel, qui entouraient l'oreille de lourds tampons d'ouate et nettoyaient la mèche blonde éclaboussée de sang. Quand elle fut seule, un cri lui sortit des entrailles.

— Jean !

Le silence, l'impassibilité du mort lui furent la première révélation profonde de la réalité. Elle s'effondra au pied du lit.

XVIII

Sur le quai de la gare de Lyon, Muzard attendait le rapide de Nice, en arpentant l'asphalte. Yvonne lui avait écrit pour le prier d'être là, ne voulant pas voir d'autre visage que le sien à son arrivée. Et il était venu, le cœur rongé par le chagrin, mesurant quelle avait été cette amitié protectrice qui, pendant des années, l'avait lié au malheureux Solème. Ce drame de la fin l'épouvantait encore. Plus il réfléchissait, plus il devenait sévère à l'égard de l'insatiable Yvonne, cause de tout. Il pensait : « Je ne pourrai m'empêcher de le lui dire. Elle a été le poison de son mari, avec son désir de l'argent. Solème était bon, il ne demandait qu'à aimer ; elle a exploité l'amour de Solème pour l'asservir à l'argent. Oui, je lui demanderai ce qu'elle a fait de ce grand garçon si doux, si épris de la vie qu'elle emmenait d'ici même, il y a quinze jours, de son air de petite sirène innocente. Oh! sa petite bouche, sa frange enfantine, ses mines puériles, et la terrible bête de proie qu'elle est au fond! »

Mais, juste à ce moment, la fumée du train apparut au loin. Doucement, sans secousse, sans bruit, avec son mouvement ouaté, le train entra en gare. Et, plus ému qu'il ne voulait se l'avouer, Muzard scrutait toutes les voyageuses qui sautaient sur la voie, cherchait la jeune femme qu'il avait vue partir d'ici, deux semaines auparavant. Soudain, il eut une commotion. Il avait reconnu le petit bonnet de deuil de Mme Élisabeth; elle tendait la main à une autre jeune veuve enveloppée de crêpes dont le visage pâle, angoissé, cherchait quelqu'un. Muzard, les larmes aux yeux, s'avança vers la femme de son ami. Elle étouffa un sanglot et demanda seulement :

— Votre bras...

Dans le taxi qui les emmenait vers l'appartement de Mme de Chastenac, tous trois gardaient le silence. Yvonne, la première, demanda :

— Vous ne me dites rien, monsieur Muzard, vous n'avez pas un mot de blâme...

— Non, je n'ai pas un mot de blâme, dit Muzard, la gorge serrée.

— Ah! pourquoi a-t-il fait cela! s'écria la jeune femme, dans

une explosion de douleur; nous aurions pu être encore si heureux, pauvres. J'aurais travaillé...

Mme Élisabeth et Muzard s'entre-regardèrent; ils pensaient la même chose : que la mort éclaire la véritable valeur de l'argent.

Mais elle continuait, rappelant ses souvenirs d'une voix douloureuse étouffée par les larmes :

— Une heure avant de mourir, il me parlait de vous. Il me disait : « Te souviens-tu... de notre dernier voyage... et de Muzard... qui nous criait... à la gare de Lyon... pendant que notre train s'éloignait : Méfie-toi de l'argent, Solème!... » Il me disait : « Moi, je l'entends encore... Je l'entends toujours!... » Ainsi, vous voyez, il entendait toujours votre avertissement. Méfie-toi de l'argent. Ah! l'argent... Vous étiez dans le vrai, monsieur Muzard!

Muzard n'avait plus qu'une immense pitié pour elle, il lui prit la main, lui dit seulement :

— Il faut vous laisser consoler par les cœurs amis qui vous entourent.

Mais elle, se retournant vers Mme Élisabeth :

— Ah! tante, vois-tu, j'aimerais mieux qu'il me dise la cruelle vérité, comme il nous la disait autrefois. Mais, maintenant, il n'en a pas le courage.

Muzard, quand il eut laissé seules les deux jeunes femmes, était accablé, lui aussi, par un tel châtiment. Il se disait :

« C'est une lourde punition pour l'erreur d'une âme si légère. Elle paye cher de s'être trompée. Mais voilà. C'est ainsi que l'argent mène ses adorateurs. Quand on n'aime qu'un faux dieu et que le faux dieu s'évanouit, qu'est-ce qu'il vous reste? Solème ne pouvait pas vivre pauvre, quoi qu'en dise Yvonne. Elle eût été la première à l'écraser, le jour où ils eussent été réduits à la misère. Tout est dans l'ordre, donc. »

Mais il se sentait étreint d'une telle mélancolie qu'il ne pouvait se résoudre à s'en aller déjeuner seul au restaurant de la rue de Seine. Il avait un besoin immense d'un ami et une terreur de la solitude. C'était en de tels momens que l'absence de Mlle Ornans lui apparaissait comme un vide sans fond. Mais il la savait prise par ses leçons, par son travail, elle déjeunait n'importe où. Comment la retrouver?

Enfin, il se décida pour la maison des Gérard où on lui faisait toujours bon accueil et où, par vanité, Huguette soignait

les repas dès qu'elle avait un hôte. Il craignait seulement d'être en retard, de les trouver à table déjà ; mais, en arrivant, il vit les trois enfans dans le jardinet; le gros Paddy accroupi sur le gravier ramassait des vers de terre dans un étui à pastilles et ne consentit pas à se déplacer pour le nouveau venu. Mais les aînés s'écrièrent :

— Papa est dans l'atelier. Il ne veut pas qu'on entre, il s'est enfermé.

« Est-ce que cette fois encore j'arriverais à faux? » se demanda Muzard légèrement inquiet.

Lucien Gérard, qui l'avait vu au travers des rideaux de l'atelier, lui ouvrait juste à ce moment. Il parut très froid.

— Tu viens déjeuner...? Je ne sais trop quel repas tu vas faire; Huguette n'est pas là. Enfin, tu excuseras.

— Pardon, dit Muzard, j'étais venu me changer les idées parce que j'ai eu tout à l'heure devant moi le spectacle de la veuve de Solème au retour de son voyage, et que ce n'était pas drôle, et que la mort de Solème m'obsède, et que la vue de visages vivans, heureux et amis, m'était devenue nécessaire. Mais je vois que je te dérange, tu me permettras de repasser...

Gérard avec une soudaine violence le retint par le bras, disant seulement :

— Non, ne t'en va pas.

Alors, le regardant mieux, Muzard lui vit la physionomie d'un homme qui souffre atrocement.

— Par exemple, mon pauvre vieux, continua l'artiste, toi qui avais choisi notre maison pour réagir contre l'ambiance triste, tu tombes de Charybde en Scylla.

— Je m'en vais, je m'en vais, reprit Muzard, cherchant à se dégager. Tu as des embêtemens... Je te promets de revenir plus tard.

— Non, reste, dit impérieusement Gérard, en lui prenant cette fois les deux poignets; que ça t'amuse ou non, reste. Parce que j'ai quelque chose à dire qu'il faut que je dise et que je n'ai dit à personne... Alors tu comprends, ça finit par m'étrangler. Toi, tu es justement le seul à qui je puisse avouer cela.

Muzard sentait les ongles du malheureux s'incruster dans la chair de ses poignets. Il lui demanda, les yeux dans les yeux :

— Qu'est-ce qui t'arrive donc?

Gérard eut encore une hésitation, puis il détourna la tête en prononçant :

— Huguette m'a trompé, mon pauvre vieux!

Muzard, interloqué, répéta :

— Huguette?

Mais Gérard se prit la tête entre les mains et s'affaissa à sa place de travail, les coudes sur la planche à dessin :

— Huguette, oui, Huguette; moi qui l'aimais tant, Muzard, si tu savais! Depuis dix ans qu'on est marié, jamais je n'ai pensé à une autre femme, moi; et elle, elle m'a trompé; et avec qui? avec cette canaille de Leherpeux; et pourquoi, oui, le sais-tu, pourquoi, car elle ne pouvait aimer cet imbécile, eh bien! elle m'a trompé pour de l'argent, pour-de-l'ar-gent!

Il avait des sanglots secs, pas une larme et de telles crispations de visage que Muzard eut peur d'une crise nerveuse.

— Vois-tu, mon vieux, continuait-il, elle aurait eu un entraînement du cœur, une faiblesse, une passion comme certaines pauvres femmes en connaissent, j'aurais pardonné. Je me serais dit : « Tu n'es pas beau, tu n'es pas un génie, tu es un pauvre homme, ta femme te lâche pour qui vaut mieux que toi, tu n'as pas à te révolter. » Mais comprends-tu ça, Leherpeux! Je vaux bien cet individu-là, nom d'un chien! et je n'ai pas frisé la correctionnelle, moi! Pour de l'argent, Huguette, ma petite Huguette!

— Gérard, demanda son ami, es-tu sûr?

Il ricana :

— Si je suis sûr! Hélas!... les fournisseurs que, depuis sa déconfiture, il a refusé de payer, se sont mis à ma recherche et ils m'ont trouvé. Oui, la modiste d'Huguette, tu sais, celle qui faisait de si jolis chapeaux pour rien, et le fourreur, et le marchand de meubles, ils sont venus soi-disant relancer Huguette jusqu'ici, pour qu'elle soldât les factures faites au nom de M. Leherpeux; ils espéraient bien que je mettrais le nez dans ces papiers, et c'est ce qui est arrivé, en effet. Et Huguette a dû avouer.

Muzard ne disait plus rien. Il avait à ce moment tant de mépris et d'indignation contre Huguette qu'il en oubliait la douleur du mari. Comment cette petite femme si limpide aux yeux de myosotis, cette sensitive d'Huguette, qui, pour un mot, fondait en larmes, cette tendre créature que, deux ans

auparavant, il voyait encore allaiter le gros Paddy, pour un peu de luxe, pour un peu d'élégance, tant le serpent de l'envie l'avait mordue au vif, elle s'était vendue à ce sous-financier véreux! Est-ce qu'elle n'aurait pas mérité que ce brave garçon de Gérard l'étranglât net?

— Tu te souviens, reprit Gérard, comme je vantais son économie, sa sagesse, et tout ce charme qu'avec rien, elle mettait dans notre vie. Avec rien... Ah! misère; c'était ma dignité d'homme, c'était mon honneur qui payait! Oui, ses nippes, ses plumes, ses bijoux faux, comme elle disait et tous les embellissemens qu'elle faisait faire ici pour imiter le salon de Loche ou le salon de Solème, c'était sa prostitution qui nous le valait, tu vois cela, tu vois cela!...

Et Gérard, s'étant levé, arrachait les rideaux qui tombaient à terre, avec un bruit d'anneaux entre-choqués. Et il saisit une jardinière garnie d'une plante légère qu'il brisa en mille miettes sur le parquet; tous les bibelots qu'il trouvait sous sa main furent ainsi anéantis en quelques minutes. Puis il finit par s'acharner sur une jolie chaise, le dernier caprice d'Huguette, qu'à coups de pied il disloquait et cassait comme du bois à brûler. Et Muzard le laissait faire avec une espèce de soulagement, certain que cette fureur physique serait un dérivatif à sa peine. En effet, une fois exténué, il se mit à s'attendrir comme un homme ivre.

— Je l'avais connue toute gosse, à dix-huit ans, en allant aux Beaux-Arts. Elle venait faire des copies dans la grande galerie. Oh! elle n'avait pas beaucoup de talent; elle n'était jamais fichue de mettre un bonhomme debout; mais elle était si frêle, si délicate, que j'avais toujours envie de la prendre dans mes bras et de la porter. Quelquefois, je m'arrêtais devant son étude et on échangeait deux ou trois mots. C'est comme cela qu'on s'est connu. J'en étais fou. C'était la fille de petits fonctionnaires retraités : elle n'avait pas un sou, moi non plus, mais elle était heureuse d'épouser un artiste. Ah! la première année, on en a fait des promenades à Meudon, à Chaville, dans tous les bois de Versailles! On s'arrêtait tout le temps. La nuit venait; on en était tout surpris, et on rentrait comme des gamins en se serrant l'un contre l'autre. Et je me rappelle : une fois dans notre petite turne, elle bâclait une soupe à l'oignon, en chantant de sa voix de contralto qui faisait vibrer

toutes les vitres de la maison jusqu'au sixième étage; c'est cette petite Huguette-là, mon Huguette que ce crétin m'a prise !

— Qu'en as-tu fait maintenant? interrogea Muzard.

Gérard fit un geste évasif :

— Elle est là-bas, chez une tante...

— Gérard, il faudra lui pardonner.

Gérard bondit :

— Lui pardonner? Jamais! Je n'en veux plus. Elle sait le moyen de gagner sa vie maintenant.

— Écoute, mon vieux, reprit Muzard, sois raisonnable un moment. Tu sais bien que c'est une enfant que le luxe des autres a éblouie. Je tâche de m'expliquer sa trahison, et c'est bien simple ; elle n'a pas voulu trahir. Dans un moment de détresse, elle est allée trouver Leherpeux, en toute confiance, comme un ami, parce qu'elle était une petite femme très innocente et qu'elle ne voyait pas malice aux amabilités de Leherpeux qui la courtisait. Et lui a saisi l'occasion de s'en faire une maîtresse pas trop coûteuse et agréable, et il a été très habile, sois-en sûr, il l'a fascinée, il a joué de sa pauvre conscience comme un serpent d'un oiseau. Il a étalé devant elle cadeaux, luxe, richesse. Crois bien que la séduction fut lente et savante.

— Muzard, interrompit le dessinateur sèchement, allons à table et ne me parle plus de cette g...., jamais, jamais.

Il appela les enfans, les assit devant le couvert, leur serra au cou leur serviette et commença de manger avec des gestes fébriles. Une jeune bonne servait. Les deux hommes gardaient le silence. Tout à coup Paddy se mit à pleurer, parce que personne ne lui avait coupé sa viande. Alors les larmes montèrent aux yeux de Gérard; il repoussa son assiette et s'enfuit en se cachant le visage dans sa serviette.

Muzard le retrouva à genoux dans l'atelier, suffoquant. Il disait :

— C'était si bon de manger du pain sec lorsqu'on s'aimait!...

Muzard comprit qu'il fallait le laisser à sa douleur, que toute consolation eût été maladroite, et il profita de cette interruption du repas pour fuir.

Il n'avait plus qu'une idée : aller s'enfermer dans sa cage de verre, s'étourdir dans sa stupide besogne d'additions, oublier toutes les détresses abominables qui venaient de passer sous ses

yeux. Pourtant il allait à pied, poursuivant sa pensée profonde. « Où en sont-ils aujourd'hui, ces malheureux passionnés de l'argent qui avaient placé en lui tous leurs désirs : Loche en prison; mon pauvre Solème, la tête trouée d'une balle, sous cette terre du pays de l'Argent qui l'hypnotisait; Yvonne veuve à vingt-trois ans, aussi dénuée de tout qu'une pauvresse de la zone; Huguette déshonorée, Gérard à jamais malheureux. Et tous ceux que je ne connaissais pas, qui gravitaient autour de Loche dans l'espoir qu'il partagerait avec eux le butin et qui lui avaient confié leur pécule et qui connaissent aujourd'hui toute la désolation de la ruine! L'argent est un dieu lâche. Il ne frappe que ceux qui l'adorent. Les autres, il les redoute; il file doux devant eux. »

Comme il suivait le quai Malaquais, frôlant les vitrines des magasins sans les regarder, un objet d'art familier à ses yeux, placé en évidence, dans l'étalage somptueux d'un grand antiquaire, frappa sa vue. Il s'arrêta net, se demandant où et quand il avait déjà vu cette idole accroupie. Soudain, il se frappa le front. Il avait reconnu le Boudha doré du grand salon de Loche, le dieu qui trônait dans le mystère d'une encoignure où tous les encens allaient à lui. Il avait personnifié, pendant des années, l'objet des adorations de toute une foule qu'il regardait ironiquement de ses yeux bridés et pervers. La catastrophe était venue, on avait vendu pièce à pièce tous les meubles et tous les bibelots du salon, où l'or régnait insolemment, et l'idole abattue était venue s'échouer dans cet opulent bric-à-brac. Elle attendait un nouveau piédestal. Elle l'aurait un jour. Et il semblait à Muzard que, dès maintenant, le féroce génie de l'argent regardait passer Paris, guettant ses proies...

Le lendemain était un dimanche; il avait, par un bleu, prié Andrée Ornans de venir le rejoindre à son restaurant de la rue de Seine. C'était le premier dimanche de mai, et il paraissait y avoir une fête dans les rues de Paris que les marchands de muguet avaient envahies. Par réaction contre les tristesses auxquelles il avait goûté tous les jours précédens, Muzard se sentait un immense désir de bonheur. Et il attendait Andrée en faisant les cent pas devant la porte du restaurant, sur le trottoir baigné de soleil. Il s'inquiétait qu'elle n'arrivât pas, s'attarda à lui acheter un bouquet de quatre sous, cueilli sous la mousse, dans les bois de hêtres, inondés de toutes les ivresses

du printemps. Il le respirait avec une volupté légère, quand la main de son amie se posa sur son bras. Il se retourna, le cœur lui battant très fort. Elle avait un chapeau de paille blanche orné de trois roses noires, une fine voilette, derrière laquelle souriaient ses yeux charmans, et un petit tailleur de toile grise payé quinze francs dans un grand magasin et auquel sa personne gracieuse communiquait de l'élégance.

— Hein ! dit-elle en accompagnant son mot d'une solide poignée de main, suis-je un bon garçon d'être arrivée si vite sur votre invitation.

— Oui, vous êtes bonne, dit Muzard, un peu étourdi.

Marie Plichet accourut dès qu'elle les vit entrer. Elle ne doutait pas que Mlle Ornans ne fût la bonne amie de Muzard; mais, en fine connaisseuse, elle flairait un mariage, à la cérémonie dont Muzard en usait avec cette demoiselle. Comme il y avait quelques extras dans le menu, elle se hâta de les proposer à l'oreille de son client, avec un air de complicité et de complaisance. Son diadème empesé était frais du matin, ses manches et son tablier éblouissans. Andrée Ornans la regarda, ce dont elle fut flattée. La femme de lettres voulait écrire un article sur les bonnes de restaurant qu'elle ne connaissait que trop. Elle questionna même Marie Plichet, qui lui trouva la voix douce.

— Andrée, dit tout à coup Muzard, je vous emmène chez Naïm, voulez-vous?

Elle rougit de joie à cette proposition qui comblait un très ancien désir.

— Oui, poursuivit Muzard, vous et Naïm, vous composez toute ma famille morale. A part vous deux, tout n'est que solitude pour moi. Je n'ai besoin d'ailleurs que de Naïm et de vous.

— Et votre pipe? questionna-t-elle très gaie.

Il se mit à rire.

— Ah! ma pipe, c'est la servante.

Mais une chose singulière lui arrivait. Après avoir souhaité la présence d'Andrée pour lui confier toutes les tristesses qui l'avaient atteint depuis quelques jours, voilà qu'il demeurait muet devant elle, arrêté par le scrupule d'altérer cette belle gaîté qu'il lui voyait. Il ne pouvait lui parler ni de Loche, ni de Solème, ni de la douleur de Gérard. Il savait bien quelle était la sensibilité de ce cœur de femme et que l'étalage de tout ce

deuil l'eût navrée. Non, non, il ne lui dirait rien. Il avait trop peur de mettre de la mélancolie dans ses yeux clairs. Plutôt garder pour lui toute cette amertume et en étouffer que de se décharger à un tel prix. Avec un homme comme Naïm, c'était bon. Pas avec elle.

— Et vous, reprit la jeune fille, je vous emmène dîner ce soir chez moi avec mon petit frère.

— Ainsi nous ne nous quitterons pas, fit Muzard joyeux.

Elle dit sans rougir :

— Quelle bonne journée!

Ils étaient si pressés de s'en aller à la barrière de Montreuil, qu'ils renoncèrent au café infect du restaurant et coururent au Métro, dès le dessert. Ils étaient heureux comme deux êtres qui ont réalisé dans la plénitude leurs plus profondes et leurs plus ardentes ambitions. Ils parlaient peu, séparés souvent par des voyageurs. Mais de loin, quand leurs regards se croisaient, ils s'adressaient un sourire de confiance absolue.

L'abbé Naïm n'était pas chez lui, et Désiré même était sorti; mais la concierge les envoya dans la zone où, ajouta-t-elle, d'un air méprisant, ils trouveraient sûrement M. le curé.

— Tant mieux, dit Muzard, c'est là qu'il faut voir Naïm!

Ils pénétrèrent par la petite porte entre-bâillée dans la palissade verte. Là-bas, au delà de la cité des roulottes décorée de loques séchant au soleil, une grande baraque en bois s'était élevée. De loin, Muzard et Andrée Ornans virent une foule déguenillée se presser alentour. Ils s'acheminèrent vers l'entrée et durent, pour trouver la porte, fendre une masse d'hommes et de femmes malodorans.

A l'intérieur, de longues tables étaient dressées d'un bout à l'autre de la baraque; des misérables y étaient assis et l'on aperçut l'abbé Naïm, une soupière au bras, allant de place en place, servant. Un autre prêtre était là, d'allure un peu froide, qui semblait venu pour assister au spectacle, et Désiré Coquard, dans le fer à cheval énorme des tables, servait aussi.

Quand l'abbé Naïm, comme par hasard, en levant la tête, eut reconnu Muzard et Mlle Ornans qui étaient demeurés à l'entrée, avec sa simplicité coutumière, il remit la soupière fumante dans les bras de l'ecclésiastique étranger en le priant de continuer à servir les pauvres, et il vint au-devant de son ami.

Muzard et Andrée l'observaient avec une adoration secrète,

et les yeux de ses pauvres le suivaient quand il passait.

— Comme tu arrives bien! dit-il à Muzard. C'est fête aujourd'hui. Je donne à manger à tous ceux qui veulent. Regarde, voici le second service. J'en aurai encore un troisième pour ceux qui attendent à la porte.

Muzard avec une sorte de timidité, avec l'effroi que Paul Naïm ne connût pas toute la valeur secrète de celle qu'il lui amenait aujourd'hui, prononça :

— Voici Mlle Ornans.

L'abbé Naïm la regarda profondément et dit :

— Oui, je sais.

Il lui sourit et ajouta :

— Voici longtemps que je l'attendais.

Et il lui demanda :

— Voulez-vous aider les filles de cuisine qui n'arrivent pas à tailler tout le pain des soupes, ni à peler les pommes de terre pour le troisième service?

Muzard comprit que par là le Saint donnait à la jeune fille son amitié; il le remercia d'un regard, et Andrée, elle, serait tombée à genoux.

Puis, le prêtre dit à Muzard que l'ecclésiastique inconnu était un des secrétaires de l'Archevêché, venu pour assister au fonctionnement de son œuvre et, allant reprendre la soupière des mains de celui-ci avec l'humilité d'un serviteur, il les présenta l'un à l'autre. On entendait un bruit de cuillers pressées heurtant les assiettes; une bonne odeur de bouillon se répandait Quand toutes les portions de soupe furent distribuées le secrétaire de l'Archevêché dit à l'abbé Naïm :

— C'est très beau, monsieur l'abbé, très beau! On sent que vous feriez ici ce que vous voudriez, que vous prendriez à votre filet toutes les âmes de la zone; mais il vous faudrait de l'argent, beaucoup d'argent.

— Oh! monsieur le secrétaire, ne parlez pas ainsi; l'argent n'est rien, il n'est qu'un misérable instrument; ne le glorifions pas, puisqu'il est maudit. S'il y a de la joie ici aujourd'hui, si mes pauvres brebis mangent à leur faim et si leur cœur oublie la haine, ce n'est point à cause de l'argent qui a seulement servi de moyen, c'est parce qu'il y a eu des actes d'amour accomplis par des âmes de choix. Ne parlons pas d'argent, ne parlons jamais d'argent, parlons de l'amour de nos frères. Quand

nous aurons mis l'amour dans le cœur des chrétiens, quand nous les aurons rendus sensibles à la misère de leurs frères, nous n'aurons pas besoin de tendre la main, leur argent se détachera d'eux tout seul et pleuvra sur les pauvres. Ce n'est pas de l'argent qu'il faut, monsieur le secrétaire, c'est de la charité. Et qu'importerait à Dieu, que je lui bâtisse, à cette barrière, une église très riche, si je n'ai pas d'amour pour y attirer mon troupeau. Mais je veux que l'amour des riches vienne ici pour calmer les souffrances des pauvres et il commence à y venir, et je suis heureux parce que l'amour éteint la haine.

A ce moment, Muzard vit Désiré s'approcher de son maître et lui demander un ordre. Il était plus blafard, plus éteint, plus effacé que jamais; il semblait ne plus exister, s'être noyé dans la personnalité du Saint. Et Muzard eut l'impression très nette que c'était la réalité, que cette âme falote avait été subjuguée et absorbée par la puissance de l'autre. Ce ne serait jamais une grande âme, mais c'était une âme vaincue.

— Mangez, mes enfans, mangez, mes petits enfans, mangez à votre faim, disait l'abbé Naïm en parcourant les tables.

La vieille marchande de frites était là, avec les cinq petits-enfans qui lui restaient depuis la mort du tuberculeux. La Romanichelle avait amené ses quatre jolies filles qui dévoraient. Il y avait aussi la colonie russe aux cheveux couleur de paille, et aussi le jeune homme, dont beaucoup, ici, savaient qu'il avait tué, l'année dernière, une débitante rue des Plâtrières.

— Mangez, mes petits enfans, répétait seulement l'abbé Naïm, au passage.

— Voilà tout son sermon, dit Muzard au prêtre inconnu.

Celui-ci fit un geste évasif.

— Il faut le laisser faire.

— Eh bien! c'est fini, dit Mlle Ornans, qui revenait en s'essuyant les doigts dans son mouchoir.

Alors, pendant que les filles de cuisine, aidées de Désiré Coquard, découpaient le rôti, l'abbé Naïm entraîna dans un coin Muzard et Andrée Ornans. Il était comme transfiguré. Il leur dit :

— Je suis heureux!

Une espérance indestructible le remplissait; il lui semblait qu'une bonté universelle allait régner, qu'il n'y aurait plus de haine ni d'envie. Et il leur expliquait la génération de l'amour dans les cœurs. Il ajouta :

— Mais il faut tuer l'amour de l'argent. C'est à ce prix que le Mystère des Béatitudes deviendra compréhensible.

Muzard pensait au Boudha de bronze doré qui guettait toujours ses proies, là-bas, à la vitrine de l'antiquaire, en attendant un nouveau piédestal. Mais il ne voulait pas attaquer l'espérance de son ami.

— Vous l'avez compris, vous, dit encore l'abbé Naïm, en fixant sur les deux jeunes gens son regard de liseur de pensée. C'est pourquoi la béatitude vous est acquise.

— L'argent, dit Andrée Ornans toute frémissante, nous le méprisons autant l'un que l'autre.

L'abbé Naïm s'adressant à Muzard lui dit :

— Je t'avais bien dit que, quand l'amour jaillirait de ton cœur pour une femme, ce serait un amour sans pareil.

Muzard et Andrée se regardèrent angoissés. Une seconde, leurs paupières battirent, puis leurs yeux se contemplèrent sans trouble. La vérité venait de leur apparaître.

L'abbé Naïm prononça :

— *Beati pauperes.*

COLETTE YVER.

L'OPINION PUBLIQUE EN SUISSE

IDÉES ET IMPRESSIONS D'UN NEUTRE

Il m'a paru intéressant pour des Français de bien connaître l'état de l'opinion publique en Suisse, et de lire les idées et les impressions d'un neutre, d'un citoyen de la libre Genève, au sujet de la guerre terrible qui déchire actuellement l'Europe. Et puis, ce m'est une joie d'exprimer ici mes sentimens d'admiration et d'attachement pour la « douce France, » si grande et si noble, et pour ses valeureux défenseurs. Ces deux considérations, et les vifs encouragemens reçus, m'ont déterminé à écrire cette notice, exacte, je crois, et en tout cas sincère.

Nous avons eu quelques personnalités timorées qui disaient : « Attention ! nous sommes Suisses, nous sommes neutres. Nous ne devons pas manifester nos opinions, nos préférences, si nous voulons que notre neutralité soit jusqu'au bout respectée par tous les belligérans... » Si cette effroyable guerre avait eu des causes tant soit peu normales, et si elle avait été menée loyalement par ceux qui l'ont déchaînée, peut-être bien notre population romande aurait-elle, dans la mesure du possible, adopté cette ligne de conduite. Mais, dès le début des hostilités, la violation de la neutralité belge, et le discours cynique prononcé par le chancelier au Reichstag pour la motiver, ont soulevé chez nous un *tolle* général contre l'Allemagne. En Suisse allemande, il est vrai, une grande partie des habitans et de nombreux journaux se sont montrés germanophiles, tout d'abord, comme il est naturel, par affinité de race et sous l'influence de vastes intérêts engagés et de liens d'amitié et de parenté, et non pas tant par hostilité contre la France que par suite, chez

beaucoup d'entre eux, d'une crainte inconsidérée du panslavisme. Combien cependant le panslavisme aujourd'hui est-il moins à redouter que le pangermanisme!

Nos confédérés de la Suisse centrale et orientale craignent également, si l'Allemagne est écrasée, de voir sombrer la culture germanique. Cette culture compte sans doute, mais elle n'a plus, et de beaucoup, la valeur universelle qu'elle possédait au commencement du XIXe siècle. Depuis 1870, elle a subi l'influence et l'hégémonie de la Prusse brutale et despotique. Devenue exclusivement, — ou presque, — scientifique et matérialiste, elle manque de noblesse et d'idéal. Plutôt qu'une culture, c'est une lourde et méticuleuse érudition. En ce qui concerne la valeur d'art, l'idéalisme, le sentiment des nuances, la balance, me semble-t-il, pencherait fortement en faveur de la culture slave.

Malgré les tendances générales de la Suisse allemande au début de la guerre, il est certain pourtant que si les Germains avaient essayé de violer le territoire suisse, ils auraient trouvé à qui parler. Les Suisses sont, tous, Suisses avant tout. Ils auraient défendu leur pays comme les héroïques Belges, c'est-à-dire comme des lions. L'Allemagne se serait mis à dos 350 à 400 000 combattans de plus, bien équipés, bien armés, bons soldats et excellens tireurs. Du reste l'Empereur le savait bien. Ce n'était certainement pas pour contempler les étoiles qu'il avait demandé, en 1912, d'assister en personne aux grandes manœuvres suisses.

Après les épouvantables cruautés commises en Belgique et en France, après le sac et la destruction de Malines et de Louvain, qui eurent comme digne couronnement l'abominable attentat contre la cathédrale de Reims, l'opinion publique et la presse se sont en grande partie retournées en Suisse allemande, et plusieurs éloquentes protestations s'y sont fait entendre. Le professeur Vetter lui-même, jusqu'alors le plus pangermaniste des Suisses, adressa, après les crimes sacrilèges de Louvain, une véhémente lettre ouverte aux « intellectuels » d'Allemagne. Et, en décembre dernier, à Zurich, le grand poète Carl Spitteler, dans un discours admirable et impartial, a dit sans ambages leurs vérités aux Allemands.

Cyniquement, les Germains reprochent aux Belges d'avoir violé les lois de la guerre, parce que des civils et des femmes

auraient tiré sur leurs troupes. Quand on a soi-même, volontairement et de sang-froid, violé le droit des gens en déchirant un traité sur lequel figurait la signature d'un roi de Prusse, traité que l'on nomme dédaigneusement un « chiffon de papier, » on est vraiment bien fondé à accuser les victimes de se défendre en enfreignant les lois de la guerre !... Le fait ne semble pas prouvé, au contraire ; mais, le fût-il, les Belges auraient eu raison. Ils avaient, moralement et légalement, le droit de se défendre, depuis le premier jusqu'au dernier, puisqu'ils avaient vainement compté pour les protéger sur leur neutralité reconnue, sur un engagement formel qui avait été violé. S'ils n'avaient pas eu cette garantie, ils auraient possédé une armée, bien organisée, de plusieurs centaines de mille hommes. Loin de là, trop confians dans la signature des Puissances, ils étaient mal préparés. Ils se trouvaient donc en cas de légitime défense et pouvaient, sans aucun scrupule, résister tous ensemble, soldats, civils, femmes même. Quand on se bat en duel, il est des règles établies que l'honneur commande de suivre. Lorsqu'un honnête homme est traîtreusement attaqué par un bandit, c'est le cas de dire « qu'il fait comme il peut, » alors vraiment : *Not Kennt Kein Gebot*, il n'y a pas de règle qui tienne, tous les moyens de défense sont bons... Quoi qu'il en soit et quoi qu'il advienne, tant que le monde existera, la gloire de l'immortelle et vaillante Belgique, de son roi-héros, et de son grand cardinal, demeurera gravée en traits épiques dans le livre d'or de l'humanité.

Et vous, Français, vous avez osé gagner la bataille de la Marne, faire reculer l'envahisseur !... Quelle impudence !... Aussi, sur le chemin du retour, on pille, on massacre, et, sans aucune nécessité stratégique, on mutile et détruit les maisons, les ambulances, les hôpitaux et les églises.

En Suisse romande, par la façon perfide dont la guerre fut amenée, le sentiment général était *a priori* favorable à la France. Puis, la violation de la neutralité belge, les cruautés et les méfaits envers Belges et Français, les actes de vandalisme de Malines et de Louvain y provoquèrent une véritable vague d'indignation. Celle-ci fut portée à son comble et se mua en stupeur lorsque nous apprîmes le bombardement systématique et l'incendie de votre célèbre cathédrale de Reims, témoin superbe et vénérable du passé et de tant d'événemens magnifiques de

l'Histoire de France. De soi-disant « surcivilisés » du xxe siècle ont en quelques heures stupidement et criminellement anéanti ce que les « barbares » du Moyen Age avaient mis près de deux cents ans à édifier, à sculpter, à embellir sans cesse, avec foi et avec amour.

Cette façon de se venger d'un pays qui se permet de résister à l'envahisseur est presque un symptôme de désarroi et de faiblesse. Quand on a confiance, sinon en sa cause, du moins en sa force, on ne s'abaisse pas à de pareilles vilenies. Les Allemands ont voulu détruire le symbole des plus grands souvenirs de la France. A Reims fut baptisé Clovis. A Reims Jeanne d'Arc fit sacrer Charles VII. La vaillante enfant de Lorraine lui avait donné l'énergie nécessaire et l'espoir invincible. Les voûtes de la cathédrale avaient vu la candide inspirée pieusement agenouillée, après qu'elle eut « bouté dehors » l'envahisseur. Sa mémoire sacrée anime civils et soldats, et l'aide sainte de l'héroïne si chère à tous les cœurs, si représentative de l'âme française, contribuera à sauver la France, et, avec elle, la culture latine et la civilisation.

Une œuvre splendide d'art et de foi telle que la cathédrale de Reims, en dehors de son rôle historique et de sa valeur nationale pour la France, appartient au patrimoine religieux et artistique de l'humanité tout entière. Son anéantissement absurde et prémédité devait infailliblement provoquer l'indignation et la réprobation universelles. Cet acte de furieuse démence se retournera contre les vandales qui l'ont commis. Ainsi que l'a si justement écrit le chroniqueur militaire du *Journal de Genève*, un crime semblable équivaut à une grande bataille perdue.

Grandiose fut le mouvement unanime qui souleva la France. Quel miracle de l'avoir vue, si profondément divisée avant la semaine tragique, se ressaisir subitement et se retrouver unie en un seul faisceau ! Du jour au lendemain, plus de partis, plus de classes, plus de laïques, plus de prêtres, — tous des Français, simplement, et l'antique âme nationale ressuscitée pour faire front à l'ennemi. Et, dans l'absolue conscience de votre droit irréfragable et de votre juste cause, quel enthousiasme intérieur et réfléchi, quel calme, quelle sérénité, à la fois grave et cependant presque joyeuse, quelle patience, quelle volonté inflexible de vaincre et d'aller jusqu'au bout ! Ah ! combien les amis de la France, qui, malgré tout, n'avaient jamais douté d'elle, en ont

été fiers et heureux !... Cette guerre sauvage, qu'elle a été obligée de subir est plus qu'une guerre nationale, plus même qu'une lutte de races. C'est une guerre philosophique : d'un côté, le militarisme érigé en dogme, la brutalité, le droit de la Force, le mensonge et l'hypocrisie; de l'autre, l'amour de la paix, la loyauté, la défense de l'Honneur et du Droit, la raison, la justice et la liberté.

C'est un véritable soulagement pour mon cœur que de pouvoir, dans un organe français, manifester toute ma sympathie et exprimer tous mes vœux pour les Alliés et pour la grande cause qu'ils défendent. Avec fierté, je les exprime bien haut, malgré notre officielle neutralité. Neutralité militaire, neutralité politique, oui, c'est entendu. Mais neutralité individuelle, neutralité morale, jamais! La France est la seconde patrie de tout être civilisé digne de ce nom. L'esprit, le cœur et la conscience se révoltent devant les crimes impies commis par les néo-barbares, pires que les anciens, car ils n'ont pas les mêmes excuses que leurs ancêtres des grandes invasions du Moyen Age.

Nous avons le droit, nous avons le devoir, dans ces circonstances tragiques et devant les attentats journaliers contre la Justice et contre la Charité, de laisser éclater sans réserve notre légitime indignation. Et nous sommes beaucoup ici qui estimons, — un conseiller national autorisé m'a déclaré être du même avis, — que la Confédération suisse aurait dû aussitôt protester, officiellement et à la face du monde, contre la violation scélérate de la neutralité belge. Moralement, et virtuellement, elle était atteinte aussi bien que la Belgique.

Pour demeurer fidèle à la vérité historique, il convient toutefois d'ajouter que, au début de la dernière session des Chambres fédérales, M. Henry Fazy, député de Genève au Conseil national, dont il présidait la séance d'ouverture en qualité de doyen d'âge, a prononcé des paroles émues à l'adresse de la Belgique martyre, et protesté contre la violation de sa neutralité. Mais c'était au Gouvernement, au Conseil fédéral, qu'incombait, aussitôt connue l'invasion parjure du sol belge, l'initiative d'une protestation.

Des hordes innombrables de reîtres ont été lancées pour « briser les os » de la France. Elles ont perpétré et accumulé des atrocités et des crimes si odieux que le nom allemand

restera maculé d'une flétrissure ineffaçable. L'Allemagne s'est déshonorée. Comme on l'a déjà dit à plusieurs reprises, elle n'a pas voulu tenir compte des grandes forces invisibles, des « impondérables. » Et cependant, ce sont ces forces morales qui aideront le plus à abattre sa puissance et à venger la conscience humaine.

Les temps sont venus : l'heure de Dieu va sonner... Les peuples attendent, aspirant au jour des victoires définitives. Ils savent qu'alors seulement les hommes pourront tranquillement travailler dans la paix, délivrés des angoisses et des tensions dans lesquelles les plongeaient sans cesse, depuis plus de dix ans, les coups brutaux de la néfaste politique allemande.

Il est une « justice immanente » pour les nations comme pour les individus. Devant l'Histoire, devant la Conscience universelle, devant Dieu, la France ne peut être anéantie, la France ne peut être diminuée. La France doit vaincre, la France vaincra. Pas de représailles en marge des lois de la guerre!... Les populations allemandes sont elles-mêmes en partie victimes des méthodes et de la « formation » morale, intellectuelle et politique prussiennes. Mais il faut que la puissance et l'orgueil teutons soient brisés, que le Germanisme soit écrasé et mis hors d'état de nuire, que le militarisme prussien, cette hydre moderne qui, par répercussion, ruine et épuise tous les peuples, ne puisse jamais renaître de ses cendres. A ce prix seulement, le monde respirera librement, et une aurore nouvelle, aurore de la « Paix française, » luira pour l'Humanité.

Tout grand progrès est enfanté dans la douleur. L'âme de la France se reforge dans le péril, dans l'abnégation, dans les souffrances, dans les larmes. De cette lutte formidable et sacrée, sans exemple dans le passé, va surgir, triomphante et resplendissante de vertus et de gloire, une France agrandie, renouvelée, purifiée par le dévouement, par les sacrifices, par l'héroïsme, par la mort de ses enfans. Championne indéfectible et victorieuse du Droit et de la Liberté, émancipatrice des races, aimée et honorée de tous, la France éternelle reprendra dans le monde son rang privilégié d'autrefois, et la Pensée française, libre dans son essor, demeurera plus que jamais le flambeau de la civilisation.

HENRI POGGI.

UNE
ENNEMIE DE L'AUTRICHE
LA PRINCESSE CHRISTINE TRIVULCE DE BELGIOJOSO

> L'Autriche est venue, elle a remis son manteau de plomb sur les Italiens, elle les a forcés de regagner leur cercueil.
>
> CHATEAUBRIAND,
> *Mémoires d'Outre-Tombe.*

> La vieille gloire est éteinte et les terres d'Italie sont pleines de tyrans.
>
> GIUSEPPE GIUSTI.

Dernièrement, en feuilletant une liasse de vieilles lettres, j'eus la bonne fortune de reconnaître au bas de quelques-unes la signature de la princesse Belgiojoso. Elles me parurent attachantes, car on y sent l'ardeur d'une conviction sincère, d'une volonté persévérante. Je parlai de ces lettres à quelques érudits de mes amis; le hasard voulut qu'ils eussent, eux aussi, des papiers concernant la princesse. Je pus réunir ainsi un petit dossier, et dès lors il me sembla intéressant d'évoquer un instant cette figure de conspiratrice militante qui combattit si passionnément contre l'Autriche, et qui eut, comme ses compatriotes, tant à en souffrir. Car cette femme étrange connut les fortunes les plus diverses, traversa un temps troublé, et y joua des rôles actifs, tantôt brillans ou dramatiques, tantôt secrets; elle fut tour à tour cette belle *principessa milanese*, Carbonaro, femme de lettres, exilée pauvre, mondaine fastueuse, tenant un salon célèbre, ou générale d'armée, empanachée, un drapeau à la main. Toujours errante à travers le monde, belle d'une beauté « somptueuse, » elle souleva l'enthousiasme des foules

et éveilla la passion des hommes; patriote, l'amour de son pays emplit vraiment seul son cœur inassouvi et occupa sa pensée. Elle eut toutes les aventures, je dis toutes. Vivant en plein Romantisme, les folies, même les plus belles, elle sut les accomplir, et comme rien dans sa vie ne pouvait être banal, on trouva un jour un cadavre dans son armoire, et elle fut poignardée en Anatolie par un de ses compatriotes mécontent qui, ne lui ayant donné que sept coups de couteau, ne parvint pas à la tuer.

Muse romantique, mais bien plutôt dame de la Renaissance italienne, elle appartient à deux siècles passés; elle ne serait pas déplacée, intrigante et hardie, à la Cour d'une Isabelle d'Este ou d'une Catherine Sforza... La destinée l'a fait naître au XIX[e] siècle qu'elle étonna, et lui a fait connaître des personnes dont les noms nous sont familiers, et qui ont vécu dans un temps proche du nôtre; mais penser que cette amazone habita place de la Madeleine, connut Mignet, Cousin et M[me] Caroline Jaubert, a l'air d'un anachronisme paradoxal. La princesse Cristina Trivulce, dernière descendante d'une illustre famille, a été à l'étroit dans son siècle. Elle y apporta d'ailleurs les libertés et les audaces d'autres époques; et lorsque, proscrite, elle vint habiter Paris, elle ne daigna pas se plier aux règles bourgeoises que la société d'alors s'imposait, et demeura un sujet de surprise et de scandale. Pourtant, pour quelques-uns, ses malheurs lui firent une parure, et ses aventures un attrait; puis, elle était d'une rare beauté.

Son enfance passée à Milan au milieu d'une société de patriotes mécontens qui devinrent des conspirateurs et des Carbonari, son mariage romanesque avec le prince le plus beau du monde, puis ses aventures politiques, son goût de la science, des arts et des artistes, tout la rattache aux figures italiennes d'autrefois, à ses brillantes devancières qui tenaient des cours de savans et de poètes, assiégeaient les villes et conspiraient contre les Papes.

Et en vérité, avec sa longue taille, l'ovale pur de son visage, son teint de « perle, » ses yeux immenses, ses cheveux de jais, la princesse Cristina, vêtue de « longues robes étranges, » m'apparait comme une figure énigmatique de Léonard de Vinci, une Joconde nouvelle, ou encore comme une fine dame de Botticelli, tenant une rose entre ses doigts.

Mais cette dame avait l'esprit viril ; si son corps mince semblait immatériel, elle était hardie, entreprenante, montait à cheval comme un mousquetaire, tirait à merveille, faisait des armes, et jouait fort habilement du couteau. Ajoutez à ces connaissances l'hébreu, qu'elle lisait dans le texte, et la théologie. Enfin, de mœurs libres, elle eut, comme ses ancêtres des cours de Mantoue ou de Forli, des intrigues célèbres ; elle les vivait avec un parfait cynisme et un complet mépris de l'opinion publique.

On sait que la princesse Belgiojoso, patriote ardente, a été un des apôtres les plus agissans du *Risorgimento* italien. En 1831, Metternich la trouvant encombrante, sinon dangereuse, l'exila et confisqua ses biens. C'est alors qu'elle vint habiter la France. Son séjour à Paris, ses relations dans le monde des lettres, ses excentricités, sont connus ; les Mémoires et les livres du temps ont révélé sa vie mondaine et même ses amours, qui furent bruyantes. On a moins parlé de sa vie politique et de ses rapports avec les sectes nombreuses qui, alors, naissaient à chaque manifestation d'un gouvernement oppressif et détesté. Les rapports de police que le prince de Metternich se faisait adresser par les espions qu'il adjoignait à la princesse, témoignent de l'importance qu'il attribuait, quoiqu'il en eût, aux intrigues de cette belle patriote, et aussi de l'influence qu'il lui prêtait sur une société pleine d'aspirations généreuses, vers une Italie libérée et renaissante.

En France, personne encore n'a raconté tout au long l'histoire de la princesse Belgiojoso. Elle a trouvé en Italie son historien en la personne de M. Raffaelo Barbiera, qui a publié sur elle, naguère, un livre très complet où abondent les documens curieux. En Angleterre aussi, M. Remsen Whitehouse lui a consacré un important ouvrage. Sans doute, en France, son heure n'est-elle pas venue. Pourtant, cette ennemie de l'Autriche allemande, traquée, suivie, espionnée, vendue, et malgré cela toujours active dans sa haine, est une figure attachante et qui prend, dans les événemens actuels, un intérêt nouveau.

Mais en pénétrant sa vie, inséparable de celle de l'Italie opprimée, on se demande comment ce pays, après avoir enduré de pareilles souffrances, a pu faire un jour alliance avec son bourreau d'autrefois. Il semble que de telles blessures faites au

cœur d'un peuple y laissent des cicatrices trop profondes pour être jamais effacées. Et ces races sont ennemies..., elles peuvent s'allier, elles ne se confondront jamais. Leur civilisation le leur défend. Celle de l'Italie, qui vient de si loin et qui l'a faite si belle, la sépare de ce peuple germain dont la civilisation est sortie de la « barbarie du Moyen Age. » H. Heine l'a dit en comparant les deux races : « La civilisation chez ce peuple n'a pas un poli remarquablement neuf comme chez nous, où les troncs sont encore rabotés d'hier, où tout sent encore le vernis (1). » Non, cette race ennemie de la race latine, que le temps, la science, ni l'art n'ont su affiner, ne sera jamais la sœur de celle qui a vu naître le Titien, et qui a donné Dante à la Poésie immortelle.

I

Lorsque, après le traité de Vienne, la main de l'Autriche s'abattit lourdement sur l'Italie, les provinces lombardo-vénitiennes et le Piémont, les premières, ne tardèrent pas à en sentir tout le poids. « Metternich conduisait en souverain la plupart des principautés italiennes, et la malheureuse Italie, même dans les régions où elle paraissait régie par des princes indépendans, n'était qu'une annexe de la monarchie des Habsbourg, un fief de l'Allemagne autrichienne (2). »

Cristina Trivulce était née à Milan en 1808, elle avait donc sept ans à cette époque. Sa mère, veuve à vingt et un ans, s'était remariée avec le marquis Visconti d'Aragona, patriote militant, qui avait pour amis le marquis Confalonieri, Silvio Pellico, Pallavicino..., autant d'hommes que le joug autrichien opprimait. Le salon de la marquise d'Aragona devint le lieu de réunion de ces mécontens. L'odieuse politique de délation que Metternich imposait à l'Italie en fit des ennemis irréconciliables du régime nouveau, puis des conspirateurs actifs qui aspirèrent bientôt à la libération de la patrie et à sa résurrection.

« Le Gouvernement autrichien se dit que l'unique moyen de conserver cette magnifique rapine, écrit un contemporain, c'était de tout germaniser (3). » Nous savons comment ils germa-

(1) H. Heine, *Reisebilder*.
(2) E. Ollivier, *L'Empire libéral :* Le Principe des nationalités.
(3) La Varenne, *Les Autrichiens et l'Italie*.

nisent. Et d'abord « ils sont convaincus de vivre dans un pays immoral qu'il faut réformer, corriger et châtier (1). » Nous savons comment ils châtient. Or, pour plier leur nouvelle conquête à ses lois et veiller à leur exécution, l'Autriche possède en Lombardie et en Sardaigne, pour ne parler que de ces deux pays, une police terriblement organisée, véritable Inquisition, — et quelle Justice! Malheur à qui lui tombe sous la main : il n'en sortira que coupable. Et d'abord les espions sont partout, dans toutes les familles, sous toutes les livrées, — déjà ce genre leur était familier; pour un rien on est suspect, il viendra un temps où l'étudiant qui s'amusera à crier : *Viva Pio Nono!* dans la rue sera appréhendé et enrôlé de vive force, en guise de punition, dans l'armée autrichienne. Pour une parole prononcée à la légère, la fréquentation d'une société indépendante, on est dénoncé, arrêté, jugé sans avoir droit à un défenseur (2), et condamné en allemand à être pendu, sans savoir pourquoi on a mérité sa peine... Tout progrès est suspect; « l'éclairage des rues au gaz et la navigation à vapeur qu'on tentait alors provoquaient une désapprobation sévère (3), » ces nouveautés facilitant la vie industrielle et commerciale et toute amélioration étant considérée comme un moyen blâmable, destiné à détacher le peuple de ses anciens usages. La philanthropie même est vue d'un mauvais œil : n'est-elle pas, pour les classes aisées, une manière de s'attacher les classes pauvres et de les gagner à sa cause? Veut-on écrire un livre sur l'industrie, l'économie politique, le commerce, il faudra obtenir l'autorisation des censeurs qui président une commission spéciale nommée par le Gouvernement (4). En cas de différend, le manuscrit est envoyé à Vienne, où il reste quelquefois deux ans, trois ans peut-être; quelquefois encore il ne revient pas.

Une circulaire des bureaux de la Censure défend même des points au milieu d'une phrase; les points sont séditieux! il faut supprimer les points, et les remplacer par : etc., etc.

Enfin, la moindre infraction à ces mesures motive des châtimens sévères, cruels, lorsqu'il s'agit de punir un délit soupçonné d'être politique.

(1) Guerrieri, *L'Austria e la Lombardia.*
(2) B. Giovani, *L'Autriche et l'Italie.*
(3) Remsen Whitehouse, *A revolutionary Princess.*
(4) *Circulaire de Vienne,* 18 juin 1823.

« La bastonnade, le jeûne, les fers, contre les prévenus qui refuseraient de répondre aux questions du juge, qui feindraient la folie ou persisteraient dans leurs dénégations (1) : » voilà les châtimens. N'oublions pas non plus qu'au nombre de ceux-ci était la torture, qui faisait partie du pouvoir discrétionnaire du juge. Le *carcere duro*, enduré dans la lointaine Moravie, a dévoré les belles années de maints jeunes patriotes à cette époque. Qui n'a lu Silvio Pellico et l'histoire de ses neuf années passées dans un cachot, des chaînes aux pieds?

Lorsque, après ces épreuves terribles, il est ramené en Italie par son garde-chiourme, il s'arrête à Vienne avec Maroncelli, son ami. Celui-ci est infirme, car on a dû lui couper la jambe, gangrenée par le frottement de ses chaînes dans sa prison; tous deux sont hâves, maigres, rongés de scorbut. Dans le parc de Schœnbrunn qu'ils visitent, l'Empereur autrichien vient à passer; alors le garde-chiourme, pour ne pas attrister la vue du souverain, lui cache les deux malheureux qui lui doivent leur misère!

Lorsqu'elle eut douze ans, le beau-père de Cristina Trivulce fut arrêté avec le marquis Pallavicino, son cousin, Confalonieri, président de la *Federazione*, un Français, Andryane, Castiglia, etc. Tous étaient compromis dans la tentative de 1821 que Charles-Albert avait risquée en Piémont, et qui avait si misérablement échoué. Le procès dura deux ans. Faute de preuves suffisantes, le marquis d'Aragona fut remis en liberté. Mais Pallavicino et les autres accusés durent subir l'exil, — et quel exil!

Cristina Trivulce grandit dans ce milieu troublé. Son éducation, qui fut celle d'un homme instruit, mûrit son intelligence et développa le côté grave et viril de son caractère. D'autre part, « le contact avec ce beau-père libéral contribua à faire éclore chez l'enfant des sentimens patriotiques qui devaient plus tard dominer son existence, et devenir le plus puissant moteur de ses actes (2). »

Ardente et belle, cette patriote de seize ans est la vivante image de la jeune Italie, dont l'esprit déjà songe à la revanche prochaine, à la *Résurrection*. « Tout notre *Risorgimento*, dit M. R. Barbiera, fut un calvaire, une passion. » « L'unité de l'Italie naquit de la souffrance et du sacrifice (3). »

(1) La Varenne.
(2) Mme Dora Melegari.
(3) R. Barbiera, *Passioni del Risorgimento; « ai Lettori. »*

Et il est vrai que, sous le joug abhorré de l'Autriche, la patrie s'était relevée tout entière; le malheur l'avait rendue à elle-même. Les épreuves, si rudes soient-elles, sont salutaires à l'âme des peuples : elle en sort épurée et renouvelée.

II

En 1829, d'Alton-Shée, accompagnant le vicomte de Lanoue, chargé d'affaires de France à Florence, assistait à un bal donné par le prince Borghèse. Voici comment il parle de ce bal et de notre princesse :

« Au milieu d'une réunion de femmes les plus élégantes et les plus jolies, je fus frappé de l'apparition d'une étrange beauté : sa toilette noire et rouge était simple et bizarre, des cheveux noirs et fins, naturellement ondés, sans aucun ornement, le front large d'un jeune Faust, des sourcils admirablement dessinés, les grands yeux écartés d'une statue antique, un regard mystérieux, donnaient au haut du visage quelque chose de sévère et de profond, tandis que la perfection du nez, le délicieux sourire et l'attrait d'une fossette décelaient la grâce féminine dans tout son charme ; le teint était pâle et mat : elle avait vingt ans et semblait vivre pour la seconde fois... »

Elle s'était mariée à seize ans ; à vingt-deux, elle était séparée. Ce prince Belgiojoso semble avoir été le meilleur et le plus séduisant des amis, mais *bellissimo com'un Apollo*, il aimait peut-être trop la vie et le maximum de jouissances qu'elle offre aux princes beaux et aimables, pour faire un mari. D'ailleurs il ne s'était marié que par persuasion et il courut rapidement à d'autres fêtes. Il aimait le changement, le plaisir, le jeu, la musique, les soupers somptueux, les autres aussi, il aimait tout; et cet Apollon, pour tous ces divertissemens, était doué d'une santé de fer, passait de joyeuses nuits, puis, dispos à l'aurore, il courait à d'interminables parties de chasse dont il ne revenait que le soir... et le soir, il recommençait. Au demeurant, le meilleur garçon du monde, plein d'entrain et de gais propos, adoré de tous, car il était le plus serviable et le meilleur des amis. Il aima sa femme quelques mois, puis il revint à la maîtresse de Byron, la Guiccioli, qu'il avait quittée pour se marier; il revint à elle, — mais il ne s'y tint pas.

A vingt ans, une femme belle comme était la sienne, et fière, ne se résout pas aisément au rôle d'Ariane. La princesse Cristina avait aimé passionnément son mari et souffrit de sa conduite ; mais, orgueilleuse, elle savait déjà, par l'impassibilité qu'elle imposait à son beau visage, faire croire à sa froideur; bref, ils se séparèrent à l'amiable, et la jeune femme se consacra de toute son âme à la Propagande de ses idées politiques, à l'Indépendance de l'Italie.

Les sociétés secrètes l'attiraient; sur ce point, la libération de leur pays, le prince Emilio Belgiojoso et sa femme étaient d'accord, — sur ce seul point d'ailleurs, et il faut le noter, — ils aimaient leur Patrie du même amour et souvent ensemble, après leur séparation, ils travaillèrent à la même tâche.

D'Alton-Shée a écrit : « Entre Christine Belgiojoso et son mari, dissentiment général, hormis sur un point : l'affranchissement de la Patrie (1)... » Depuis la condamnation de Confalonieri, le prince était président de la Federazione, une des Sociétés secrètes les plus importantes de l'époque. Cependant le patriotisme du prince Emilio, quelque généreux, actif et dévoué qu'il fût, ne ressemblait en rien à celui de sa femme. Chez elle, c'était une religion. Douée d'une foi extraordinaire, elle apporta une persévérance telle à son entreprise que rien ne la rebuta, aucune épreuve, aucune déception, aucun sacrifice; mais suspecte à la cour d'Autriche, la jeune princesse fut entourée d'espions.

Un soir à Milan, avant sa séparation, en 1828, le comte A. Giuseppe Batthyany donne un bal costumé, toute l'aristocratie est là. Les femmes sont belles, les costumes somptueux. La princesse Belgiojoso, une ferronnière au front, apparaît en dame de la cour de François Ier, et le prince, en maillot blanc, c'est François Ier lui-même! Au milieu de la soirée, la princesse a pour vis-à-vis un superbe Pierre Arétin, et cet Arétin qui a si belle allure et danse de si galante façon, c'est Gaëtano Barbieri, espion aux gages de Torresani, le directeur de la police autrichienne.

Un autre ne la quitte guère, c'est Pietro Svegliati. Même, il est las; il n'en peut plus, car sa « cliente » voyage sans cesse, de Milan à Genève, puis sur le lac Majeur, puis à

(1) D'Alton-Shée, *Mémoires*.

Florence, et encore en Suisse. Pietro Dolce, un *spia* encore, écrit au comte Hartig : « La princesse est une petite folle, *una pazzarella*, qui serait mieux chez elle à Milan que toujours en voyage à l'étranger (1), » et il trouve « qu'elle se compromet, et qu'elle compromet aussi les autres. »

A Gênes, elle connut le plus terrible de ces espions. C'était un personnage très séduisant, un Espagnol qui se nommait de son vrai nom Doria. Il avait réussi à faire partie des sociétés secrètes, et à gagner la confiance de Mazzini qui recommandait ce « frère » à ses amis. Le « frère » en profitait pour les dénoncer aux agens de l'Autriche. Il commença par dénoncer sa propre famille, ensuite un très grand nombre de personnes dont il était devenu l'ami. Parmi ces personnes était notre princesse qui le recevait chez elle ; il prétendit même en avoir obtenu quelques faveurs, mais rien n'est moins sûr que son propre témoignage. De tous ces traîtres la princesse n'a cure; son hostilité au régime autrichien n'est un mystère pour personne, elle est membre de la Carbonaria, Giardiniera, et grande maîtresse de l'Ordre. En outre, les théories de Mazzini l'enchantent, car il vient de fonder la *Giovine Italia*. Malgré une surveillance étroite, elle poursuit ses intrigues, fait du prosélytisme avec ardeur, voyage, trompe l'attention de ses sbires, et trouve toujours le moyen, lorsqu'on la croit en faute, de brandir de magnifiques autorisations autrichiennes, revêtues de toutes les signatures légales. Au grand dépit des fonctionnaires de Metternich.

Pourtant, au printemps de 1831, elle est signalée comme dangereuse : on trouve à Vienne qu'elle s'agite trop. Le comte Hartig, gouverneur de la province lombardo-vénitienne, veut lui faire réintégrer la Lombardie. On ne sait comment, la princesse s'est procuré un passeport pour la France. Le gouverneur envoie à sa poursuite; à Gênes même, sa maison est cernée; mais au moment où la police croit la tenir, elle s'enfuit par une sortie dérobée donnant sur le port, et s'embarque pour Marseille. Puis, comme elle refuse d'obéir aux injonctions de Metternich, qui la menace, si elle ne revient pas à Milan, de déclarer sa mort civile et de confisquer ses biens, ses biens sont confisqués, sa mort civile déclarée. La voici à Paris et pauvre.

(1) Lettre du 21 octobre 1830. Citée par Barbiera, *La principessa Belgiojoso.*

III

Pauvre? du moins elle le croit, mais elle ne le sera pas longtemps. C'est le moment des excentricités romantiques. Elle s'est logée dans un appartement, place de la Madeleine, au cinquième étage, seule, car elle n'a même pas osé se permettre le luxe d'une servante. Plus tard, elle fera faire ses omelettes par Cousin, qui l'aima, et éplucher ses légumes par La Fayette ou Thiers; et puis elle peindra des éventails, « pour vivre, » dit-elle.

Vingt ans après, elle écrivait à Mme Jaubert et, lui parlant de son arrivée à Paris, elle disait : « Ma double qualité de princesse et de réfugiée servait précisément à me donner des airs d'héroïne de comédie. » Et encore : « Jamais je n'avais touché à de l'argent monnayé et je ne pouvais me rendre compte de ce que représentait une pièce de cinq francs... je pouvais peindre, chanter, jouer du piano, mais je n'aurais su ourler un mouchoir, cuire un œuf à la coque ou même commander un repas. » — Mais elle ajoute fièrement : « En revanche, je n'hésitais pas à classer une médaille antique selon son mérite. » Elle se compare à l'héroïne d'un conte qu'elle a lu jadis, à cette jeune princesse qu'une méchante fée transforme d'un coup de baguette en paysanne : « et la jeune paysanne se prend à pleurer amèrement, ne sachant pas marcher avec des sabots, pétrir une galette, traire une vache, ou filer une quenouille. » Mais notre princesse ne pleure pas, et joue hardiment son rôle; d'ailleurs, elle est très bien accueillie dans la société parisienne. « Mme Récamier, la duchesse de Broglie, M. de La Fayette » la patronnèrent avec empressement, « ce dernier surtout. »

Il se prit pour elle d'une tendresse qu'elle qualifie de paternelle; elle est paternelle, n'en doutons pas : La Fayette avait soixante-quatorze ans. L'heure où elle prépare son repas dans son petit appartement sous les combles est précisément l'heure où le héros de l'Indépendance sort de la Chambre des députés; il monte les cinq étages de sa belle amie pour lui rendre visite. Dans l'escalier raide, elle reconnaît le son de sa canne sur les marches. Il arrive. Il la trouve à son fourneau. La Fayette n'est guère versé dans l'art culinaire, la princesse non plus; mais, dit-elle, « l'exquise courtoisie de M. de La Fayette ne lui eût jamais permis de souffrir qu'en sa présence je prisse la moindre

peine ; nous finissions par nous disputer et la queue du gril et la place au fourneau, » et se récriant sur le manque d'obéissance de son vieil ami, elle se plaignait à lui « du grave inconvénient d'avoir pour marmiton le Héros des deux Mondes (1). »

Ces petites mises en scène visaient sans doute à l'effet, comme l'affirmait Mme d'Agoult, qui la connaissait bien; c'est la « Theatralita della Vita, » c'est la part aussi du Romantisme — et de la jeunesse; n'oublions pas que cette proscrite a vingt-trois ans à peine.

Cependant elle est venue en France pour servir la cause de son pays, car elle a fait de l'affranchissement de l'Italie le but de son existence, et elle a quelque espoir que la France nouvelle, qui a adopté la cause des Polonais, adoptera aussi la sienne. A cette France qui s'enflamme si bien pour toutes les libertés entrevues, elle veut faire connaître le malheur de ses compatriotes asservis, montrer la grandeur de leurs énergies et de leurs espoirs... Elle veut aussi gagner l'appui du gouvernement de Louis-Philippe, quelle naïveté ! Louis-Philippe protégeant la *Carbonaria*, quelle invraisemblance ! D'ailleurs le Roi est un non-interventionniste qui a d'autres soucis, il a besoin de l'Autriche (2), et, si le ministère Laffitte, peut-être sous la pression de La Fayette, a paru au début favoriser la cause italienne, Casimir Perier éteindra ces incendies : il ne faut pas créer de difficultés à l'extérieur ! Cependant les efforts de notre princesse n'ont pas été vains. Plus que tout autre, elle a servi son pays en préparant les voies. Sa maison fut un centre que les réfugiés politiques, ses compatriotes, utilisèrent, où ils furent accueillis et aidés, où ils se trouvèrent en contact avec les hommes d'État de notre pays.

(1) *Lettre à Mme Caroline Jaubert*. (*Le National*, septembre 1850.)

(2) Pendant que Louis-Philippe s'applique à ménager l'Autriche, Metternich est tout près de faire cause commune avec la Russie contre la France, — et, à défaut de cette combinaison, à tenter le rétablissement de la dynastie napoléonienne. Voici ce que je relève sur les *Rapports journaliers de la Préfecture de Police. Bulletin de Paris*. Paris, le 5 novembre 1831 : « Dans la journée d'hier, les secrétaires (de l'ambassade d'Autriche) ont presque constamment travaillé avec M. le comte d'Appony. Ils ont dit que l'empereur de Russie poussait l'empereur d'Autriche à rompre avec la France, mais que l'empereur de Russie ne savait pas que, s'il y avait des troubles sérieux en France, l'empereur d'Autriche ferait valoir les droits de Napoléon II, qu'il y avait eu déjà plusieurs conseils chez le prince de Metternich, où ce plan avait été discuté. » (*Archives Nationales*, f. 7, 3885.)

« L'unité de l'Italie, a dit M. Barbiera, s'est faite à Paris par les étrangers, » et si de tels apôtres, par leur manque de cohésion, par leurs efforts souvent inopportuns, n'ont pu faire aboutir un plan déterminé, ils ont néanmoins aplani la route et préparé les esprits; enfin, ils furent un trait d'union entre l'Italie souffrante et l'opinion française. Après leur œuvre généreuse viendra l'œuvre de Cavour, opiniâtre, réfléchie et triomphante.

Le comte Rodolphe Apponyi a noté que la princesse Belgiojoso avait fait des démarches auprès du gouvernement autrichien pour obtenir la levée de son séquestre, qu'elle était même revenue à l'Autriche en l'assurant de son repentir. Mais Apponyi, en qualité de neveu et de secrétaire de l'ambassadeur autrichien, déteste la belle Milanaise; en qualité de bourgeois aussi, car il a l'âme bourgeoise, ce magnat, et les excentricités de cette amazone le choquent. On verra par la lettre suivante l'importance qu'il faudra attacher aux demandes que la princesse fera à Vienne dans la suite. Cette lettre, adressée au baron Poerio, son ami, exilé, membre de la *Federazione*, témoigne de son aversion pour un gouvernement *abhorré* auquel elle ne veut rien devoir par la soumission. Elle repousse la proposition que lui fait son avocat Marocco, proposition qu'elle trouve humiliante pour elle. Le style de cette lettre est très fier, et ses sentimens paraissent irréductibles.

Voici cette lettre; le timbre de la poste est d'octobre 1831 (1).

« Cher Poerio (2),

« J'ai lu la réponse de Marocco, et je l'ai lue avec toute l'attention que vous pouvez désirer de moi. La réflexion que je me suis imposée comme un devoir n'a fait que confirmer ma première opinion. Je considère comme humiliante et inutile la supplique que Marocco me propose d'adresser au gouvernement autrichien. Je la trouve humiliante, parce qu'il semblerait qu'après avoir goûté du pain de la pauvreté, je le trouve trop amer, plus amer que je ne le croyais, plus amer que la soumis-

(1) L'arrivée du baron Poerio à Paris est signalée le 5 octobre 1831 (*Archives Nationales*. F. 7, 12.122.)

(2) Cette lettre, écrite en italien, est inédite.

sion à un gouvernement que j'abhorre, et dont je ne reconnais pas les droits.

« Je la trouve inutile, parce que Marocco disant lui-même que « je pourrais demander la levée du séquestre, au moins en ce qui concerne la perception de mes rentes pour pourvoir aux besoins pressans de ma vie, et ajoutant qu'il lui semble très difficile que je puisse l'obtenir... » qu'obtiendrais-je donc moyennant l'humiliation à laquelle je me serais assujettie? Que la confiscation soit retardée de quatre à six mois, tandis que maintenant elle est de fait retardée indéfiniment, et cette étrange concession, je l'aurais achetée en dérogeant à cette dignité qui doit être la qualité inséparable de l'opprimé? Non, cher Poerio, j'ai beau interroger ma raison et imposer silence à mes sentimens, ma raison ne m'indique d'autre voie que celle que mes sentimens m'indiqueraient.

« Si vous avez quelque chose d'autre à me proposer, nous en causerons; vous ne pouvez douter que votre opinion ne soit d'un grand poids dans la balance.

« Je resterai à la maison dimanche toute la journée, c'est-à-dire à partir de deux heures, mais il y aura probablement du monde chez moi. Si vous préférez me trouver seule, venez un matin avant midi, mais écrivez-moi un mot pour me prévenir du jour que vous choisissez, parce qu'autrement vous courez le risque de ne pas me trouver ou de trouver ma porte fermée, comme je suis obligée de le faire souvent pour vaquer à mes occupations (1).

« A Dieu, cher Poerio, venez vite, je vous prie, et gardez-moi votre amitié.

« CRISTINA DE BELGIOJOSO. »

Comme on le voit, la princesse ne désarmait pas, et se soumettait moins encore. Elle était accusée, à ce moment, d'avoir favorisé l'insurrection piémontaise en versant 100 000 francs à Mazzini, qui en était l'âme (2). 100 000 francs, la somme est exagérée, car ses biens étaient sous séquestre. Il paraît démontré

(1) La princesse habitait à ce moment son appartement de la place de la Madeleine, et elle faisait elle-même son ménage. C'est ce qu'elle appelle « se livrer à ses occupations. »

(2) A la suite de l'échec de cette entreprise, dont la répression fut terrible, Mazzini, exilé, se réfugia à Marseille, où il trouva asile dans la maison de Démosthène Ollivier, père d'Emile Ollivier. Il y demeura caché pendant un an.

par un échange de lettres avec son mari qu'elle avait donné 40000 francs, produit de la vente de ses bijoux. Emilio, l'apprenant, et attendri de ce sacrifice, offre de lui rendre d'autres bijoux pour une pareille somme, mais elle refuse gentiment. Que tout ceci est bizarre ! On se quitte, mais on reste bons amis, puis l'on s'écrit ; galamment, le mari offre un écrin ; cependant ce mari n'est à Paris que parce qu'il a suivi la Guiccioli, qui vient d'y arriver. Celle-ci, du reste, a épousé le marquis de Boissy, très fier du passé byronien de sa femme. On a même dit que, la présentant un jour à Louis-Philippe, il insista et dit : « La marquise de Boissy, ma femme, autrefois la maîtresse de Byron (1)... » Bientôt le prince et la princesse Belgiojoso vivront en camarades sous le même toit ; la Guiccioli assistera aux soirées de la princesse, et le prince y paraîtra de même, jusqu'à ce qu'une autre femme l'entraîne sur d'autres rivages...

En 1833, Belgiojoso et sa femme contribuèrent encore pécuniairement à la tentative que le général Ramorino fit en Savoie, et, avec eux, le frère du prince, Antonio. Tous trois furent accusés de haute trahison, Antonio fut même emprisonné à Turin. Mais le procès intenté contre eux traîna en longueur ; plusieurs fois, le cours en fut interrompu : on attendait des pièces de Rome, de nouveaux témoignages. Peut-être le gouvernement du vieil Empereur hésitait-il à condamner encore et toujours. Ces considérations, en d'autres temps, ne l'avaient pas arrêté, il est vrai : se rendait-il compte à présent que ces procès perpétuels irritaient l'opinion publique et ne diminuaient pas, au contraire, le nombre des rebelles? Un jour, l'instruction contre le prince et son frère fut arrêtée. Mais elle continua pour la princesse ; les charges qui pesaient sur elle étaient plus graves... et puis tout à coup les poursuites cessèrent pour elle aussi.

C'est ici que l'opinion d'Apponyi semble prendre quelque vraisemblance, lorsqu'il déclare qu'elle a cherché à se rapprocher du gouvernement « abhorré. » D'autres ont dit qu'elle avait écrit à Metternich, à l'archiduc Ranieri, etc. (2). Dans une conversation qu'il rapporte avec Mme de Rumford, Apponyi dit : « Notre Empereur a été pour elle un bon père, qui pardonne

(1) Remsen Whitehouse.
(2) *Corriere della Sera.*

dès qu'il voit le véritable repentir (1), » et cette image est assez plaisante : le vieil Empereur tortionnaire, un bon père! On ne voit guère non plus notre dame impétueuse repentante! M. Barbiera, qui connaît admirablement la question, croit qu'elle usa de ruse, et dupa les puissans inquisiteurs de la Cour de Vienne, sans en excepter Metternich. Sa fortune lui étant indispensable pour l'œuvre qu'elle avait entreprise, elle désirait se faire rendre, sinon ses biens, du moins ses revenus, et fit croire à Vienne que l'air de la Lombardie était nuisible à sa santé. Sans doute ne respirait-elle bien qu'en France où elle avait affaire? Bref, elle dupa tout le monde et on l'appela chez les hauts fonctionnaires la très astucieuse : *l'astutissima*. Mais, lorsqu'on s'en rendit compte, il était trop tard. Dans un rapport adressé à Seldnitzky, président de la haute police de Vienne, Metternich conclut que « ce serait chose sage de permettre à la princesse Belgiojoso de disposer librement de ses biens, mais seulement après son retour en Lombardie, et, en attendant ce retour, de limiter son séjour à l'étranger au temps nécessaire à sa santé. Passé ce temps, on lui accordera seulement une pension alimentaire indispensable (2). »

Bientôt le vieil Empereur mourut et une amnistie générale fut accordée pour l'avènement de Ferdinand I[er] aux condamnés politiques.

Notre exilée va abandonner son rôle de proscrite pauvre. Le manteau de Peau-d'Ane va tomber; et voici maintenant une belle princesse éblouissante!

IV

Elle habite rue Neuve-Saint-Honoré, à côté de son vieil ami La Fayette, qui la protège et la reçoit à ses mercredis où elle a grand succès. Elle a un hôtel, dans lequel le Tout-Paris artistique, politique et mondain se réunit, se presse et se divertit. Elle a un grand nègre enturbanné, qui introduit d'abord ses amis dans un oratoire éclairé de vitraux gothiques, meublé d'un prie-Dieu que surmontent un large volume des Pères de l'Église

(1) *Mémoires du comte Apponyi*, vol. III, p. 31.

(2) Dal Tedesco, *Archivio del Ministera degli Interni a Vienna*, n° 7752. Année 1832, cité par Barbiera

et un crâne humain. La mode est aux crânes; et les Romantiques chantent :

> Nous allons boire à nos Maîtresses
> Dans le crâne de leurs amans...

Celui-ci n'était pas destiné à de si profanes usages, mais à l'étude de la fragilité humaine, je pense, lorsque la princesse écrivait son *Essai sur la formation du dogme catholique*. Après avoir traversé ces sombres lieux, on entre dans une chambre tendue de blanc et d'argent, puis dans un salon tendu de noir et d'étoiles où elle-même apparaît étrange, mince et longue et si pâle, si pâle que l'on ne voit d'abord que cette pâleur qui impressionne. Mme d'Agoult affirme que c'est un remède qu'elle prend pour ses crises nerveuses, le *Datura stramonium*, qui la rend si blême. Elle reçoit le samedi soir; les artistes surtout sont les bienvenus après ses compatriotes, et ces littérateurs qu'Apponyi traite dédaigneusement de « barbouilleurs de papier à vingt-cinq sous la page. » Il est bon d'ajouter que ces barbouilleurs s'appelaient Musset et Henri Heine.

Elle reçoit aussi des hommes politiques : Thiers, Mignet, Villemain, des « universitaires à ne pas savoir où les fourrer, » sans compter les abbés, et Bou Maza, « lion du désert, dit Charles Monselet, tenu en laisse par le capitaine Richard, » et encore V. Cousin, Chenavard, Ary Scheffer et des musiciens : Rossini, Meyerbeer, Liszt, Doëhler, et le doux Bellini. On fait chez elle de la charmante musique de chambre, profane avant le Carême, religieuse pendant. Belgiojoso chante, car il a une voix adorable.

Plus tard, la princesse de Metternich l'entendra chanter à Milan accompagné par Rossini; enthousiasmée, elle s'écriera : « Quelle voix! » et lui : « Et quelle perte pour la musique si votre mari m'avait fait exécuter! »

Apponyi lui-même assiste à ces réunions, et les traite assez mal : « Cette réunion chez la princesse ressemblait à celle qui aura lieu dans la Vallée de Josaphat : j'y ai vu l'ancien secrétaire intime de Robespierre. Concevez-vous une semblable tolérance! La seule excuse que je puisse alléguer en faveur de la princesse, c'est de dire que cette femme est folle (1). »

Ce soir-là, on a joué le *Requiem* de Mozart. La princesse

(1) *Mémoires du comte R. Apponyi*. Vol. III, p. 371.

était malade et plus pâle encore qu'à l'ordinaire; le jeune secrétaire d'ambassade lui trouve « une allure de spectre. »

Après la musique, on valse dans la salle à manger, galerie longue ornée de sculptures en stuc et de peintures pompéiennes, dans laquelle on pousse le piano. Les « lions » valsent avec fureur; il y a là Musset, Ferdinand de Lasteyrie, d'Alton-Shée, Gontaut-Biron. La princesse avec ses sœurs et une jeune Transteverine, Eleuteria, parente du patriote Celesto Menotti qu'elle a adoptée, reçoit. De temps en temps, elle passe en tourbillonnant. Mais après minuit, quelques amis restent encore auprès d'elle pour causer. La marquise Bedmar, princesse moldave, dont on a dit « elle a l'âge d'un roman de Balzac et l'aura toujours, » l'abbé Lanci, Heine, Scheffer. La princesse, couronnée de fuchsias, fume un long narghilé, et entre chaque bouffée elle puise avec une petite pince d'argent dans une coupe de vermeil où elle cueille de fins morceaux d'orange...

Voici un sonnet inédit écrit pour elle en 1836. Il m'a été communiqué par M. Henry Prior, érudit très versé dans notre romantisme.

Sonnet d'un républicain farouche à Madame la princesse de B...

A Madame la princesse de B...

Mai 1836.

Voyez ces habitans de la molle Italie,
Que de Winterhalter nous traça le pinceau
Dans son Decameron : quel magique tableau !
Que la nature est là vaporeuse, embellie !

Entendre Rubini, Thalberg, Damoreau,
Ou le cor de Gallay qui tour à tour s'allie
Aux chants d'amour, de guerre ou de mélancolie,
C'est connaître des arts ce qu'ils ont de plus beau.

Mais il est une chose et plus douce et plus belle,
Et qui n'a point encor trouvé de cœur rebelle,
Charme indéfinissable on te résiste en vain !

Cette toute-puissance inconcevable, étrange,
Et qui semble à mes yeux faire apparaître un ange,
C'est de Belgiojoso le sourire divin !

On ne peut nier qu'elle faisait des enthousiastes. Henri Heine, qui l'avait connue chez La Fayette, était des plus assidus

parmi les intimes. Il l'aima fidèlement; et son amour, sans espoir, se transforma en amitié fervente, ce qui est rare, quoi qu'on dise. Jusqu'à la fin, il l'admira, et elle lui fut une conseillère, « la seule dont les avis furent écoutés. »

Il lui écrivait : « Vous êtes la personne la plus complète que j'aie trouvée sur la terre. Oui, avant de vous connaître, je me suis imaginé que des personnes comme vous, douées de toutes les perfections corporelles et spirituelles, n'existaient que dans les contes de fées, dans les rêves du poète. A présent, je sais que l'idéal n'est pas vaine chimère, qu'une réalité correspond à nos idées les plus sublimes (1). » Et encore : « Vous êtes la plus belle, la plus bonne, la plus admirable personne que j'aie rencontrée sur la terre; votre souvenir embaumera mon existence (2). »

Et à Mignet, en parlant de sa Muse, il disait : « Je serais un monstre, un barbare, un *tedesco*, je lui volerais un seul de ses précieux momens en lui demandant de ses nouvelles! Un jour qu'elle ne sera que spirituelle et princesse et que moi je serai tout à fait son Ballanche, alors je lui écrirai de grandes lettres et elle me répondra de longues pages, mais je prie le bon Dieu de retarder ce jour-là aussi longtemps que possible. Cependant il me faut savoir comment la princesse se porte, et c'est vous, monsieur Mignet, qui *m'écrira* cela. »

Avec les années, le pauvre Henri Heine, de plus en plus malade, s'éloigna de sa belle amie, redoutant son influence, car il songeait à épouser Mathilde, et la princesse ne pouvait que blâmer Mathilde... Mais le poète est seul, il est malade, et Mathilde est là; plus tard, quand elle l'aura épousé, elle se réservera de lui faire chèrement payer sa présence et ses soins.

En 1847, il écrivait à la princesse :

Montmorency, 21 septembre 1847.

« Très belle princesse!

« Je ne vous fais pas grâce de la visite que vous m'avez promise; seulement, au lieu de venir à Montmorency, venez me voir à Paris, faubourg Poissonnière, 41, où je me réinstallerai en quelques jours. Ma maladie est devenue insupportable, la paralysie a gagné aussi les pieds, les jambes et tout le bas

(1) J. Legras, Appendice à *H. Heine poète*.
(2) Lettres autographes et documens historiques. Charavay, décembre 1913.

ventre, de sorte que, depuis une quinzaine, je ne peux plus marcher du tout, *sic transit gloria mundi.* Je vous prie, veillez bien à votre santé. Mes complimens à Mlle Marie (1), à qui, je ne sais pourquoi, j'ai pensé souvent dans ma solitude.

« Je suis, madame la princesse, votre très humble et très obéissant et très malade

« HENRI HEINE. »

Mais qu'était, au point de vue des sentimens, cette femme qui en inspirait de si fidèles et de si profonds ? Souvent les hommes de son temps l'ont traitée d'insensible. Cependant elle semble avoir passionnément aimé son mari au début et, après lui, Mignet. Cette réputation de froideur et de cruauté même serait donc l'œuvre de tous ceux qui l'auraient aimée en vain. Beaucoup l'ont aimée. La vie libre qu'elle adoptait, ses allures romanesques, et souvent mystérieuses, mais plus que toute chose sa radieuse beauté excitaient les convoitises. Il semble bien qu'elle-même, lorsqu'elle n'affectait pas ses airs d'impératrice, autorisait quelques espoirs. Qui donc a dit d'elle : « Elle se prêtait ? » C'est, je crois, Balzac, qui, d'ailleurs, parle d'elle cavalièrement.

« Trois hommes se disputaient ses faveurs : A. de Musset, H. Heine, et Mignet, « le beau Mignet. » Ce dernier l'emporta, et resta pendant de longues années « l'ami le plus tendre et le plus intime de la belle Italienne (2). » Est-ce tout ? Ses biographes ont compté « le reste » pour des caprices... et ce « reste » me rappelle le si joli mot de cette petite comédienne, héroïne d'Anatole France, qui, interrogée sur son premier amour lorsqu'elle était au Conservatoire, répond : « Mon premier amant, c'est mes professeurs ! »

Non, notre princesse ne fut pas insensible, mais ne tombons pas dans l'excès du *spia* Pietro Svegliati, qui lui prête un nombre exagéré de « caprices. » En tout cas, elle n'était guère accessible ; nous savons que, comme Heine, Cousin l'aima sans espoir, et que Musset ne réussit pas davantage ; il s'en vengea en écrivant les *Stances sur une morte.* Balzac a dit : « Elle

(1) Marie était la fille de la princesse, née en 1838. Elle devint plus tard la marquise Trotti-Bentivoglio.

(2) J. Legras, *H. Heine.*

a enlevé Musset à George Sand et Liszt à Mme d'Agoult (1). » On sait combien ces deux assertions sont fausses. Sa conduite envers Musset est même d'une cruauté raffinée, pire que de la coquetterie; elle le dédaigne, et le traite en collégien. C'est le moment où, se confiant à la Marraine, il écrivait : « Elle a des yeux si grands, si grands, que je m'y suis perdu et que je ne m'y retrouve pas. » Mais elle le laissa « tout déconfit; » et c'est pourquoi Musset l'accusera d'insensibilité cruelle, car il prétend qu'elle l'a encouragé. « Vous ne savez pas, Marraine, non, vous ne pouvez point savoir à quel point on m'a tué, éreinté, abîmé, comme on m'a attiré et laissé faire, quelle profonde, perverse et malfaisante coquetterie on a employée de sang-froid avec un pauvre diable qui aime de tout son cœur... »

Cependant, ne plaignons pas trop Musset; il sait se venger, il écrira :

Elle est morte et n'a point vécu,
Elle faisait semblant de vivre,
De ses mains est tombé le livre
Dans lequel elle n'a rien lu.

Mme Jaubert lui affirme que la princesse n'a pas lu ces vers. Mais il n'en croit rien. « Ainsi donc Uranie n'a pas lu la *Revue!* Vous ne croyez pas, j'espère, que je crois que vous croyez que je le crois!... Quant à ce qui est d'avoir une brochure sous le nez *dove di voi si favella* et de ne pas l'ouvrir, *No, my dear lady, I can't believe it* (2). »

Arsène Houssaye, appelé par la princesse Belgiojoso, accourt, se réjouissant d'une soirée tête à tête... Mais elle l'a fait venir pour lui parler du Pape, et c'est pour Houssaye une première déception; puis elle lui demande d'écrire dans sa Revue *l'Ausonio*, car elle a fondé naguère *la Gazzetta Italiana*, qui est devenue *la Rivista Italiana*, puis *l'Ausonio :* elle en fondera bien d'autres!

Ce soir-là, elle dit à Houssaye : « Vous êtes un Italien égaré dans le Septentrion. » Elle veut le gagner à la cause de l'Italie; et Houssaye : « De grâce, ne parlons pas politique. » — « Vous avez raison, m'a-t-elle dit de son sourire rouge et charnel. » Car Houssaye veut ramener la conversation sur un terrain plus

(1) *Lettres à l'Étrangère.*
(2) *Souvenirs de Mme Jaubert*, page 109.

galant; mais elle lui répète qu'elle veut sauver l'Italie. « J'écris au Pape et, s'il y a en lui l'étoffe d'un homme d'État, je prendrai bientôt mon espingole! » C'était en 1846... Mais voyant que son interlocuteur ne s'intéresse pas au Pape, et sachant où il veut en venir, elle lui dit froidement : « Votre horloge retarde, nous ne sommes pas ici-bas pour nous amuser. » Alors, Houssaye, qui n'est pas de cet avis, nous avoue sa défaite et il fait comme Musset, il dit en la quittant : « Ci-gît une femme qui a été aimée, mais qui n'a pas aimé (1). » Car c'est une disposition assez masculine d'accuser de froideur une femme auprès de laquelle on a échoué. Un écrivain contemporain a dit : « Les hommes se vengent avec cruauté des femmes qui ont été plus passionnées pour les idées que pour l'amour; c'est un vol qui leur est fait (2). »

Pendant ce temps, le bel Emilio, renonçant à la politique, avait enlevé la duchesse de P... Il s'enferma douze années avec elle dans sa villa Pliniana sur le lac de Côme, puis elle l'abandonna. C'était la première fois que pareille aventure arrivait à ce volage, il ne s'en consola jamais. La princesse sa femme, que cet enlèvement avait laissée impassible, continuait à Paris sa propagande et ses menées politiques.

V

En 1845, elle apparut à Milan pour les affaires de son journal, *la Gazzetta Italiana*, qui venait d'être interdit; puis chez elle, à Locate. Plus que jamais suspecte au gouvernement de Metternich, elle peut jouir cependant de l'amnistie de 1838. Elle en profite pour s'occuper très habilement du sort de ses paysans, car sans doute a-t-elle voulu faire d'eux les partisans de l'avenir. Mais, pour atteindre ce but, il faut les éduquer, les éclairer, les mettre à même de comprendre. Alors, elle se jette avec impétuosité dans cette nouvelle voie : l'amélioration des masses. Pendant plusieurs mois, elle se fait oublier de Vienne et elle se donne à la réalisation de ses projets. Elle fait de la bonne démocratie, construit des logemens salubres, instruit les enfans, fonde des cercles pour les paysans; dans son château, elle en héberge trois cents, qui se récréent et se chauffent

(1) *Confessions* d'Arsène Houssaye.
(2) Mme Juliette Adam, *Mes premières armes littéraires et politiques*.

dans son salon. Elle met sur pied même une fabrique de gants où elle rêve d'occuper cent femmes. Bref, elle s'ingénie, se dépense, s'agite et se dévoue, se fait aimer, et, finalement, tombe malade et rentre à Paris.

1846 est une année féconde pour l'avenir de l'Italie. Le prince Louis-Napoléon venait pour la troisième fois d'attirer sur lui les regards de l'Europe. Le 27 mars, il s'enfuyait du fort de Ham et se réfugiait à Londres où il attendit vainement le passeport que l'Autriche lui refusait pour embrasser une dernière fois le roi Louis, mourant à Livourne.

La princesse Belgiojoso l'avait connu naguère en Italie. Il était un ancien carbonaro, elle ne l'avait pas oublié. Comme elle désespérait de l'aide que Louis-Philippe pourrait lui donner jamais, elle se rapprocha de Louis-Napoléon. Il semble que déjà elle ait cru en son étoile, et que déjà elle ait sollicité son appui pour l'avenir. Cependant, rien ne semblait moins certain que cet avenir. « Jamais la cause de Bonaparte, dit E. Ollivier, ne parut plus perdue qu'à la veille du jour où elle allait triompher. » Impétueusenent, mais intelligemment, la princesse alla voir Louis-Napoléon à Londres. Sa visite n'a point passé inaperçue. Voici une lettre que le prince lui écrivait, lorsqu'il l'attendait à l'hôtel de Jermyn Street. On verra que tous deux sont d'accord : sans doute le poussait-elle à agir, car il se défend de ses scrupules.

Brunswick Hotel, Jermyn street, 20 juin 1846.

« Madame,

« Je vous remercie bien du petit mot que vous m'avez envoyé. Croyez que, libre ou captif, une marque de votre amitié me sera toujours chère. Je ne vous avais pas écrit parce que j'espérais apprendre d'un jour à l'autre votre arrivée à Londres et que j'aurais bien préféré vous voir que de vous écrire.

« Enfin, dès que vous arriverez ici, faites-le-moi savoir, car à Londres il est bien difficile de se trouver quand on ignore où l'on demeure.

« J'ai été obligé d'écrire au prince de Metternich pour avoir la permission d'aller en Italie; j'espère l'obtenir, mais pas avant un mois. D'ici là, je vous verrai, j'espère, et ce sera un véritable bonheur que de causer avec vous.

« J'espère que maintenant nous serons d'accord, et que vous ne blâmerez plus mes scrupules. Vous avez dû approuver ma lettre à M. de Saint-Aulaire (1).

« Adieu, madame, recevez l'assurance de mes sentimens de respectueuse et tendre amitié.

« NAPOLÉON-LOUIS B. (2). »

Lorsqu'elle le revit à Rome, et plus tard en France, la princesse put rappeler à Louis-Napoléon leurs entretiens et ce mot : « Laissez-moi d'abord mettre les choses au point en France, ensuite nous penserons à l'Italie (3). » Enfin, lorsque, le 8 juin 1859, elle vit l'empereur des Français acclamé à Milan à côté de son roi, peut-être se dit-elle qu'avant tout autre, elle avait compté sur ce secours, et, qui sait? préparé cette heure.

M. Maspero assista, dit-on, à l'entrevue de Londres; sans doute, n'assista-t-il pas à toutes les entrevues de la princesse et du futur empereur; il y en eut, je crois, d'assez tendres. La princesse ne se servait pas toujours de dialectique pour arriver à ses fins...

Mais sa vie, si multiple, ne suffisait pas entièrement à son activité débordante. A côté de la femme politique et de la mondaine, il y avait encore place pour l'écrivain. « Les ouvrages de Mme Belgiojoso, dit Monselet, sont plutôt ceux d'un bénédictin que ceux d'une femme du monde, » et de fait, c'était un écrivain austère, lorsqu'elle entreprenait, aidée de l'abbé Cœur, disent quelques-uns, l'*Essai sur la formation du dogme catholique*, que Lerminier, d'ailleurs, a fort maltraité dans cette *Revue*. Sainte-Beuve juge l'œuvre ainsi : « C'est sérieux, catholique d'intention, semi-pélagien et origénien de fond, d'un style très ferme, très simple. » Austère aussi son *Essai sur Vico*, qu'elle publia en 1844 avec une traduction de la *Scienza Nuova*. Mais elle fut encore écrivain d'histoire lorsqu'elle donna à la *Revue des Deux Mondes* la relation fidèle et vécue de l'*Insurrection italienne* en 1848. Plus tard, elle écrira un important ouvrage sur la *Syrie* où elle voyagea de longs mois. Enfin, elle

(1) Le prince, en arrivant à Londres, avait écrit à l'ambassadeur de France pour l'informer de sa présence, et l'assurer qu'il n'avait pas quitté sa prison pour troubler le repos de l'Europe, mais uniquement pour remplir son devoir filial.

(2) Inédite. Cette lettre m'est communiquée par M. H. Prior.

(3) R. Whitehouse.

collabora à maints journaux français et étrangers, sans compter ceux qu'elle dirigea et transforma sans cesse pour échapper à la vigilante police.

Mme Adam a écrit : « La princesse Belgiojoso ensorcelait Buloz et faisait la propagande la plus active à la *Revue des Deux Mondes.* » Pour ce qui est de la propagande, je crois la remarque exacte : elle en faisait jusque dans les couloirs de la Chambre, où elle haranguait les députés, elle devait en faire à la *Revue.* D'ailleurs F. Buloz s'est toujours intéressé à la cause italienne; plus tard, il en donna maintes preuves à Cavour, qui était son ami; quand à l'ensorcellement, je pense que George Sand fut seule à exercer sur François Buloz une influence qui mérite ce nom.

En 1847, notre princesse habitait rue du Mont-Parnasse un hôtel entouré d'arbres. Une porte majestueuse en fer forgé la séparait du reste du monde. Un grand jardin était là, plein d'herbe, de désordre et d'ombre. Sur la pelouse paissaient des chèvres blanches que la petite Marie poursuivait. Devant la porte de la maison, quand l'air était doux et le soleil chaud, Augustin Thierry s'asseyait sur un grand fauteuil; il avait loué un pavillon dans le jardin de la princesse, qui l'entourait de soins et d'affection. Ainsi sa nuit était moins noire.

Terenzio Mamiani disait que « lorsque la princesse adressait à Augustin Thierry quelque affectueuse parole, des larmes abondantes coulaient de ses paupières closes : *Scorvano dalle chiuse palpebere, di lui lacrime cosi abbondanti.*

On ne peut nier à cette femme, si fantasque parfois, l'affection fidèle et dévouée qu'elle a donnée à ses amis.

La Fayette, depuis 1834, était mort, mais elle ne l'avait pas oublié. Elle écrivait en 1845 à un rédacteur de *l'Époque :* « Non, monsieur, je n'ai rien oublié de tout ce qui se rapporte au digne et paternel ami auprès duquel je vous ai vu. Je vous remercie du souvenir que vous avez gardé de moi, et il me semble naturel que ces souvenirs se maintiennent parmi les personnes qu'un lien commun d'amitié et de respect attachait au général La Fayette (1). » Pas plus que celle qui l'unissait à Heine, l'amitié qu'elle avait vouée à Augustin Thierry ne s'est amoindrie avec les années; lorsqu'ils étaient séparés, ils s'écrivaient avec

(1) Lettre inédite.

ferveur. Il l'appelait alors : « Ma chère sœur, » et elle : « Mon cher frère. »

Mais la fin de cette année 1847 est remplie déjà de rumeurs et de mouvemens insurrectionnels, à tel point que la princesse, informée de ce qui se passe au delà des monts, croit l'heure venue. Quelle heure? Celle de l'Italie! Et 1848 la trouve à Naples. Elle a raconté ici même une partie du rôle qu'elle joua dans l'insurrection de Milan : c'est à ce moment qu'elle fut, « nouvelle Bradamante, » générale d'armée.

VI

Dès que la nouvelle de l'insurrection milanaise lui parvient, elle est sur la brèche, lève un corps de volontaires, se met à leur tête, s'embarque avec son bataillon pour Gênes. Plus de dix mille *giovanetti* veulent partir avec elle, mais son bateau ne peut en contenir que deux cents. Et c'est un enthousiasme sans nom. Dans la rade de Naples, autour de son navire, d'autres se pressent. « Tous, dit-elle, nous laissaient pour adieu ces mots : « Nous vous suivrons! »

Sur le pont, entourée de ses hommes, « distribuant des brevets et des grades avec cette formule : Nous, princesse Christine de Belgiojoso, nommons par la présente (1) etc., » nous sommes avec elle en plein théâtre. Mais les *giovanetti* sont enchantés et ils adorent cette femme, exaltée et belle, qui leur promet la victoire.

Même enthousiasme à Gênes, la princesse annonce 100 000 autres jeunes patriotes, les siens sont républicains. N'est-elle pas disciple de Mazzini? Malgré cela, ils crient : « *Viva Pio Nono!* » Mais il s'agit d'abord de la libération de l'Italie : les opinions se préciseront ensuite. A Milan, son entrée est triomphale; la foule encombre les rues, se presse autour de sa voiture, des fenêtres on l'acclame, et les vivats retentissent lorsqu'elle passe, heureuse, toujours avec un peu de mise en scène, brandissant et serrant sur son cœur les trois couleurs nationales. Ceci est la partie la plus séduisante du voyage.

Il existe à Milan, dans la collection iconographique si instructive du *Risorgimento*, une gravure typique. Elle représente le

(1) Remsen Whitehouse.

buste de Charles-Albert posé sur un tout petit autel : l'autel de la Patrie sans aucun doute. A droite, la princesse Cristina, coiffée d'un feutre à plumes, la taille mince dans une longue tunique, l'air dégagé, son éternel drapeau à la main, couronne le triste buste du Roi, qui paraît atterré. A gauche, est un *giovanetto* romantique, coiffé lui aussi d'un feutre cavalier; sur ses épaules flotte une longue cape de velours, il a une moustache en croc et l'air résolu ; lui aussi tient un drapeau, lui aussi couronne Charles-Albert. Dans cet ensemble, la princesse et le *giovanetto* seuls sont vivans et prêts à l'attaque; Charles-Albert est morne et embarrassé, et c'est l'histoire de l'Insurrection milanaise. La princesse, en effet, animée d'un espoir que le peuple semble avoir partagé avec elle, ne trouve pas, dans le Roi, le chef résolu qu'elle désirait trouver; il est fuyant, il est invisible. Ne pouvant le joindre, elle lui écrit. Elle lui fait des propositions de fusion : « les partis doivent être oubliés, le sort de l'Italie seul est en jeu, » et le Roi lui fait répondre que « l'on compte sur elle plus que sur n'importe quelle personne. » La voilà heureuse.

Mais que sont devenus les *giovanetti*? Hélas! avec les autres troupes on les a envoyés au-devant de l'ennemi, et le comte Hübner dit qu'ils se sont dispersés et qu'on les a revus en haillons, mendiant aux portes de la ville! Cependant notre générale s'impatiente : l'ennemi s'avance, le Roi ne va-t-il pas agir? Elle fait demander une audience, elle veut connaître les intentions de ce prince, qui certainement n'est guère entreprenant, ni guerrier, et qui fait dans toute cette histoire assez triste figure. Sans repos, elle se rend du Comité de la défense au quartier général de Charles-Albert, qui lui dépêche son secrétaire. Satisfaite après une conversation avec le secrétaire, elle se retire « en le priant de féliciter le Roi sur ses belles résolutions (1). »

Mais les belles résolutions de Charles-Albert sont de vaines paroles, car il se sauve la nuit sur un cheval d'emprunt, de peur d'être reconnu, sans défendre Milan qui, comme l'on sait, tombe aux mains des soldats de Radetzky.

Alors, « le général d'Aspre laissa un libre essor aux vengeances, aux attentats isolés. Les forçats de Porta Nuova furent

(1) *L'Italie et la Révolution italienne en 1848*, par la Princesse Christine Trivulce de Belgiojoso dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er octobre 1848, p. 157.

mis en liberté; ils s'unirent aux soldats pour entrer dans les maisons, désormais désertes, et en emporter tous les objets de quelque prix. Des maisons ils passèrent aux églises, des églises aux musées nationaux (1). »

Les généraux malades qui étaient restés à Milan furent condamnés à mort. Le pillage de la ville fut terrible. « Quand les Autrichiens rentrèrent à Milan, dit La Varenne, ils brûlèrent les meubles, livres, papiers de famille... ils donnaient les robes des dames aux filles qu'ils amenaient avec eux (2). » Les temps n'ont pas changé et l'on reconnaît la manière. On peut supposer après cet échec, la fuite de son roi, le pillage de Milan par l'ennemi qu'elle avait espéré voir anéanti, que la princesse est découragée : il n'en est rien. Ces événemens sont du mois d'août. De retour à Paris elle écrivait à M. Rendu, rédacteur au *Siècle*, en le priant de faire passer « ce fragment d'une adresse de l'émigration lombarde à la République française. »

L'adresse, qui est datée de Lugano (28 septembre 1848), débute ainsi :

« Au Gouvernement de la République française avant que les Puissances médiatrices aient fait connaître leur intention au sujet de l'Italie et de crainte que l'opinion publique ne soit égarée sur une fausse appréciation des faits, nous croyons nécessaire d'interpréter la pensée du peuple italien, juge suprême en pareille question...

« Toute médiation ayant pour but le bien-être et la pacification de l'Italie doit être appuyée sur ces deux faits : l'émancipation absolue de l'Italie de toute domination directe ou indirecte de l'Autriche.

« La question italienne n'est pas une question d'organisation ou de politique intérieure, c'est une question nationale, une question d'indépendance... »

Après avoir invoqué les sympathies de la France et l'exécution de ses promesses, les réfugiés italiens concluent ainsi :

« Si le jour d'une fraternité franche et loyale des nations n'était pas encore venu, même pour la République française, si les peuples ne peuvent attendre encore de cette République une diplomatie autre que celle de Louis XVIII et de Louis-Philippe, nous disons avec une tristesse profonde, mais sans

(1) *L'Italie et la Révolution italienne en 1848.*

(2) La Varenne, *Les Autrichiens et l'Italie*, p. 86.

abattement ni désespoir, à la France : Laissez-nous lutter seuls contre notre destinée pour ce principe de nationalité que vous nous aviez promis de défendre. Nous déplorerons encore une illusion (de) perdue, vous déplorerez plus tard la perte d'une alliée puissante et fidèle. Mais en nous enlevant votre appui, vous ne nous enlèverez pas, s'il plaît à Dieu, nos droits imprescriptibles à la liberté, et notre résolution inébranlable de combattre tous et toujours pour revendiquer l'exercice de ces droits, l'indépendance absolue du sol lombardo-vénitien, l'affranchissement enfin de l'Italie tout entière de cette tyrannie étrangère qui directement ou indirectemeut l'opprime. »

« Suivent plusieurs milliers de signatures, parmi lesquelles celles de plusieurs généraux, ministres, chargés d'affaires du gouvernement lombardo-vénitien; de plusieurs journalistes, officiers supérieurs, M. Mazzini, général de Maistre, Restelli, etc. (1). »

J'ai feuilleté la collection du *Siècle* en septembre-octobre 1848, mais je n'ai pas trouvé trace de cette adresse dans le journal. Cependant, tout en rédigeant des adresses et en écrivant des articles, la princesse Cristina avait fondé deux nouveaux journaux : *Il Crociato* et *La Crocie di Savoja.* Mais cette activité de plume n'entravait pas sa vie mondaine. Chez Armand Marrast, dans le fameux bal troublé par le populaire, la princesse apparaissait vêtue en Italie, et appuyée sur la princesse Czartoriska vêtue en Pologne.

Elle est toujours belle, mais si pâle, si pâle, qu'un gamin en la voyant dans la rue s'écriait : « Ah! celle-là qui a oublié de se faire enterrer (2)! » et que chez Mme Ancelot, une dame, à qui sa voisine demande comment elle la trouve, répond : « Elle a du être bien belle de son vivant! »

Mais l'Italie domptée n'était pas vaincue. « Un esprit de défi soufflait sur la population tout entière. » Voici le genre d'instructions adressées aux Lombardo-Vénitiens, qui circulaient imprimées, malgré la surveillance de la police.

« Tenez-vous prêts à frapper le grand coup; inquiétez sans cesse l'ennemi, ne lui laissez ni paix ni trêve, épiez ses mouvemens, prenez-le à l'improviste, égorgez-le sans merci, surtout les officiers. Refusez l'impôt... ne rien user d'allemand.

(1) Communiqué par M. H. Prior.
(2) Mme Adam, *Mes premières armes littéraires et politiques.*

Les riches eux-mêmes s'habilleront simplement en étoffes faites à l'intérieur. Les femmes prendront le deuil; quiconque aura de beaux habits sera traité comme Autrichien... Pendant la nuit, tirer des coups de fusil, pousser des cris, sonner les cloches à l'improviste, appeler sans cesse aux armes; l'ennemi sera ainsi contraint de disséminer ses forces... Le peuple devra se réunir tous les soirs dans les églises et prier Dieu de nous délivrer de nos malheurs, préparer les faux, les haches, les couteaux et toutes espèces d'armes, faire sauter les poudrières, mettre le feu aux casernes, par des actes terribles et incessans, bien convaincre l'ennemi que notre sol le dévorera, s'il ne nous détruit pas tous... »

Au moment du siège de Rome par le général Oudinot, nous retrouvons la princesse Cristina dans Rome, entourée de discoureurs Piazza del Popolo, juchée sur un banc. Mais ici son rôle est autre; elle soigne les blessés et administre, avec beaucoup de génie organisateur, les hôpitaux romains. Dans une lettre qu'elle écrira plus tard à Mme Jaubert, elle lui dira combien elle eut de peine à surveiller les gardes-malades qu'elle avait stylées : quelques-unes étaient belles, toutes étaient jeunes, et les blessés aussi étaient jeunes... Alors elle prenait d'autres gardes-malades édentées, et contrefaites. Mais, conclut-elle : « Cela ne remédiait à rien! » Pourtant, elle ne dit pas à son amie, ce que j'ai lu je ne sais où, qu'à son approche, les blessés qu'elle-même soignait, avaient tous une recrudescence de fièvre!

Après la prise de Rome, il semble que la déception que lui a causée le siège de cette ville par nos troupes, ait profondément atteint la princesse Belgiojoso. D'autre part, Milan était retombé aux mains de l'ennemi, qui s'empressa de confisquer encore une fois ses biens. Enfin Radetzky, resté seul par suite de la fuite des autorités, devint le despote le plus impitoyable et inventa un système de contributions extraordinaires, de rançons proportionnelles à leur fortune pour chaque individu de la noblesse « ou de la haute bourgeoisie milanaise. »

« J'ai déterminé, proclame-t-il le 11 novembre 1848, qu'une contribution extraordinaire serait frappée sur :

1° Les membres du gouvernement provisoire;

2° Ceux qui ont fait partie de divers comités;

3° Ceux qui se sont mis à la tête de la Révolution, ou qui

y ont concouru, de leurs propres actions, ou par leurs moyens pécuniaires ou intellectuels. »

« Pas un individu du royaume lombardo-vénitien, qui ne pût être placé dans cette catégorie, et cependant le maréchal, en entrant à Milan, s'était engagé d'honneur à respecter les personnes et les propriétés (1). »

La princesse Belgiojoso fut taxée pour 800 000 livres, le marquis Pallavicino, 600 000, « noble Alessandro Mazoni poète, 20 000, etc. A toutes les réclamations des députations, Radetzky répondait : « Je suis le maître. »

Pressurée par l'Autriche, inutile présentement à son pays, la princesse Cristina se décida à voyager, d'autant mieux qu'elle avait été prévenue par un billet mystérieux qu'elle allait être arrêtée pour « sentimens irréligieux. » Ce billet venait d'un prêtre poignardé dans Rome et guéri par ses soins, qui lui témoignait ainsi sa reconnaissance. En route pour l'Orient, elle écrivit de charmantes lettres à M[me] Jaubert : « Pendant que vous vous inquiétiez de moi et de mon voyage, je me tourmentais de sa durée et je pensais avec quelque sentiment d'envie à ces quelques coins de feu où je voudrais m'asseoir, tous les jours de ma vie. Les grands et terribles événemens auxquels je viens de prendre part remplissent ma vie d'une façon qui ne me permet pas de mesurer le temps. Quand je songe à l'époque où je vivais en rat de bibliothèque, quand j'étais libre, et en poupée de salon, quand je ne l'étais pas, il me semble que vingt ans se sont écoulés depuis, il n'y a cependant que trois ans de cela et de votre coin de feu (2). »

Or, pendant que la princesse vogue, la police, infatigable, fait perquisitionner chez elle, et l'on peut croire qu'elle ne trouvera rien dans la demeure de celle que l'on a surnommée à Vienne « l'astucieuse. » Pourtant, dans un placard de son château de Locate, elle fait une trouvaille extraordinaire. Elle trouve le cadavre d'un homme, secrétaire de la princesse, le jeune Gaëtano Stelzi, en habit noir, parfaitement embaumé et conservé. Cependant, ce jeune homme, mort depuis quelque temps (3), avait été très régulièrement enterré. On peut imaginer le bruit que la police et les ennemis de la prin-

(1) La Varenne.
(2) *Le National*. Lettre à M[me] Jaubert, 6 septembre 1850.
(3) 16 juin 1848.

cesse firent autour de cette découverte! A vrai dire, il y avait de quoi. On fit exhumer la bière : on y trouva un morceau de bois. La fugitive fut, bien entendu, accusée d'avoir tué cette victime qui, en réalité, était poitrinaire, et avait succombé devant elle à un vomissement de sang, à Milan. Mais que faisait ce mort dans un placard? et pourquoi ce faux enterrement? Jamais on n'a pu éclaircir ce mystère. Je l'ai dit, tout ce qui émana de la princesse Belgiojoso, ou même tout ce qui la toucha, a pris un air de roman.

Elle resta quatre ans éloignée de sa patrie et acheta même en Orient un domaine où elle cultiva le riz et la vigne; puis elle s'ennuya, je pense, de tant de silence et d'une telle solitude, car elle entreprit de lointains voyages, pénétra dans divers harems, visita la Syrie et l'Asie Mineure à cheval, pendant un an encore. De retour dans ses rizières et à court d'argent, elle écrivit dans divers journaux européens, et, avec sa fille, elle broda... C'est à cette époque qu'un de ses serviteurs, mécontent, lui porta sept coups de couteau auxquels elle survécut : elle ne devait pas mourir avant d'avoir vu se réaliser le rêve de sa vie.

En 1853, elle revint en France. Déjà, le sort de l'Italie était entre les mains de Cavour. Jadis, au bord du lac Majeur, regardant la rive autrichienne et s'entretenant avec Mazzini des destinées de sa patrie, il avait répété avec une vivacité joyeuse : « Nous ferons quelque chose (1) ! »

Lorsque la Lombardie fut de nouveau accessible aux exilés, la princesse Belgiojoso retourna à Milan. Ses amis disent qu'elle joua en ce moment un important rôle dans la politique franco-italienne que poursuivait Cavour; j'imagine peu cependant que Cavour ait pu prendre cette agitée au sérieux. Il n'en est pas moins vrai qu'elle fonda alors à Milan un journal imprimé en français, — *l'Italie,* — qui était certainement un organe de propagande. Mais si, à ce moment, la princesse a joué un rôle politique, il ne fut pas bruyant, comme ceux qu'elle aima jouer au moment de la *Giovine Italia.* D'ailleurs, elle était absorbée aussi par un important ouvrage sur l'*Histoire de la Maison de Savoie*, et elle passa à Locate, après les heures frivoles, et les heures tragiques de naguère, de douces heures laborieuses.

(1) Charles de Mazade, *Le Comte de Cavour*, p. 5.

Enfin, notre héroïne vit la Résurrection tant désirée de sa patrie. Mais c'est dans l'ombre qu'elle assista aux fêtes de Milan, dans l'ombre qu'elle vit acclamer Napoléon III victorieux, et la Lombardie libérée. Elle avait joué tous ses rôles.

La princesse Belgiojoso mourut le 5 juillet 1871. Un de mes amis se souvient d'une visite qu'il fit chez elle, vers 1865, conduit par un de ses parens. Il me dit : « Je vis une fée Carabosse aux traits accentués, une figure de polichinelle qui me parut vieille, vieille; elle fumait une longue pipe; près d'elle Mignet, mince, tiré à quatre épingles, encore beau, presque jeune, lui lisait des vers! »

Dans cette image qu'évoque mon ami, que subsiste-t-il de la beauté parfaite du bal Borghèse, ou de l'amazone hardie qui, drapée dans les couleurs nationales, entraînait en 48 les jeunes volontaires à l'ennemi? La voici vieille et fumant au coin du feu... Quand on se l'imagine ainsi, on se demande s'il n'aurait pas mieux valu pour elle mourir plus tôt, dans l'action, sur une barricade, ou au chevet d'un de ces blessés, qui ne pouvait la voir sans un vif émoi, avant que la vieillesse fût venue pour elle comme pour d'autres, qu'elle l'eût atteinte et eût déformé ses traits... Mais on me dit que « lorsqu'on traitait avec elle de certains sujets qui l'avaient passionnée jadis, lorsqu'on parlait politique ou qu'on prononçait le nom de l'Autriche ou de l'Italie, » elle se redressait, retrouvait sa vivacité et *ses yeux jetaient des flammes*. Alors, je songe qu'il est heureux qu'elle ait vécu de longues années, car ces années n'ont ni effacé, ni même affaibli ses passions généreuses, et la vieillesse amie l'a donnée tout entière à la Mort, — avec sa haine constante et son fervent amour.

MARIE-LOUISE PAILLERON.

LA TÂCHE DE DEMAIN

LA POPULATION

Tandis que, de la mer du Nord aux Vosges, tous les Français encore jeunes offrent leur vie avec un héroïsme tranquille et joyeux pour la patrie, la liberté et la civilisation, c'est le devoir de ceux que leur âge retient loin des combats de songer à l'œuvre réparatrice du lendemain de la guerre. Cette œuvre sera double, puisque le plus pur de notre sang coule à flots chaque jour, en même temps que s'accumulent les dépenses et les ruines. Elle sera d'autant plus difficile qu'un véritable retour à la barbarie pousse les destructions matérielles bien au delà de ce qu'imposent les nécessités de la lutte, et ajoute volontairement des femmes et des enfans à la liste des morts.

Les richesses perdues sont peu de chose, pour un peuple qui sait travailler et épargner. Nous sommes fondés, d'ailleurs, à compter que les dépenses publiques imposées à tous les Alliés et les ruines privées multipliées à plaisir en Belgique, en France, en Pologne, en Serbie, retomberont à la charge de leurs auteurs responsables.

Pour remplacer les hommes, c'est sur nous-mêmes qu'il faut compter. Certes, le sol et le climat de la France auront toujours assez de charmes pour attirer à l'intérieur de ses frontières autant d'hommes qu'elle en désirera; notre pouvoir d'assimilation est assez grand pour transformer en véritables Français, dès la première ou la seconde génération, un nombre notable d'immigrans. Mais il ne faut pas que ce nombre soit

excessif, si nous ne voulons pas laisser s'altérer les qualités de notre race. Ce sont ces qualités qui nous ont permis de garder dans le monde un rang bien supérieur à celui que comporterait notre population présente. Ce sont elles qui, dans la lutte actuelle, ont suppléé à l'infériorité du nombre, à l'insuffisance d'une préparation pleine de lacunes, qu'il a fallu combler peu à peu, sous le feu même d'un ennemi organisé avec un soin méticuleux jusque dans les moindres détails. Plus que jamais, nous tenons à ce que la France reste à la race française.

L'insuffisance de notre natalité pour l'alimenter, dans ces dernières années, a été trop souvent mise en lumière pour qu'il y ait lieu d'y insister. Le nombre annuel des naissances, descendu pour la première fois à 913 000 en 1886, a décru depuis lors jusqu'à tomber à 746 000, en moyenne, de 1911 à 1913, avec une diminution de 18,3 pour 100 en vingt-cinq ans. Malgré la réduction de la mortalité, l'excédent de ce nombre sur celui des décès, qui était de près 200 000 sous la Restauration, de plus de 100 000 encore pendant les vingt années 1876 à 1885, s'est abaissé à 38 000 en moyenne pour les dix années suivantes, 1886 à 1905, puis à 26 000 de 1906 à 1913. Si la diminution avait continué à s'accentuer, en dehors de toute cause exceptionnelle, intérieure ou extérieure, comme tout portait à le craindre avant la guerre, elle eût suffi pour amener bientôt une diminution de l'effectif de la population, succédant à l'état stationnaire actuel et destinée à s'accélérer, dans les années suivantes, avec la rapidité croissante de toute progression géométrique.

Sur les causes de cette diminution, qui sont avant tout d'ordre moral, sur ses conséquences, non seulement au point de vue de la puissance militaire de la France, mais aussi à celui de son développement économique, intellectuel, artistique, de son rayonnement dans le monde, il n'y a rien à ajouter à ce qui a été exposé dans l'œuvre magistrale publiée par M. Paul Leroy-Beaulieu, il y a deux ans à peine (1). Nous n'aurions pas eu la pensée de revenir après lui sur ce sujet, si la guerre ne

(1) *La question de la population*. 1 vol. in-16, 1913, Alcan, éditeur. A la suite de la lecture faite par l'auteur d'extraits de cet ouvrage, une très intéressante discussion a eu lieu à l'Académie des Sciences morales et politiques; elle s'est terminée par l'ouverture d'une enquête sur les causes de la diminution de la natalité dans les diverses régions de la France, qui a été confiée à M. Charles Benoist et qui a déjà donné lieu à de remarquables études.

lui donnait une poignante actualité. Il ne s'agit plus, pour la France, d'arrêter plus ou moins vite une décadence lente et progressive; il va falloir réparer immédiatement des pertes dont l'étendue dépassera celle qu'aucune guerre a jamais pu produire aussi brusquement. Qui de nous ne voit autour de lui un grand nombre de jeunes ménages brisés au lendemain de la naissance du premier enfant, parfois même avant? Combien va être diminué le nombre des jeunes gens en situation de se marier d'ici dix ans! Si les survivans ne sont pas convaincus que le célibat, la limitation trop étroite du nombre des enfans dans chaque famille conduisent à l'effacement progressif de la patrie, en attendant son écrasement dans le prochain conflit, la victoire elle-même n'aura fait qu'accélérer notre ruine, en réduisant encore le nombre des naissances dans les prochaines années, après avoir si cruellement grossi celui des décès.

C'est parce que nous sommes profondément convaincu de cette vérité, que nous voulons aujourd'hui rappeler et préciser quelques-unes des indications données à l'Académie des Sciences morales et politiques, dans la discussion provoquée par l'étude de M. Leroy-Beaulieu, sur cette partie essentielle de la tâche la plus urgente à entreprendre dès demain.

Heureusement, les circonstances qui imposent cette œuvre de propagande la facilitent aussi singulièrement. En effet, quiconque a étudié la question de la natalité en est convaincu : c'est une question exclusivement d'ordre moral. Si les Français ont peu d'enfans, c'est que peu d'entre eux désirent et que beaucoup redoutent une nombreuse famille. La secousse que nous traversons peut amener, à ce point de vue comme à beaucoup d'autres, une rénovation salutaire.

La diminution de la natalité est un phénomène qui se manifeste chez tous les peuples civilisés. En cette matière, comme en beaucoup d'autres, la France ne fait que devancer les autres nations dans les voies, bonnes ou mauvaises, où elles s'engagent plus ou moins rapidement. Et les dispositions d'où naît ce mouvement tiennent, il faut bien le reconnaître, aux vertus autant qu'aux vices que développent une aisance très répandue, une civilisation raffinée et une sensibilité de plus en plus délicate.

La limitation du nombre des enfans s'explique en partie par l'égoïsme des parens, par la crainte des efforts et des privations

qu'impose une nombreuse famille, mais en partie, aussi, par le développement même des affections familiales, par les soins minutieux dont on entoure les premiers nés, par le souci surtout de leur assurer un avenir meilleur. Le goût du bien-être matériel conduit à la réduction du nombre des enfans chez les uns; chez les autres, le même effet résulte de l'aspiration vers une ascension aussi bien intellectuelle que sociale, du désir de donner à leurs descendans une éducation soignée, une instruction prolongée et supérieure à celle que les parens ont reçue eux-mêmes : c'est une idée fréquente, chez nous, qu'un père manquerait à un devoir absolu, s'il s'exposait à ne pouvoir éviter, dans une famille trop nombreuse, un recul à cet égard. Sans doute, la crainte excessive des risques de l'avenir, pour soi et pour les siens, est une lâcheté; une certaine prévoyance n'en est pas moins une vertu et, dans les rapports conjugaux comme dans tous les autres, gouverner ses instincts est loin d'être une déchéance. Le célibat lui-même n'a pas pour uniques causes l'égoïsme et les mauvaises mœurs : que de fois il résulte d'un dévouement excessif à des parens âgés ou de l'impossibilité de réaliser un idéal haut placé!

Eh bien! la guerre a déjà modifié et modifiera de plus en plus, dans une direction que nous croyons favorable à l'accroissement de la natalité, l'idéal de la jeunesse française. D'abord, elle a donné un sens concret et un but à ce goût un peu vague pour l'action qui, par le mouvement naturel de flux et de reflux, dans les aspirations des générations successives, tendait à remplacer, chez les jeunes gens, le culte exclusif de la science ou le dilettantisme artistique. En réveillant, avec l'héroïsme, toutes les énergies, la guerre ramènera dans de plus justes limites des idées de prudence devenues souvent excessives. Son issue donnera aux générations prochaines des âmes entreprenantes de vainqueurs; tout nous donne le droit d'y compter, à nous qui avons vécu dans une patrie démembrée, avec la douleur et l'humiliation de la défaite. Et si trop de parens, aujourd'hui, sentent qu'en multipliant leurs affections, ils ont multiplié les points où la mort peut déchirer leur cœur, l'avenir montrera combien plus inconsolable est le désespoir de ceux qui ont perdu toute leur raison d'être, en perdant un fils unique.

Au fond, dans nos sociétés civilisées, il n'y a que trois forces morales qui puissent faire envisager, dans un sens ou dans

l'autre, le nombre des enfans à un point de vue indépendant de la satisfaction des vœux et des affections personnelles des parens : l'une est la foi en une providence qui règle elle-même l'essor des familles et défend de limiter le nombre de ses créatures; les deux autres sont le patriotisme ou la solidarité de classe, qui font envisager la question de la population au point de vue des intérêts d'une collectivité. Les croyances religieuses, comme les conceptions scientifiques et philosophiques, dépendent de conditions d'un ordre supérieur aux conséquences pratiques à attendre des unes ou des autres, et l'on ne saurait, sans manquer à toute probité intellectuelle, faire dépendre la foi ou la pensée d'intérêts sociaux, si grands soient-ils; il importe cependant de constater que la guerre, comme toutes les grandes causes d'exaltation sentimentale, tend à réveiller les croyances religieuses, favorables à une forte natalité. L'amour de la patrie, le dévouement aux intérêts de classe ont, au contraire, un caractère essentiellement pratique et social. Leur action s'exerce, en ce qui concerne la natalité, dans des sens opposés : tandis que la patrie réclame des citoyens, le socialisme syndicaliste a popularisé, dans certains milieux, un des argumens de la propagande néo-malthusienne moderne, tiré des avantages à attendre, pour les classes ouvrières, de la raréfaction de la main-d'œuvre. Or, la guerre a singulièrement modifié l'importance relative de ces deux sentimens : l'attitude des partis ouvriers, depuis le début des hostilités, a prouvé que les préoccupations de la lutte de classe s'effaçaient devant le danger national; ce danger a montré aussi combien le patriotisme était resté vivant, même dans les cœurs où on avait pu craindre qu'il eût entièrement disparu, combien était devenue tout à coup impossible la propagande antimilitariste, qui avait conduit nos ennemis à proclamer et beaucoup de Français à craindre, au fond de leur cœur, une déchéance irrémédiable de la grande nation d'autrefois. C'est sur l'amour de la patrie qu'il faut tout d'abord compter, pour arrêter le fléau menaçant de la dépopulation.

A vrai dire, nous ne doutons pas qu'il ait ce résultat, au premier moment, et qu'après la guerre la natalité reprenne, dans la mesure compatible avec la diminution du nombre des jeunes hommes. Mais, pour que le mouvement se continue, quand arriveront à l'âge de se marier les classes que la guerre

n'aura pas décimées, il faut qu'un grand effort soit fait en vue de perpétuer le sentiment d'un devoir, à cet égard, envers la patrie. Or, la patrie se personnifie dans l'État; elle se manifeste dans les lois édictées par la puissance publique. Nous ne croyons guère à l'efficacité de telle ou telle de ces lois, pour modifier un courant économique ou intellectuel. Mais, précisément parce que le patriotisme est un sentiment essentiellement social, nous sommes convaincu que l'esprit général qui anime les représentans de l'État et qui pénètre la législation peut beaucoup, sinon pour changer l'esprit public, du moins pour confirmer et consolider certaines tendances et pour en atténuer d'autres. Un ensemble de lois toutes pénétrées de cette idée, que le citoyen qui élève assez d'enfans pour assurer la perpétuité de la race accomplit son devoir, que celui qui se dérobe à ce devoir ou qui ne peut pas le remplir reste débiteur envers le pays et qu'il devra s'acquitter sous d'autres formes, pourra prolonger un état général des esprits favorable à l'essor de la natalité, quand le souvenir des luttes actuelles s'affaiblira et quand les nécessités militaires paraîtront moins pressantes. Nous ne nous rallions certes pas à la doctrine d'après laquelle l'approbation ou la réprobation publique serait le fondement même de l'idée morale; nul ne peut nier, pourtant, que cette approbation ou cette réprobation, manifestée notamment par tout un ensemble de lois dont chacune en particulier n'aurait guère d'effets, soit de nature à renforcer singulièrement une idée morale dans la masse des esprits.

Il va falloir refaire, au lendemain de la guerre, une grande partie de notre législation fiscale et militaire; il va falloir opter pour la consolidation ou pour la suppression de mesures provisoires de police, qui ont été rendues nécessaires par les événemens. C'est en présence d'électeurs tout pénétrés encore du danger couru, de la nécessité absolue d'en éviter le retour, d'être forts si nous voulons durer, que cette refonte va s'opérer. Il y a là une occasion, qui ne se retrouvera jamais, pour faire accepter des mesures de salut presque irréalisables en toutes autres circonstances, car elles seraient combattues avec acharnement par la coalition d'intérêts actifs, réduits sans doute aujourd'hui à un silence momentané.

Nous n'avons pas la prétention d'étudier complètement, dans un article nécessairement très limité, toutes les mesures

de cet ordre; la plupart d'entre elles ont, d'ailleurs, été discutées à maintes reprises, au cours des dernières années. Nous voudrions seulement en faire une énumération rapide, et sans doute encore fort incomplète, afin de montrer par combien de côtés le législateur peut agir, pour éviter qu'une nombreuse famille soit une charge sans compensations, et cela, non au moyen de faveurs arbitraires, mais en supprimant de véritables inégalités, absolument injustifiées. Nous indiquerons d'abord les dispositions par lesquelles il faut, dans les lois financières, sociales ou militaires, tenir compte des charges de famille pour les rendre moins difficiles à porter. Nous dirons ensuite quelques mots des précautions qui s'imposent, pour empêcher l'alcool, la débauche ou le crime de frapper à l'avance de tares souvent mortelles, de détruire même parfois volontairement les générations futures.

* * *

On a souvent proposé l'établissement d'impôts spéciaux ou de surtaxes sur les célibataires et sur les ménages sans enfans. Il serait difficile, il faut le reconnaître, d'établir d'office une taxe fondée sur des investigations concernant la situation de famille de chaque contribuable. Mais de nombreux impôts directs comportent des exemptions ou des réductions à la base et des dégrèvemens pour les petites cotes. Réserver d'une manière à peu près absolue ces exemptions ou ces réductions aux ménages qui ont élevé un nombre suffisant d'enfans est chose à la fois facile et juste : facile, puisque, à défaut de renseignemens précis, l'administration n'aura qu'à ne pas appliquer le dégrèvement, jusqu'au jour où le contribuable le réclamera, avec preuves justificatives à l'appui; juste, car il n'existe aucune raison pour accorder ces adoucissemens de l'impôt, motivés par les difficultés de l'existence, à ceux qui s'exonèrent de la charge la plus lourde pour les ménages n'ayant d'autre ressource que leur travail, celle des enfans.

D'un autre côté, des lois de plus en plus nombreuses instituent de véritables droits à l'assistance, dans un grand nombre de cas, ajoutent des allocations de l'État aux retraites ouvrières et paysannes. Ces lois sont motivées par la difficulté qu'éprouvent les travailleurs à se constituer une petite épargne pour traverser une maladie ou une période de chômage, surtout à conserver

une épargne suffisante pour s'assurer le pain de leurs vieux jours. Ces considérations renferment une grande part de vérité, à l'égard des familles nombreuses ; elles ne sont nullement fondées pour les ouvriers qui n'ont pas élevé d'enfans.

Personne n'admet plus aujourd'hui la fameuse théorie du salaire nécessaire, la prétendue loi d'airain, qui ramènerait inévitablement à la somme indispensable pour subsister dans la misère le salaire de la famille ouvrière. Cette loi, théoriquement fondée sur des raisonnemens incomplets, est démentie chaque jour par la hausse des salaires, dépassant énormément celle du coût de la vie depuis trois quarts de siècle. Elle contient cependant une petite part de vérité, si on la ramène à cette idée simple, qu'il y a toujours et partout un lien étroit entre les habitudes de dépenses et les ressources de la population ; seulement, ce sont les habitudes qui se règlent d'après les ressources. Ce que l'on considère comme le nécessaire, dans chaque milieu, ce sont les conditions d'existence que le salaire moyen permet à la famille de composition moyenne de réaliser. Le salaire moyen dépasse donc toujours, pour l'homme qui vit seul, la somme nécessaire pour satisfaire à ses besoins, tels qu'ils résultent des habitudes de son milieu, puisque ce salaire correspond aux conditions générales d'existence qu'une famille de composition moyenne réalise, avec le gain de son chef. Grossi par le salaire d'une femme qu'aucun enfant ne retient au logis, il dépasse les besoins du ménage stérile. Les travailleurs qui, dans de telles situations, ne réalisent aucune épargne pour les momens difficiles et pour la vieillesse, ne méritent nullement que l'ensemble des impôts, pesant directement ou indirectement sur toute la population, soit grossi, afin que l'État leur donne la possibilité de dépenser en totalité, à leur seul profit, un salaire sur lequel rien n'est prélevé pour des enfans, en se chargeant de parer plus tard aux conséquences de leur imprévoyance.

Sans doute, il y a des infirmes et des ouvriers souvent malades, d'autres qui ont eu longtemps à leur charge des parens âgés ou des collatéraux, d'autres encore qui ont été victimes de malheurs ou d'imprudences. A tous ceux-là, des secours peuvent être nécessaires, même s'ils n'ont pas élevé d'enfans, et ne doivent pas être refusés, même s'ils ne les ont guère mérités. C'est pour ces cas, impossibles à définir légalement, qu'est faite l'assistance accordée sans conditions spé-

ciales. Mais les lois générales visent les cas habituels, et, quand elles ouvrent des droits à des allocations prélevées sur le budget de l'État, des départemens ou des communes, pour quiconque remplit certaines conditions, elles ne doivent les ouvrir qu'à ceux qui n'ont réellement pas pu pourvoir à leurs propres besoins et se prémunir pour l'avenir, à raison des charges assumées par eux en donnant au pays des citoyens.

Dans le grand courant de pitié pour les déshérités qui pénètre chaque jour davantage toute la législation, on parle constamment du droit des prolétaires à être aidés et soutenus. C'est le cas de ne pas oublier le sens étymologique du nom qu'on leur donne : il désignait, à Rome, le citoyen qui ne peut apporter son concours à l'État qu'en élevant des enfans. La première chose à demander au législateur, pour combattre le fléau de la dépopulation, c'est de ne pas oublier, quand il croit juste d'accorder une faveur aux prolétaires, que c'est aux pères de famille seuls qu'il la doit, parce qu'eux seuls ont supporté les charges d'une existence normale.

M. Leroy-Beaulieu insiste avec raison sur ce fait, que c'est la naissance du troisième enfant qu'il faut encourager. Les familles de quatre enfans ou plus doivent sans doute être le plus énergiquement soutenues; mais elles resteront toujours l'exception, et bien des ménages auraient grand'peine à en assumer les charges. La plupart, en France, considèrent même que deux enfans constituent le nombre raisonnable, celui qui assure le remplacement du père et de la mère ; mais alors, d'une génération à l'autre, les jeunes gens morts prématurément, les célibataires, les ménages stériles ne seront pas remplacés, et la décroissance sera rapide. Avec trois enfans en moyenne par ménage sain et valide, l'avenir serait assuré par une progression modérée de la population. Seulement, faire commencer au troisième enfant les avantages de la paternité, c'est les reculer, pour les jeunes ménages, dans un avenir bien éloigné. Le second enfant est sur le chemin du troisième et suppose déjà des charges de famille appréciables. Persuadé que les bienfaits de la loi doivent être réservés aux pères de famille, nous croyons qu'il faut commencer à les leur faire goûter partiellement dès le second enfant, sauf à ne les accorder avec le plein tarif que pour le troisième et pour chacun des suivans.

Il est juste, d'ailleurs, de ne pas les réserver soit aux indigens, soit même aux travailleurs manuels et aux petits employés. Les charges d'une nombreuse famille sont aussi sensibles dans les situations moyennes, plus sensibles peut-être, par suite du coût d'une éducation non gratuite, plus soignée et plus prolongée, qu'il faut donner à chaque enfant. C'est dans la petite bourgeoisie et parmi les petits propriétaires que la multiplicité des enfans impose le plus de privations, qu'elle entraîne le plus de risques d'une sorte de déchéance sociale et qu'elle est le plus redoutée, en fait. C'est là aussi que se recrutent les élites laborieuses qui sont les véritables auteurs du progrès social. Limiter à de trop faibles revenus les exonérations ou les allocations réservées aux pères de famille, c'est, à la fois, manquer à la justice et enlever à cette législation une grande partie de son efficacité.

Il est facile de préciser, par un certain nombre d'exemples, les applications innombrables qui pourraient être faites de ces principes. Les avantages de chacune d'elles pourront sans doute paraître bien minimes pour être efficaces; mais l'ensemble constituerait un total d'avantages sérieux et créerait bien vite un état d'esprit propre à modifier les dispositions d'un grand nombre de familles.

Au point de vue fiscal, l'application la plus facile, qui a déjà pris place dans nos lois, concerne la contribution mobilière. Cette contribution, proportionnelle à la valeur locative de l'habitation de chaque famille, est une sorte d'impôt sur son revenu, évalué d'après le signe extérieur qui répond le moins mal à ses ressources. C'est un impôt de répartition, en sorte qu'à l'intérieur de chaque commune, les allégemens accordés aux uns, dans la répartition individuelle, retombent sur les autres. La loi autorise les conseils municipaux à déduire de chaque loyer, pour cette répartition individuelle, une certaine somme constante ; cette somme peut être augmentée d'un dixième par personne à la charge du contribuable, en sus de la première, jusqu'à concurrence de trois. A Paris, la déduction est de 375 francs pour tous les loyers, plus 37 fr. 50 par personne au delà de deux. Il y a franchise générale pour les loyers inférieurs à 500 francs, ainsi que pour les pères de sept enfans vivans dont la cote ne dépasse pas 10 francs; cette

dernière clause est d'une application trop rare pour produire un effet quelconque.

On peut dire que la franchise jusqu'à 500 francs est une véritable prime au célibat. Si le loyer de 500 francs, pour une famille de quatre ou cinq personnes, est un signe de gêne véritable, pour l'homme seul, qui vit au restaurant et n'a besoin ni de cuisine, ni de salle à manger, il répond à un logement très acceptable, même avec une certaine aisance.

La première mesure à prendre est de supprimer toute exemption et toute déduction pour les célibataires et les ménages sans enfant ou ayant un seul enfant, d'admettre une déduction modérée sur le loyer qui sert de base à l'impôt, mettons 100 ou 200 francs, pour les ménages ayant deux enfans légitimes ou légitimés, et une déduction de 200 ou 300 francs en plus par enfant, en sus du premier, n'ayant pas atteint l'âge du service militaire, sans limitation par aucun maximum.

Pour généraliser ainsi la mesure et ne plus la faire dépendre des conseils municipaux, il faudrait transformer la contribution mobilière en impôt de quotité ; c'est la seule manière d'éviter que la déduction, à peu près sans effets dans les départemens à très faible natalité, oblige à majorer outre mesure le taux normal de l'impôt dans les régions prolifiques, où beaucoup de familles en jouiront. Cette transformation est d'ailleurs facile à réaliser, depuis qu'elle a été appliquée à la contribution foncière sur les propriétés bâties, puisque l'administration procède, tous les dix ans, à une évaluation nouvelle de la valeur locative de tous les édifices. La contribution mobilière et celle des portes et fenêtres sont les seuls impôts de répartition qui subsistent dans notre droit fiscal, puisque la contribution foncière sur la propriété bâtie vient aussi de perdre ce caractère. La fusion de ces deux impôts, dont l'objet est au fond le même et dont le second repose sur une base indéfendable, condamnés à maintes reprises par le Parlement, leur transformation en un impôt de quotité unique, sont des mesures de justice, qu'on ne saurait ajourner.

Cette transformation, votée en 1901 par la Chambre pour la contribution mobilière, a été abandonnée dès que l'on s'est aperçu que la réforme, comme toute correction dans les inégalités de la répartition des impôts, impliquerait une majoration des charges dans certaines communes. Mais les frais de la

guerre vont obliger à chercher partout des ressources, et il est évident que les premières auxquelles il faudra faire appel seront celles qu'on pourra tirer de la péréquation de tous les impôts dans la répartition desquels certains contribuables ou certaines régions sont indûment favorisés. Si jamais il y a chance de mettre fin à ces iniquités, c'est au moment où la nécessité d'accroître les ressources de l'État sera évidente pour tous et où l'acceptation des sacrifices, qui se manifeste actuellement partout d'une manière admirable, n'aura pas disparu des esprits encore tout vibrans de l'entraînement des combats. La fusion de l'impôt des portes et fenêtres, qui produit 130 millions (centimes locaux compris), avec la contribution mobilière, qui en fournit 206, rendra les dégrèvemens à la base, pour les familles nombreuses, beaucoup plus sensibles. Le relèvement du contingent dans les régions indûment favorisées par la répartition actuelle et la suppression des exemptions pour les célibataires, qui aujourd'hui occupent une grande partie des petits logemens, compenseraient sans doute très largement l'extension des dégrèvemens résultant de leur application aux deux impôts réunis et de leur majoration pour chaque enfant en sus de deux.

A la suppression de toute exemption à la base, pour tout ménage n'ayant pas deux enfans, on peut objecter que les très petits loyers répondent souvent à des situations vraiment misérables, même pour des ménages sans enfans ou pour des célibataires incapables d'un travail régulier. Mais l'incapacité de payer peut donner lieu, dans notre droit fiscal, à des remises ou à des modérations qui n'ont rien de commun avec les dégrèvemens, acquis de plein droit à quiconque, riche ou pauvre, vit dans certaines conditions.

L'obligation de produire un certificat de mariage, de naissance des enfans, pour être porté sur les rôles comme ayant droit à la remise, n'est certes pas une gêne excessive. En attachant le dégrèvement aux naissances légitimes ou légitimées, on combattrait la diffusion de cette idée, destructrice de toute morale comme de toute société régulière et trop répandue dans certains milieux ouvriers, que le mariage et la reconnaissance des enfans sont des formalités dénuées de tout intérêt pratique.

Des dispositions analogues pourraient être adoptées pour le calcul de la partie de l'impôt des patentes fondée sur le loyer d'habitation, pour les exemptions de cet impôt accordées aux

petits métiers, pour le dégrèvement des petites cotes foncières, qu'on réserverait aux familles nombreuses. La suppression des remises pour les contribuables sans enfans serait encore une ressource nouvelle pour le budget.

L'impôt progressif sur le revenu va ouvrir un nouveau champ aux applications du même principe. La loi du 15 juillet 1914 a fixé le taux de cet impôt de la manière suivante :

Exemption jusqu'à.			5 000 fr. de revenu.
Taxe de 0,4 p. 100	sur le revenu	compris entre	5 000 et 10 000 fr.
— 0,8 —	—	—	10 000 et 15 000 fr.
— 1,2 —	—	—	15 000 et 20 000 fr.
— 1,6 —	—	—	20 000 et 25 000 fr.
— 2,0 —	sur la partie du revenu dépassant		25 000 fr.

Les limites indiquées ci-dessus sont toutes relevées de 2 000 francs pour les contribuables mariés, de 1 000 francs en plus par personne à leur charge jusqu'à concurrence de cinq, de 1 500 francs en plus par personne au delà de cinq. En outre, chaque contribuable a droit à une réduction de 5 pour 100 pour une personne à sa charge, de 10 pour 100 pour deux personnes et de 10 pour 100 en plus par personne en sus de deux, sans que le total puisse réduire l'impôt de plus de moitié.

Ces dispositions sont très bonnes, quoiqu'un peu compliquées. Peut-être aurait-on pu ne réaliser le dégrèvement que pour les enfans n'ayant pas atteint l'âge militaire, l'âge étant facile à vérifier, tandis que le fait d'être *à la charge* d'un contribuable est d'une vérification difficile. Il faudrait aussi supprimer la limitation à la moitié de l'impôt, qui empêche le dégrèvement de continuer à croître, pour les enfans en sus de cinq. Mais ce qui nous paraît absolument excessif, c'est l'exemption absolue jusqu'à 5 000 francs pour un célibataire, jusqu'à 7 000 francs pour un ménage sans enfans.

Sans doute, il serait pratiquement impossible d'établir le revenu réel, pour chacun des 13 millions environ de ménages qu'il y a en France. L'exemption jusqu'à 5 000 francs a pour but de réduire aux environs de 500 000 le nombre des cotes, et c'est déjà une tâche fort lourde d'en établir autant, en évaluant le montant du revenu de chaque contribuable.

Mais on pourrait, pour les revenus les plus bas, établir une cote fixe, remplaçant la contribution personnelle, qui est inscrite aujourd'hui dans nos lois et perçue avec des exceptions

et des inégalités vraiment indéfendables. Supposons que la taxe soit fixée uniformément à 10 francs par an et due par tout célibataire mâle, ayant atteint l'âge militaire, dont le revenu n'atteint pas 5 000 francs, par tout ménage dont le revenu est inférieur à 7 000 francs, s'il n'a pas d'enfans, à 8 000 francs, s'il n'a qu'un enfant, — qu'il y ait, au contraire, exemption absolue jusqu'à 8 000 francs pour un ménage ayant deux enfans, avec augmentation de 2 000 francs du revenu exempté par enfant en sus du second. Ces dégrèvemens, combinés avec les réductions du taux de l'impôt prévues par la loi du 15 juillet 1914, constitueraient des avantages d'autant plus sérieux qu'il sera sans doute impossible de ne pas accroître sensiblement, après la guerre, le taux très modéré de l'impôt sur le revenu. Qu'on en soit ou non partisan en principe, on ne peut guère espérer le voir supprimer ; tout ce qu'on peut demander, c'est que le taux n'en soit pas trop grossi. S'il devait l'être notablement, il faudrait majorer les réductions déjà prévues dans le taux de l'impôt et fondées sur le nombre des personnes à la charge du contribuable. Avec les diverses modifications que nous indiquons, l'impôt sur le revenu prendrait au moins en partie le caractère d'un impôt sur les célibataires, et les ménages sans enfans, croissant rapidement avec leur fortune.

Les diverses mesures préconisées ci-dessus seraient en opposition avec cette conception, très répandue, que l'ouvrier ne doit pas aller chez le percepteur. Mais leur efficacité résulterait précisément du fait que la dispense de cette pénible démarche serait ainsi attachée à la paternité. Il y aurait là un signe frappant, mettant en relief le principe que celui-là seul peut être exempté d'impôt direct qui s'est acquitté envers la patrie d'une autre manière.

Sans doute, la multiplicité des cotes accroîtrait la tâche de l'administration des contributions directes, qui va être déjà très chargée par la mise en vigueur de l'impôt sur le revenu, et aussi le travail des percepteurs. Après les pertes subies au feu, toutes les administrations vont avoir grand'peine à accomplir une besogne accrue par tant de ruines à réparer. Mais des rôles comportant une taxe fixe pour la plupart des contribuables, se substituant d'ailleurs dans un très grand nombre de cas à ceux de la contribution personnelle actuelle,

qui serait d'autre part supprimée et ne serait remplacée par rien pour tous les chefs de famille exemptés, ne paraissent pas dépasser ce qu'on peut demander raisonnablement.

Après l'impôt en argent, il faut mentionner l'impôt du sang et celui du temps pris pendant la paix par le service militaire. Le moment paraît mal choisi pour parler de réductions; mais ici, comme en matière financière, il ne s'agit pas de déterminer le montant total des charges : il s'agit de déterminer sa répartition, quel qu'en soit le chiffre. S'il y a une matière où les avantages aux pères de famille soient justifiés, c'est bien celle-là. Dans l'élan admirable qui a porté tous les hommes valides de France à la frontière, sans défaillances et sans résistances, le seul regret que nous ayons entendu formuler, c'est que des pères de trois ou quatre enfants fussent obligés de partir, quand tant de célibataires valides, quoique plus âgés, ne partaient pas.

La loi actuelle fixe l'entrée au service à vingt ans en moyenne (exactement 20 ans et 3 mois), — le passage dans la réserve de l'armée active à 23 ans, — dans l'armée territoriale à 34 ans, — dans la réserve de l'armée territoriale à 41 ans, — la libération définitive à 48 ans. Les sursis ou les devancemens d'appel peuvent avancer ou reculer d'une ou deux années toutes ces limites, sans en modifier l'écart. Quelle que soit la durée de service qui sera reconnue nécessaire, après la guerre, on ne s'éloignera pas beaucoup de ces moyennes, sauf peut-être pour le service actif.

La durée de celui-ci ne saurait dépendre de la situation de famille, et il n'est d'ailleurs pas désirable que les jeunes gens se marient avant d'être appelés sous les drapeaux. Supposons que le maintien dans la réserve de l'armée active jusqu'à 34 ans en moyenne continue à être reconnu nécessaire; il ne serait certes nullement impossible d'avancer le passage dans l'armée territoriale, en le fixant à 33 ans pour les pères de deux enfans légitimes, — et de décider qu'il aura lieu immédiatement, en cas de naissance d'un troisième enfant, quel que soit l'âge du père. On compenserait aisément le déchet qui en résulterait, en maintenant dans l'armée active les hommes mariés sans enfans jusqu'à 35 ans, et les célibataires jusqu'à l'âge que la statistique déterminerait comme répondant au maintien de l'effectif total

actuel. La durée du séjour dans l'armée territoriale et dans sa réserve ne serait pas allongée et pourrait même être abrégée, pour ceux qui y auraient été versés plus tôt, en qualité de pères de deux ou trois enfans; en tout cas, elle devrait être abrégée d'un an en cas de naissance d'un deuxième enfant après le passage dans cette armée et de deux ou trois ans en cas de naissance d'un troisième enfant. S'il fallait, pour maintenir l'effectif, allonger le séjour des célibataires dans l'armée territoriale, rien n'y mettrait obstacle. Il faudrait seulement bien spécifier qu'en cas d'appel par classe, les pères de famille ne marcheraient qu'avec la classe plus âgée à laquelle ils seraient assimilés au point de vue de la libération,

La législation militaire sera sans doute modifiée, après la terrible expérience à laquelle elle vient d'être soumise, et la charge sera sans doute allégée, après l'abaissement de l'Empire qui était une menace permanente pour la paix du monde. Mais, quelle que soit la durée de service définitivement admise, des différences analogues à celles que nous venons d'indiquer, ou même plus fortes, seraient admissibles. L'appel en temps de guerre jusqu'à un âge plus avancé, la multiplication en temps de paix des périodes d'exercice nécessaires pour conserver un certain entraînement, constituent des charges qu'il est tout naturel d'imposer principalement aux célibataires. Envoyer d'office au feu des pères de famille, mettre à la charge du budget d'innombrables pensions de veuves et d'orphelins sont des nécessités que l'exemple et les menaces de la Prusse ont imposées progressivement au monde entier; même allégées, il faudra sans doute encore les subir, mais en reportant le plus possible les charges militaires sur les hommes qui ne contribuent pas au développement de la population. Ce serait là un des encouragemens les plus efficaces au mariage assez prompt, après le service dans l'armée active, et à la naissance du troisième enfant.

Après avoir envisagé ce que l'État demande aux citoyens, voyons ce qu'il leur donne. Nous laissons de côté, bien entendu, les secours alloués librement aux indigens, qui, eux aussi, devraient être accordés surtout aux familles nombreuses, mais pour lesquels il n'existe aucun droit reconnu, aucune règle positive. Nous omettons également l'assistance aux enfans, qui ne saurait être trop largement ouverte dans un pays à faible

natalité, et le service des aliénés, que l'ordre public ne permet pas de limiter. Passons en revue les autres branches d'assistance organisées depuis une vingtaine d'années.

La loi du 15 juillet 1893 a institué un service d'assistance médical gratuit, sur les listes duquel sont inscrites près de 2 200 000 personnes et qui dépense près de 30 millions par an, — abstraction faite du département de la Seine, où ce service ne fonctionne pas, en raison de l'étendue des soins donnés gratuitement sous une autre forme. Ne serait-il pas légitime d'exclure en principe des listes tous les adultes qui ne sont ni trop âgés pour travailler, ni atteints de maladies chroniques ou d'infirmités, s'ils n'ont pas eu deux ou trois enfans à élever?

L'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, instituée par la loi du 14 juillet 1905, est allouée à environ 600 000 personnes et coûte près de 100 millions par an. Le seul compte tenu, en vertu de la loi, des enfans qu'ont eus les assistés, consiste à ne pas porter en déduction des secours le revenu acquis par l'épargne de l'assisté jusqu'à 120 francs, au lieu de 60 francs, s'il justifie qu'il a élevé trois enfans jusqu'à l'âge de 16 ans au moins. Mais c'est là un avantage bien illusoire, puisque ce sont précisément les travailleurs ayant élevé trois enfans qui ont eu le plus de difficultés à se constituer une épargne appréciable. Ceux, au contraire, qui ne se sont imposé aucune charge pour assurer l'avenir de la patrie sont inexcusables, n'ayant travaillé toute leur vie que pour eux-mêmes, d'avoir consommé au jour le jour un gain égal à celui des ouvriers chargés de famille; il est immoral de leur reconnaître un droit à l'assistance. Pour être juste, la loi ne devrait admettre l'obligation du secours régulier que vis-à-vis des vieillards ayant élevé deux enfans, l'allocation devant être pour eux la moitié seulement de ce qu'elle serait pour ceux qui ont élevé trois enfans, puis croître ensuite en raison du nombre des enfans.

La pension alimentaire due par ces derniers est considérée comme un moyen d'existence, dont il est tenu compte dans le calcul des allocations. Nous admettrions bien volontiers que, toutes les fois que les ressources des enfans ne viennent pas de biens à eux donnés par leurs parens, l'assistance vînt s'ajouter sans diminution aux alimens qu'ils doivent à ceux-ci. Le vieillard qui a élevé des enfans doit certes trouver auprès d'eux aide et appui, quand il ne peut plus se suffire; mais il est d'un bon

exemple qu'il ne soit pas entièrement à leur charge et que, du moment où les budgets de l'État, des départemens et des communes assument légalement des sacrifices pour la vieillesse, ce ne soit pas précisément aux pères de famille ayant élevé leurs enfans de manière à leur assurer une situation convenable, que les contribuables refusent l'aide accordée aux autres.

Les mêmes considérations s'appliquent, à plus forte raison, aux allocations et majorations accordées en vertu de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes, qui ne sont qu'une assistance déguisée et généralisée. Si la loi arrivait jamais à jouer complètement, elle coûterait au Trésor 350 ou 400 millions par an, sans compter les frais d'administration, — car on doit évaluer aux environs des trois quarts la fraction des 5 millions de Français âgés d'au moins soixante ans qui pourrait prétendre à l'allocation, fixée normalement à 100 francs, ou aux majorations équivalentes. Nous n'entendons discuter ici ni le principe de l'obligation, ni le mécanisme compliqué adopté pour l'appliquer. Le seul point que nous voulions critiquer, c'est l'allocation de 100 francs aux vieillards qui n'ont pas élevé d'enfans. Sans doute, elle ne peut plus être retirée à ceux qui ont acquis des droits, en se conformant régulièrement, depuis la date fixée par la loi, aux obligations qu'elle impose. Mais, pour tous les assujettis, et ils sont nombreux, qui ne sont pas actuellement en règle avec les prescriptions légales, ainsi que pour les générations suivantes, l'allocation devrait être réservée à ceux qui ont élevé trois enfans, sinon jusqu'à l'âge de 16 ans, au moins jusqu'à celui de 13 ans, qui est celui où les enfans peuvent commencer à travailler d'après la loi; on pourrait allouer 25 francs, par exemple, à ceux qui ont élevé deux enfans, et une majoration de 50 francs par enfant en sus de deux à ceux qui en ont élevé trois ou davantage. La majoration de un dixième seulement, accordée par la loi actuelle aux retraités ayant élevé au moins trois enfans, est absolument insuffisante pour frapper les esprits.

Il importe de remarquer que les effets de la guerre faciliteront beaucoup, pour les célibataires ou pour les ménages n'ayant pas plus d'un enfant, la constitution de pensions de retraite plus élevées, au moyen de leurs propres versemens volontairement majorés. La grosse difficulté, pour arriver à une rente viagère appréciable, résultait de la baisse du taux de l'intérêt

depuis une trentaine d'années. Une tendance marquée au relèvement se manifestait déjà, depuis quelque temps. La hausse considérable que va entraîner, pour une longue période, l'énorme destruction de capitaux causée par la guerre, rendra les versemens bien plus productifs et encouragera à les grossir les personnes que des charges de famille n'en empêchent pas. Il sera temps de revenir pour elles aux subsides de l'État, si on le juge utile, à l'époque lointaine où les pertes actuelles seront réparées et où le taux de l'intérêt reviendra entre 3 et 3,5 p. 100, pour les placemens les plus sûrs.

Si la situation des finances publiques permet de ne pas retenir pour le budget l'économie à attendre de la suppression ou de la réduction d'une grande partie des allocations, il est un emploi à en faire, aussi juste qu'utile : c'est l'institution d'allocations sérieuses et régulières pour les orphelins des assurés morts prématurément. La crainte de laisser des enfans dans la misère est un des obstacles que rencontre, dans les ménages prudens, le développement de la natalité. En limitant à l'âge de 13 ans, au-dessous duquel le travail des enfans est interdit, le droit à cette allocation, elle n'entraînerait pas des charges excessives pour le budget. S'il est un état de gêne qui mérite la sollicitude de la puissance publique, c'est celui de la veuve laissée sans appui avec de jeunes enfans. C'est pourtant le dernier dont se préoccupent les lois de solidarité sociale, dans tous les pays, apparemment parce qu'il concerne des familles où il n'y pas d'électeurs.

Ce point n'est pas le seul sur lequel nous voudrions voir élargir les subsides de l'État, que nous demandons de restreindre dans les cas indiqués ci-dessus. La loi du 14 juillet 1913 organise l'assistance aux familles nombreuses, en prévoyant des secours de 60 à 90 francs par an, pour chaque enfant au delà de trois n'ayant pas atteint l'âge de 13 ans, quand le chef de famille n'a pas les ressources nécessaires pour les élever. Pour être efficace, il faudrait que l'allocation commençât dès le troisième enfant. Elle pourrait alors être réduite à 50 francs dans les campagnes, à la condition d'être maintenue entre 60 et 90 francs dans les villes. Il faudrait surtout qu'elle eût le caractère, non d'un secours donné aux indigens, mais d'une allocation acquise à tous les travailleurs. Ce n'est pas la misère, l'expérience le prouve, qui arrête la natalité ; c'est la

gêne dans les familles qui se suffisent, mais non sans difficultés; c'est pour celles-là qu'un secours régulier, en argent, peut être une atténuation très appréciée des charges qu'entraîne une nombreuse famille. En allouant le secours à toute famille n'atteignant pas, par exemple, le minimum de ressources au delà duquel l'impôt sur le revenu commencerait à être appliqué aux pères de trois enfans, on n'accroîtrait pas démesurément les charges budgétaires, et on atténuerait, par un avantage réel, les dépenses qu'un ménage très modeste s'impose, en n'évitant pas des naissances multiples.

Pour la même raison, les dispositions de la loi du 31 juillet 1913, sur l'assistance aux femmes en couches, devraient être complétées par l'allocation d'une somme fixe de 50 ou de 100 francs, pour couvrir en partie les frais qu'entraîne la naissance d'un nouvel enfant, dans tout ménage déjà chargé de deux enfans vivans.

La limitation à 13 ans des secours, pour l'éducation des enfans, est fondée sur cette idée, qu'à cet âge l'enfant commence à apporter des ressources à la famille. L'âge auquel il cessait d'être une charge était bien plus bas jadis, et il a été reculé par les lois qui ne permettent pas l'emploi des enfans trop jeunes dans l'industrie. Personne ne conteste que ces lois aient puissamment contribué à la diminution de la natalité, en transformant en cause de dépense des enfans qui, jadis, étaient une source de revenu pour leurs parens. Ce n'est pas un motif pour renoncer à une législation qui est imposée par l'humanité et qui, même au point de vue de la race, compense, par l'obstacle qu'elle met à l'épuisement prématuré des forces, le mal qu'elle peut faire par la diminution de la natalité. Toutefois, il ne faut pas pousser à l'excès les difficultés apportées à l'emploi des enfans et, sur ce point, la législation actuelle nous paraît dépasser la limite raisonnable.

Il n'est pas douteux que, jusqu'à 16 ou 18 ans, un excès de travail peut être nuisible à la formation de la jeunesse; la plupart des législations restreignent la durée de la journée de travail, pour les jeunes gens au-dessous de cet âge. Afin d'éviter les difficultés résultant de ce que ces jeunes gens devaient quitter l'atelier avant leurs parens, la loi du 30 mars 1900 a réduit à dix heures la journée pour les travailleurs de tout âge,

dans les établissemens où sont employés des garçons de moins de 18 ans. Il en résulte que, dans beaucoup d'ateliers où le nombre des jeunes gens était relativement faible, on a préféré cesser d'en employer, plutôt que de réduire la journée de travail des hommes : on ne prend même plus d'apprentis, dont la présence entraînerait cette réduction pour tout le personnel.

La difficulté qui en résulte, dans le placement des enfans, n'a pas seulement pour conséquence de prolonger les charges qu'ils imposent à leurs parens et, par suite, de contribuer à réduire la natalité ; elle n'est sûrement pas étrangère à l'effrayant développement de la criminalité juvénile. Si l'on ne veut pas encourager le vagabondage, qui forme les apaches et les jeunes criminels, il faut absolument supprimer tout intervalle entre l'âge où la fréquentation de l'école est obligatoire et celui où rien n'entrave l'entrée à l'atelier.

La limitation spéciale du travail s'imposait pour les garçons de 13 à 18 ans, quand les journées de douze à treize heures étaient fréquentes dans les ateliers. Elle offre bien moins d'intérêt, depuis que les journées de plus de onze heures sont devenues l'exception. Les besoins et les charges que la guerre aura multipliés dans toute l'Europe vont sans doute ralentir le mouvement d'abréviation de la durée de travail, de multiplication des jours de repos qui se manifestait dans tous les pays, et particulièrement en France. Il n'en est pas moins tout à fait invraisemblable qu'on revienne aux journées démesurées de jadis et, dans l'état actuel, nous croyons que la restriction de la journée de travail, entre 13 et 18 ans, produit beaucoup plus de mal que de bien. Que l'on interdise à cet âge certains travaux particulièrement pénibles, rien de mieux ; mais, en dehors de ces travaux, que l'adolescent puisse participer au fonctionnement de l'atelier pendant toute sa durée normale, c'est une condition nécessaire, à la fois, pour alléger les charges des nombreuses familles et pour réduire le nombre des jeunes gens qui, bien avant leur majorité, ont contracté dans l'oisiveté des habitudes incompatibles avec la fondation d'une famille comme avec toute vie régulière.

En dehors de l'assistance obligatoire, dont nous avons passé en revue les formes principales, il existe une foule de mesures par lesquelles l'État et les contribuables viennent en aide aux

familles gênées. Dans toutes, la situation de celles-ci, au point vue du nombre des enfans, devrait être envisagée comme une considération capitale.

Par exemple, la question du logement de la population ouvrière est une de celles qui préoccupent le plus, à bon droit, les pouvoirs publics. Des exemptions d'impôts et des subsides sont accordés, par l'État ou par les villes, pour les habitations à bon marché. Ce mouvement est très louable, à la condition qu'il n'aille pas jusqu'à détourner les capitalistes de construire des maisons de rapport pour les ouvriers, comme placement; car, s'il fallait que les villes prissent à leur compte, d'une manière directe ou indirecte, la tâche de loger toute la population ouvrière, nul budget n'y suffirait, avec les frais qu'entraînent et les difficultés de recouvrement que comportent les œuvres municipales. Or, il y a une première restriction de l'intervention de l'État ou des villes dont la légitimité saute aux yeux, car il n'existe aucune raison pour que les célibataires ou les ménages n'ayant pas plus de deux enfans soient logés à un prix inférieur au prix de revient du service qui leur est rendu, dans les conditions normales.

On conçoit cependant l'utilité, au point de vue moral, d'œuvres spéciales assurant un logement convenable aux jeunes filles isolées. En dehors de ce cas, seules les familles ayant trois enfans ou davantage rencontrent réellement, à se loger, des difficultés qui justifient l'intervention de la puissance publique. Les dégrèvemens et les subventions devraient être réservés aux édifices recevant uniquement ces familles ; tout au plus pourrait-on y conserver celles qui, ayant pris un logement avec trois enfans, les auraient perdus, placés au dehors ou mariés. Ainsi limitée, l'œuvre ne viserait plus que des besoins réels et justifiés; elle pourrait alors se développer suffisamment pour subvenir à la plupart d'entre eux.

L'allocation de bourses ou la remise de frais d'études est encore un des actes de la puissance publique qui peuvent influer sur la natalité. Quand il s'agit de sujets véritablement exceptionnels, il y a un tel intérêt, pour le progrès intellectuel d'un pays, à leur donner les moyens de pousser leurs études aussi loin que possible, qu'aucune condition n'y doit mettre obstacle. Mais, en dehors de ce cas, la plupart des boursiers sont des sujets moyens, qui sans doute doivent justifier de leur aptitude

à profiter des sacrifices assumés pour eux par l'État ou par les villes, mais dont le choix est fait en tenant compte de la situation des parens, des services rendus par eux, etc. Le fait d'appartenir à une famille nombreuse devrait tenir le premier rang dans les titres ainsi pris en considération. En dehors du cas de décès prématuré du père, les parens ayant plus de deux enfans sont les seuls qui se trouvent souvent, sans faute et sans malheurs exceptionnels, dans l'impossibilité d'assurer à ceux-ci le degré de culture répondant au milieu dans lequel ils sont appelés à vivre, les seuls, par conséquent, qu'il y ait lieu d'aider à remplir cette tâche.

Après ce que l'État donne par charité, voyons ce qu'il paie aux particuliers qu'il emploie. Là encore, il peut très utilement tenir compte des charges de famille. M. Leroy-Beaulieu voudrait aller jusqu'à réserver tous les emplois publics aux enfans des familles ayant trois enfans (1). C'est le seul point sur lequel il nous soit impossible de le suivre. L'État ne pourrait, sans grand dommage, limiter à ce point le choix de ses agens. On dit, il est vrai, que la passion des Français pour les fonctions publiques lui garantit qu'il trouvera autant de bons candidats qu'il le voudra, même en restreignant beaucoup le champ du recrutement. Mais c'est là une idée fondée sur des faits anciens. Depuis la hausse récente des salaires dans l'industrie, les candidats sont à peine en nombre suffisant, pour la plupart des fonctions publiques exigeant quelque compétence; même en les accueillant tous, l'État ne peut en attirer un nombre suffisant que par de continuelles augmentations des traitemens.

Dans ces augmentations, il lui sera facile de tenir un compte sérieux du nombre des enfans des fonctionnaires. Il n'est pas besoin, pour l'y engager, d'admettre l'idée anti-économique qu'un service doit être payé d'après les besoins de celui qui le rend, et non d'après sa valeur propre : l'État, comme tout employeur, doit payer le travail de chacun ce qu'il vaut, d'après les conditions générales du marché; quand il le paie plus cher, il fait un cadeau qu'il n'a pas le droit de faire, puisque c'est aux dépens des contribuables, c'est-à-dire de tous, qu'il favorise ses agens.

(1) Il ne pourrait être question de les réserver aux pères de trois enfans, car ce n'est évidemment pas à l'âge où un homme peut réaliser cette condition qu'il est possible de débuter dans une carrière.

Mais l'équivalence entre les services rendus et la rémunération s'établit d'une manière très différente, selon qu'il s'agit d'engagemens à court terme ou à long terme. L'atelier, qui emploie des ouvriers entrant et sortant chaque jour, est obligé de payer, pour chaque journée, exactement ce qu'elle vaut, sans pouvoir établir aucune compensation entre les avantages faits à certaines situations et les réductions répondant à des situations moins intéressantes ; en effet, les allocations promises aux pères de famille n'exerceraient aucune attraction sur les jeunes gens, nullement assurés de travailler dans la même usine quand ils auront des enfans. Au contraire, dans les carrières où l'on entre avec l'intention d'y passer toute sa vie active, c'est l'ensemble des avantages attachés à la profession, avec toutes les chances d'augmentations futures, de gratifications, de retraite, etc., qui attire la jeunesse. C'est ainsi que l'État ou les grandes Compagnies ont, pour un même emploi, cinq ou six classes d'agens, dont les plus anciens reçoivent souvent un salaire double de celui des débutans, tout en donnant parfois un rendement moindre, comme travail, s'ils sont fatigués par l'âge.

Nous ne doutons pas qu'un droit reconnu à une majoration de traitement de 5 pour 100, 10 pour 100 et même davantage, suivant le nombre des enfans, soit tout aussi propre à attirer des candidats, dans les fonctions publiques, qu'un sacrifice équivalent fait par l'État sous toute autre forme. Les Compagnies de chemins de fer en font une expérience heureuse, quoique encore trop restreinte. Ce qui attire dans une carrière de ce genre, ce n'est pas le salaire de début, toujours faible ; c'est la constatation du fait que ceux qui la suivent se trouvent relativement heureux, n'ont pas trop de peine à lutter avec les difficultés de l'existence. Les fonctionnaires comptent parmi les Français ayant le moins d'enfans : d'après la statistique des familles, dressée à la suite du recensement de 1906, tandis que le nombre moyen d'enfans vivans ou morts qu'avait eus chaque ménage était en moyenne de 2,93 pour l'ensemble de la population (1), il descendait à 2,74 pour les ouvriers de l'État, à 2,03 pour ses employés. C'est qu'en effet, la situation de ceux-ci, donnant plutôt une grande sécurité qu'une forte rémunération, exigeant une certaine tenue, rend difficile pour eux d'élever

(1) Cette moyenne comprend les ménages anciens, dont les enfans sont nés avant la période où la décroissance de la natalité s'est accélérée.

une nombreuse famille; l'augmentation lente des traitemens les pousse au mariage tardif. Si l'on voyait leur salaire croître aussitôt qu'arrivent les enfans, si les agens qui en ont trois ou quatre à leur charge étaient moins gênés, grâce à l'allocation supplémentaire correspondante, il y aurait là un attrait sensible pour les jeunes gens sérieux, dont le but dans la vie est de fonder une famille. Et l'État serait moins souvent entraîné à élever tous les traitemens, par les demandes fondées sur leur insuffisance pour répondre aux besoins d'une famille, si les familles un peu nombreuses recevaient des majorations croissant avec leur effectif.

Ces majorations devraient d'ailleurs s'appliquer aussi bien aux gros traitemens qu'aux petits, car ce sont peut-être les fonctionnaires ayant les qualités nécessaires pour occuper des emplois importans qui reçoivent les salaires s'écartant le plus de la rémunération des fonctions analogues dans l'industrie; ce sont eux, par suite, qui sont les plus tentés de quitter le service de l'État, dès qu'ils ont de nombreux enfans à élever, au grand détriment du service public.

De même, au lieu d'accroître les retraites, et surtout d'abaisser l'âge d'entrée en jouissance, avantages qui profitent plus encore aux célibataires qu'aux pères de famille, toujours désireux de toucher le plus longtemps possible le traitement d'activité, l'État devrait assurer à la veuve d'un fonctionnaire mort prématurément une pension proportionnelle au nombre de ses enfans, pendant leur minorité; l'angoisse du père atteint dans sa santé et exposé à laisser ses enfans sans ressources, s'il n'a pas une durée de services assez longue pour qu'ils aient droit à une pension, est une des plus cruelles que connaissent les agens n'ayant jamais eu un traitement suffisant pour contracter une assurance sérieuse. Favoriser le repos prématuré, au lieu d'assurer quelques ressources à ces misères criantes, c'est une faute que l'État non seulement commet, mais encore tend à imposer aux Compagnies de chemins de fer, quand il fait, sur les droits de leurs agens à pension, des lois et des règlemens beaucoup moins ménagers de leurs deniers qu'il ne l'est des siens propres.

Nous croyons que l'État agirait, directement et par l'exemple, dans un sens très favorable à la natalité, s'il affectait désormais toutes les augmentations de sacrifices nécessaires, pour assurer

le recrutement des services publics, d'abord à des majorations de traitement attribuées à ceux qui ont de nombreux enfans (comme la Chambre l'y a d'ailleurs invité par une résolution du 28 mars 1911), puis à l'attribution de pensions aux orphelins mineurs; nous sommes certain qu'il atteindrait tout aussi bien ainsi le but poursuivi, qui est de trouver un nombre suffisant de bons agens.

*
* *

Il ne suffit pas, pour provoquer l'accroissement de la population, de s'efforcer de renverser le courant d'opinion qui fait envisager la naissance de nombreux enfans comme un malheur, et presque comme une faute des parens; il faut encore éviter que les générations futures soient frappées de tares entraînant une mort, ou des infirmités précoces. Or, deux causes attaquent la race, à ce point de vue, avec une effrayante progression : l'alcoolisme et la syphilis. Contre ces fléaux, l'action de la puissance publique peut être très efficace; elle peut l'être plus encore contre un crime, l'avortement, qui, de plus en plus souvent, empêche des naissances, estropie ou tue des filles et des femmes mariées.

La plaie dont la progression a été le plus rapide, dans les dernières années du XIXe siècle, est l'alcoolisme. M. Raphaël-Georges Lévy en a déjà signalé les ravages, dans le remarquable article publié par la *Revue* le 15 janvier. Qu'il nous soit permis d'y revenir ici, au point de vue de la population. La consommation *taxée* d'alcool pur, par tête d'habitant, qui était d'un litre sous la Restauration et de deux litres et demi à la fin du second Empire, s'élevait à quatre litres et demi de 1898 à 1901. Elle était redescendue à trois litres et demi de 1901 à 1910, sous l'influence de la reconstitution du vignoble et des mesures fiscales encourageant la substitution des boissons dites hygiéniques, vin, cidre et bière, à l'alcool. Elle est remontée à quatre litres, en moyenne, en 1911 et 1912.

Quatre litres d'alcool par tête, cela représente à peu près 350 petits verres d'eau-de-vie aux environs de 50 degrés. Si l'on admet que, dans près des deux tiers de la population, femmes, jeunes gens au-dessous de quinze ans, vieillards de plus de soixante-dix ans, la consommation de l'alcool est encore heureusement très peu développée, on arrive, pour les hommes, à

une consommation moyenne de 1 000 petits verres par an, — 3 000 petits verres dans les villes comme Le Havre, Rouen, Caen, Boulogne, où la consommation d'alcool pur, par tête d'habitant, est voisine de 12 litres.

A côté de cette consommation constatée par le fisc, il en est une autre dont l'importance, impossible à chiffrer, est certainement considérable, celle de l'alcool produit par les bouilleurs de cru. On sait que ce nom désigne les propriétaires ne distillant que les fruits de leur récolte. La loi leur accorde, à titre de consommation de famille, la franchise pour 20 litres d'alcool pur; mais, comme aucune surveillance n'est exercée sur leur production, leur consommation exempte de droits n'a, en réalité, d'autre limite que cette production; beaucoup d'entre eux alimentent même le commerce de la région, en lui vendant en fraude des quantités d'eau-de-vie souvent considérables. Le recul de la consommation taxée, depuis que la production des bouilleurs de cru s'est accrue, grâce à la reconstitution du vignoble et notamment dans les années de bonne récolte de fruits, tient en grande partie à l'essor de cette consommation frauduleuse. La loi n'exprime que trop la vérité, en appelant allocation familiale la quantité pour laquelle la franchise est accordée aux bouilleurs de cru : comme cette quantité et celle, bien plus considérable, qui échappe illégalement au fisc, sont consommées à domicile et non au cabaret, elles empoisonnent les femmes et les enfans eux-mêmes, en même temps que les hommes, dans toutes les régions productrices de fruits abondans où l'habitude de bouillir s'est répandue.

La production des bouilleurs de cru ajoute peut-être, suivant les années, deux ou trois dixièmes à celle que constate seule la statistique fiscale.

Ce que la consommation d'alcool actuelle représente de tares individuelles et héréditaires, de crimes, de folies, de morts prématurées dues à des dégénérescences de formes diverses, à la tuberculose, à la misère résultant des dépenses faites au cabaret et des journées de travail perdues, on l'a exposé bien souvent. Le Gouvernement préposé aujourd'hui à la défense nationale s'en est ému : il a interdit la vente de l'absinthe, dans laquelle le poison de la thuyone s'ajoute à celui de l'alcool; il a interdit l'ouverture de nouveaux cabarets. Ce sont là des services signalés, dont nous ne saurions lui être trop reconnais-

sans. Mais, pour arrêter les ravages que l'alcool exerce sur l'effectif et sur la qualité de la population, il faut aller plus loin : il faut restreindre la consommation taxée ou non taxée et amener la fermeture d'une partie des cabarets existans. Comme l'exposait M. Raphaël-Georges Lévy, dans l'étude précitée, le meilleur moyen, pour y arriver, c'est de renchérir l'alcool et d'en restreindre le commerce, par des taxes écrasantes.

Les impôts sur l'alcool, comme les prélèvemens sur le jeu et quelques autres objets, ont cet immense avantage, qu'à l'inverse de la plupart des autres taxes, ils sont profitables, non seulement par le produit qu'ils donnent, mais plus encore peut-être par les consommations qu'ils empêchent. En les majorant, il n'est pas douteux qu'on procurera à l'État des ressources nouvelles, dont il va avoir grand besoin. Ces ressources ne seront pas, il est vrai, proportionnelles à l'aggravation de l'impôt, car la consommation sera sûrement entravée par la hausse des prix : ce sera là un avantage plus grand encore pour la patrie.

L'alcool supporte actuellement, en France, un droit général de consommation de 220 francs par hectolitre, qui a produit 356 millions en 1912, — avec une diminution de 10 millions par rapport à 1911, tenant à l'abondance de la récolte des fruits distillés par les bouilleurs de cru. L'État perçoit, en outre, un droit d'entrée dans les villes, s'élevant à 30 francs au maximum, qui produit 17 millions. Un grand nombre de communes y ajoutent des droits d'octroi, dont le plus élevé, à Paris, atteint 165 francs, et qui produisent 51 millions. Le montant total des impôts, par hectolitre d'alcool pur, varie donc entre 220 francs dans les campagnes et 415 francs à Paris; ils ont produit, en 1912, 424 millions pour 1 619 000 hectolitres taxés à la consommation, soit en moyenne 2 fr. 62 par litre, 3 centimes environ par petit verre.

En Angleterre, le droit d'excise a été majoré successivement jusqu'à atteindre 711 francs par hectolitre d'alcool pur. On pourrait, sans atteindre ce chiffre, même à Paris, doubler le droit de consommation, — et, sans l'atteindre, en moyenne, élever le droit à 500 ou 600 francs, ce qui porterait à 6 ou 7 centimes la taxe sur chaque petit verre.

Mais l'augmentation de la prime à la fraude développerait énormément la production non surveillée des bouilleurs de cru,

si celle-ci restait, en fait, exempte de droits. Pour que la taxe majorée soit perceptible, il faut qu'elle soit appliquée à toute la production; il le faut, surtout, pour que l'empoisonnement de la moitié de nos populations rurales cesse, pour que les enfans ne contractent plus dans leur famille l'habitude de boire de l'eau-de-vie. La suppression du privilège des bouilleurs de cru sera certes difficile à faire accepter. Elle a été tentée à diverses reprises, dans l'intérêt du fisc; mais aucune assemblée n'a eu le courage de résister aux demandes tendant à supprimer toute surveillance effective sur leurs opérations, à l'approche des élections. C'est pour faire accepter cette surveillance qu'un appel à l'élan général du patriotisme suscité par la guerre, à la nécessité supérieure d'éliminer tout ce qui décime la population, sera nécessaire.

Il semble d'ailleurs que la seule manière de rendre le contrôle acceptable soit de ne pas le faire exercer au domicile de chaque bouilleur : l'exercice, pratiqué chez un million de cultivateurs, produit des froissemens qui exaspéreraient même les particuliers disposés à accepter l'impôt. La loi de finances du 22 avril 1905 avait organisé un système de distillation en commun, qui a subsisté dans quelques départemens; c'est ce système qu'il faut généraliser. L'interdiction de distiller à domicile, sauf dans des conditions spéciales, serait sans doute plus facilement supportée que l'exercice appliqué à tous les bouilleurs; avec des pénalités suffisantes pour que nul ne s'expose volontiers à les subir, on peut réprimer la distillation clandestine, qu'il est très difficile de tenir partout secrète.

En même temps qu'on renchérirait l'alcool par l'impôt de consommation accru, il faudrait en réduire l'offre, rendre la tentation moins constante, par la diminution du nombre des cabarets. Celle-ci peut être réalisée sans expropriation et sans mesures arbitraires de police, si l'on a le courage d'accroître suffisamment l'impôt spécial qui les frappe, la licence. La dernière loi de finances, en exonérant de cette licence tous les débits qui ne vendent que des boissons hygiéniques, en assimilant à la vente en fraude la détention d'alcool par les débitans qui ont déclaré n'en point vendre, a préparé la voie à un relèvement considérable. Il suffirait d'admettre que la taxe majorée ne s'applique qu'en partie aux restaurans vendant de l'alcool uniquement avec des repas véritables, pour que la

mesure fût parfaitement acceptable, et la surveillance paraît très susceptible d'être efficacement exercée.

L'impôt de la licence frappe aujourd'hui près de 500 000 cabarets, de droits variant entre 20 francs et 450 francs par an; il produit 27 millions, soit en moyenne 54 francs par débit. En le portant entre 100 francs, comme minimum, et 2 000 ou 3 000 francs, par exemple, comme maximum, on amènerait sûrement une réduction énorme du nombre des cabarets vendant de l'alcool. Mais c'est là qu'un appel énergique aux sentimens de la population, pour le salut de la patrie, sera nécessaire, si l'on veut triompher de la résistance de la puissante corporation des débitans. Beaucoup d'entre eux, dans les pays où leur nombre est tel que la clientèle de chacun est très restreinte, devront fermer boutique, faute de pouvoir supporter l'impôt. Les tentations offertes partout aux travailleurs et l'alcoolisme, dont les débitans sont les premières victimes, seront singulièrement réduits.

Jointe à l'avance à faire par les débitans pour payer 3 ou 4 centimes de surtaxe par petit verre d'alcool, l'augmentation des licences amènerait sans doute une hausse d'un sou dans le prix de vente. Si le prix ne s'élevait pas, ce serait, l'expérience le montre, la contenance du petit verre, la teneur du liquide en alcool qui diminuerait. Le buveur obstiné, qui consacre à l'alcool toutes les ressources dont il dispose et qui saura toujours trouver un cabaret, serait obligé de diminuer d'un tiers sa consommation d'alcool pur. Le paysan bouilleur de cru ne considérerait plus l'eau-de-vie comme un produit qu'on consomme sans hésitation, parce qu'il ne coûte rien. Une des réformes les plus efficaces pour le salut de la race serait réalisée, non seulement sans sacrifices du budget, mais encore avec un gain sérieux. En effet, même si la consommation d'alcool était réduite d'un tiers et le nombre des cabarets de moitié, ce qui serait un résultat immense et difficile à espérer, le rendement de l'impôt, grossi de 300 ou 400 francs par hectolitre, augmenterait d'au moins 200 millions, le jour où les bouilleurs de cru rentreraient réellement dans le droit commun.

L'empereur de Russie a été bien au delà de ce que nous réclamons quand, dès le début de la guerre, il a fermé dans tout son empire les débits de boisson. On sait que la vente de l'eau-de-vie avait été transformée, en Russie, en un monopole

qui rapportait près de deux milliards de produit net au Trésor public. Le Tsar a montré que son courage de chef d'État n'était pas inférieur au courage militaire de ses glorieuses armées, en supprimant cette ressource au moment où une lutte gigantesque en exigeait de colossales. La suppression de la plaie de l'alcoolisme paraît avoir, à elle seule, compensé à peu près, au point de vue économique, les maux causés par la guerre. Elle a amené en Russie une augmentation de la productivité du travail, une diminution de la misère, qui atténuent singulièrement la crise inévitable dans un pays où une grande partie des hommes valides est appelée sous les drapeaux.

Sans demander au législateur français une pareille énergie, nous ne croyons pas aller trop loin en signalant la nécessité absolue de rechercher un fort produit de l'impôt sur l'alcool dans l'élévation de la taxe unitaire, et non dans le développement de la matière imposable, c'est-à-dire de la plaie la plus grave des sociétés modernes; il ne faut même pas craindre, au besoin, d'aller jusqu'à diminuer le rendement de la taxe par la raréfaction des lieux de vente. Comme mesure accessoire fiscale, qui ne serait pas sans effet, nous signalerons l'interdiction de réunir un débit de tabac à un cabaret, qu'il sert à achalander; une prescription administrative y suffirait.

A côté de l'alcoolisme, il est une autre cause d'infection de la race dont on éprouve quelque répugnance à parler publiquement et dont il importe pourtant de ne pas taire le danger, si on veut y remédier. C'est la syphilis, et avec elle les autres maladies secrètes, moins graves, mais diminuant fréquemment la fécondité des hommes ou des femmes qu'elles atteignent. Il semble bien que leur grande diffusion, de nos jours, soit, comme l'alcoolisme, une des plaies qui accroissent la mortalité à tout âge, notamment le nombre des mort-nés et celui des maladies congénitales amenant la mort de beaucoup d'enfans.

Contre ce mal, ce n'est pas par l'impôt, c'est par l'action de la police et de la justice qu'une action efficace peut être exercée. L'autorité publique ne saurait pas plus imposer les bonnes mœurs que la sobriété. Mais elle peut interdire la provocation publique, qui propage les mauvaises mœurs, la réprimer avec une sévérité particulière, si elle est faite par des personnes contaminées, enfin soumettre la prostitution à une

surveillance rigoureuse, qui en réduirait énormément les dangers au point de vue sanitaire.

Seulement, il faut, pour cela, que l'action de la police soit régularisée par la loi et qu'elle ne soit pas affaiblie ou énervée par les exigences de l'opinion, lui demandant une perfection irréalisable. Certes, les erreurs policières sont déplorables en cette matière, plus qu'en toute autre, et il faut tout faire pour les rendre aussi rares que possible. Mais il faut bien partir de cette idée, que la seule manière d'éviter les erreurs de la police, c'est de n'arrêter personne, de même que la seule manière d'éviter les erreurs judiciaires, c'est de ne condamner personne; il semble parfois que ce soit vers ce remède, infiniment pire que le mal, que l'on s'achemine en France. On se rappelle les attaques auxquelles ont succombé jadis plusieurs chefs de la police, à Paris, à la suite d'erreurs du service des mœurs, dont beaucoup étaient plutôt des erreurs sur la nuance que sur le fond même de la conduite des personnes qui en étaient victimes. La conséquence en a été cet étalage du vice, qui y entraîne tant de jeunes gens, à un âge où ils n'ont pas plus la fermeté nécessaire pour résister aux provocations qu'ils n'auraient la hardiesse d'aller chercher la débauche, si elle ne venait pas au-devant d'eux; de là tant de contaminations précoces, tant de vies détournées ensuite du mariage et de la famille par les mauvaises habitudes.

L'assainissement de la voie publique n'empêchera évidemment pas les hommes qui le voudront de trouver la satisfaction de leurs vices. Mais une surveillance vigilante de la police, soumettant toutes les formes de la prostitution aux visites sanitaires, diminuerait sans doute beaucoup les ravages des maladies qui en résultent.

A cet égard, il semble que, comme beaucoup de lois excellentes dans leur principe, celle du 11 avril 1908, soustrayant à l'action de la police les filles de moins de dix-huit ans, ait donné des résultats tout autres que ceux qu'on en attendait. Le retard que des prescriptions trop compliquées entraînent dans l'application des sanctions nécessaires et le défaut d'énergie et d'entente entre les autorités chargées de cette application ont abouti à une absence à peu près complète de surveillance sur ces filles; plus séduisantes et moins expérimentées que les autres, elles sont le principal véhicule des maladies secrètes. Qu'on

évite de les confondre prématurément avec les femmes définitivement corrompues, rien de mieux. Mais l'arrestation immédiate, dans tous les cas de provocation à la débauche sur la voie publique, par qui que ce soit, et l'application de la surveillance sanitaire à toutes les prostituées n'en sont pas moins les conditions essentielles de toute police efficace, pour la protection de la santé comme pour le relèvement de la moralité publique.

Enfin, pour arrêter la propagation de la contagion, pour éviter qu'elle atteigne les ménages qui se fondent régulièrement, il est indispensable de placer en dehors du secret professionnel des médecins les tares qui en résultent. On dira que la suppression du secret accroîtra la diffusion des maladies, en empêchant beaucoup de malades de se soigner; mais la nécessité les y obligera toujours. Le même argument a été invoqué contre la loi du 15 février 1902, rendant obligatoire, pour les médecins, la déclaration à l'autorité publique des maladies contagieuses dont la liste est arrêtée par décret rendu sur avis de l'Académie de médecine. Le législateur a passé outre. Le secret des maladies dont l'origine est honteuse n'est pas plus respectable que celui des autres. Sans aller, avec certains États américains, jusqu'à subordonner le mariage à un certificat médical, il convient d'établir, pour tout médecin, non seulement le droit, mais le devoir d'avertir tous ceux pour qui le secret gardé sur la maladie d'autrui peut être une cause de contamination.

Des lois, donnant une base légale à l'action de la police, en matière de mœurs, et prescrivant les mesures indispensables pour éviter la propagation des maladies secrètes sont parmi les plus urgentes de celles que la nécessité de sauver la race fera sans doute accepter, au lendemain de la guerre. L'insuffisance des mesures prises à cet égard, depuis que l'état de siège a si grandement étendu les pouvoirs de l'autorité publique, est certainement un sujet de regrets particulièrement vifs pour beaucoup de personnes.

Une autre plaie secrète, dont l'importance a été signalée par la grande Commission instituée, il y a quelques années, pour combattre la dépopulation, et sur laquelle M. Paul Leroy-Beaulieu a particulièrement insisté, c'est l'avortement. A en croire certains spécialistes, le nombre des avortemens volontaires atteindrait chaque année le quart ou le tiers de celui des

naissances. Il est difficile d'admettre qu'il n'y ait pas là une énorme exagération. Il n'en est pas moins certain que ce nombre est très grand, et que les offres de service de sages-femmes prêtes à pratiquer les manœuvres criminelles qu'il implique s'étalent de tous côtés, avec des périphrases transparentes.

Ici, la loi répressive ne fait pas défaut; mais elle est mal conçue. Elle prononce des peines tellement draconiennes, que leur application est très difficile; elle remet cette application au jury, dont les décisions, en cette matière, n'ont plus leur caractère fantaisiste habituel, car elles consistent à peu près toujours en acquittemens. Devant cette situation, les poursuites sont devenues infiniment rares, à moins de circonstances exceptionnellement aggravantes. Les mesures à prendre sont d'ailleurs prévues dans une proposition de loi, pendante devant le Sénat, qui modifie le code pénal sur ce point et soumet les maisons d'accouchement à une surveillance devenue indispensable.

Ici encore se pose la question du secret professionnel. Observer ce secret, dans l'espèce, c'est presque toujours se rendre coupable d'une véritable complicité de crime. On a proposé d'inscrire l'accouchement prématuré parmi les maladies dont la déclaration est obligatoire. Nous sommes convaincu que cette mesure, appliquée à l'avortement, serait le meilleur remède contre une contagion morale plus dangereuse que les maladies épidémiques et dont la diffusion doit tomber sous la loi pénale.

Le projet sénatorial punit la propagande faite en vue d'inciter à l'avortement, qui est une excitation au crime, et celle qui a pour objet de répandre les pratiques propres à éviter la conception, qui est un outrage aux mœurs.

Le vote d'une loi permettant de réprimer efficacement et surtout de prévenir, en arrêtant une propagande criminelle, des faits qu'une impunité générale tend à faire considérer de plus en plus comme licites, suffirait sans doute à relever très sérieusement la natalité en France. Mais il faut se hâter, si l'on veut profiter du sentiment général de la nécessité d'un remède à la dépopulation qui suivra sans aucun doute la guerre, pour mettre sérieusement en application ces mesures de salut.

*
* *

Nous n'avons parlé, dans tout ce qui précède, que de mesures législatives. Ce n'est point que nous ayons une foi aveugle dans

l'intervention des pouvoirs publics; seule, une modification des cœurs et des volontés, engendrée par la conviction des esprits, donnera des résultats, en cette matière, plus qu'en toute autre. Pour amener cette modification, l'action la plus efficace sera celle de la propagande par le livre, par le journal, par la conférence, par l'enseignement. Mais, puisqu'il s'agit, avant tout, d'un intérêt national, la première condition, pour qu'il touche tous les citoyens, c'est que les représentans de la nation marquent l'intérêt capital qu'il a pour elle. Nous ne doutons pas que la grande majorité des électeurs sente, au lendemain de la guerre, le caractère pressant de la nécessité qui s'impose à nous; pour assurer la durée du premier élan, il faut qu'ils choisissent, à l'avenir, des élus résolus à graver profondément dans les lois, notamment dans les lois fiscales qui se rappellent à tous chaque année, cette nécessité de salut public. Il appartient aux membres du Parlement qui aura à procéder aux premières reconstructions de montrer qu'ils sont déjà de ceux-là.

Les mesures que nous proposons ne constitueraient d'ailleurs nullement une intervention de l'État dans les sentimens et les intérêts privés, sortant de ses attributions propres. Elles tendent simplement à obtenir qu'il tienne compte de la nécessité d'enrayer la dépopulation, dans l'exercice de ses attributions normales en matière d'impôts, d'assistance et de police.

Nous tenons d'autre part à constater que ces conclusions ne sont nullement en opposition avec les doctrines des anciens économistes, qui signalaient les dangers d'une natalité excessive. Nous ne saurions admettre, avec l'École historique allemande, que la vérité scientifique, dans les questions économiques et sociales, varie d'une époque à une autre; c'est là une idée fausse, qui ne peut d'ailleurs conduire qu'au scepticisme absolu ou à la justification de toutes les mesures tyranniques prises par les puissans de chaque jour. La vérité est toujours la même; seulement, la propagande, à chaque époque, doit s'exercer pour combattre les erreurs qui poussent l'humanité à s'en écarter, tantôt dans un sens, tantôt dans un autre.

Il est certain que la population tendrait à se développer plus vite que les moyens de subsistance, si chaque couple humain procréait autant d'enfans qu'il le peut, physiologiquement, sans se demander comment il les élèvera; Malthus méritait bien de l'humanité, quand il combattait une pareille tendance, à

l'époque où la natalité excessive, dans les classes ouvrières anglaises, engendrait l'exploitation de l'enfance, la misère et la mort prématurée. Aujourd'hui, c'est vers l'excès inverse que l'on incline partout. En France, cet excès devient un péril grave, précisément à une époque où les progrès de la production permettraient de subvenir aux besoins d'une population bien plus nombreuse. Grâce aux découvertes scientifiques, qui ont accru la maîtrise de l'homme sur la nature, grâce aussi à l'accumulation des capitaux, qui a multiplié ses moyens d'action, le sort des travailleurs s'est considérablement amélioré dans tout le monde civilisé ; l'humanité peut vivre infiniment mieux, tout en diminuant l'intensité d'un effort jadis épuisant. C'est en présence d'un avenir plus riche que jamais en promesses de toute nature qu'une crainte inexplicable menace la race française de disparaître, de ne plus compter au milieu des races plus fécondes. Et cette crainte se manifeste surtout, sinon dans les familles riches, du moins dans celles qui pourraient, sans difficultés, élever trois ou quatre enfans et les armer pour la vie mieux que ne l'étaient leurs parens.

Ceux-là seuls, dans ces conditions, méritent bien de la patrie et de l'humanité, qui combattent la disette d'hommes, la pire de toutes et la seule menaçante aujourd'hui. Nous avons été heureux de voir l'Académie des Sciences morales et politiques ouvrir une discussion nouvelle sur les conclusions formulées ci-dessus, et, par un vœu adopté le 27 mars 1915, appuyer de sa grande autorité, dans leurs traits généraux, les mesures que nous recommandons. Ce que doivent travailler à développer, dans chaque famille, tous ceux qui peuvent exercer quelque action sur l'opinion, ce que la puissance publique doit chercher à susciter par des dispositions légales multiples et convergentes, c'est la volonté d'élever de nombreux Français, pour conserver les résultats à la conquête desquels tant de Français sacrifient aujourd'hui leur vie. Mettre en vigueur, le plus tôt possible, les mesures propres à y contribuer, c'est a première des tâches de demain.

C. Colson.

LE MIRACLE FRANÇAIS

I

Souvenez-vous. C'est l'histoire d'hier, et il semble qu'elle soit vieille d'un siècle...

Mais au moment de rappeler cette histoire, c'est-à-dire de fixer les principaux traits de notre situation morale, politique et sociale avant la guerre, entre les élections générales du mois de mai et le coup de foudre du mois d'août, notre plume hésite et s'arrête. Dieu nous garde de réveiller nos vieilles querelles et de porter atteinte à la trêve des partis, à ce qu'on a appelé l' « union sacrée » d'aujourd'hui ! Mais le souvenir est resté dans toutes les mémoires, et il nous suffit d'y faire allusion. Le moins qu'on puisse dire est que nous étions profondément divisés il y a dix mois. Les esprits étaient agités, les consciences troublées, les passions déchaînées, et notre mauvaise fortune ne nous avait même pas épargné ces scandales qui apparaissent à la fin d'un régime comme un inquiétant symptôme. Les pessimistes criaient à la décadence. Les optimistes, ceux qui, dans les deux années précédentes, avaient cru voir se lever l'aurore d'une France nouvelle et avaient salué la naissance d'un esprit nouveau, ceux-là se demandaient avec inquiétude s'ils ne s'étaient pas trompés, ou si du moins il ne leur faudrait pas ajourner à une autre génération leurs tremblantes, leurs timides espérances...

Brusquement, dans cette atmosphère de corruption, de malaise et d'orage, comme un coup de tonnerre, la guerre éclate. Et soudain, voici qu'une France nouvelle apparaît : une France unie, fière sans bravade, calme et grave, celle-là même

que nous avions rêvée, et que nous désespérions presque de jamais voir de nos yeux de chair; une France qui accepte sans un murmure toute sa destinée, comme si, depuis quarante-quatre ans, elle attendait cette heure tragique et s'y préparait en silence. En une seconde, toutes les misères de la veille sont oubliées, abolies, s'abîment dans le passé. A la profonde stupéfaction de nos ennemis, de nos amis même et, avouons-le, à la nôtre, toutes nos divisions s'évanouissent. Le déplorable assassinat d'un éloquent tribun socialiste n'arrive même pas à troubler une heure cette soudaine entente. La Chambre, subitement élevée au-dessus d'elle-même, dans une séance inoubliable, donne l'exemple de la concorde, de la sagesse patriotique, de la dignité frémissante. Les hommes au pouvoir trouvent les justes, fortes et sobres paroles qu'il faut dire, et leur éloquence simple, ramassée, nerveuse, digne des plus beaux jours de la tribune athénienne, est le plus bel hommage que l'on puisse rendre à la cause qu'ils défendent. Socialistes, conservateurs, monarchistes, républicains, toutes les théories politiques; catholiques, libres penseurs, israélites, protestans, toutes les conceptions philosophiques ou religieuses; artisans, bourgeois, nobles ou paysans, toutes les catégories sociales sont unies, confondues, soulevées dans le même élan. Un seul sentiment, une pensée unique dominent toutes les consciences françaises. Que parlions-nous, hier encore, des deux Frances? Il n'y en a qu'une, la France éternelle, tout entière réconciliée et rassemblée contre le brutal envahisseur. Jamais, à aucune époque de notre histoire, l'unité morale du pays n'a été aussi complète, aussi profonde, aussi intime qu'au lendemain du jour où elle paraissait le plus tristement compromise.

Comment expliquer cette étonnante volte-face, cette sorte de création spontanée d'une grande âme collective et nationale, cette soudaine transfiguration de tout un peuple, dont nous avons les yeux et le cœur encore tout éblouis? La raison analytique n'y suffira peut-être pas; mais il est évident qu'elle peut rendre compte de certains aspects du phénomène.

Que les élémens conservateurs de l'opinion française aient accueilli avec une virile fermeté la perspective d'une guerre européenne, c'est ce qui ne saurait surprendre. Les conservateurs français ont sans doute leurs défauts : on n'a jamais pu incriminer sérieusement la sincérité et la vigilance inquiète

de leur patriotisme; si on les avait plus souvent écoutés, qui pourrait nier que la France de 1914 eût été plus prête à la lutte? Beaucoup d'entre eux, à plus ou moins longue échéance, s'attendaient à la guerre; quelques-uns ne savaient s'ils devaient l'espérer ou la craindre; presque tous s'y préparaient et tâchaient d'y préparer l'opinion. Tous, en tout cas, bien convaincus qu'une nation, suivant le mot profond de Renan, est avant tout « une création militaire, » déplorant que la France ne jouât plus dans le monde le rôle glorieux qu'elle y jouait autrefois, mettaient dans l'armée leur suprême espoir et leur suprême pensée et comptaient invinciblement sur elle pour le moment où sonnerait l'heure du relèvement national. Royalistes, bonapartistes, nationalistes, progressistes, libéraux ou traditionalistes de toutes nuances politiques n'ont donc eu aucun mérite à courir immédiatement au drapeau; ils en ont eu davantage à oublier sur-le-champ les nuances ou les graves oppositions qui les séparaient les uns des autres, et, bien plus encore, des pouvoirs constitués, à se grouper sans hésitation autour des représentans d'un régime dont ils réprouvaient les erremens et les tendances, et qu'hier encore ils combattaient de toute leur énergie. Nous voulons croire que leurs adversaires, à leur place, eussent fait preuve d'un semblable désintéressement.

Ceux qui se baptisaient « républicains de gauche, » radicaux ou radicaux-socialistes, sont revenus de plus loin. Combien d'entre ces fiers descendans des « grands ancêtres » de 93 avaient glissé aux candides chimères du pacifisme, déclamé contre la guerre, dénoncé les dangers du « militarisme, » protesté contre notre expansion coloniale, cru à la possibilité d'une entente avec l'Allemagne, condamné l'idée de la revanche, et renoncé, dans le secret de leur cœur, à nos deux provinces perdues! Combien avaient imprudemment lésiné sur les crédits militaires, et même, parmi ceux qui s'étaient résignés à la loi de trois ans, combien s'apprêtaient, aussitôt que l'occasion s'en présenterait, à défaire leur œuvre! Combien enfin avaient, dans mille circonstances, témoigné à l'armée leur défiance, ou même leur hostilité, comme si, dans chaque général, il y avait l'étoffe d'un héros de Brumaire! Eh bien! tous ces préjugés, toutes ces préventions, toutes ces nuées, l'ouragan qui venait de l'Est les a dissipés sans retour. La grâce a soufflé sur nos radicaux : ils se sont réveillés fervens patriotes; ils ont endossé

l'uniforme; ils se sont soumis aux dures exigences de la discipline; ils ont retrouvé au fond de leur âme l'esprit qui animait les volontaires de 92. Et assurément, de voir leurs amis politiques aux prises, en ces graves circonstances, avec les difficultés et les responsabilités du pouvoir, cela n'a pas nui à leur brusque conversion. Mais enfin, ils se sont convertis, et on n'a pas à leur demander autre chose.

Une conversion qui semblait devoir offrir plus de difficultés, et qui a eu lieu pourtant, est celle des divers groupes socialistes et révolutionnaires. Convenons-en : quand les premiers bruits de guerre commencèrent à circuler, c'est du côté de la Confédération générale du Travail que nous avons tous regardé avec le plus d'inquiétude. Et sans doute, nous avions tort d'être inquiets, l'événement l'a bien prouvé. Mais quoi! dans les milieux ouvriers, l'Évangile selon saint Marx avait fait tant de croyans! On nous avait tant rebattu les oreilles de la « lutte des classes, » de l' « Internationale, » des revendications prolétariennes, de la « grève générale! » On avait si souvent déclaré la « guerre à la guerre, » déclamé contre la « société bourgeoise, » contre le « préjugé » patriotique! On nous avait si souvent menacés de « saboter » la mobilisation, de tirer sur les officiers, de désorganiser la défense nationale! On professait un culte si aveugle pour la « Social-democratie! » Soyons bien assurés, — ils l'ont dit assez haut! — que nos ennemis comptaient sur Jean Jaurès pour provoquer une nouvelle Commune. Ce rêve a été déçu, comme tant d'autres. Nos socialistes ont fait tout leur devoir, comme les socialistes allemands ont fait le leur. Moins logiques que les nôtres, et certainement moins francs, plus officiellement embrigadés en tout cas, ces derniers, nous le savons aujourd'hui, s'étaient dérobés à l'offre d'une entente entre les « travailleurs » des deux pays en vue de faire avorter la guerre. Ce fut un trait de lumière pour les « camarades » français. Ils comprirent qu'on les avait dupés, et qu'à persévérer dans leurs théories et leurs velléités insurrectionnelles, c'est le jeu même de l'Allemagne belliqueuse et militariste qu'ils allaient jouer. Bien convaincus d'ailleurs que la France n'avait pas voulu la guerre, et qu'elle avait même tout fait pour l'éviter, ils se persuadèrent que combattre vaillamment pour elle, c'était combattre pour leur propre idéal, préparer l'avènement de la paix perpétuelle et de la « République alle-

mande. » Et rassurés sur les principes, ils s'apprêtèrent à faire le coup de feu contre l'ennemi commun avec autant de sérénité et d'ardeur que les plus fougueux « nationalistes. »

On se représente donc assez bien les raisons diverses auxquelles ont obéi les différens partis qui se disputent la direction de la France contemporaine, en courant sans hésitation, d'un même élan, à la frontière menacée. Les uns vivaient de préférence dans les souvenirs de l'ancienne France, celle des Croisades, de saint Louis, de Jeanne d'Arc, la « fille aînée de l'Église, » dont la mission n'est pas près d'être achevée. Les autres se complaisaient dans la France rationaliste et libre penseuse, le pays de Voltaire et de Diderot. Les autres enfin tournaient plus habituellement leur pensée vers la France démocratique et égalitaire, la France de la Révolution, la patrie par excellence des revendications sociales et des libertés politiques. Et tous ensemble, ils allaient défendre la France, tout simplement parce qu'elle était la France, la douce et maternelle patrie, la terre des aïeux, le coin du sol sacré où sont ensevelis leurs morts, où ils sont nés eux-mêmes, où ils ont balbutié leurs premières paroles, dont les horizons familiers ont caressé leurs premiers regards, se sont mêlés à toutes leurs joies et à toutes leurs douleurs, — et parce qu'ils ne pourraient plus vivre si ces bois, ces champs, ces villes qu'ont fondées les ancêtres venaient à tomber aux mains d'hommes d'une autre race, aux mœurs grossières, au parler rude, au lourd et fumeux génie. Et tout cela est vrai; toutes ces explications sont justes, et il faut les donner. Mais que toutes ces causes, apparentes ou profondes, de l'unanimité française aient pu *jouer ensemble*, qu'en une seconde elles aient fait d'une nation, hier si divisée, la moins disciplinée et, par momens, la plus anarchique, un bloc intangible et sans fissures; que nous ayons vu se constituer l'union sacrée des esprits, des volontés et des cœurs; que sous nos yeux, comme par l'effet d'une brusque réaction chimique, se soit produite une sorte de soudaine cristallisation de l'âme française, c'est ce qui dépasse et confond la raison raisonnante, et, — qu'on donne au mot le sens réel ou figuré que l'on voudra, peu m'importe, — c'est où je vois le premier miracle français.

II

Il y en a d'autres. Au premier rang il faut placer les conditions internationales et diplomatiques du conflit. En vérité, elles étaient telles que nous n'aurions pu les rêver meilleures, et que nous n'avons pas eu à regretter d'avoir, quarante-quatre années durant, attendu patiemment l'heure de la destinée. Quand on connaîtra par le menu l'histoire diplomatique de ces quarante-quatre années, on saura tout ce qu'il a fallu à la France de longanimité, de souplesse, de sang-froid, de stoïque résignation, pour résister aux menaces, aux provocations de la brutalité allemande. A nous en tenir aux faits universellement connus, nul ne pourra reprocher à notre pays d'avoir recherché fiévreusement l'occasion d'une revanche. Volontairement, systématiquement, afin que le monde ne pût nous accuser de troubler la paix universelle pour la satisfaction de nos rancunes nationales, toutes les fois qu'entre l'Allemagne et nous s'élevait une question purement personnelle, nous étions prêts à toutes les concessions compatibles avec notre dignité. Si la guerre a fini par éclater, c'est que l'Allemagne nous l'a déclarée. Et si nous nous y sommes si promptement résolus, c'est qu'il s'agissait tout d'abord de ne pas laisser écraser un petit peuple héroïque par un Empire ambitieux et sans scrupules. Et ainsi, sans l'avoir cherché, la France s'est trouvée, aux yeux de tous, dans l'attitude même qui pouvait le mieux convenir à ses traditions séculaires : elle était assaillie, parce qu'elle était libératrice; on l'attaquait, parce qu'elle n'avait pas voulu laisser perpétrer une injustice internationale.

Cette noblesse d'attitude a eu pour conséquence immédiate que la Russie, dont la maladroite politique allemande avait fait notre alliée, la Russie dont nous épousions la juste cause, allait mettre toute sa puissance au service de nos communs intérêts. L'Italie, dont, en d'autres circonstances, nous aurions pu redouter les engagemens, — mais à l'égard de laquelle nos adversaires avaient manqué, tout à la fois, de franchise et d'habileté, — l'Italie se déclarait neutre et ne tardait pas à déclarer que la neutralité ne pouvait être pour elle qu'une attitude provisoire. Restait l'Angleterre qui, à la vérité, depuis dix ans, s'était très cordialement rapprochée de nous, et dont l'intérêt

général était visiblement conforme au nôtre. Mais l'Angleterre, pacifique d'instinct, en proie à de graves difficultés intérieures, très ouverte d'ailleurs à des influences allemandes, l'Angleterre était divisée contre elle-même. Le sort de la Serbie était pour elle un sujet d'émotion bien lointaine. L'odieuse violation de la neutralité belge vint mettre fin à ses hésitations. Le loyalisme anglais et l'intérêt anglais se trouvèrent d'accord pour infliger à l'Allemagne une surprise irritée dont elle n'est pas encore revenue. Sa duplicité, sa violence, son manque de perspicacité consommaient cet « encerclement » qu'elle avait toujours redouté comme la pire des éventualités. Et la France, par la loyauté, la prudence, la générosité de ses procédés, grâce aussi à l'habileté de ses diplomates, se trouvait placée dans une situation morale et matérielle peut-être unique dans tout le cours de son histoire. A un siècle de distance, c'était, retournée en sa faveur, la situation qui devait aboutir à la chute de Napoléon. Tandis que le vide se faisait autour de son implacable ennemie, les alliances venaient à elle. Et, par une coïncidence véritablement symbolique, en même temps qu'elle se trouvait défendre la liberté du monde, et, on peut bien le dire sans déclamation, la cause de la civilisation, elle luttait pour son existence même, pour l'avenir de son génie, et pour les espérances réparatrices que, pendant près d'un demi-siècle, elle avait jalousement conservées dans son cœur.

Pour soutenir un pareil rôle, pour remplir une pareille mission et n'en pas être écrasé, pour justifier aussi tant d'espoirs et mériter tant de confiance, il fallait une puissance matérielle et une force d'âme dont beaucoup, même parmi nos amis, ne croyaient pas la France entièrement capable. Ils la savaient insuffisamment préparée, courageuse, certes, mais nerveuse, prompte à la désillusion, plus capable d'élan que d'endurance. Et ils savaient l'adversaire formidable, admirablement outillé, dressé depuis quarante ans à cette guerre qu'il avait déchaînée. Il serait d'autant plus violent et plus impitoyable que, se sentant lui-même menacé dans son existence, inquiet du lendemain, il avait eu des déceptions diplomatiques qui avaient froissé son orgueil et troublé sa sécurité. Ils savaient enfin que, pressé d'en finir et forcé de frapper dès l'abord des coups décisifs, il allait diriger presque tout son effort contre la France qu'il s'agissait à tout prix d'accabler et de mater en quelques

semaines. Rappelons-nous l'article décisif du *Times* : « Il y eut des jours où, durant la rapide marche en avant allemande, nous craignions que les armées françaises ne fussent par trop inférieures à leurs adversaires, où nous croyions que l'Allemagne ne serait battue que sur mer et sur sa frontière orientale, et qu'après la guerre la France ne subsisterait, en tant que Puissance, que grâce à l'aide de ses alliés. » Les craintes de nos amis auraient été plus vives peut-être encore s'ils avaient connu, comme nous commençons à les connaître aujourd'hui, tout le mystérieux détail de l'extraordinaire préparation allemande, toutes les infinies ressources de nos ennemis en hommes, en matériel de guerre, en espions, — en espions peut-être surtout, — leur prodigieux génie d'organisation, leur absence absolue de scrupules, leur foi exaltante dans leur supériorité universelle et dans l'infaillible succès de leurs armes. En vérité, on conçoit maintenant les raisons de leur maladif orgueil, leurs chants de triomphe avant la victoire, leurs cris de Barbares se ruant à la curée. Entre la France et eux, la partie ne semblait pas égale. Toutes les probabilités, toutes les chances étaient pour que la France fût écrasée sous le nombre des soldats, sous le feu des obus prodigalement dépensés, sous la supériorité d'un armement perfectionné suivant les dernières données de la science...

Cependant, sans s'émouvoir, sans s'énerver, la France achevait ses derniers préparatifs de guerre. Ce calme émouvant, cette dignité tranquille et grave, ont tout de suite donné confiance aux plus pessimistes. Ceux qui n'ont pas vu de leurs yeux le bon ordre, la précision, la rapidité avec laquelle s'est effectuée la mobilisation ne sauront jamais de quelle souple méthode est susceptible le tempérament français. J'imagine que les innombrables espions de l'empereur Guillaume ont dû être bien surpris; s'ils ont fait parvenir des rapports véridiques à leur maître, ils ont dû reconnaître que les choses n'ont pas pu mieux se passer, même dans la méthodique Allemagne. Pour ma part, j'aurai toujours devant les yeux une double vision de ces premières journées de guerre. C'était le second jour de la mobilisation, dans un train de banlieue qui transportait à Paris nombre de mobilisés : leur décision, leur entrain, faisaient plaisir à voir. A l'une des stations monte un vieux général à la moustache toute blanche qui, visiblement, vient de reprendre

du service. Les hommes s'empressent, lui cèdent leur place : il refuse de s'asseoir, reste debout pendant tout le trajet, et engage la conversation. Sur ce ton de simplicité cordiale et familière que même un lieutenant allemand ne saura jamais prendre, il cause, il répond aux observations des uns et des autres ; il dit que nous n'avons pas voulu la guerre, qu'elle nous a été imposée, et que chacun doit faire son devoir ; qu'il y aura de rudes journées où tout le monde, lui comme les autres, souffrira de la faim, de la soif, du manque de sommeil, mais que la France vaut bien tous ces sacrifices... Et à mesure qu'il parle, traduisant la pensée de tous, on a comme la sensation anticipée de cette étroite et confiante solidarité qui, à la guerre, s'établit entre le troupier français et son chef, et dont on nous a, depuis, donné tant d'exemples. Quand le train s'arrête, des poignées de main, des vœux, s'échangent ; l'officier a conquis tous ses hommes ; demain, au feu, il fera d'eux ce qu'il voudra. — Entre temps, est monté dans notre compartiment un jeune homme que sa femme, un bébé dans les bras, a accompagné jusqu'au bout ; ils s'embrassent longuement, gravement ; la femme est admirable de simplicité, de sérénité ; pas une larme ; dans ce visage un peu pâle on sent la volonté virile, presque tragique, de ne pas faiblir ; et je n'oublierai jamais le geste énergique et tendre avec lequel elle a tendu au père, par la portière ouverte, la tête de son enfant pour un dernier baiser... Ah ! ces Allemands qui nous croyaient un peuple fini, comme ils se sont trompés sur nous !

Et ces impressions qui nous ont mis dès l'abord tant d'espérance au cœur, quel est celui d'entre nous qui n'en a pas recueilli d'analogues ? Voici, entre tant d'autres, celles de M. Émile Faguet :

11 août. — Les trains passent, chargés de soldats qui *rejoignent*. Beaucoup, trop à mon avis, chantent et crient. Mais la plupart sont calmes et fermes, avec une grande simplicité dans les attitudes et une admirable décision dans les regards. Somme toute, ils sont pleins de confiance et ils en donnent. On sent qu'ils sont prêts à tout et que rien ne les surprendra ni ne les intimidera. Dieu ! dans leurs vestes de toile et leurs pantalons de treillis, Dieu ! qu'ils sont beaux ! Leurs paroles sont sans trouble comme aussi sans jactance : « Ce ne sera pas long ; mais, du reste, tant qu'il faudra ! » — « Quand chacun est sûr de tous les autres, il y a du bon. » Le bon sens français et le courage français sont dans chacune de leurs paroles. Braves enfans !

Trompés par notre modération, notre réserve, notre humeur conciliante des quarante dernières années, les Allemands s'imaginaient que nous aurions peur de la guerre. Ils s'étaient, une fois de plus, lourdement mépris sur notre compte.

Et ils s'étaient mépris aussi sur le compte d'un peuple d'humeur extrêmement pacifique, mais très jaloux de son indépendance, et qui avait dans son passé des souvenirs héroïques dont il était justement fier. Escomptant certaines complicités, jugeant les autres d'après elle-même, habituée à ne jamais spéculer sur le sentiment de l'honneur, l'Allemagne était convaincue que la Belgique n'oserait pas lui résister, et qu'elle se contenterait d'une platonique protestation. Mais la Belgique avait un roi digne d'elle, un roi dans les veines duquel coulait d'ailleurs du sang français. Le roi Albert déclara qu'il défendrait énergiquement la neutralité de son pays. Et l'Allemagne étonnée, furieuse, retardée dans son élan, mit quinze jours à briser cet obstacle imprévu et, pour nous, providentiel. Ce fut en effet pour la France le commencement du salut. Que serait-il arrivé si, dès les premiers jours du mois d'août, en pleine mobilisation française, la horde barbare, traversant librement la Belgique, avait pu foncer presque tout entière sur notre frontière du Nord? Aurions-nous pu soutenir assez longtemps ce premier choc pour permettre à nos armées de l'intérieur de se concentrer et d'accourir? Ce qui est sûr, c'est que l'admirable et si méritoire résistance belge, en ralentissant l'offensive allemande, en achevant d'imprimer au « mauvais coup » tenté par nos ennemis le caractère odieux dont ils ne parviendront pas à se laver, nous donnait, avec un nouvel allié, un répit précieux, et, par contraste, nous dressait, aux regards du monde civilisé, dans a posture, moralement la plus souhaitable et la plus belle : celle du peuple champion du droit, gardien de la foi jurée, représentant incorruptible de la justice éternelle. A cet égard surtout l'histoire travaillait bien pour la France.

III

Car, dans l'ordre plus modeste des réalités matérielles, la grande, l'angoissante question subsistait toujours : la France pourrait-elle sans fléchir supporter le heurt terrible de ces trois millions d'hommes méthodiquement entraînés, armés jusqu'aux

dents des engins les plus meurtriers, exaltés depuis leur enfance dans leurs sentimens les plus élevés comme dans leurs instincts les plus bas contre l'ennemie héréditaire? Contre un adversaire ainsi muni, la vaillance, la générosité, l'idéalisme ne sont pas des armes suffisantes. Il y faut la force. La France aurait-elle la force? Elle n'avait pas le nombre; son armement présentait d'assez graves lacunes; elle n'était pas rompue au genre de guerre qu'on allait lui faire. Heureusement, elle avait pour elle un admirable canon de campagne, un haut commandement à l'origine un peu mêlé, mais qui pouvait aisément devenir de tout premier ordre, enfin une armée qui avait la foi, — la foi dans ses destinées et dans les infinies ressources du génie français. Mais enfin, tout cela suffirait-il? Nos amis étaient inquiets: M. Ferrero, M. Seippel, l'auteur anonyme de l'article du *Times* nous l'ont avoué depuis. Par sa taille, par sa brutalité, par sa pesante armure, le colosse germanique les effrayait justement, pour nous. C'était le combat de David et de Goliath. Qui allait l'emporter? « Le monde retenait sa respiration. » Par l'importance des questions soulevées, par l'énormité des forces engagées, jamais lutte plus grandiose et plus terrible n'avait passionné l'humanité tout entière.

Après quelques premières passes heureuses, il arriva que David plia sous son formidable adversaire. Ce fut la bataille de Charleroi. L'anxiété redoubla dans le monde. Serions-nous capables de nous relever de cet échec? L'ennemi exultait. Il trouvait dans son triomphe la justification de ses crimes. On ne lui avait donc pas menti. Il allait fouler cette terre promise dont ses chefs lui avaient vanté la richesse. Quelques jours encore, et il serait dans ce Paris dont sa grossière imagination rêvait depuis l'enfance, et dont on avait promis le pillage à sa convoitise. Quelques jours encore, et l'Empereur entrerait dans la cité superbe qui avait toujours repoussé ses avances, et dont il avait juré l'humiliation et la perte. L'attaque brusquée dont on nous avait si souvent menacés semblait sur le point d'aboutir.

C'est alors qu'un grand chef se révéla parmi nous. Le généralissime des armées françaises n'était guère jusqu'alors connu que de ses pairs qui appréciaient à leur vraie valeur sa compétence, sa vigueur, son prodigieux sang-froid. Avec une admirable lucidité, il vit la situation telle qu'elle était, et sut prendre les dures décisions nécessaires. Il comprit que ce qu'il fallait sauver

avant tout et maintenir intact et libre, c'était l'armée, instrument des victoires futures. Et sacrifiant tous les généraux qui s'étaient montrés inférieurs à leur tâche, sacrifiant une large bande du territoire national, il recula. Il recula rapidement, méthodiquement, infligeant, chemin faisant, à l'ennemi de partiels, mais sanglans échecs, l'affaiblissant, le fatiguant, l'usant par tous les moyens, faisant le vide devant lui, devinant ses plans, utilisant sa sauvage impatience, guettant ses moindres fautes, l'attirant enfin peu à peu sur le terrain où la lutte pouvait s'engager dans les conditions les plus favorables pour nos troupes. Le 5 septembre, ces conditions se trouvèrent réalisées. L'offensive fut commandée par un ordre du jour dont la mâle et sobre éloquence restera célèbre. La France allait être sauvée.

Et pendant ce temps-là, la France se montrait digne de ses soldats et de leurs chefs. Car, tandis que la France du Nord et de l'Est acceptait en frémissant, mais sans se plaindre, d'être brutalement envahie, Paris, ses précautions prises, restait admirable de tranquille dignité. Paris vaquait à ses affaires, plus grave assurément que de coutume, mais sans fièvre, et avec cet air d'élégante intrépidité qui caractérise la bravoure française. Paris attendait. Quoi ? Il ne savait. Il ne savait qu'une chose, c'est qu'il serait défendu « jusqu'au bout. » On lui avait donné comme gouverneur militaire un de ces généraux qui, formés à la rude école de nos guerres coloniales, à l'instar d'un Joffre ou d'un Lyautey, hommes de pensée et hommes d'action tout ensemble, savent préparer et gagner des batailles et en même temps organiser et administrer un pays. Choix heureux, s'il est vrai que l'armée de Paris ait singulièrement contribué à la victoire de la Marne. Défendu par Galliéni, Paris avait confiance; mais il était prêt à tout, sachant les fortifications de son camp retranché provisoirement insuffisantes. De jour en jour, d'heure en heure, il prêtait l'oreille au bruit prochain du canon. Un matin, il apprenait que la menace allemande s'éloignait, et, comme il y a quinze siècles, sans raison apparente, que les hordes barbares se détournaient de la capitale, marchant au fatidique rendez-vous des champs catalauniques. Paris était sauvé.

Pas plus qu'il y a quinze siècles Paris n'a compris le mystère de sa délivrance. J'ose dire que ce mystère est plus incompréhensible aujourd'hui qu'il ne le fut il y a quinze siècles.

Car enfin, on ne saurait comparer, même de très loin, le Paris du temps d'Attila au Paris contemporain (1). Que le roi des Huns ait négligé de prendre et de mettre à sac la vaillante cité prédestinée, il n'est pas sûr que ce fût une faute, et, en tout cas, si c'en était une, c'était une faute qui ne compromettait nullement le succès de sa campagne : il lui importait infiniment plus de s'emparer d'Orléans, la clef du Midi, et c'est en effet sur cette ville qu'il lança sa meute hurlante. Mais ce qui était vrai d'Attila ne l'est pas de son moderne successeur. Prendre Paris et nous dicter la paix avant que la Russie ne fût prête, — ses généraux nous l'avaient assez dit, — tel était l'objectif essentiel de l'empereur Guillaume. C'était l'unique raison de cet immense déploiement de forces sur notre frontière du Nord, de la violation de la neutralité belge, de ces marches forcées de l'aile droite allemande. Et certes, ce n'était point mal calculé. Même sans l'appât d'un gouvernement à capturer, d'une Banque de France à dévaliser, Paris restait une proie assez désirable pour les convoitises d'outre-Rhin. Et assurément, Paris pris, ce n'était pas encore la fin de la France, ni la fin de la guerre, ni la victoire finale. Il nous serait resté des armées, de l'argent, des alliés, du courage. Mais, sans parler du grand effet moral produit sur le monde, il faut bien avouer que la perte de notre capitale nous eût rendu moins facile la paix glorieuse à laquelle nous avons droit. Et il est bien vrai que Paris ne se serait pas laissé prendre sans résistance. Mais, les Allemands ne pouvaient pas l'ignorer, — à quoi leur eût servi leur armée d'espions, s'ils avaient ignoré cela ? — Paris, son armée mise à part, n'était pas, alors, protégé comme il aurait pu et dû l'être. Une rapide et violente attaque brusquée, un hardi et heureux coup de main, — un de ces coups de main où les Allemands ne comptent pas les vies humaines, — auraient fort bien pu réussir. Et alors, c'était le rêve lointain du César germanique enfin réalisé ; c'était l'une de ces « entrées » triomphales qui lui ont toujours été refusées ; c'était, pour son armée de pillards et d'incendiaires, l'orgie sanglante qu'on leur avait si souvent promise. Et, brusquement, sans qu'on sache

(1) Paris n'était pas alors une ville très importante. Bien qu'elle eût été distinguée par César, par Constance Chlore et par Julien, elle ne fut jamais ni la capitale officielle de la Gaule, ni même la métropole d'une province. C'est Clovis qui, un demi-siècle plus tard, en fit la capitale de son royaume.

pourquoi, voilà ce rêve, auquel ils ont tout sacrifié, qui, par leur faute, s'évanouit en fumée. Voilà ces audacieux qui, tout d'un coup, n'osent pas, hésitent, reculent, se détournent. Voilà ces vainqueurs qui, volontairement, repoussent de leurs lèvres altérées la coupe enchantée où ils s'apprêtaient à boire.

Et j'entends bien que, dans leur pensée, c'était ajourner, non renoncer; et je sais toutes les explications que l'on a données de ce mouvement de l'aile droite allemande par lequel le général von Klück, découvrant son flanc, au lieu de marcher sur Paris, s'est dirigé vers Meaux et Coulommiers. Je veux bien admettre qu'il pouvait lui paraître imprudent de tenter un coup de main sur Paris sans s'être, au préalable, débarrassé de l'armée du général Maunoury et des armées, après tout, intactes du général Joffre. Mais, d'une part, dans une guerre dont le succès pouvait être une question d'heures, c'était laisser à la capitale le temps de compléter et d'organiser sa défense; et, d'autre part, en cas d'échec, c'était s'interdire toute possibilité de retour offensif sur la grande ville, objet des ambitions impériales. Et, je le sais bien, dans leur fol orgueil, les Allemands ne doutaient pas de la victoire. Mais que le haut commandement ennemi n'ait même pas envisagé l'hypothèse contraire; qu'un état-major qui, même lorsqu'il est sûr du succès, s'assure méthodiquement contre un revers possible, — nous l'avons bien vu par les organisations défensives que d'avance il avait préparées sur l'Aisne, — ait eu la légèreté de jouer sur une carte unique tout l'avenir de la campagne occidentale; qu'il ait commis la faute stratégique qui a permis à notre généralissime de reprendre une vigoureuse offensive, c'est ce qui me confond, c'est ce que je ne puis comprendre, — et l'on dit que « notre Joffre » lui non plus n'a pas compris. Peut-être, quand nous connaîtrons les explications allemandes, comprendrons-nous davantage.

Au reste, il est hors de doute que la partie qui allait s'engager, en même temps qu'elle s'annonçait décisive, était de nature à inspirer quelque confiance à une armée même moins présomptueuse que l'armée allemande. Dans cette étonnante retraite, à la Turenne, qu'après Charleroi notre général en chef avait imposée à la totalité des armées françaises, et dont l'exécution a émerveillé les connaisseurs, nos troupes risquaient de perdre quelques-unes de leurs qualités les plus précieuses et

les moins contestées. Soumises à des fatigues sans nom, comment pourraient-elles retrouver le feu, l'entrain, le « mordant » dont, au début, elles avaient donné tant de preuves? D'autre part, le soldat français n'aime pas à battre en retraite; et quand il ne comprend pas, comme ce fut alors souvent le cas, les mouvemens qu'on lui prescrit, il y a des chances pour qu'il s'énerve et perde courage. Chose extraordinaire, rien de tout cela n'arriva. Comme si, entre les mains d'un habile capitaine, le tempérament national recevait une nouvelle empreinte, nos soldats conservaient toute leur confiance et tout leur élan; et quand, au matin du 6 septembre, on leur dit que « le salut du pays » allait dépendre de leur effort et qu'ils « devraient, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer, » comprenant tout le sens de cet héroïque langage, heureux enfin d'être rendus à leur vraie nature, ils coururent sus à l'ennemi avec la légendaire furie dont on nous a fait si souvent gloire.

Mais si grande que fût leur valeur, on pouvait craindre qu'elle ne vînt se briser encore une fois contre un trop redoutable adversaire. Nous ne savons pas l'exacte importance respective des effectifs engagés de part et d'autre; mais nous savons bien que l'infériorité numérique était de notre côté, et il semble que, sur plus d'un point, nous ayons eu parfois à lutter à un contre quatre ou cinq. En second lieu, et quoique depuis Charleroi, grâce à des prodiges de notre industrie française, nous eussions eu le temps de réparer certaines lacunes de notre organisation matérielle, notre armement restait inférieur à celui de nos adversaires : ni en mitrailleuses, ni en artillerie lourde, ni en réserves de munitions, nous ne pouvions encore nous comparer à lui. Enfin, il avait cette confiance en soi que donnent l'orgueil savamment entretenu et l'ivresse des premières victoires. Plus que jamais, nos amis s'inquiétaient. Rationnellement, ils n'avaient point tort.

Comment l'héroïque vaillance de notre armée, la supériorité de notre commandement et celle de notre artillerie légère ont-elles fini par nous assurer la victoire ? C'est ce qu'il est plus facile de constater que d'expliquer. Mathématiquement, si je puis dire, il semble bien que nous dussions être vaincus. Mais il faut croire que, dans l'art de la guerre, comme ailleurs, l'esprit géométrique ne suffit pas. Cette armée qui luttait pour

défendre contre l'envahisseur, avec le sol natal, la pérennité du génie français, avait un autre idéal que cette autre armée qui combattait pour « l'honneur » sans doute, mais aussi, mais surtout « pour *le bien-être* » de l'Allemagne, — ce sont les termes mêmes de l'ordre du jour allemand; — elle n'avait pas sur la conscience, cette armée française, tous les crimes de droit commun qui seront, devant l'histoire, la honte éternelle de l'armée allemande; disons le mot : elle avait une moralité supérieure. Et c'est pourquoi elle *méritait* de vaincre. Et c'est pourquoi elle a vaincu. Qui donc a dit, — n'est-ce pas le général Nogi? — ce mot profond que, dans toute bataille, la victoire est à celui qui sait souffrir un quart d'heure de plus que l'adversaire? Ce mot, on dirait que les vainqueurs de la Marne en avaient fait leur devise, et qu'ils ont voulu en fournir une illustration éclatante. Au moment où les Maunoury, les Foch, les Dubail, décimés, épuisés, assaillis de toutes parts par des forces supérieures, auraient pu perdre courage, ils ont persévéré dans leur volonté d'offensive, ils ont accepté, eux et leurs soldats, de souffrir encore; et c'est alors qu'ils ont vu l'ennemi, déconcerté et moins stoïque, rompre le combat et commencer une retraite qui, sur plus d'un point, a dégénéré en déroute. Relisons l'émouvant ordre du jour qui, au lendemain de la victoire, était adressé à l'armée de Paris, mais qui s'applique aussi bien à l'armée française tout entière :

> La sixième armée vient de soutenir, pendant cinq jours entiers, sans interruption ni accalmie, la lutte contre un adversaire nombreux et dont le succès avait jusqu'à présent exalté le moral. La lutte a été dure; les pertes par le feu, les fatigues dues à la privation de sommeil et parfois de nourriture ont dépassé tout ce que l'on pouvait imaginer; vous avez tout supporté avec une vaillance, une fermeté et une endurance que les mots sont impuissans à glorifier comme elles le méritent.

Ce fut en effet une lutte épique, et qui, au témoignage des hommes du métier, restera au nombre des quatre ou cinq grandes choses de notre histoire militaire. Nous n'en connaissons pas tous les détails, même importans, et c'est tout au plus si, avec quelques épisodes essentiels, nous en percevons le mouvement général et le rythme. Mais cela suffit pour nous faire pressentir tout ce qui s'est dépensé, chez l'adversaire, de bravoure, d'obstination et d'habileté stratégique, et chez nous, d'héroïsme, de patiente énergie, de talent militaire. Hommes

et chefs ont été également admirables. On avait demandé aux hommes, « au nom de la Patrie, de faire plus que leur devoir; » ils « répondent au delà même de ce qui paraissait possible. » Et quant aux chefs, on ne sait ce qu'il faut admirer le plus en eux : l'esprit d'initiative avec lequel ils combattent l'ennemi qui s'oppose directement à eux, observant tous ses mouvemens, épiant toutes ses défaillances, les exploitant à la minute précise où ils peuvent en tirer avantage; ou bien l'esprit de souple et stricte discipline avec lequel ils se conforment aux instructions du généralissime, réalisant scrupuleusement ses desseins, appliquant et développant sa pensée, la devinant même et s'y soumettant d'avance, en parfaite union de doctrine et d'intention avec lui. Collaboration étroite et féconde qui a fait converger vers un même objet toutes les énergies, tous les efforts individuels, et qui a fait de la victoire de la Marne une de ces puissantes œuvres collectives dont la réussite a pour condition l'utilisation nécessaire de multiples et robustes personnalités. Quelle a été, dans notre victoire, la part d'action d'un Galliéni, d'un Foch, d'un Castelnau, d'un Maunoury, d'un Dubail? Nous ne le savons pas encore avec une entière exactitude : nous pressentons simplement qu'elle a été considérable, et que si l'un ou l'autre de ces chefs, — pour ne parler que de ceux-là, — n'avait pas agi comme il l'a fait, au lieu d'une victoire décisive, c'est un revers peut-être que nous aurions à déplorer. Jamais encore, sur un champ de bataille aussi vaste, d'aussi puissantes masses d'hommes n'avaient été conduites et manœuvrées avec une pareille maîtrise par des généraux plus valeureux, plus fraternellement unis, d'une science militaire plus consommée. Les historiens de l'avenir diront probablement de la victoire de la Marne qu'elle est un des chefs-d'œuvre du génie français.

De cette victoire « complète » et « incontestable, » — « la revanche de 1870, » — que nous attendions depuis quarante-quatre ans, nous avons été heureux, nous avons été fiers sans doute; mais nous l'avons été avec une extrême modestie et une rare discrétion. Je ne crois pas que Paris, enfin sauvé de l'invasion, — et qui en avait parfaitement conscience, — ait arboré un drapeau de plus. Paris n'a pas imité Berlin, qui avait pavoisé avec frénésie après la bataille de Charleroi. Les espions prussiens qui s'y trouvaient encore n'ont pas dû en croire leurs yeux :

Paris, le nerveux et vibrant Paris, a eu la joie grave : ce peuple auquel ses ennemis surtout ont si souvent reproché ses fanfaronnades, et qui, certes, ne déteste point un peu de panache, a vu s'accomplir avec calme ce « renversement » de sa destinée. Et peut-être n'est-ce pas l'une des choses les moins surprenantes auxquelles nous assistons depuis huit mois que cette sorte de transformation spontanée du tempérament national, cette absence complète d'exaltation, ce sang-froid conservé dans la bonne comme dans la mauvaise fortune.

IV

Car ce fut bien dans ces héroïques journées de la Marne que la fortune décidément se retourna, que « l'espoir changea de camp. » La « supériorité morale » dont nos troupes firent preuve sur les armées adverses dans ces sanglantes batailles, elles ne l'ont point perdue depuis; elles en ont eu une conscience croissante. Le charme était rompu. Cette redoutable armée allemande, qui passait pour invincible, parce qu'elle nous avait vaincus en 1870, qui croyait l'être, et qui surtout se vantait de l'être, venait d'être battue à n'y rien souhaiter. Son offensive était brisée; et, quelques efforts parfois furieux qu'elle ait faits depuis pour la reprendre, quelques succès partiels, et d'ailleurs sans lendemain, qu'elle ait, çà et là, obtenus, qu'elle obtiendra peut-être encore, elle n'a pu ni percer nos lignes, ni envelopper l'une de nos armées, ni nous faire abandonner sérieusement du terrain. Au contraire, c'est elle qui a dû, presque toujours, céder sous notre pression, et qui, pour mieux y résister, a inauguré cette guerre de tranchées qui dure depuis plus de six mois, et à laquelle nous avons dû nous plier nous aussi.

Il n'en était pas qui parût — *a priori* — moins adaptée au tempérament français; et c'est sans doute là-dessus qu'on comptait outre-Rhin pour lasser notre patience et nous contraindre à ce qu'on appelle là-bas « une paix honorable, » et ce qui eût été pour nous une paix un peu déshonorante, et, en tout cas, singulièrement précaire. Avouons-le : nous redoutions pour nos soldats cette épreuve d'une guerre toute nouvelle, et à laquelle, à ce qu'il semble, ils avaient été peu préparés. Le Français n'aime pas à « remuer de la terre, » pas plus qu'il n'aime à battre en retraite. La guerre d'offensive

hardie et brillante, la guerre de manœuvres rapides et savantes, voilà quel est, pensions-nous, son élément propre. Comme nous connaissions mal l'élasticité, la souplesse, la plasticité, l'étonnante faculté d'assimilation et d'adaptation du caractère français! Au bout de fort peu de temps, nos soldats surent construire des tranchées aussi ingénieuses, aussi confortables que celles des Allemands; leurs mains de paysans prirent même un certain plaisir à manier la terre maternelle; et, quelque dure que fût leur vie dans la boue glacée, sous la pluie, sous les « marmites » et sous les balles, avec ce stoïcisme tranquille, cette patience tenace, cette bonne humeur gouailleuse qui fleurissent dans nos campagnes françaises, ils rivalisèrent d'endurance avec leurs adversaires, auxquels, finalement, la guerre d'usure n'a pas réussi mieux que l'autre. Que nos troupiers aient quelquefois regretté l'ancienne guerre française, c'est ce qui rend leur abnégation plus émouvante encore et plus admirable.

Six mois d'une guerre de taupes, où manque l'excitation des marches triomphales, des panaches flottans, des batailles glorieuses, gagnées debout, en marchant dans l'enivrement de la musique et des chants de victoire!

Six mois qui n'en sont que plus grands et plus glorieux, parce qu'ils ont enlevé à la guerre toute sa grandeur et toute sa chevalerie.

Six mois de lutte contre des sangliers terrés dans leurs bauges, auxquels le grand jour et le combat loyal, à armes égales, front contre front, poitrine contre poitrine, semble faire peur!

C'est un colonel qui, récemment, dans une lettre intime, s'exprimait ainsi (1). Et nous savons, par tous les témoignages qui nous arrivent du front, que cette « guerre de taupes » n'a pas été moins féconde que l'autre en actes d'héroïsme, en dévouemens obscurs, en sacrifices sublimes (2). Si d'ailleurs, depuis la bataille de la Marne, la guerre de siège a été la caractéristique générale de la lutte, on sait que cette guerre a comporté de sanglantes exceptions. A plus d'une reprise, les

(1) Lettre citée dans le *Journal des Débats* du 4 février 1915.

(2) Entre tant de lettres admirables que l'on a publiées, je ne puis m'empêcher de citer ici quelques lignes d'une lettre trouvée sur le cadavre de Jean Chatanay, lieutenant réserviste tué à Vermelle, le 15 octobre : « Ma chérie, écrivait-il à sa femme, j'écris à tout hasard cette lettre, car on ne sait pas... Si elle t'arrive, c'est que la France aura eu besoin de moi jusqu'au bout. Il ne faudra pas pleurer, car, je te le jure, je mourrai heureux s'il me faut donner ma vie pour cela... Tu embrasseras pour leur papa les chères petites, tu leur diras qu'il est parti pour un long, très long voyage, sans cesser de les aimer, de penser à elles, de les pro-

armées allemandes ont essayé de reprendre l'offensive sur tel ou tel point du front. Partout et toujours, elles ont rencontré devant elles, avec un commandement toujours prêt, des troupes souvent inférieures en nombre, mais bien décidées à se laisser tuer sur place plutôt que de reculer. Il n'y a rien qui fasse plus d'honneur à l'armée française que les batailles d'Ypres et de l'Yser où nos soldats ont opposé à la ruée sur Calais une barrière infranchissable. Il n'y a peut-être pas, dans cette guerre qui aura été un renouveau de l'héroïsme français, de page plus glorieuse que cette défense de Dixmude contre trois corps allemands par nos 6 000 fusiliers marins aidés de 5 000 Belges. La race des « braves gens » n'est pas éteinte, et il y a lieu de croire que, dorénavant, nos ennemis parleront moins facilement de la décadence française.

Nous autres, si nous ne parlons pas de la décadence, nous pourrons parler tout au moins de la folle présomption et de l'imprévoyance allemandes. Ils avaient, au point de vue matériel, préparé la guerre, — une guerre très courte, — dans le dernier détail. Pleins de confiance dans la force brutale, leur force, ils avaient entièrement négligé de préparer la guerre au point de vue diplomatique, et, en dépit de tous les avertissemens loyalement donnés, ce leur fut une terrible surprise de voir l'Angleterre intervenir dans le conflit. Ils avaient outrageusement méprisé toutes les puissances d'opinion, laissant, comme l'a dit Maximilien Harden, à la victoire le soin de les justifier; et, en dépit de leur propagande effrénée auprès des neutres, ils ont vu peu à peu l'opinion du monde entier se retourner contre eux. Ils avaient, pour briser les résistances, spéculé sur la lâcheté humaine et répandu systématiquement la terreur; les seuls sentimens qu'ils aient réussi à faire naître, c'est l'horreur, l'indignation, la haine courageuse, vengeresse et inexpiable. Ils ont voulu user la volonté de l'adversaire, et ils n'ont abouti qu'à la tendre au delà des limites connues. Ayant échoué dans leur attaque brusquée, ils ont voulu pro-

téger de loin. Je voudrais que Cotte au moins se souvînt de moi... Il y aura aussi un petit bébé, tout petit, que je n'aurai pas connu. Si c'est un fils, mon vœu est qu'il soit un jour médecin, à moins cependant qu'après cette guerre, la France n'ait encore besoin d'officiers. Tu lui diras, lorsqu'il sera en âge de comprendre, que son papa a donné sa vie pour un grand idéal, celui de notre patrie reconstituée et forte... » Ancien normalien, Jean Chatanay était chef de la station entomologique de Châlons-sur-Marne : il n'avait pas trente ans.

longer la lutte en ayant recours à la guerre souterraine; et ils n'ont pas vu qu'ils rendaient ainsi de jour en jour plus formidable le blocus qu'ils n'avaient pas su éviter, qu'ils donnaient à leurs ennemis le temps de réparer toutes les lacunes de leur préparation antérieure, et, pendant qu'eux-mêmes s'usaient sans profit et sans gloire, d'accumuler et de jeter contre eux des forces sous le poids desquelles ils ne pourraient manquer de périr. Le miracle de la victoire française a pour pendant le prodige de l'aberration allemande.

En France, comme chez nos alliés, on sut, en effet, bien utiliser le répit que l'imprudente Allemagne nous accordait. Nous avions eu tous le tort de nous laisser surprendre par une guerre que nos ennemis avaient mis, eux, quarante-quatre ans à préparer et à machiner, et à laquelle, nous, nous n'avions même pas songé quarante-quatre mois. En huit mois, tout le temps perdu fut presque regagné. On saura un jour le prodigieux effort d'improvisation, d'invention, d'activité, que la France tout entière a fourni depuis huit mois. Sans méconnaître le moins du monde tout ce qu'elle a dû à ses alliés, on devra avouer qu'elle s'est surtout sauvée elle-même. Sur plus d'un point essentiel, nous étions, au début de la guerre, très inférieurs à nos adversaires; nous leur sommes maintenant au moins égaux, souvent supérieurs, et, pourtant, leurs usines et leurs arsenaux, à eux aussi, n'ont point chômé depuis huit mois. On conte que notre artillerie lourde les désespère aujourd'hui, tout autant que notre artillerie de campagne; et si, parfois, nos réserves de munitions ont jadis été insuffisantes, nous pouvons maintenant être aussi prodigues de nos obus et de nos balles qu'ils l'ont été, au début, à notre égard, — et sans avoir la crainte de voir le cuivre nous manquer un jour.

Ces observations, qui sont aujourd'hui familières au bon sens français, justifient l'endurance allègre dont font preuve nos soldats dans les tranchées, et la patience dont la population civile ne s'est guère départie durant ces huit mois de guerre et d'invasion; mais peut-être ne suffisent-elles pas à les expliquer entièrement. La raison, le bon sens, — l'Allemagne nous le prouve assez tous les jours, — ce n'est pas toujours ce qui guide les peuples; et l'endurance et la patience, qui passaient pour des vertus germaniques, n'étaient point, jusqu'à présent, considérées comme des vertus particulièrement françaises. Devons-

nous y voir des qualités toutes nouvelles, et comme inédites, issues de cette grande crise par une sorte de création spontanée? Ou des qualités cachées jusqu'à présent dans la profondeur obscure de nos réserves ethniques, et qui n'avaient pas encore eu l'occasion de se manifester? Ou des qualités acquises et qui témoignent tout simplement de la merveilleuse facilité de transformation que possède le tempérament français? Qu'on adopte l'une ou l'autre de ces hypothèses, une chose est sûre, et un fait indéniable. Mal, ou tout au moins médiocrement préparée à une guerre effroyable, dont le succès dépendait presque uniquement de sa force de résistance, puisqu'elle devait presque seule supporter tout le premier choc, la France a résisté; elle a « tenu » avec une vigueur d'héroïsme, avec une souple ténacité, avec une patience indomptable sur laquelle ses amis, et nous-mêmes peut-être, à certaines heures, nous n'osions pas trop compter. Elle a, pour le passé, mérité toutes les admirations qu'on nous a prodiguées, et, pour l'avenir, justifié toutes les espérances.

Ce qui est sûr encore, c'est que la France vient de vivre une heure unique, une heure incomparable de son histoire. Je doute qu'il y en ait eu de plus décisive depuis Jeanne d'Arc. Dans l'un et l'autre cas, ce qui était en jeu, c'était l'existence même de la patrie : *to be or not to be*. Ce qu'il s'agissait uniquement de savoir, c'était, au XVe siècle, si la France deviendrait une vassale de l'Angleterre, et, au XXe, une vassale de l'Allemagne. La seconde perspective était, pour mille raisons, de nature à nous faire frémir plus que jadis la première. Devenir Allemand, pour un Français d'aujourd'hui, quelle humiliation, quelle régression, et quelle déchéance! Quel est celui d'entre nous qui, si ce monstrueux cauchemar avait pris corps, eût trouvé désormais quelque douceur à vivre? La France a si nettement senti toute la gravité de la menace qu'elle s'est soulevée tout entière dans un sursaut de dégoût, d'indignation et d'effroi. L'Allemagne s'imaginait trouver devant elle une nouvelle Pologne à démembrer : elle eut affaire à une nation unie, résolue, disciplinée, qui avait des chefs et qui leur obéissait. Et toute la force et toute la ruse allemandes n'ont pu rompre ce rigide faisceau de volontés vivantes. Une fois encore, la France s'est dressée comme une personne morale qui veut vivre, qui est digne de vivre, et dont le monde a besoin pour vivre. Depuis

quarante-quatre ans que, meurtrie, humiliée, mutilée, déchue de son rang de première Puissance, la France ne tenait plus, dans les conseils de l'Europe, le fier et généreux langage qu'elle tenait jadis, le monde a pu s'apercevoir que la moralité internationale avait singulièrement baissé, et que les grandes causes idéalistes ne trouvaient plus guère de champion. Après quarante-quatre ans écoulés, l'occasion s'est offerte pour elle de donner toute sa vraie mesure, de ressaisir, avec son ancien prestige, le rang qu'une défaite accidentelle lui avait fait perdre, de reconquérir la pleine liberté de sa mission civilisatrice. La France a répondu virilement à l'appel de la destinée. Elle a accepté le pari que la Providence lui proposait. Elle l'a déjà plus d'à moitié gagné. Aidée de ses puissans et généreux alliés, elle achèvera, tout en se délivrant elle-même, de libérer l'univers du joug odieux et brutal qui pesait sur lui. Dans cette humanité qui, depuis un demi-siècle, n'était que le règne de la force, elle s'efforcera, suivant sa tradition séculaire, de faire régner un peu plus de justice. Elle dépouillera cette mentalité de vaincue qui était la vraie cause de toutes ses discordes civiles : l'union sacrée, qui a fait sa force devant l'ennemi, devra survivre à la victoire. Une France agrandie, une France respectée, une France unanime dans une Europe purifiée et pacifique, ô vous, jeunes gens qui êtes aujourd'hui couchés dans les plaines de la Marne, de l'Alsace ou des Flandres, c'est pour cette grande œuvre réparatrice que vous avez donné héroïquement votre vie. Ce spectacle que vous ne verrez pas, nous voulons l'offrir longtemps au monde. Nous ne serions pas dignes de vous, si de nos propres mains désormais nous nous déchirions nous-mêmes. Nous n'aurions pas dû accepter votre sacrifice, si nous étions résolus à le rendre inutile par l'obstination de nos vieilles, de nos absurdes querelles. Mais non, votre sang n'aura pas coulé en vain. Nous avons compris l'austère leçon qui se dégage de vos tombes si fraternellement unies. Nous continuerons, nous achèverons votre œuvre. Si, en dépit des deuils, des misères et des ruines, nous sommes fiers d'avoir vécu les heures que nous venons de vivre, c'est que nous sommes sûrs que la France victorieuse saura prolonger le miracle français.

Victor Giraud.

AUTOUR DE LA CRISE DE 1875

NOTES ET SOUVENIRS

I

L'épisode qui est entré dans l'Histoire sous le nom de « Crise de 1875 » semblait complètement oublié lorsque, il y a quelques mois, a éclaté la guerre. Elle a eu pour conséquence d'en faire, quoique vieux de trente années, un objet d'actualité, au même titre que d'autres épisodes analogues qui se sont succédé depuis comme pour prouver à la France que la menace allemande restait toujours suspendue sur sa tête.

Cette situation si douloureuse pour elle commença à se dessiner après la signature du traité de Francfort et la libération du territoire français; elle prit corps durant les deux années suivantes et atteignit son point le plus aigu au printemps de 1875. Lorsqu'elle se fut dénouée pacifiquement en des circonstances qu'il est opportun de rappeler aujourd'hui, on pouvait espérer que nous ne reverrions plus rien de pareil. Mais, à l'heure où nous sommes, en évoquant le souvenir des querelles qu'à plusieurs reprises nous a cherchées l'Allemagne avant de jeter le masque et en les rapprochant de la crise de 1875, nous sommes obligés de reconnaître que celle-ci ne fut ni le dénouement libérateur d'un état de choses qui menaçait de devenir tragique, ni un épilogue, mais un prologue, ou pour mieux dire le premier acte de la tragi-comédie que commençait à jouer l'Allemagne en vue de nous tromper sur ses intentions futures, qui ne se sont entièrement dévoilées qu'à la fin de juillet 1914.

S'il n'est pas rigoureusement démontré qu'à l'époque lointaine vers laquelle je convie mes lecteurs à me suivre, le prince de Bismarck a voulu la guerre, ses défenseurs eux-mêmes ont avoué qu'il ne négligea rien pour nous faire croire qu'il la voulait et que d'ailleurs, autour de lui, dans le parti militaire prussien, elle était ardemment souhaitée, bien que l'empereur Guillaume Ier, vieux, fatigué et jaloux de se reposer sur ses lauriers, y fût résolument hostile. Tous les Cabinets européens ont été convaincus alors qu'il s'en est fallu de bien peu qu'elle n'éclatât, et qu'elle n'avait été évitée que grâce à l'intervention de la Russie et de l'Angleterre.

Néanmoins, quelque imminent qu'eût été le péril, c'est seulement en 1879 que les péripéties de l'événement furent révélées par un récit que publia sans signature le *Figaro*. J'en étais l'auteur, et je devais d'avoir pu l'écrire aux bienveillantes communications du duc Decazes, qui avait dirigé de 1873 à 1877 notre département des Affaires étrangères. Au moment où ce récit était l'objet des commentaires des journaux français et des violens démentis des journaux allemands, j'eus le regret de voir certains organes de la presse parisienne mettre en doute mes affirmations pour des motifs tirés de notre politique intérieure, sur lesquels il n'y pas lieu de revenir aujourd'hui.

J'avais eu soin, cependant, de mentionner dans ma relation un fait bien propre à justifier mes dires. Le 11 mai 1875, c'est-à-dire au lendemain de la crise, le duc Decazes ayant été amené à en exposer les détails dans une sous-sommission du budget que présidait Gambetta, celui-ci, se faisant l'organe de la majorité de ses collègues, l'avait chaudement félicité, au grand dépit d'un membre de la sous-commission, appartenant à l'Extrême Gauche, que mécontentait ce témoignage flatteur adressé au gouvernement du Septennat. Cet intransigeant avait même tenté de tendre un piège au ministre et, dans l'espoir d'ouvrir un débat sur ses explications, l'avait invité à les recommencer. Mais le président s'y était opposé.

— Des explications de cette nature, une fois données, ne se recommencent pas, avait-il dit; c'est tant pis pour ceux qui ne les ont pas entendues.

Ce n'est pas seulement sous cette forme qu'il avait exprimé à Decazes la reconnaissance qui lui était due pour l'habileté avec laquelle il avait conjuré le danger. Aux élections de 1876, c'est

à son influence que le ministre des Affaires étrangères avait dû d'être nommé dans le VIIIe arrondissement de Paris.

Ces faits, dont la véracité ne fut pas contestée et ne pouvait l'être, étaient décisifs et attestaient celle de mon récit. Mais il semble bien qu'en 1879 ils étaient oubliés. Quant à la crise elle-même, alors que la presse allemande s'évertuait à démontrer qu'elle n'avait existé que dans l'imagination fantaisiste du narrateur, la presse britannique et notamment le *Times* et la *Revue d'Édimbourg* en affirmaient la réalité. Les journaux aux gages du prince de Bismarck cessèrent bientôt, par ordre, leurs dénégations, et le silence imposé à ses reptiles par le chancelier parut vouer ces incidens à l'oubli. Mais, quelques années plus tard, ils étaient subitement remis en lumière par la publication des papiers du général Le Flô, notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg au moment de la crise, et de ceux du regretté Charles Gavard qui, à la même époque, représentait la France à Londres comme chargé d'affaires. Ces documens aussi précieux que révélateurs, tout en confirmant mon premier récit, me permirent de le compléter et de le rendre à peu près définitif (1).

Depuis cette époque, les souvenirs du vicomte de Gontaut-Biron sur son ambassade à Berlin, livrés à la publicité par ses héritiers après avoir été l'objet d'une étude du duc de Broglie, les mémoires du prince de Hohenlohe et quelques pages insérées par M. Gabriel Hanotaux dans son *Histoire de la France contemporaine*, sans rien ajouter d'inédit à ma relation, l'ont confirmée de tous points et ont achevé de démontrer que la crise de 1875 s'était bien déroulée telle que je l'avais racontée. Il était donc vrai qu'en 1875, nous avions été à deux doigts de la guerre. Mais, comme le pays n'en avait acquis la certitude que longtemps après, la crise ne lui parut pas aussi grave qu'elle l'avait été et, ainsi que je l'ai dit en commencant, elle entra promptement dans le domaine des choses dont on ne parle plus. J'ai maintes fois constaté depuis que c'est seulement dans les milieux diplomatiques que le souvenir n'en était pas entièrement effacé.

Si j'ai jugé opportun de le rappeler aujourd'hui, ce n'est pas seulement parce que la guerre de 1914 lui a rendu son actualité, c'est aussi parce qu'il nous fournit la preuve que, dès le lendemain de nos revers, à l'aube de cette période de quarante

(1) Voyez mon *Histoire de l'Alliance franco-russe*, Paris, Ollendorff, 1894.

années, durant laquelle tant d'incidens menaçans devaient se produire entre la nation victorieuse et la nation vaincue, révélateurs des convoitises inassouvies de l'une et des indomptables espoirs de l'autre, la politique du gouvernement impérial d'Allemagne dominé par la volonté du tout-puissant chancelier consistait déjà à tenir la France sous la menace de la guerre. Cette politique, Guillaume II, disciple digne d'un tel maître, l'a continuée et même aggravée en lui imprimant des développemens que le professeur était bien loin de prévoir et, s'il n'y a pas toujours déployé la même habileté que lui, il s'est inspiré comme lui, pour la diriger et en recueillir tous les fruits, de cet esprit d'envie et de haine dont, au cours des siècles, les manifestations successives plus ou moins retentissantes, plus ou moins fécondes en résultats, caractérisent toute l'histoire de la Prusse, de telle sorte qu'à quarante ans du complot ourdi par Bismarck contre la France, c'est encore sa main qu'on aperçoit dans la terrible guerre déchaînée par son impérial élève.

Le traité de Francfort à peine signé, le gouvernement d'Allemagne regrettait déjà de n'avoir pas imposé à la France des conditions plus onéreuses. Le parti militaire reprochait au prince de Bismarck d'avoir laissé Belfort aux mains du vaincu. C'était, disait-on, « une épine dans les chairs de l'Allemagne. » Autour même du chancelier, on déplorait qu'il se fût contenté d'une indemnité de cinq milliards. En voyant le gouvernement de Thiers acquitter sa dette par anticipation et si facilement, le vieil empereur lui-même ne dissimulait qu'imparfaitement le regret de n'avoir pas exigé davantage. Ce regret ne laissait pas de se faire jour dans les félicitations qu'il adressait à l'ambassadeur de France, le vicomte de Gontaut-Biron, lorsque celui-ci lui annonçait que l'indemnité serait complètement payée à brève échéance.

— C'est admirable, lui disait-il, c'est merveilleux qu'au lendemain de vos désastres, vous soyez si vite en état de les réparer !

Et l'accent dévoilait que l'admiration se doublait de beaucoup de convoitise.

Bien que le chancelier défendit comme son œuvre le traité qu'il avait signé, il n'était pas loin de penser comme son souverain. On l'entendra plus tard déclarer que, s'il ne s'est pas décidé à la guerre en 1875, alors que le parti militaire croyait à la

probabilité de la victoire sur la France, c'est parce qu'il a craint que les Puissances qui ne l'avaient pas secourue en 1870, cette fois ne restassent pas neutres : « Convaincu qu'il y a pour la Russie, notamment, une limite au delà de laquelle elle ne permettra pas qu'on diminue l'influence de la France, il croit que cette limite a été atteinte par le traité de Francfort. » Il pense même qu'en Russie, « on se demande si, en 1870, on a eu raison de ne pas intervenir. »

Il est d'ailleurs assez difficile, à cette époque, de savoir exactement ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas, tant ses propos sont souvent contradictoires. Mais ce qu'ils expriment surtout, c'est la crainte que les Français ne se relèvent avec trop de rapidité. Dans son langage comme dans ses actes, il apparaîtra qu'il s'est donné pour but principal de les empêcher de se relever. Cette crainte se trahit surtout dans la multiplicité des exigences qu'il oppose au désir du gouvernement français de libérer le pays par anticipation de la présence des armées allemandes qui doivent y rester, tant que l'indemnité de guerre ne sera pas payée. Peut-être se demande-t-il s'il est plus profitable à l'Allemagne de toucher immédiatement le total de l'indemnité que doit lui payer le vaincu que de rester sur le territoire qu'elle détient à titre de garantie, puisque, en y restant, elle mettrait obstacle à son trop rapide relèvement.

Les cinq milliards encaissés, il ne désarme pas; il entre dans la voie des procès de tendance : « Nous voulons la paix, affirme-t-il, mais si les Français poussent leurs armemens de façon à être prêts dans cinq ans et qu'ils soient résolus à nous attaquer au bout de ce temps, nous leur déclarerons la guerre dans trois ans. » Ce propos est tenu au commencement de 1874, alors que le gouvernement français multiplie les preuves les plus éclatantes de son désir de paix. Sur la sourde irritation dont le chancelier est animé et sur ses desseins futurs, les aveux écrits par le prince de Hohenlohe, au moment où il va partir pour Paris en qualité d'ambassadeur d'Allemagne, jettent une lumière révélatrice :

« Il est évident, écrit-il, que Bismarck ne veut pas que la France se consolide, parce qu'en se consolidant, elle trouverait plus facilement des alliés. Il ne croit pas que Thiers en eût trouvé, et le reproche qu'il fait à Arnim, c'est de n'avoir pas empêché son renversement ou, tout au moins, de ne l'avoir pas

soutenu, parce que l'Allemagne avait tout profit à le voir rester en place. De Moltke est du même avis que lui. »

Prévoyant la chute de la République, Bismarck dit nettement que l'intérêt de l'Allemagne est le rétablissement des Bonaparte qui, selon lui, sont moins à redouter que les Orléanistes, lesquels cependant le seraient encore moins que le Comte de Chambord. Mais il considère que ce dernier est complètement abandonné. Déjà, au moment où, dans l'Assemblée de Versailles, on discutait la question du service obligatoire, le chancelier déclarait déjà « qu'il ne fallait pas laisser aux Français le temps de se rendre dangereux. » S'il renonça à envoyer au gouvernement de la République un ultimatum lui défendant de laisser voter la nouvelle loi militaire, nous savons qu'il en eut un moment l'idée. Ce qui ne cesse de le hanter, c'est le désir d'empêcher la France de devenir assez puissante à l'intérieur et assez respectée à l'étranger pour trouver des alliances. Il déclarera cyniquement que la République en proie à des troubles intérieurs, c'est la paix garantie. Il reconnaît cependant qu'une République forte serait, à tous les points de vue, un dangereux exemple pour l'Europe monarchique ; mais il estime que la meilleure solution pour l'Allemagne, c'est que la situation en France reste ce qu'elle est. S'il devait y avoir un changement, c'est encore le rétablissement des Bonaparte qui ferait le mieux l'affaire de l'Allemagne. « Ils rencontreraient des difficultés. » Il pousse si loin cette démonstration qu'Hohenlohe lui demande quelle conduite, une fois à Paris, il devra tenir à l'égard des Bonapartistes.

— Rien pour eux, rien contre eux, répond Bismarck. La République la plus rouge nous serait encore plus profitable que la monarchie, qui rendrait la France capable de s'allier.

Ainsi éclate à tout propos son incroyable ressentiment à l'égard du vaincu. A peine est-il besoin de faire remarquer en passant que son langage n'est pas à l'honneur de sa prévoyance. Qu'il redoute une revanche prochaine ou que, pour les besoins de sa politique, il feigne de la redouter, ce n'est pas là ce qui peut surprendre, étant donné ce que nous savons de sa nervosité, de sa violence naturelle et de son esprit de ruse. Ce qui étonne de la part d'un homme d'État de sa trempe, c'est qu'il pose comme principe que la France républicaine sera toujours hors d'état de trouver des alliés. Il ne peut ignorer cependant combien les

prévisions humaines sont souvent démenties. Du reste, il a vécu assez longtemps pour voir la République contracter une alliance avec le gouvernement le plus autocratique du monde. Il a dû reconnaître ce jour-là qu'il se trompait en 1874, lorsqu'il considérait la République française comme vouée à l'isolement.

Il n'était pas plus heureux dans ses appréciations, lorsqu'il attribuait à la France des intentions belliqueuses. Saignant encore de ses défaites, s'efforçant d'en réparer les suites, uniquement attachée à reprendre son rang de grande Puissance, et non moins soucieuse de convaincre l'Europe qu'elle voulait la paix dont elle avait besoin, elle ne s'était jamais montrée moins disposée à la guerre. Toutefois, sa ferme volonté à cet égard se doublait du désir énergique et légitime de se préparer dans l'avenir à se défendre, si elle était attaquée. Les visées que lui attribuait le chancelier étaient donc sans fondement. Mais il jugeait bon d'intervertir les rôles et de nous prêter ses propres pensées. La haine et la peur l'aveuglaient et il se laissait emporter par le dessein qu'il poursuivait de tenir les Français sous la botte allemande jusqu'au jour où, profitant de quelque imprudence commise par eux, il les écraserait. Quel qu'ait été le sentiment dont s'inspirait alors son attitude, on l'entend parler à tout propos de la nécessité de la guerre. Comme il la croyait prochaine, il estimait qu'il était de l'intérêt de l'Allemagne de la provoquer avant que la France fût en état de la déclarer.

— L'attitude de Bismarck à l'égard de la France est provocante, disait sir Morier, envoyé d'Angleterre à Munich; il veut entraîner la France dans une guerre.

L'empereur Guillaume ne pensait pas autrement. Parlant en confidence à Hohenlohe, il se défendait de vouloir reprendre les armes.

— Je ne veux pas en entendre parler, s'écriait-il; je suis trop vieux pour recommencer la guerre. Mais je crains que le chancelier ne m'y amène insensiblement.

La conduite de Bismarck ne justifiait que trop cette crainte; il cherchait tous les prétextes pour créer des difficultés entre Paris et Berlin, comme par exemple lorsque, au commencement de l'année 1875, il attribuait au gouvernement français le projet d'acheter en Allemagne dix mille chevaux à n'importe quel prix, avec cinquante francs de commission par tête pour les

intermédiaires, affirmait que les marchés étaient déjà conclus, et prenait ses mesures pour en empêcher l'exécution, en même temps qu'il demandait à Paris des explications sur ces achats. Comme les rumeurs propagées à cet égard étaient inexactes, l'affaire n'eut pas de suites. Mais les soupçons du chancelier démontraient une fois de plus que tous les moyens lui étaient bons pour entraver le relèvement de la France et l'empêcher de redevenir une puissance militaire. Il est vrai que si, l'année précédente, il paraissait convaincu que la France républicaine ne trouverait pas d'alliés, il commençait maintenant à penser le contraire. C'est alors qu'il disait à Hohenlohe :

— L'alliance Autriche-Italie-France n'est pas à craindre. Nous sommes de taille à lui faire face... Plus sérieuse serait l'alliance franco-russe.

Mais après avoir exprimé cette opinion, il se reprenait en alléguant qu'un rapprochement entre la Russie et la France n'était pas réalisable.

II

Éclairé sur les dispositions du chancelier par notre ambassadeur à Berlin, le gouvernement français en ressentait les plus vives inquiétudes. Ne pouvait-on tout craindre d'un homme qui n'était pas maître de ses nerfs, et dont les pensées restaient presque toujours mystérieuses? La campagne persécutrice qu'il avait entreprise contre le clergé catholique allemand lui causait les plus cruels soucis. En Allemagne, elle avait suscité de graves mécontentemens, et les Puissances s'accordaient à y voir un péril redoutable. Elles soupçonnaient le chancelier de chercher dans la guerre un dérivatif à ses difficultés intérieures et aux déceptions diplomatiques que lui créait sa politique persécutrice. L'ambassadeur d'Angleterre à Berlin disait en parlant de lui :

— Cet homme est le perturbateur de l'Europe.

Ce n'est pas seulement dans la bouche des diplomates étrangers que cette accusation trouvait un écho. Elle se propageait dans les milieux catholiques de l'Empire allemand, et notamment en Bavière où la campagne antireligieuse du chancelier provoquait des colères dont le particularisme bavarois non encore apaisé se faisait une arme contre lui. Mais il ne

désarmait pas. L'approbation tacite qu'il donnait aux excitations du parti militaire fournissait la preuve que, de plus en plus, il inclinait à se rallier aux vues de ce parti et à réaliser ses projets belliqueux.

Toutefois, pour en justifier la réalisation aux yeux de l'Europe, il fallait un prétexte. Le prétexte lui fut fourni au mois de mars. Le 12 de ce mois, l'Assemblée nationale française votait la loi de réorganisation militaire connue sous le nom de « loi des cadres. » On se rappelle qu'elle avait pour objet d'augmenter d'un bataillon nos régimens d'infanterie. Mais il était entendu que désormais chaque bataillon, au lieu de compter comme par le passé six compagnies, n'en compterait plus que quatre. La nécessité d'utiliser un nombre assez considérable d'officiers, restés sans emploi après la guerre, avait dicté cette mesure qui, tout en augmentant le nombre des bataillons, ne changeait rien aux effectifs numériques de l'armée. Du reste, en eût-il été autrement, le gouvernement français n'en eût pas moins été dans son droit, aucune disposition du traité de Francfort ne s'opposant à la reconstitution de ses forces défensives si gravement atteintes par la guerre de 1870. Mais de ce droit, qui ne pouvait lui être contesté, il n'usait pas dans la loi nouvelle. La transformation de ses régimens ne pouvait être interprétée comme la préparation à une attaque contre l'Allemagne. Tel fut cependant le prétexte que saisit le chancelier pour exciter contre la France les organes officieux de la presse germanique.

La *Post* de Berlin, la *Gazette de Cologne*, la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, dénonçaient ce qu'elles appelaient les armemens de la France. L'un de ces journaux demandait si la guerre était en perspective et répondait affirmativement à la question qu'il s'était posée. Un autre déclarait que l'augmentation apportée à l'effectif par la nouvelle loi était « colossale » et que ce fait, rapproché du vote de la Constitution qu'on pouvait considérer comme la fin de la lutte des partis, devait ouvrir les yeux à l'Allemagne. Les autorités militaires prussiennes ne tenaient pas un autre langage. Elles alléguaient que, la guerre étant inévitable, l'intérêt de l'Allemagne lui commandait de prendre l'offensive avant que la France fût en état de l'attaquer. Aussi violente qu'inattendue, cette levée de boucliers prenait de telles proportions que les feuilles anglaises se demandaient

si l'on cherchait à pousser la France à un coup de tête. Le soulèvement de la presse germanique s'aggravait bientôt du langage alarmant que les représentans de l'Allemagne à l'étranger tenaient dans les capitales où ils étaient accrédités. Ils feignaient de croire que la France se préparait à la guerre; partout, ils faisaient montre de la plus vive inquiétude. Le prince de Bismarck poussait cette comédie plus loin encore. Par ses ordres, l'un de ses familiers, le comte de Radowitz, partait pour Saint-Pétersbourg, chargé d'attirer l'attention du gouvernement russe sur les intentions non équivoques du gouvernement français. Le chancelier de Russie, prince Gortchakoff, voyait un matin l'envoyé de Bismarck entrer dans son cabinet, la mine bouleversée, essoufflé, important, agité, et comme le prince lui demandait à quelle circonstance il devait le plaisir de le recevoir, Radowitz répondait :

— J'ai pour mission de vous ouvrir les yeux.

Et, en quelques phrases préparées d'avance, il essayait de lui faire toucher du doigt les périls dont la France menaçait la paix de l'Europe. Il est dit dans un rapport que le chancelier de Russie accueillit par un éclat de rire cette communication. Mais Radowitz était chargé d'en faire une autre au chancelier russe et de lui demander à quelles conditions le Cabinet de Saint-Pétersbourg consentirait, si la guerre éclatait entre la France et l'Allemagne, à ne pas intervenir. S'il laissait à celle-ci les mains libres, il pourrait faire en Orient tout ce qu'il voudrait. Au début de ce suggestif entretien, le chancelier s'était contenté de rire. Mais, en réponse à la question qui lui était posée, il se récusa en objectant en toute simplicité que la Russie n'avait aucun désir d'agrandissement, qu'elle n'entendait pas s'engager pour le présent et encore moins pour l'avenir. Mais, désormais, il était fixé sur le caractère provocateur des projets allemands.

La propagande du Cabinet de Berlin à travers l'Europe témoignait de l'agitation du prince de Bismarck. Elle était devenue si visible que ses familiers la constataient et s'en alarmaient. L'un d'eux, le comte de Munster, ambassadeur d'Allemagne à Londres, avouait au comte de Jarnac, ambassadeur de France, que les nerfs du chancelier étaient bien ébranlés et qu'il avait besoin de quelques mois de repos. Le chancelier le reconnaissait lui-même : à diverses reprises, il

avait manifesté l'intention de prendre un congé. Mais, ici encore, il ne disait pas la vérité, ainsi qu'on peut s'en rendre compte en se rappelant que la lutte entreprise par lui contre le clergé catholique d'Allemagne était entrée dans sa période la plus active. Elle nécessitait impérieusement sa présence à la tête des affaires et d'autant plus que dans sa hâte d'atteindre le but qu'il s'était proposé, il s'efforçait d'intimider les pays où des manifestations contre sa politique s'étaient produites. Déjà, il s'était plaint vivement au Cabinet de Paris des lettres écrites par l'épiscopat français à l'épiscopat allemand pour rendre hommage à sa résistance et pour l'encourager. Maintenant, il s'en prenait à la Belgique et à l'Italie où l'attitude du clergé avait été la même qu'en France. Il adressait aux deux gouvernemens de vives protestations. A la Belgique, il rappelait les devoirs de la neutralité en lui laissant entendre que cette neutralité était violée par les mandemens des évêques belges. A Rome, il ne se montrait pas moins exigeant. Le Pape ayant blâmé publiquement la conduite du Cabinet de Berlin, le chancelier prétendait rendre responsable le gouvernement de Victor-Emmanuel du langage de Pie IX. Comme le Quirinal lui objectait que la loi des garanties, qui a consacré l'indépendance du Saint-Siège, ne lui permettait pas d'intervenir, il demandait que cette loi fût modifiée, et que le Souverain Pontife, traité comme un simple évêque, reçût l'ordre de ne plus écrire de discours désagréables au Cabinet de Berlin. Mais l'Italie et la Belgique ne se laissaient pas intimider, assurées d'ailleurs de l'appui du gouvernement anglais. Alors s'engageaient des négociations laborieuses, à l'issue desquelles Bismarck était obligé de constater qu'en dépit de ses exigences, il n'avait rien obtenu de ce qu'il voulait et n'obtiendrait rien.

Toutes ces démarches avaient leur écho à Paris où nos agens les faisaient connaître. Le gouvernement français ayant fait appel au patriotisme de nos évêques, ceux-ci n'avaient pas renouvelé à l'épiscopat allemand les témoignages de leur sympathie et, sur ce point, l'agitation de Bismarck avait paru se calmer en ce qui touchait la France. Mais, sur la question des armemens, il continuait à exercer ses tentatives d'intimidation. Les rapports de nos agens apportaient au duc Decazes, ministre des Affaires étrangères, des preuves non équivoques de la campagne diplomatique entreprise à travers l'Europe par l'Alle-

magne contre la France. Les propos que répétaient ces rapports ne pouvaient laisser aucun doute sur les intentions belliqueuses du parti militaire allemand et sur les dispositions malveillantes du chancelier.

Dans une lettre écrite par un diplomate étranger au gouvernement français, il était dit : « Vous serez attaqués au printemps. » Dans une autre : « La guerre est remise au mois de septembre. » Le langage du vicomte de Gontaut-Biron, notre ambassadeur à Berlin, n'était pas plus rassurant, non qu'il crût que le désir de nous attaquer fût général dans le monde gouvernemental d'Allemagne, ni que les menaces de guerre dussent être suivies d'effet à une date prochaine, mais parce que les attaques de la presse allemande, les tiraillemens de l'Empereur avec son chancelier et les excitations du parti militaire constituaient à son avis une situation grosse de périls, alors surtout que le chancelier, loin d'apaiser les différends, semblait prendre plaisir à les laisser se développer, notamment lorsqu'il faisait imprimer dans les feuilles à ses gages que, seul avec le feld-maréchal de Moltke, « il pourrait décider quand le moment serait venu de donner le choix à la France entre le désarmement ou la guerre. » Partout où Gontaut s'appliquait à rechercher la vérité, chez les diplomates comme chez les militaires, il entendait gronder la menace. Tel était l'état des choses au commencement du mois d'avril.

Il ne semble pas cependant, que l'opinion publique en France s'en soit, alors, très vivement alarmée. On pourrait s'en étonner, si l'on ne se rappelait qu'elle n'avait pu encore le soupçonner que par les propos des journaux germaniques et que ceux-ci, depuis la fin de la guerre, avaient si souvent fait preuve, à notre égard, de violence, d'injustice et de mauvaise foi, qu'on s'était accoutumé à les laisser égrener le chapelet de leurs calomnies sans trop s'en émouvoir : c'était un orage passager plus bruyant que dangereux. Mais le gouvernement, mieux informé, ne pouvait s'associer à cet optimisme.

Sans connaître encore complètement l'objet de la mission de Radowitz à Saint-Pétersbourg, il en avait eu vent; il savait qu'à Munich, les généraux bavarois se réunissaient pour conférer en vue d'une guerre éventuelle. Lefebvre de Béhaine, notre chargé d'affaires en Bavière, lui avait fait part d'un entretien qu'il venait d'avoir avec le président du Conseil de ce pays.

Il savait par cette voie que le chancelier, alléguant que la France cherchait une revanche, voulait la prévenir :

— Récemment, avait dit ce haut fonctionnaire, il a songé à vous forcer à prendre la moitié de la Belgique et à entrer dans une ligue contre la Papauté. Aujourd'hui, il entend vous interdire de vous réorganiser militairement. Il laisse la Russie libre en Orient, et comme, seule, elle pourrait s'interposer entre lui et vous, il a tenté de la désintéresser.

C'est ainsi que le gouvernement français voyait se confirmer ses soupçons sur le caractère et le but du voyage en Russie du comte de Radowitz. Il est vrai qu'on n'ignorait plus que ce diplomate avait échoué dans sa mission. A Vienne, le comte Andrassy, chef du gouvernement, l'avait annoncé au comte d'Harcourt, ambassadeur de France, et l'information avait été confirmée par les paroles suivantes du chancelier russe répétées à Paris :

— J'en suis encore à me demander pourquoi on m'a envoyé Radowitz. Je n'y comprends rien. En tout cas, il a pu constater que non seulement la Russie ne fera pas la guerre, mais encore qu'elle s'y opposera.

Des informations non moins rassurantes étaient arrivées de Londres. Lord Derby avait dit au chargé d'affaires de France qu'il ne pouvait croire que Bismarck eût formé le dessein d'attaquer la France.

— Une semblable agression soulèverait une réprobation générale. Le gouvernement anglais ne manquera pas à son devoir. Je vous donne à cet égard toutes les assurances que peut donner un ministre constitutionnel. J'ai déclaré au comte de Munster que je ne pouvais prendre au sérieux les rumeurs qui circulent au sujet des prétendues intentions de l'Allemagne. On n'a rien à reprocher à la France, et les raisons qu'on invoque contre elle sont un prétexte, car on ne saurait contester la sagesse de votre gouvernement. M. de Bismarck n'a pas d'intérêt à entretenir en Europe les alarmes auxquelles elle est livrée.

III

Ces incidens si gros de menaces s'étaient déroulés sans que l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, le général Le Flô, eût pu les connaître; il était alors en congé. C'est seulement au

commencement d'avril, en traversant Paris pour regagner son poste, que les communications qui lui furent faites lui permirent d'en mesurer la gravité. Les rapports et les documens secrets dont il eut connaissance ne laissaient aucun doute sur les projets malveillans de l'Allemagne. Les instructions qui lui furent données s'inspiraient de l'espoir qu'avait conçu le gouvernement français que la Russie ne laisserait pas s'exécuter ces projets. Au surplus, elles étaient vagues et brèves : on s'en remettait à son patriotisme, à son habileté, à son zèle comme à la bienveillance personnelle que lui témoignait le Tsar, pour conjurer le péril dont la France était menacée.

A peine arrivé à son poste, cette bienveillance se manifesta par une visite toute de courtoisie que lui fit le prince Gortchakof. Tout naturellement, l'attitude quasi comminatoire du Cabinet de Berlin défraya la conversation. Le chancelier connaissait par le prince Orloff, ambassadeur de Russie à Paris, les craintes du gouvernement français. Mais il les croyait exagérées. Il laissa cependant entendre au général Le Flô que, s'il était démontré qu'elles avaient un fondement, l'empereur Alexandre, qui devait prochainement faire une visite à Berlin, saurait y tenir un langage ferme et clair. C'en était assez pour rassurer le général Le Flô, et d'autant plus qu'il avait emporté de Paris la conviction que l'Angleterre était dans les mêmes dispositions que la Russie.

En le quittant, le chancelier russe lui avait dit :

— Rendez-vous forts, très forts.

Peu de jours après, dans un entretien qu'il eut avec le Tsar, il put se convaincre que le prince Gortchakoff avait traduit exactement la pensée de son maître. Comme l'ambassadeur faisait allusion aux « points noirs » que se plaisait à multiplier en Europe le prince de Bismarck, l'Empereur avoua qu'il déplorait la conduite du chancelier d'Allemagne. Mais il ne croyait pas que l'Allemagne voulût la guerre ; il savait même pertinemment que l'empereur Guillaume et son fils, le prince impérial, y étaient résolument opposés. Dans les intrigues très regrettables de Bismarck, il ne fallait voir que des ruses employées par lui pour mieux assurer son pouvoir en se faisant croire plus nécessaire par l'étalage de dangers imaginaires.

— En tout cas, avait ajouté le Tsar, soyez assuré que je veux la paix comme vous et que je ne négligerai rien pour qu'elle ne

soit pas troublée... Si l'Allemagne entendait entrer en campagne sans motifs ou sous des prétextes futiles, elle se placerait vis-à-vis de l'Europe dans la même situation que Bonaparte en 1810, et ce serait à ses risques et périls.

Nous ne retenons de cet entretien que ce qui était de nature à rassurer complètement le général Le Flô quant à la crise provoquée par le Cabinet de Berlin, et, pour ne pas allonger ce récit, nous passons sous silence d'autres propos tenus par l'Empereur, lesquels ont pu être considérés depuis comme le premier germe de l'alliance franco-russe.

Tandis que le général Le Flô recueillait à Saint-Pétersbourg les témoignages de la sympathie impériale, à Paris on était toujours dans les transes. Tout faisait craindre un ultimatum allemand mettant la France en demeure de renoncer au développement de sa puissance militaire. Dans le gouvernement, on se demandait s'il ne valait pas mieux répondre aux exigences de l'Allemagne en désarmant que de s'exposer à une agression dont les conséquences étaient faciles à prévoir. C'était se placer entre l'humiliation et la guerre. Le duc Decazes ne croyait pas impossible d'éviter l'une et l'autre. Il avait fait appel à la Russie et à l'Angleterre, et il estimait qu'il fallait au moins attendre le résultat de cette double démarche. Mais l'attente était cruelle. A tout instant, quelque incident inattendu venait l'assombrir.

Il en est un notamment qu'il y a lieu de rappeler, car il trahissait lumineusement la pensée allemande. Dans une de ses dépêches, Gontaut-Biron rendait compte des singuliers propos que, dans une conversation familière, lui avait tenus Radowitz.

— Pouvez-vous assurer, lui avait demandé ce confident du chancelier, que la France, regagnant son ancienne prospérité, ayant réorganisé ses forces militaires, ne trouvera pas alors des alliances qui lui manquent aujourd'hui, et que ces ressentimens qu'elle ne peut manquer de nourrir, qu'elle conserve très naturellement pour la prise de ses deux provinces, ne la poussent pas inévitablement à déclarer la guerre à l'Allemagne ? Si la revanche est sa pensée intime, et elle ne peut être autre, pourquoi attendre pour l'attaquer qu'elle ait repris ses forces et qu'elle ait contracté des alliances ? Convenez que politiquement, philosophiquement, *chrétiennement même*, ces déductions sont fondées et de semblables préoccupations bien faites pour guider l'Allemagne.

Dans ce langage, l'ambassadeur à qui il s'adressait, et son gouvernement, ne pouvaient que voir une menace. Du reste, à ce moment, la menace était partout, et quoique, à Paris, les relations du ministre des Affaires étrangères avec l'ambassadeur d'Allemagne fussent courtoises, elles donnaient lieu à des discussions qui, malgré leur forme cordiale, empruntaient parfois aux circonstances un caractère tragique. C'est au cours de l'une d'elles que le ministre français, après avoir démontré à son interlocuteur que la France n'excédait pas son droit en s'appliquant à organiser ses moyens de défense et que sa politique ne présentait rien que l'Allemagne pût considérer comme une provocation, protestait « durement » contre l'obstination avec laquelle on lui prêtait des pensées belliqueuses. Se laissant emporter par l'indignation, il s'était écrié :

— Non seulement nous ne vous attaquerons pas ; mais, si vous nous attaquiez, nous vous laisserions tout l'odieux de l'attaque et nous ne nous défendrions pas. Si vous nous envahissez, je conseillerai au maréchal de se retirer avec son gouvernement et ses armées sur la Loire et d'attendre, sans tirer un coup de canon, que la justice de l'Europe ou celle de Dieu se prononce sur vous.

Quelques instans après, recevant le prince Orloff, le ministre lui tenait le même langage :

— Vous ne ferez pas cela, objectait tout ému l'ambassadeur de Russie.

— Nous le ferons, c'est décidé, et l'Europe verra tranquillement, l'arme au bras, la France envahie, dévastée, et ne se défendant pas. Oui, elle verra cela. Le tolérera-t-elle ?

Un autre jour, on répétait au duc Decazes ces paroles dites par le prince de Hohenlohe à des personnes de son intimité :

— Je ne veux pas être ici au moment de la rupture. Quand j'annoncerai que je pars, vous saurez ce que cela signifie.

On peut donc comprendre combien fut vif son émoi lorsque, peu de jours après, l'ambassadeur vint lui annoncer qu'il allait prendre un congé. Il ajoutait, il est vrai, « qu'il reviendrait dans quelques jours. » Mais après ce qu'il avait dit à ses amis, pouvait-on croire à cette promesse? Cependant, il ne partit pas. A l'heure fixée pour son départ, il se présentait de nouveau au cabinet du ministre. D'un ton grave et attristé, il lui lançait ce trait :

— Je suis chargé par mon gouvernement de vous prévenir qu'il considère vos armemens comme un danger pour lui.

Jusqu'à ce jour, il avait à plusieurs reprises émis cette opinion, mais à titre purement officieux et jamais sous une forme officielle. Se refusant à prendre acte de cette communication, le duc Decazes se contenta de répondre :

— Votre gouvernement se trompe; vous le savez déjà; nous en recauserons à votre retour, et je vous aiderai à le lui prouver.

On était arrivé ainsi à la fin du mois d'avril sans que ces événemens eussent transpiré dans le grand public. Il n'en avait recueilli que quelques échos surpris dans les chancelleries et plus ou moins fidèlement répétés; il n'en avait pas mesuré la gravité. Brusquement, une lettre publiée par le *Times* vint l'initier au secret qui, jusque-là, ne lui avait pas été dévoilé.

La part qu'eut cette lettre, dans l'apaisement immédiat qui allait suivre, commande de la résumer ici. Je constate d'abord, et je peux l'affirmer aujourd'hui, qu'elle avait été écrite sous l'inspiration du duc Decazes. Elle avait pour auteur Blowitz, le correspondant parisien du journal anglais. Nous savons aussi par les mémoires du prince de Hohenlohe qu'avant de la rédiger, Blowitz était allé le consulter. L'ambassadeur allemand, bien qu'il n'osât avouer qu'il ne voulait pas la guerre, se prêta cependant à cette tentative qui, dans sa pensée, pouvait contribuer à l'éviter. Il raconte du reste que l'auteur ne tint pas compte des modifications qu'il lui avait conseillées. Mais cette réserve n'affaiblit en rien sa participation au lancement de ce ballon d'essai.

Après avoir constaté qu'il existait en Allemagne un parti de la guerre, le correspondant du *Times* énumérait les griefs de ce parti et lui attribuait l'intention de franchir la frontière française, de marcher sur Paris, de camper sur le plateau d'Avron et, ses canons braqués sur la capitale, d'exiger avec Belfort une indemnité de dix milliards payable en vingt ans avec des intérêts de 5 pour 100, sans anticipation de payement du capital. Probablement ces projets n'étaient pas destinés à se réaliser; on pouvait espérer « qu'ils rencontreraient sur leur route, en même temps que l'honneur allemand révolté, le traité que l'Empereur avait couvert de sa parole de gentilhomme. » Mais le parti de la guerre voulait sauver la patrie, compléter l'œuvre de 1871, et l'avenir était gros de menaces. Il fallait donc que l'Europe sortît de son indifférence.

Elle en était déjà sortie. L'intervention de l'empereur de Russie, les pressantes exhortations de la reine d'Angleterre à l'empereur d'Allemagne avaient produit leur effet. A Berlin, à Saint-Pétersbourg, à Londres, nos ambassadeurs en recueillaient des preuves non équivoques. De Berlin, le vicomte de Gontaut-Biron écrivait que l'Empereur lui avait tenu les propos les plus rassurans et que, rencontrant notre attaché militaire, M. de Polignac, il lui avait dit :

— On a voulu nous brouiller; mais maintenant, c'est fini.

Quelques jours plus tard, au moment où le prince de Hohenlohe, venu pour quelques jours à Berlin, allait se mettre en route pour Paris, le vieux souverain lui avait laissé entendre que le mal était venu surtout « de la mauvaise attitude de la presse. » Il avait reconnu que les articles hors de toute mesure publiés par les journaux auraient pu avoir des suites funestes, c'est-à-dire amener la guerre.

— Ces gens-là sont de grands coupables par l'exagération de leurs propos.

Il semblait vouloir ainsi leur attribuer tout le mal et croire à leur entière indépendance, alors que chacun savait quel empire le chancelier exerçait sur la presse allemande et l'habileté avec laquelle il en usait.

— Heureusement, maintenant tout est fini, reprenait-il. L'empereur de Russie, quand j'ai eu le plaisir de le voir, a pu s'en convaincre et se rendre compte sur place de l'inanité des bruits répandus. En congédiant son ambassadeur, Guillaume Ier lui avait recommandé de saluer, de sa part, le maréchal de Mac Mahon : — Dites-lui que vous n'êtes pas le seul messager de paix, que le vrai messager de paix est ici.

De Saint-Pétersbourg, le général Le Flô avait fait savoir que le Tsar, en partant pour Berlin, s'était attaché à le rassurer.

— Tout se calmera, je l'espère. En tout cas, vous savez ce que je vous ai dit. Je ne l'oublie pas et je tiendrai. Et serrant la main au général, il avait renouvelé sa promesse : — Au revoir, je me souviendrai et j'espère qu'il n'y aura pas de surprise.

Les deux empereurs se rencontraient à Berlin le 11 mai. A la suite de leur première entrevue, le prince Gortchakoff annonçait à ses ambassadeurs, à Paris et à Londres, que la paix ne serait pas troublée. Le même jour, le Tsar écrivait à une per-

sonne de sa famille : « L'emporté de Berlin a donné toutes les garanties pour le maintien de la paix. »

A Londres, lord Derby avait également rassuré le représentant de la France en lui affirmant que, grâce à la Russie et à l'Angleterre, tout danger de conflit était maintenant écarté. Comme ce diplomate le remerciait de ses bons offices, il avait répondu :

— Nous avons été heureux de faire quelque chose pour la France.

Ce que l'Angleterre avait fait, on en parlait déjà dans le monde diplomatique, mais sans connaître encore les détails de son intervention. On les connut avec précision le 24 mai. Ce jour-là, à la Chambre des Communes, le premier ministre Disraëli, interpellé sur le point de savoir s'il était vrai que le gouvernement anglais eût adressé des observations à l'Allemagne et à la France, s'était fait un devoir de révéler que le Cabinet « avait conseillé à la Reine d'adresser des représentations à l'empereur d'Allemagne. » Il ne crut pas devoir répondre en ce qui touchait la France. Son silence était significatif et voulait dire que la France, n'ayant pas cessé de garder l'attitude la plus correcte, ne méritait pas qu'on lui fît des représentations. A cette date, l'empereur Guillaume était, depuis trois semaines, en possession d'une lettre de la reine Victoria le suppliant « de ne pas laisser troubler la paix de l'Europe, cette paix qu'assurément il ne voulait pas compromettre, mais qu'autour de lui, et à son insu, on essayait d'empêcher. »

Il est juste de compléter ces détails en rappelant que le prince impérial d'Allemagne, le futur Frédéric III, sa mère l'impératrice Augusta et sa femme la princesse Victoria n'étaient pas étrangers à cet heureux dénouement d'une situation qui eût mis l'Europe en feu, si elle se fût prolongée. Lorsque l'Empereur avait appris qu'il s'était trouvé si près de la guerre, alors qu'il ne la voulait pas, de puissans efforts avaient été faits par sa famille la plus proche pour couper court aux projets du chancelier. Celui-ci, qui reprochait déjà à la vieille Impératrice et à ses enfans de contrarier fréquemment ses plans, ne devait jamais oublier leur intervention en cette circonstance, et tout porte à croire que le ressentiment qu'on le vit ensuite manifester quand il parlait d'eux avait trouvé un aliment dans les faits que nous rappelons.

Quelques mois plus tard, on le verra s'étonner et s'indigner qu'on lui imputât d'avoir voulu faire la guerre à la France, et peut-être, en effet, comme le disait Decazes, avait-il moins voulu la lui déclarer que lui faire croire qu'il la voulait. Si tel a été son but, il a oublié qu'il est des cas où la feinte peut créer les mêmes périls que l'intention. Il rejettera sur la Russie et surtout sur le prince Orloff et sur Gontaut la responsabilité de l'événement. Il reprochera à la Russie d'avoir voulu se tailler, aux dépens de Berlin, une réputation de Puissance pacificatrice : « Orloff n'a cherché qu'à flatter Gortchakoff en faisant l'aimable auprès de lui. Quant à Gontaut, il s'est laissé égarer par la Cour. »

On voit apparaître ici le grand grief de Bismarck contre l'ambassadeur de France, grief qui devait bientôt se traduire par une demande de rappel, sous prétexte qu'il lui était impossible d'entretenir avec un diplomate légitimiste et ultramontain les mêmes bonnes relations qui existaient à Paris entre le duc Decazes et le prince de Hohenlohe, prétexte singulièrement misérable. Envoyé à Berlin par le président Thiers en même temps que le duc de Broglie à Londres, le marquis d'Harcourt à Vienne, le marquis de Vogüé à Constantinople et le général Le Flô à Saint-Pétersbourg, le comte de Gontaut n'avait jamais fait montre à la cour d'Allemagne de ses opinions politiques. La correspondance, avec le chef d'État de qui il tenait ses pouvoirs, nous fournit la preuve du loyal désintéressement qu'il avait toujours apporté dans l'exercice de ses fonctions. En réalité, ce que le chancelier ne lui pardonnait pas, c'était d'avoir trouvé dans la famille impériale les plus vives sympathies et de les utiliser pour le succès de sa mission. Peut-être aussi devinait-il que l'ambassadeur était d'avis qu'avec un homme tel que lui, « toujours plus ou moins à la merci de ses nerfs et dont on ne pouvait jamais pénétrer sûrement les desseins, » il était impossible de se livrer à une sécurité absolue.

Il est remarquable que lui-même n'allait pas tarder à justifier cette opinion. Dès le lendemain de la crise, et alors qu'on pouvait croire qu'il changerait d'allure dans ses rapports avec la France, il soulevait de nouvelles difficultés. Ce fut d'abord, comme nous venons de le rappeler, la démarche qu'il fit faire à Paris par son ambassadeur, afin d'obtenir une modification dans le personnel de l'ambassade de France à Berlin. Non

content d'incriminer le galant homme qui la dirigeait, il impliquait dans ses accusations les filles de ce diplomate : « Elles parlent des affaires intérieures du pays sur un ton incompatible avec le rôle qu'on reconnaît en général aux membres d'une famille d'ambassadeur. » L'attaché militaire français, le prince de Polignac, ne trouvait pas davantage grâce devant lui. Il demandait son changement : « Il n'est pas à sa place. Il a choqué par la manière dont il a parlé des tendances agressives des généraux prussiens. C'est lui qui devrait être rappelé le premier. »

Sur ce dernier point, il reçut assez promptement satisfaction. Mais, en ce qui concernait l'ambassadeur, il dut attendre pendant près de deux années. Le gouvernement français ne se résignait pas à céder à des injonctions quelque peu humiliantes pour lui et à frapper un bon serviteur, ardemment patriote, qui n'avait pas démérité, et que la famille impériale avait pris en goût, ainsi qu'elle le lui prouva par l'expression touchante de ses regrets lorsque, au mois de janvier 1878, il quitta Berlin.

Il convient cependant de reconnaître qu'à cette date, le remplacement de Gontaut s'imposait. Sa présence à Berlin irritait Bismarck, chez qui cette irritation se traduisait par une bouderie systématique, nuisible aux affaires, et par l'affectation qu'il mettait à paraître inquiet des armemens de la France.

— La France arme trop, disait-il à Hohenlohe. Elle augmente ses effectifs dans une mesure qui met l'Allemagne en péril ou du moins l'oblige à faire toujours plus. Quand vous retournerez à Paris, ne présentez pas nos intentions sous des couleurs trop pacifiques.

Il gémissait sur l'entêtement de l'Empereur, qui, « influencé par l'Impératrice et par Gontaut, » hésitait à renforcer les troupes allemandes sur la frontière française, comme c'eût été nécessaire « pour se mettre à la hauteur des Français. » A l'en croire, les masses allemandes de cavalerie et d'artillerie concentrées sur la frontière étaient insuffisantes pour la défendre. « Metz était menacée. D'un instant à l'autre, les Français pouvaient ouvrir le feu et exposer l'Allemagne aux pires dangers. » Il complétait ce tableau en attribuant les dispositions pacifiques de Guillaume Ier aux conseils de l'Impératrice. « Elle gagne du terrain et, derrière elle, on devine Gontaut. » Ses craintes, on l'a vu, ne reposaient sur aucun fondement. Elles témoignaient

surtout de son parti pris de rendre difficiles ses relations avec l'ambassadeur dont il avait hâte de se débarrasser, afin d'éloigner de l'Empereur une influence qui peut-être eût contrarié ses desseins et qu'il accusait bien à tort de lui être hostile.

En ces circonstances, il se révèle de nouveau comme un homme tout à la fois habile et mobile dans la conception de ses desseins, mais impulsif quant aux moyens de les exécuter et, par suite de son impulsivité, capable de toutes les perfidies, quand les circonstances les lui suggèrent et s'il n'a pas eu le temps d'y réfléchir. Il est toujours le personnage sans scrupules qui a falsifié la dépêche d'Ems et qui depuis, lorsqu'il s'est trouvé en présence de difficultés intérieures, a cherché à les résoudre en ameutant l'Allemagne contre la France à l'aide de soupçons calomnieux. C'est ainsi, par exemple, qu'au lendemain du Congrès de Berlin, la presse allemande dénonce tout à coup, non sans véhémence, l'attitude agressive de la France et de la Russie. L'opinion s'émeut notamment d'un article où les prétendues preuves de cette attitude sont énumérées. Comme on en parle chez le chancelier, il se met à rire et avoue que c'est lui qui a écrit l'article en question pour influencer le Reichstag et l'amener à voter la loi militaire, qui rencontre dans l'assemblée une assez vive opposition.

A ce moment, deux ans s'étaient écoulés depuis que le comte de Gontaut n'était plus ambassadeur à Berlin. Il y avait été remplacé par le comte de Saint-Vallier, dont un long séjour auprès de Manteuffel pendant la période d'occupation avait fait apprécier les qualités éminentes. A dater de ce moment, l'humeur malveillante du chancelier s'était apaisée, et si parfois encore il affectait une mine grondeuse, c'était toujours pure comédie : son hostilité contre la France faisait trêve.

C'était qu'aussi les affaires de l'Europe étaient bien faites pour absorber son attention. A Paris, la chute du gouvernement de Droite et la démission du duc Decazes en 1877 avaient eu pour résultat un changement caractéristique dans l'orientation de la politique française. L'idée de l'alliance russe semblait abandonnée. Lorsque, au Congrès de Berlin, les stipulations du traité de San Stefano par lequel s'était dénouée la guerre russo-turque avaient été remises en question en ce qui concernait la Bulgarie, le gouvernement français avait figuré à côté de l'Allemagne.

A cet incident en succédait un autre. Une commission internationale, désignée par le Congrès de Berlin et réunie à Novi Bazar, travaillait à la délimitation des frontières turques; or, au sein de cette commission, les prétentions des commissaires de la Porte étaient presque toujours soutenues par les commissaires allemands. Dans une lettre écrite à son oncle l'empereur Guillaume, le Tsar se plaignit de cette partialité.

La réponse qu'il reçut ne lui donnant pas satisfaction, il répliqua par une dépêche quasi menaçante. Une entrevue entre les deux empereurs imprima promptement à ce différend une tournure pacifique. Mais Bismarck ne se dissimulait plus que la Triple-Alliance avait du plomb dans l'aile; bientôt après, il signe avec l'Autriche un traité qui, le cas échéant, substituera une alliance austro-allemande à celle des trois cours du Nord et dans laquelle l'Italie viendra remplacer la Russie.

Par suite de ces incidens, qui se succèdent à travers la situation si troublée de l'Europe et que je me contente de résumer, l'attitude du chancelier envers notre pays, et sauf de rares exceptions, comme par exemple l'affaire Schnæbelé, a perdu, au moins en apparence, tout caractère agressif. Au lieu de lui faire la guerre, il s'efforcera de le détourner de toute pensée de revanche et d'éteindre chez le peuple français, au prix de dédommagemens, l'espoir de reprendre l'Alsace-Lorraine. Au Congrès de Berlin, causant dans l'intimité avec les représentans de la France, il leur montrera la Tunisie comme une conquête digne d'ambition et comme le complément nécessaire de nos possessions d'Algérie. Il leur a dit :

— Allez de ce côté; vous ne m'y rencontrerez pas.

Depuis ce jour, il suit avec un intérêt bienveillant l'extension de notre puissance dans les contrées africaines d'abord, asiatiques ensuite. Quant à lui, il ne croit pas que l'Allemagne soit en état de créer un empire colonial. Un soir à dîner, « repas copieusement arrosé de porto et de vin de Hongrie, » il fait allusion, devant Hohenlohe, à la question des colonies. « Des colonies! Il ne veut pas en entendre parler. Notre flotte est insuffisante pour les protéger et notre buraucratie trop inexperte pour administrer ces pays. »

Hohenlohe, qui répète ces propos, lui avait envoyé précédemment un rapport touchant les projets de la France au Maroc. « A ce propos, raconte-t-il, le chancelier m'exprima l'opi-

nion que nous ne pourrions que nous réjouir si la France s'adjugeait le Maroc. Elle aurait beaucoup à faire de ce côté et nous pourrions lui concéder cette extension de son territoire en Afrique à titre de compensation pour l'Alsace-Lorraine. Mais à ma question si je devais tenir ce langage à Freycinet, il me répondit que non. C'était trop s'avancer. »

Il ne prévoyait pas alors que, dix ans plus tard, alors qu'il n'occupait plus le pouvoir, l'empereur Guillaume II regretterait que l'Allemagne, faute d'une flotte de guerre, eût laissé la France se constituer un immense empire colonial et s'appliquerait, pour atteindre le même but, à créer et à développer, au prix du plus vigoureux effort, la puissance maritime de son empire. Il est d'ailleurs certain que si, à cette époque, Bismarck eût encore gouverné l'Allemagne, il se fût rallié à l'opinion de son nouveau maître. On en trouve la preuve dans l'assentiment que peu de temps avant sa chute, il donnait à la politique d'expansion coloniale. Mais, à la date où nous le voyons exprimer une opinion contraire, son regard n'embrassait pas l'avenir de son pays tel que nous le voyons se dérouler.

Du reste, ce n'est pas seulement la situation de l'Europe qui, au déclin insoupçonné de sa puissance, lui cause d'amers soucis. Il lui en vient d'autres de la cour de Berlin où la famille impériale lui est de plus en plus hostile. Il peut compter encore sur la confiance du vieil empereur qui, bien que s'impatientant parfois de l'ascendant que le chancelier a pris sur lui, est maintenant trop affaibli par l'âge pour s'y dérober. En eût il la force, il n'oserait renvoyer l'homme d'État auquel il doit l'empire et dont la popularité en Allemagne est aussi grande que la sienne. Mais, autour de lui, le chancelier n'inspire ni la même gratitude, ni la même confiance. L'impératrice Augusta combat par tous les moyens l'influence que Bismarck exerce sur son mari. Le prince impérial s'attriste et s'irrite de l'audace de cet homme dans lequel, au dire de la princesse Victoria, « il y a l'étoffe d'un Cromwell. » Le chancelier n'ignore rien de la coalition qui s'est formée contre lui dans l'entourage de l'Empereur et, pour se défendre, il usera de toutes les armes, même des plus déloyales.

Il n'y a pas lieu de raconter ici à quels moyens il recourut pour se donner un allié puissant en vue de la lutte qu'il avait à soutenir contre les membres de la famille impériale qui le

traitaient en ennemi. Rappelons seulement qu'il trouva cet allié dans le petit-fils du vieil empereur, dans le prince qui devait être Guillaume II. Il ne craignit pas d'éveiller en ce jeune homme les sentimens les plus indignes d'un fils respectueux et soumis. Autrefois et ailleurs, j'ai révélé ce douloureux épisode (1), où le Kaiser actuel nous apparaît déjà, si peu d'années avant son avènement, comme un modèle odieux d'orgueil et d'ambition, de dissimulation et de perfidie, tel enfin que nous le présentait hier, à cette place, le baron Beyens dans une étude suggestive et révélatrice. De ce drame de famille, je veux seulement retenir que la conduite du prince de Bismarck dans cette intrigue abominable nous le montre semblable à lui-même, aussi rusé, aussi vindicatif, aussi spontané dans le mal qu'il l'avait été durant cette crise de 1875, si savamment préparée, chef-d'œuvre de mensonge et de mauvaise foi, instrument de haine qui se brisa dans ses mains, grâce à l'intervention de l'empereur Alexandre II et de la reine Victoria.

Il convient de rappeler, en finissant, que son existence malfaisante et surtout l'acte final qui la déshonore reçurent un jour leur châtiment et que le coup qui le désarmait et le dépouillait de sa puissance lui fut porté par l'élève impérial qu'il avait dressé à son image. Il s'était flatté de ne jamais cesser de le dominer et de gouverner l'Empire sous son règne comme il l'avait gouverné sous le règne de Guillaume Ier. Mais le nouveau venu voulait « gouverner seul » et le renvoya.

— Il m'a chassé comme un laquais, disait Bismarck.

Il ne lui pardonna jamais ce qu'il appelait un acte d'ingratitude. Du fond de sa retraite, il déchaîna contre lui la plume venimeuse d'un pamphlétaire à ses gages, Maximilien Harden, et peut-être aujourd'hui, en assistant aux événemens qui se déroulent sous nos yeux, se réjouirait-il, dans son ardeur vindicative, de pouvoir prédire la chute prochaine de l'ingrat.

ERNEST DAUDET.

(1) Voyez mon livre : *La Chronique de nos jours*. Paris, Plon-Nourrit et Cie, p. 177 et suivantes.

REVUE DRAMATIQUE

COMÉDIE-FRANÇAISE : *l'Ami Fritz.* — *Fais ce que dois.* — PORTE-SAINT-MARTIN : *Les Oberlé.* — THÉATRE SARAH-BERNHARDT : *l'Aiglon.* — NOUVEL-AMBIGU : *Marceau ou les Enfans de la République.*

On nous avait annoncé, pour le mois qui vient de s'écouler, une grande activité dans les théâtres. On devait faire d'importantes reprises et même monter des pièces nouvelles. Subitement les interprètes se sont trouvés indisposés, ou atteints d'empêchemens imprévus. Ces coïncidences opportunes et ces maladies diplomatiques n'ont surpris personne : elles sont dans la logique de la situation où nous nous trouvons. Le moment n'est guère à renouer des relations que depuis longtemps nous avions laissées tomber, et nous ne sommes pas d'humeur à faire accueil à de nouveaux visages. Nous nous replions sur nous-mêmes : dans l'intimité jalouse où nous nous enfermons, nous n'admettons que de vieux amis.

Un ami de quarante ans, c'est *l'Ami Fritz.* La Comédie-Française l'a trouvé tout prêt, quand il s'est agi de reparaître devant le public. Il est des pièces heureuses, d'un effet sûr et dont l'attrait ne vieillit pas, auxquelles on s'empresse de recourir dans les momens de pénurie : *le Monde où l'on s'ennuie, l'Arlésienne* et quelques autres, en petit nombre. La pièce d'Erckmann-Chatrian est l'une d'elles. Représentée en 1876, et tout de suite avec un éclatant succès, elle n'a plus cessé de tenir l'affiche ; et c'est encore à elle qu'est allée la plus forte recette, en l'année 1914 ! Il s'en faut d'ailleurs que ce succès ait été sans soulever à l'origine d'assez vives réclamations. J'ai le souvenir très net des polémiques qui accueillirent la pièce dans sa nouveauté. On lui reprochait son réalisme. La scène est occupée pendant tout le premier acte par une table copieusement servie. M. Kobus et les amis de M. Kobus sont attablés devant de savoureuses victuailles

auxquelles ils font largement honneur. Nous montrer des gens à table, est-ce bien pour cela que le théâtre a été inventé? On mange et on boit dans cette pièce, et on n'y fait que manger et boire : c'est une pièce où il ne se passe rien. Les cerises du second acte sont de vraies cerises : le beau mérite, et le puissant intérêt pour remplacer cette ingénieuse combinaison d'événemens qui, servant de support à une curieuse étude de mœurs, constitue la pièce bien faite à la manière des maîtres de la scène qui sont Dumas fils, Émile Augier et Victorien Sardou !... Ainsi raisonnait-on entre habiles : on estimait généralement que la pièce n'était pas à sa place à la Comédie-Française et ne convenait pas à la dignité de notre première scène.

Le public, lui, ne raffine pas. Il est simpliste et les pièces assurées de lui plaire le plus longtemps sont justement les plus simples. Pièces ou romans, il ne leur demande que de lui redire, sous une forme à peine différente, une histoire toujours la même, puisqu'elle est l'éternelle histoire. Deux êtres attirés l'un vers l'autre et qui finissent par tomber dans les bras l'un de l'autre, ne cherchez pas plus loin : il suffit d'adapter des paroles à peu près nouvelles à cet air le plus vieux qui soit au monde. Il faut croire d'ailleurs que ce n'est pas très facile, puisque si peu y réussissent. *L'Ami Fritz* est une idylle. C'est son charme et, puisque nous le reconnaissons, convenons aussi que cette idylle n'est pas des plus éthérées. M. Kobus est gourmand et, quand on a constaté qu'il est gourmand, on a fait le tour de sa psychologie. Il est bon, de cette bonté qui vient d'un bon estomac, et sujet à ces attendrissemens qu'engendre la digestion après un bon repas. C'est un vieux célibataire que guettent les infirmités, un épicurien que menace la goutte, rançon de la gourmandise. A quarante ans, pour peu qu'on sache son métier d'égoïste, on prend ses arrangemens en vue de la vieillesse qui s'annonce. On rêve de l'éternel féminin sous les espèces de la ménagère qui tiendra votre maison, et de l'infirmière qui soignera vos rhumatismes. M. Kobus, bourgeois cossu, rentier plus qu'à son aise, voit passer la fille de son fermier, Suzel, et la trouve gentille, car il ne faut pour cela que la voir passer et qu'avoir des yeux. Cette Suzel lui cuisine de petits plats qui lui font trouver bien du plaisir en sa compagnie : ainsi chez un gourmand l'amour lui-même doit naître de la gourmandise. Loin de Suzel, M. Kobus perd l'appétit : ainsi s'affirme cette étroite liaison qui existe chez lui entre le cœur et l'estomac. Ce qui jusqu'ici l'a détourné du mariage, c'est la crainte d'avoir à changer ses habitudes, et à réformer son laisser aller de célibataire. Avec la fille de son fermier, il est évident qu'il n'aura pas

à se gêner. Je vous le répète : tout cela est un peu vulgaire. Molière n'eût pas approuvé ce mariage. Eût-il reproché à l'ami Fritz de déchoir? Peut-être. Il était d'avis qu'on doit se marier dans sa classe et dans son monde, et cela est d'un grand sens. Un gendre doit pouvoir dire « Mettez-vous là, beau-père, et soupez avec moi, » sans pour cela faire asseoir son fermier à sa table. Ce qui est encore plus grave, c'est que Fritz a presque l'âge d'Arnolphe, si Suzel a tout à fait celui d'Agnès. Oui, Molière eût préféré un amoureux plus jeune : le fils du père Jacob, par exemple. Mais, comme on sait, nous avons beaucoup prolongé le temps d'aimer, et c'est un des moins discutables effets du progrès : le théâtre moderne est plein de complaisance pour les quadragénaires. Et puis, M. Kobus a du bien : il en a assez pour faire passer sur quelques années qu'il a de trop. Ce mariage sera pour Suzel un mariage magnifique, inespéré. Nous ne voyons pas autre chose et nous nous réjouissons d'être invités à la cérémonie des fiançailles, — qui tout à l'heure vont être célébrées sous nos yeux, suivant la coutume locale et très ancienne, reconstituée à la Comédie-Française en un défilé des plus pittoresques.

Suzel aime M. Kobus : elle l'aime ingénument et sans s'être jamais demandé pourquoi. Plus curieux qu'elle, demandons-nous ce qui, chez cet homme mûr, a pu séduire cette imagination de jeune fille. Ce n'est pas la sveltesse de sa tournure et ce n'est pas la galanterie de ses propos. Mais chaque fois que la fille du père Christel a entendu prononcer le nom de Fritz, c'est avec déférence et considération. Les autres, on les appelle le fils Jacob ou le gars Un tel. Lui, c'est « monsieur Kobus. » Quand elle le voit passer, c'est vêtu d'une redingote de fin drap comme n'en a jamais porté le père Christel. Quand elle va chez lui pour s'acquitter de quelque commission, elle admire ces vieux meubles, ce luxe solide dont on sent bien qu'il ne s'improvise pas en un jour, et qu'il y faut l'effort continu de plusieurs générations. Elle sait, pour avoir causé avec la gouvernante, que ces armoires sont pleines de linge, ces bahuts pleins de provisions, la cave bien garnie des meilleurs crus. Il lui semble qu'on doit être aisément heureuse parmi toutes ces choses qui aident si puissamment à l'agrément de l'existence. Être M[me] Kobus, elle n'y a jamais songé, cela va sans dire ; mais avec quelle ivresse elle le deviendra ! Agnès, qui sacrifie la fortune d'Arnolphe, ses biens meubles et immeubles, sa maison de ville et sa maison des champs, pour la jolie mine d'Horace qui n'a pas le sou, est follement romanesque : on ne l'a pas assez remarqué. Suzel est romanesque, elle

aussi, parce que toute jeune fille a son coin de romanesque : elle a son rêve, mais c'est un rêve raisonnable, sérieux, confortable. Elle sera « Madame Kobus » éperdument. A dix lieues à la ronde, elle aura la maison la mieux tenue, et y fera régner une discipline dont le besoin se fait sentir. Une à une elle fera perdre à son mari ses habitudes de vieux garçon ; elle évincera en sourdine les amis les moins comme il faut ; elle diminuera insensiblement l'ordinaire trop copieux. Et ce sera très bien ainsi. *L'Ami Fritz* est un modèle de l'idylle selon l'esprit d'une société bourgeoise et pratique.

Je ne sais d'ailleurs quel succès la pièce aurait eu, si elle nous eût été présentée dans un autre cadre, et ce qu'elle eût gardé de son charme, si elle eût été une idylle picarde ou normande. Mais elle nous arrivait en costume alsacien, sous la coiffe aux grandes ailes noires. Elle nous apportait une image de cette Alsace qui venait de nous être enlevée. Comment ne nous eût-elle pas remués jusqu'au fond de nos cœurs ? Et comment cette émotion n'eût-elle pas duré autant que durait en nous le regret de la province perdue, à laquelle nous ne pouvions renoncer ? *L'Ami Fritz* appartenait à cette littérature du Souvenir où chaque visite qu'on fait semble un pèlerinage. L'Alsace qu'il évoque est celle d'autrefois, celle du temps passé qui était le bon temps, l'Alsace d'avant la germanisation. Pays de braves gens, de mœurs saines et probes, de bon sens et de bonhomie. On vivait comme ont vécu les anciens, suivant des traditions qui font partie du patrimoine reçu en naissant. On était libre et chacun s'arrangeait à sa guise. On ne craignait rien des autorités, qui n'avaient pas à intervenir dans vos affaires et à se mêler de vos conversations. On ne se méfiait pas de ses voisins, qui étaient des compatriotes, nés et grandis sur le sol. On se connaissait entre gens du pays depuis toujours. Et l'existence s'écoulait, régulière, calme, sans heurts et sans histoires, comme celle des peuples heureux...

Le rôle de Suzel avait été jadis un des triomphes de Mlle Reichemberg. Autour d'elle la Comédie groupait, dans une de ces merveilles d'interprétation qui sont restées célèbres, la sèche Jouassain, Febvre au jeu soigneusement étudié, Got à la lourdeur puissante, et Barré et Coquelin cadet. L'interprétation actuelle est encore des plus honorables. Mlle Leconte et M. de Féraudy y sont tout à fait dignes de leurs illustres prédécesseurs.

A ce tableau d'une Alsace heureuse où s'encadre *l'Ami Fritz* s'oppose celui d'une Alsace déchirée, torturée, suppliciée par l'oppres-

sion allemande, que nous présentent *les Oberlé*. J'ai revu à la Porte-Saint-Martin la pièce très ingénieusement découpée par M. Edmond Haraucourt dans le roman de M. René Bazin. Un acte surtout est du plus grand effet, celui du pèlerinage à Sainte-Odile. Il est très bien mis en scène. On devine, dans la perspective qui se découvre du haut de la montagne sacrée, toute la plaine d'Alsace. On entend les bruits de cloches auxquels répond dans le lointain la voix d'autres cloches qu'apporte la brise venue de France. Les paroles que prononce alors l'oncle Ulrich, l'Alsacien protestataire, pour dire la fidélité sans défaillance et l'espoir irréductible, ont l'accent mystique d'une prière. M. Jean Coquelin, qui est aujourd'hui l'un de nos acteurs les plus populaires, tire au premier plan ce rôle éminemment sympathique : sa rondeur et sa bonhomie narquoise y font merveille.

Puis j'ai repris le roman de M. René Bazin, paru ici même il y a quatorze ans. C'est un de ses meilleurs livres ; et d'avoir écrit un tel livre, cela honore grandement une carrière d'écrivain. En relisant aujourd'hui ce roman, il est impossible de ne pas être frappé de tout ce qu'il contenait de prophétique. Vous vous souvenez de la vision qui nous accueille aux premières pages et que l'auteur y a placée intentionnellement, pour indiquer tout de suite le sens et la portée de son œuvre. C'est la nuit, sur les pentes des Vosges, dans la forêt, que M. René Bazin, en admirable paysagiste, évoque plus qu'il ne la décrit. Dans le silence nocturne, des bruits de pas montent et s'exagèrent ; parfois un éclair s'allume dans l'ombre : c'est lorsqu'un rayon de lune a frappé un objet métallique, pointe d'un casque, lame d'un sabre. Des cavaliers allemands exécutent une manœuvre de nuit. « Redoutable, dit à demi-voix M. Ulrich, redoutable adversaire qui s'exerce jour et nuit. » Telle est la première impression, — la première leçon, — que nous recevons : pour notre vainqueur, à qui sa victoire n'a pas suffi, la paix n'est que la préparation de la guerre, préparation dans l'ombre, sournoise et mystérieuse.

La question des « deux cultures » a, depuis huit mois, fait couler des flots d'encre, et elle fournira, longtemps encore, le thème de dissertations innombrables. Elle est le sujet même de ce livre. Jean Oberlé a vingt ans. Il n'a pas connu, lui, l'Alsace d'avant la guerre. Il n'est pas engagé par le passé, il n'est pas lié par le souvenir. Né après l'annexion, il a été formé par la pédagogie allemande. Qu'est-ce donc qui se réveille en lui, depuis qu'il a repris pied dans son village d'Alsheim ? Quels conseils montent jusqu'à lui de cette terre où dorment ses morts ? Dans les centres allemands où il a été transplanté, il s'est,

lui l'héritier de toute une race française, senti un étranger ; il a comparé ce qu'il voyait autour de lui avec le modèle intérieur qu'il portait en lui. Décidément, il est réfractaire à cette manière allemande, à cette compression qui, sous prétexte de discipline et d'organisation, anéantit toute initiative, toute indépendance, toute liberté d'esprit. L'Allemagne a élevé la prétention de détenir le monopole de la science, et ce qui est stupéfiant, c'est que nous l'ayons cru, nous les compatriotes de Claude Bernard et de Pasteur. La guerre une fois déchaînée on a reconnu que cette science s'accommode parfaitement d'une « régression à l'état sauvage ; » et on a flétri, comme il convenait, la « barbarie scientifique. » Mais déjà dans *les Oberlé* un Allemand revendique avec fierté pour son pays le privilège de cette scandaleuse association : « Nous sommes, dit-il, des *barbares civilisés.* »

L'un des types les plus fouillés du roman est celui de l'officier prussien, le lieutenant von Farnow. Avec cette largeur de touche et cette recherche d'impartialité qui caractérisent le vrai romancier, et qu'on admire chez un Bazin comme chez un Bourget, l'auteur des *Oberlé* a évité de pousser le portrait à la caricature. Il n'a pas rendu le personnage odieux : il ne l'en a montré que plus effrayant. Celui-ci est l'officier riche, élégant, fier de son origine nobiliaire, homme du monde, propriétaire terrien, un de ces hobereaux qui occupent tous les degrés de la hiérarchie militaire en pays teuton. Brutal avec le soldat, sans pitié pour les inférieurs, il est aveuglément soumis aux chefs, ou plutôt à la discipline dont ils personnifient la rigidité inflexible. Ce qui le caractérise, c'est l'orgueil, exalté par cette conviction d'appartenir à une race faite pour la domination. « Je m'étonne que vous n'ayez pas encore aperçu, vous qui avez séjourné dans toutes les provinces de l'Allemagne, que nous sommes *nés pour la conquête du monde* et que les *conquérans ne sont pas des hommes doux*, jamais, ni même des hommes *parfaitement justes.* » Ainsi la dureté se trouve érigée en théorie et le principe est posé que la force prime le droit. L'amour même chez ce conquérant du monde procède de l'esprit de conquête. Car s'il aime Lucienne Oberlé, et il l'aime réellement, c'est sans doute pour ces obscures raisons du cœur que la raison ne connaît pas ; mais c'est aussi par un sentiment réfléchi, parce que le mariage de la jeune fille avec un officier allemand est une étape dans la germanisation d'une famille française, et partant un progrès de la conquête. Ainsi il représente bien sa nation qui est une nation de proie. Vienne la guerre, l'élégant von Farnow, monté en grade, sera de ceux qui, sans scrupule et sans remords, feront incendier les

villes, massacrer les innocens, achever les blessés, et organiseront la « cruauté disciplinée. » Tout cela est écrit en caractères nettement lisibles dans ce livre d'un bon Français que sa tristesse patriotique rendait clairvoyant. Mais nous ne savions, ou nous ne voulions pas comprendre. Nous nous étions habitués à ne chercher dans la littérature qu'un divertissement. Quand elle nous avait procuré une heure de plaisir, fût-ce du plaisir mélancolique qui consiste à remuer les douleurs anciennes, nous la tenions quitte et nous n'étions guère disposés à y chercher en outre un enseignement qui nous eût gâté ce plaisir.

Il faut pourtant être justes, je veux dire qu'il faut rendre justice à ceux de nos écrivains qui ont été pour nous de bons guides. Les savans qui avaient mission de nous renseigner sur la science allemande, sur l'histoire allemande, sur la philosophie allemande, n'ont pas tous rempli leur tâche avec toute la vigilance souhaitable. Beaucoup d'entre eux ont attendu que le danger eût éclaté pour le découvrir. Il est vrai que, depuis, ils le découvrent sans relâche. Celui-ci n'est pas un homme de science, c'est un romancier et d'aucuns diront : ce n'est qu'un romancier. C'est lui pourtant qui nous a apporté sur la mentalité de nos irréconciliables ennemis l'un des témoignages les plus pénétrans. Et ce n'est pas le seul service que son œuvre ait rendu à la cause française. Trop souvent nos romans, nos pièces de théâtre nous ont desservi auprès de l'étranger. A la façon dont nos mœurs y étaient décrites, — ou travesties, — cette idée se répandait que la France était un pays fini, une société en décadence et en décomposition, prête à s'effondrer à la première secousse. Vainement nous efforcions-nous de protester que ces tableaux étaient mensongers et propageaient de la France une fausse image. Le critique était seul à réclamer : les lecteurs insoucians pardonnaient à l'auteur de les calomnier, pourvu qu'il les amusât. M. René Bazin n'a consenti à peindre qu'une France saine, honnête, généreuse, éprise d'idéal, parce qu'il croyait fermement que telle était réellement la France. Il mettait en scène de modestes héros, gens du peuple ou de la campagne : il contait des vertus provinciales ou paysannes. On l'accusait d'optimisme, et peut-être soupçonnait-on son art d'être conventionnel. Or c'était lui qui avait raison, qui voyait juste et qui « faisait vrai : » nous en avons sous les yeux la preuve la plus irréfutable. Une France corrompue ou malade n'aurait pas donné le spectacle magnifique auquel nous assistons depuis le début de la guerre. L'épreuve a révélé qu'elle avait conservé toute son énergie intacte, le même esprit

de sacrifice, les mêmes vertus et la même foi qui ont fait sa grandeur à travers les siècles.

Dans cette revue de leur répertoire patriotique, que semblent faire actuellement les théâtres, était-il possible que François Coppée n'eût pas sa place? La Comédie-Française, en s'annexant un petit acte de circonstance écrit en 1871, *Fais ce que dois*, nous permet d'évoquer au moins le souvenir du bon poète, qui, aux heures douloureuses, trouva des accens si poignans et, depuis lors, se donna pour mission de célébrer l'héroïsme national et d'entretenir le feu sacré. Comme un autre poète, Paul Déroulède, il est mort trop tôt et n'a pu saluer l'aube même de la revanche. Il suffit qu'il n'ait jamais cessé ni d'y penser, — ni d'en parler.

C'est à l'Odéon que fut joué pour la première fois *Fais ce que dois*. Le principal rôle était tenu par une actrice qui commençait à percer : M[lle] Sarah Bernhardt. C'est celui d'une femme, dont le mari a été tué à l'ennemi et qui ne veut pas qu'un jour la France lui prenne encore son fils. Alors elle va émigrer avec l'enfant. Elle l'emmènera dans un pays où l'on ne se bat pas : elle le fera Américain, afin qu'il ne soit pas soldat. Pensée impie, mais affolement d'une heure. Il suffira d'une parole énergique pour faire rentrer le sentiment du devoir dans ce cœur de Française. Un maître d'école, Daniel, survient à temps pour qualifier ce départ comme il le mérite : une désertion. Touchés par sa mâle éloquence, la veuve et l'orphelin resteront en France : ils feront ce qu'ils doivent.

... D'ailleurs, les craintes de Marthe étaient vaines. Quarante-quatre ans ont passé, la guerre a éclaté de nouveau : son fils ne s'est pas battu. En 1870, il avait quatorze ans : en 1914 il en a cinquante-huit. La première fois, il était trop jeune : cette fois-ci, il est trop âgé. Lors de la défaite, il y a assisté en témoin débile, assez grand pour comprendre et pour souffrir. Au jour de la victoire, il aura ce chagrin de n'y avoir pas contribué. Les autres sont au péril et il est à l'abri. Eux sont dans les tranchées; il est, lui, confortablement, dans sa chambre, à sa table de travail, dans un bureau de rédaction; il écrit des articles de journaux, il célèbre des actes de courage qui lui font honte; aux mille tortures de l'heure présente, aux inquiétudes, aux soucis se mêle pour lui la tristesse humiliante de son impuissance... Mais qui sait? Il a son père à venger. Il a reçu l'enseignement d'un instituteur patriote. Il a été l'ami de François Coppée. Il se peut bien que, dès les premiers bruits de guerre, il ait

couru au bureau de recrutement. Alors, gloire à cet engagé de cinquante-huit ans qui a voulu montrer aux jeunes le chemin de l'héroïsme !

Pour sa réouverture, le théâtre Sarah-Bernhardt ne pouvait mieux choisir que *l'Aiglon*. Le beau drame de M. Edmond Rostand appartient à ce cycle napoléonien dont l'apparition dans notre littérature fut un des signes les moins contestables de notre relèvement. Meurtrie par la défaite, humiliée par le présent, l'âme française se tourna vers le passé le plus proche, pour y trouver des motifs de fierté et des raisons d'espérer. Elle se complut à évoquer les souvenirs de la grande époque où nos armées victorieuses avaient l'Europe pour champ de bataille. Les *Mémoires* sortaient des archives de famille, et toute la France tressaillait aux prouesses d'un Marbot. Les historiens dégageaient des erreurs et des fables la réalité plus belle que la légende. Albert Vandal disait l'avènement de Bonaparte et Henry Houssaye la fin de Napoléon. Frédéric Masson nous faisait entrer dans l'intimité du grand homme. Le théâtre s'en mêlait, depuis Sardou qui lui devait un de ses plus brillans succès, *Madame Sans-Gêne*, jusqu'aux fantaisistes du Chat Noir où Caran d'Ache profilait sur un écran d'ombres chinoises, baptisées françaises pour la circonstance, les silhouettes minuscules et grandioses de *l'Épopée*. Un courant si général est autre chose qu'une mode : il répond à un besoin de l'imagination. Nous nous reportions vers les souvenirs de gloire militaire, parce que nous ne pouvions rester sous l'impression déprimante de nos désastres. Après tout, ces temps n'étaient pas si anciens ; les soldats d'Austerlitz et d'Iéna étaient nos grands-parens : quelle apparence que les qualités de la race se fussent si vite et à jamais perdues ?

A son tour, M. Edmond Rostand allait être gagné à l'enchantement de cet héroïsme, lui qui déjà dans *Cyrano* avait jeté une note si claire et si vibrante, et déchiré les brumes septentrionales dont notre littérature était en train de s'enténébrer. C'est, je crois bien, sous la forme d'une étude psychologique que l'idée première de son drame lui apparut. Le duc de Reichstadt était pour lui un autre Hamlet, victime, comme le héros shakspearien, d'une destinée à laquelle la nature l'a fait inégal. Avoir en soi l'âme du plus grand conquérant et n'être qu'un enfant souffreteux ! Si encore le contraste n'était qu'entre les aspirations de cette âme et l'insigne faiblesse de ce corps ! Mais au fond de lui-même, le fils de Napoléon et de Marie-Louise retrouve ce désaccord, ce déchirement, qui résulte de sa double origine. Son

hérédité autrichienne a fait de lui le descendant de toute une lignée où se succèdent les maniaques et les dégénérés. La scène devant la glace où Metternich montre à l'enfant désolé les stigmates qui attestent en lui la fin d'une race, est au centre de l'œuvre... Ai-je besoin de dire qu'à l'heure actuelle et dans les dispositions où nous sommes, ce drame intime et généalogique passe tout à fait au second plan ?

Ce qui émerge, c'est la partie d'épopée. On acclame les vers, — et ils sont nombreux et il y en a de très beaux — où frémit le battement d'ailes de la victoire. Une scène entre toutes nous fait chaud au cœur : c'est la scène de la leçon d'histoire. Le Loriquet viennois chargé d'enseigner au fils de Napoléon l'histoire contemporaine en a délibérément rayé les victoires napoléoniennes. 1805, rien à signaler. 1806, rien. 1807, toujours rien. On dirait des communiqués. Mais dans ces années où il ne se passait rien, nos armées bousculaient Allemands et Autrichiens, forçaient leurs capitales et leur prenaient des tas de drapeaux. Si sévère que soit la censure, ces choses-là finissent toujours par se savoir... Je songe à une caricature de Hansi qui nous donne de cette scène éloquente une transcription ironique. C'est un dessin où l'artiste alsacien donne une « leçon d'histoire » à un jeune baron qui a déjà de petites bottes, de petites basques et une énorme casquette d'officier prussien : on ne voit que de dos l'affreux petit Boche, et pourtant on suit la grimace qu'il est en train de faire, cependant qu'Hansi avec un bon sourire lui présente, alignés au mur, les portraits de Kléber, de Kellermann, de Rapp, de Lefebvre et d'autres « Wakes » d'Alsace qui sabrèrent si allégrement dans les lignes allemandes...

Et est-il besoin de dire l'accueil qui a été fait à Flambeau ? De tous les rôles de la pièce c'est le mieux venu : c'est celui qui tout de suite est allé au cœur de la foule, c'est à lui que l'œuvre doit son succès populaire. Or il se trouve qu'il bénéficie encore des circonstances actuelles ; car on ne prête qu'aux riches et l'eau va à la rivière. Vous vous rappelez la réplique foudroyante sur laquelle Flambeau fait son entrée, au moment où Marmont vient d'invoquer, pour excuse à sa défection, la fatigue :

... Et nous les petits, les obscurs, les sans grades,
Nous qui marchions fourbus, blessés, crottés, malades,
Sans espoir de duchés ni de dotations...

Nous qui, par tous les temps, n'avons cessé d'aller,
Suant sans avoir peur, grelottant sans trembler...
Nous, nous ne l'étions pas, peut-être, fatigués ?

C'est cela que personnifie Flambeau : l'indéfectible attachement

des petits à celui qui incarnait la fortune de la France. Les généraux se querellaient, les gens d'affaires s'impatientaient, les politiciens complotaient, mais eux, les simples, ils grognaient toujours et suivaient quand même. Tant il est vrai que l'histoire se recommence! Car un des enseignemens les moins contestables qui dès maintenant se dégagent de la guerre actuelle, c'est qu'elle aura été, une fois de plus, la glorification de la France moyenne et de l'humble France. Petits bourgeois, ouvriers, paysans, ce sont eux qui, dès le premier jour, ont été sublimes de courage, d'abnégation, d'entrain, et qui méritent aujourd'hui plus que jamais d'être admirés pour leur patience et leur endurance. La même énergie que montrent les combattans dans les tranchées, on la retrouve chez ceux, vieillards et femmes, qui sont restés au foyer et que ne lassent ni les difficultés de la vie ni l'angoisse. Il est hors de doute que tous, dans ce pays grandi par l'épreuve et uni devant le danger, sauront faire jusqu'au bout tout leur devoir. Mais si quelque défaillance était à redouter, on peut être assuré qu'elle ne viendrait pas de la classe moyenne et de la France des petits... C'est pourquoi nous avons fait fête encore une fois à Flambeau. Aussi bien que les grognards de l'Empire, nous avons salué en lui leurs cadets, dignes des aînés, les jeunes grognards qui, au neuvième mois d'une guerre sans précédent, auraient le droit d'être « fatigués, » — et qui, eux non plus, ne se plaignent pas.

« Le style est maudit en mille endroits : de grandes périodes de roman, de méchans mots, je sens tout cela... et je ne laisse pas de m'y prendre comme à de la glu. La beauté des sentimens, la violence des passions, la grandeur des événemens et le succès miraculeux de leur redoutable épée, tout cela m'entraîne comme une petite fille. » Ce que Mme de Sévigné disait des romans-feuilletons de son temps, nous serions prêts à le redire des mélodrames du nôtre, ou plutôt du temps qui nous a précédés, car nos auteurs dramatiques n'ont plus le tour de main qu'exigeait le vieux mélo. Et c'est dommage. L'Ambigu s'est avisé d'exhumer une antique production due à la verve combinée d'Anicet Bourgeois et Michel Masson : *Marceau ou les enfans de la République*. J'y suis allé, un dimanche, en matinée. Vous vous tromperiez si vous croyiez que la représentation n'avait attiré qu'un public de quartier. L'assistance était fort distinguée. J'y ai reconnu plus d'un spectateur que je tiens pour un fin lettré et dont je sais par ailleurs les intimes angoisses. Ils étaient venus chercher à ce spectacle, d'un art sommaire et savant, une diversion naïve et violente.

Dès le début on est intéressé, empoigné, conquis. Chaque personnage qui entre en scène se nomme, et chacun porte un nom, inconnu alors, mais qui depuis... Ce sergent, c'est Marceau ; cet architecte, c'est Kléber ; ce poète, c'est Marie-Joseph Chénier ; cet acteur, c'est Talma. Voici Robespierre et voici Bonaparte. Le moyen de s'ennuyer en si belle compagnie ? Et tout de suite l'action s'engage, romanesque, pathétique et vous entraîne, quoi que vous en ayez. On est dupe. On ne réfléchit plus. On ne pense plus... A certaines heures, c'est le plus grand bien.

L'histoire du cinématographe vient de s'enrichir d'un chapitre qui manquait à sa gloire. Déjà les films avaient été utilisés pour enregistrer les phases d'un naufrage. Mais suivre sur l'écran l'agonie d'un navire torpillé, c'est un surcroit de plaisir et un régal de haut goût. Les journaux allemands nous ont appris que la nouveauté sensationnelle dans les cinémas berlinois était le torpillage du *Falaba*. A l'instant où l'équipage et les passagers, — qui ne seront pas secourus, — tombent à la mer, c'est dans la salle un enthousiasme indescriptible. J'imagine qu'on reproduit dans la coulisse le ricanement dont les marins allemands ont accompagné l'agonie de leurs victimes... Si hideuse que soit une telle scène, qui fait honte à l'humanité, ne la regrettons pas. Elle est un document incomparable sur la mentalité d'un peuple. D'incorrigibles utopistes ont essayé d'établir une distinction entre les sentimens de l'empereur allemand et ceux de la nation allemande. Le Kaiser seul, d'après eux, devait porter la responsabilité de la guerre et des atrocités qui y ont été commises. Mais, à Berlin comme ailleurs, c'est bien le peuple, ce sont les classes moyennes qui forment la clientèle habituelle des cinémas. C'est la nation allemande qui, réunie dans les endroits où elle se divertit, insulte et ricane à la mort de ceux qu'elle assassine. Réponse décisive à l'adresse de ceux qui, en bas, seraient impatiens de tendre aux Allemands une main fraternelle et de ceux qui, en haut, rêveraient, — déjà ! — d'un rapprochement intellectuel.

René Doumic.

REVUES ÉTRANGÈRES

SCÈNES ET TABLEAUX DU « FRONT » RUSSE

Russia and the World, par Stephen Graham, un vol. in-8° illustré. Londres, librairie Cassell, 1915. — *Field Notes from the Russian Front*, par Stanley Washburn, 1 vol. in-18 illustré, Londres, librairie Melrose, 1915.

Peut-être quelques-uns de mes lecteurs n'ont-ils pas encore tout à fait oublié, — malgré tant de choses qui, depuis lors, sont venues changer la face du monde ! — certains échantillons que j'ai publiés ici, l'année passée, de l'admirable talent pittoresque et poétique d'un ex-officier de marine marchande, M. Joseph Korzeniowski, devenu sous le pseudonyme de Joseph Conrad l'un des maîtres de la littérature anglaise contemporaine (1) ? Assurément l'Angleterre a produit et continue de produire aujourd'hui des œuvres qui, par leur portée littéraire et « humaine, » dépassent les récits de M. Conrad ; mais tous ses critiques s'accordent à reconnaître qu'au double point de vue de la fantaisie et du style, le premier rang appartient à ce Polonais qui, selon toute probabilité, aurait été incapable d'écrire une lettre en langue anglaise voici quinze ou vingt ans ! Et le plus curieux est que, si l'on voulait absolument nommer un autre auteur que l'on pût opposer à M. Conrad sous ce double rapport, le seul en vérité que l'on aurait le droit de choisir se trouverait être, celui-là, un Anglais tout à fait authentique, mais qui, depuis bientôt vingt ans, s'est fixé en Russie, a eu pour unique ambition de révéler à ses compatriotes le secret de l'âme russe, et a fini par s'imprégner soi-même, assez profondément, du génie de la race ainsi « adoptée. » Oui, je crois bien que les deux hommes qui, de nos jours, s'entendent le mieux au maniement de la prose anglaise, et qui surtout se montrent les plus habiles à parer cette

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril 1914.

prose de couleur, de lumière, et de poésie sont le Slave « anglicisé » Joseph Conrad et un Anglais (ou peut-être encore un Écossais) « russifié » qu'une récente photographie nous fait voir une fois de plus, au frontispice de son nouveau livre, tâchant à revêtir non seulement le costume, mais jusqu'aux allures et jusqu'à la mine d'un modeste bourgeois de Kief ou d'Ekaterinoslav !

Un Loti anglais : telle serait sans doute la meilleure définition de l'éminente personnalité littéraire de M. Stephen Graham, — ou du moins la définition la mieux faite pour en révéler l'espèce à un lecteur français. Par des moyens tout différens et qui ne sont qu'à lui, l'auteur d'*Un Vagabond au Caucase* réussit à évoquer en nous une impression assez parente de celle qu'y suggère l'auteur du *Roman d'un Spahi*, c'est-à-dire un mélange délicieux d'images très précises et d'émotion flottante, comme si des spectacles d'une réalité toute proche se déroulaient devant nous, tandis qu'autour de nous s'exhalerait un chant doucement nuancé, nous permettant de transporter toujours notre vision dans une atmosphère de rêve. Combien j'aurais aimé, par exemple, pouvoir citer ici quelques morceaux des deux livres, — justement célèbres déjà dans leur pays, — où l'écrivain anglais nous a raconté, tour à tour, son voyage à Jérusalem en compagnie d'une troupe de pieux pèlerins russes et son voyage aux États-Unis avec une troupe, à peine moins touchante, d'humbles paysans russes attirés au delà des mers par les mensongères promesses d'agens d'émigration ! Jamais peut-être aucun étranger n'a plus tendrement observé la vie du peuple russe, ni surtout ne l'a traduite en de plus aimables ou poignantes peintures. Mais tout cela aussi risquerait de nous sembler, aujourd'hui, l'écho d'un monde disparu ; et M. Stephen Graham lui-même nous avoue qu'il a eu quelque peine à reconnaître ses chers *moujiks* de naguère, — avec leur indolence native s'accentuant encore sous l'action déprimante d'un flacon de *vodka*, — dans ces héros de bravoure enflammée et d'active bonté qui, sur les « fronts » pathétiques du Niémen ou de la Vistule, l'émerveillaient par leur zèle unanime à glorifier le récent décret impérial leur interdisant de boire désormais autre chose que de l'eau.

J'ai causé avec divers soldats de cette interdiction absolue de toute boisson alcoolique : pas un qui ne l'approuvât avec enthousiasme. Et l'un d'eux, notamment, un jeune paysan attaché au service d'aviation comme compagnon d'un officier-pilote, m'a offert un exemple parfait de la manière dont ses frères envisageaient la réforme nouvelle. Il venait d'acheter deux harengs flanqués d'un morceau de pain ; et, tout en les mangeant avec une satisfaction manifeste, il se laissait aller à murmurer :

— Ah ! si l'on pouvait avaler encore, par là-dessus, une goutte de *vodka !*

— Tu serais bien heureux d'en avoir un peu, n'est-ce pas?

— Oh ! nous sommes beaucoup qui nous désolons de n'en pas avoir !

— Et, dis-moi, que pensez-vous de cette fermeture des débits d'eau-de-vie ? Est-ce que vous souhaiteriez de les voir rouvrir ?

— Non certes, nous ne le souhaiterions pas !

— Et pourquoi ?

— Pourquoi ? Parce que le débit d'eau-de-vie est notre ennemi tout comme le Prussien. Si tu as un quart de rouble dans ta poche, et que tu voies ouverte la porte du débit, impossible pour toi de ne pas y entrer ! Tu ne veux pas y entrer ; mais, que si seulement la porte est ouverte, pas moyen pour toi de t'en empêcher ! Ou bien apprends-tu qu'il y a une porte de débit ouverte dans un village à une lieue d'ici ? A tout prix il faut que tu y coures, pour acheter de la *vodka*. Et quel profit en as-tu, de cette maudite *vodka*, à la fin du compte? Non, frère, voyez-vous, cette guerre nous a enseigné bien des choses ! Moi, par exemple, je suis maintenant chargé de voler dans l'air. Et qui donc, dans notre village, a jamais fait cela ? Qui donc aurait rêvé qu'il m'arriverait de m'en aller là-haut, parmi les nuages et les étoiles, comme un Français ou un Anglais ? Et alors je songe : « Vois-tu quels nobles alliés nous avons ! Ils ne boivent pas, eux : pourquoi ne ferais-tu pas comme eux ? »

— Et tu n'as pas eu peur de monter si haut?

— Oh ! si, la première fois, c'était vraiment terrible ! Mais cela n'a duré que quelques minutes. A présent, je n'éprouve plus rien.

— As-tu déjà eu l'occasion de voler au-dessus de l'ennemi ?

— Oui, un jour, à Novo-Georgievsk, l'on nous a envoyés pour observer par quelle voie les Allemands s'avançaient sur Varsovie, et il nous a fallu voler au-dessus d'eux. Seigneur, comme ils paraissaient petits, ces Allemands ! Mais les voilà qui se sont tous mis à tirer sur nous ; et comme une ou deux balles avaient entamé notre toile, nous sommes montés plus haut, nous avons fait demi-tour, et nous sommes revenus au camp...

— Et tu crois que tu pourras continuer à te passer de *vodka ?*

— Mais oui, aussi longtemps que j'aurai ma femme avec moi !

— Comment cela, ta femme ?

— Hé ! oui, — répondit le jeune garçon, avec un sourire malicieux, en me désignant son fusil, — voici maintenant que ma femme m'accompagne partout ! Quand je me couche pour la nuit, elle est là près de moi ; et le matin, quand je me réveille, elle y est encore !

Je pourrais reproduire maintes autres conversations semblables, qu'il m'est arrivé d'avoir avec des soldats de tout âge et de toute origine. Toujours, lorsque nous abordions la question de la *vodka*, j'entendais s'exprimer le même sentiment : encore bien que ces pauvres gens eussent donné n'importe quoi pour une gorgée du liquide diabolique, pas un qui ne fût content de l'impossibilité pour eux de s'en procurer.

Ce sont de telles peintures du « front » russe que nous demandons aujourd'hui à M. Stephen Graham ; et le seul de ses ouvrages qui

compte, — provisoirement, — pour nous est celui qu'il vient de publier sur le changement de ses chers *moujiks* en d'incomparables soldats; et tout au plus nous avisons-nous de l'exquise qualité « littéraire » de son livre pour lui savoir gré de nous rendre plus réelles, à la fois, et plus émouvantes ces scènes de la vie d'un grand peuple soudain transfiguré. Elles ont beau, ces scènes d'ailleurs infiniment multiples et diverses, se trouver déjà vieilles de cinq ou six mois, — M. Graham ayant été forcé de revenir en Angleterre dès le début de la présente année : nous sentons que les figures et les âmes de leurs acteurs n'ont rien perdu, depuis lors, de la simple et naïve et superbe grandeur qui nous frappe chez elles, tout au long des chapitres. Aujourd'hui comme il y a six mois, l'armée russe, affranchie de l'ivresse « diabolique » de la *vodka*, s'abandonne tout entière à l'enivrement bienfaisant qui lui vient de la conscience de sa force et de sa beauté juvéniles, librement employées au service d'une cause sacrée. Sur tout l'immense « front, » depuis la mer Baltique jusqu'aux flancs des Carpathes, des millions d'hommes aspirent délicieusement le souffle printanier que déjà, au plus dur de l'hiver, M. Stephen Graham nous montrait allumant dans leurs yeux une flamme de joie, d'espérance invincibles. Autant et plus encore que chez nous, la guerre provoquée par l'odieux Allemand a dégagé tout d'un coup en Russie, du fond de l'âme nationale, toute sorte de précieuses puissances et vertus qui, sans cette occasion providentielle, eussent risqué peut-être d'y dormir à jamais.

Il y a dans la vie d'un jeune homme un trait caractéristique : c'est que, quoi qu'il lui arrive, il en tire profit. Ce qu'on appelle la chance est beaucoup plus du côté des jeunes gens que de celui des vieux. Quelques épreuves qu'il subisse, quelque calamité qui s'abatte sur lui, le jeune homme en sort avec plus de vigueur et plus d'expérience. En fait, la privation et le danger lui sont plus avantageux que le repos et le contentement. Et, dans le monde actuel, c'est le peuple russe qui est exactement notre jeune frère, avec toute sa destinée ouverte devant lui. Il a traversé la guerre japonaise, le terrible péril révolutionnaire : le voici au plus profond de sa troisième lutte, plus grande que les autres ! Et tout cela ne sert qu'à créer la puissante Russie.

C'est pourquoi, lorsque je suis revenu de mon village sibérien à Moscou, en septembre 1914, je n'ai trouvé nulle trace de dépression dans le sentiment national. Pas l'ombre de grèves ni de tumultes, de propagande révolutionnaire ni de pessimisme : mais, au lieu de cela, une gaîté rayonnante et un accord plus unanime que tout ce que pouvaient prévoir les plus optimistes. Les paysans partent au « front » avec un enthousiasme incroyable ; et les classes supérieures de la société, qu'elles aient été la veille radicales ou conservatrices, les acclament au passage en enviant leur sort. Les journaux de tous les partis se sont mis à l'unisson, et la presse

libérale rivalise en « loyalisme » avec celle de l'extrême droite. Les Polonais eux-mêmes se montrent unanimes à fraterniser avec leurs prochains libérateurs : ils forment des régimens de volontaires, qui combattront aux côtés des régimens russes. La seule froideur à l'égard de la Russie se rencontre dans le cœur des Finlandais; la seule tendance à tomber dans le brigandage et la rébellion, parmi les tribus mahométanes du Caucase.

Toute l'atmosphère est pleine d'espoir. L'absence de la moindre goutte de *vodka* a bien creusé une lacune dans la vie des paysans : mais cette lacune a été aussitôt comblée par la guerre et l'ardente passion patriotique. D'habitude, les paysans sentaient qu'ils n'avaient rien à faire que boire : mais maintenant il n'en est plus ainsi. C'est comme si la guerre leur avait procuré une véritable raison d'exister, et comme si, dans la mort, ils avaient trouvé l'objet réel de leur vie. Nous autres, avec notre conception occidentale du christianisme, nous avons quelque peine à reconnaître l'excellence morale de la guerre : mais le christianisme de l'âme russe n'y voit aucune difficulté. Pour le Russe, aller à la guerre, c'est offrir son corps sur l'autel du sacrifice. Et le fait est que, dans la splendide ardeur des soldats russes courant à l'ennemi, se perçoit le frémissement joyeux qui agitait le cœur des anciens martyrs s'élançant vers une mort toute saturée de gloire...

Dans la ville entière de Moscou, l'amour des soldats atteint au délire. Sur le quai des gares où doivent arriver les blessés, je vois attendre des foules de femmes avec des corbeilles de cadeaux ; et lorsque s'arrête l'ample et commode train d'ambulance marqué de la croix rouge, c'est encore une nouvelle invasion affluant du dehors : des centaines de jeunes filles qui courent çà et là, avec des cigarettes, avec du thé et du sucre, et des gâteaux et des journaux à images. Même par les soirées pluvieuses, cette foule épaisse attend patiemment ; et puis, à l'approche du train parmi les ténèbres, vous en entendez sortir des exclamations tristement murmurées : « Mon Dieu ! Seigneur Jésus ! » Tous les cœurs saignent à la vue des pauvres soldats gisant sur les couchettes.

Il n'y a pas jusqu'aux blessés allemands qui ne reçoivent leur part de l'hospitalité universelle. A tout moment vous entendez une femme russe qui s'écrie, devant le spectacle d'un ennemi blessé : « Le pauvre homme ! Est-ce sa faute s'il se bat contre nous ? » Les Allemands, d'autre part, sont étrangement soupçonneux. Ils demandent si le thé « n'est pas du vitriol, » se refusent à prendre les remèdes, et plus d'une fois on les entend dire : « Quand est-ce que nous serons pendus ? »

Les blessés russes, eux, ne tarissent pas dans l'exposé des impressions rapportées par eux de la guerre et de l'Allemagne. Ainsi : « L'Allemagne est un beau pays, pas de comparaison avec nos pauvres villages ! Des maisons de pierre, des maisons de briques, trois étages, des tapis, des fauteuils, des gramophones. Chaque maison a un gramophone, et nous avons tous appris à les faire marcher. Un jour, je venais tout juste d'entrer dans une maison abandonnée et de mettre en mouvement un gramophone, lorsqu'un officier passe la tête à la fenêtre ouverte, et me dit : « Allons, arrête aussitôt cette musique ! » Et moi, je ne savais pas comment l'arrêter ! Alors, j'assène un gros coup de poing, *biff*, au milieu de la roue, et la voilà qui

s'en va en morceaux sur le plancher! — Et y a-t-il beaucoup à manger? — Oui, des cochons, autant que vous en voulez! Des centaines, des milliers de cochons. Nous les attrapions, et les emportions au camp. » Le blessé fourrage dans son sac, pendu au bord de son lit, et finit par en tirer un couteau d'apparence assez meurtrière. « Tenez, me dit-il, c'est avec ça que les Allemands les tuent ! »

De Moscou, M. Stephen Graham s'est rendu d'abord dans la ville livonienne de Libau, qui venait d'être bombardée par une escadre allemande, et où il nous avoue qu'il espérait vaguement pouvoir assister à une répétition de la même aventure. Mais non, il n'y a rien trouvé que silence et ténèbres. Toutes les boutiques fermées, toutes les lumières éteintes, un grand port où dormaient tristement une centaine de vaisseaux dépeuplés. Parfois seulement une foule qu'on eût dite sortie de terre s'entassait sur les dunes, les yeux fixés sur l'horizon vide. Une foule étrangement partagée, d'ailleurs, entre des sentimens contraires de crainte et de désir : car, derrière la pénible perspective des bombes, cette population en majorité allemande entrevoyait volontiers, dans ses rêves, l'image d'un drapeau allemand flottant sur son beffroi. « Pendant le dernier bombardement de la ville, dans le grand élan de satisfaction que leur causait l'idée d'une prochaine entrée des Allemands, l'on m'a dit que la plupart des commerçans de Libau avaient soudain complètement oublié la langue russe, qu'ils baragouinaient de leur mieux jusque-là. » Mais l'escadre allemande s'en était allée, — au contraire de ce qu'elle a fait l'autre jour, — sans avoir obtenu le moindre résultat appréciable, si ce n'est celui de pouvoir enrichir les « communiqués » officiels d'un mensonge de plus : car toutes les bombes étaient tombées dans la mer ou sur le sable des dunes, et le prétendu « incendie » de la ville n'avait existé que dans l'imagination du grand État-Major.

A Grodno, sur le Niémen, lorsque y est arrivé l'écrivain anglais, toutes les maisons se remplissaient de soldats blessés, dont les convois se mêlaient, dans les rues, à un passage continu de troupes fraîches, en route pour le « front » tout voisin. Dans le quartier des Juifs, un lugubre dimanche de pluie, M. Graham fut témoin d'une scène inoubliable. Une longue suite de chariots de *moujiks*, servant à emporter les soldats blessés, venait de s'arrêter au coin d'une rue, ainsi qu'elle le faisait de cinq en cinq minutes pour permettre aux blessés de se reposer un peu des terribles secousses que leur infligeait chaque tour de roue. « De nombreux Juifs en haillons étaient accourus auprès des chariots, avec des croissans de pain blanc qu'ils met-

taient sur la paille, entre les soldats étendus deux par deux. D'autres introduisaient des cigarettes dans la bouche des soldats et les allumaient, — car beaucoup des pauvres diables ne pouvaient pas faire usage de leurs bras. Cependant quelques-uns des blessés, moins gravement atteints, avaient réussi à se redresser, et racontaient en riant à leurs visiteurs de quelle façon ils avaient battu les Prussiens. Leurs couvertures brunes étaient trempées de pluie, leurs yeux brillaient de fièvre, parmi la pâleur exsangue de leurs visages, et c'est à peine si l'on pouvait entendre leurs voix, que l'humidité achevait d'enrouer. Mais les Juifs les écoutaient avec un air de respect; après quoi les plus hardis d'entre eux risquaient timidement la question qui, par-dessus tout, leur tenait au cœur : *Et savez-vous ce que sont devenus les nôtres? Pouvez-vous nous donner des nouvelles des nôtres?* Car les Juifs, aussi, ont leurs fils sur le front. »

Le même jour, un habitant de Grodno qui avait assisté tout récemment à la bataille de Sredniki décrivait à M. Graham les souvenirs qu'il en avait conservés : « Vers midi, tout d'un coup, le bruit se répand que l'ennemi approche avec des forces énormes, et va nous attaquer au gué du Niémen. En effet, dès trois heures, nous entendons une canonnade, et bientôt la lutte devient générale. Sur la falaise abrupte de la rive droite grondent les gros canons russes; l'artillerie de campagne s'est installée au-dessous, dans le sable du fleuve ; et sur l'autre rive, protégées par le feu de nos artilleurs, nos troupes de ligne tâchent bravement à repousser l'ennemi, qui, de son côté, fait des efforts surhumains pour parvenir jusqu'à la berge. Toute la nuit, un tonnerre ininterrompu nous remplit les oreilles : mais par deux fois, dominant ce tonnerre, s'élève la clameur joyeuse de nos régimens russes qui chargent l'ennemi et le contraignent à reculer. Enfin, aux premières lueurs de l'aube, le fracas de la bataille s'éteint peu à peu, pour être remplacé par un profond silence que rompent seulement, de temps à autre, une fusillade isolée ou quelques cris lointains. Nous découvrons que les Allemands sont partis avec la nuit, laissant derrière soi des obus qu'ils n'ont pas eu le loisir de lancer, des centaines de wagons, d'automobiles, de motocyclettes. Un soleil magnifique surgit, qui argente de ses rayons juvéniles les eaux du Niémen, les forêts au feuillage jauni, la pente douce des collines, et le champ de bataille abandonné. Là, tandis que des chiens hurlent et que volent en croassant d'innombrables corbeaux, la foule des morts gisent, les uns couchés sur le dos comme s'ils dormaient, d'autres sur le ventre, comme s'ils cherchaient quelque chose dans le sol. Ou bien ce sont

des cadavres abattus l'un sur l'autre dans des tranchées hâtivement creusées, pêle-mêle avec des fusils et des épées et des casques. Ah ! combien il a dû être surpris, le soleil de ce matin d'automne, en constatant ce qui s'était passé entre son coucher de la veille et son glorieux retour ! »

Mais M. Graham avait hâte de contempler de ses propres yeux, autant que possible, l'un de ces combats dont il ne se lassait pas d'écouter les récits, infiniment variés d'après l'espèce et la qualité des narrateurs. C'est encore un dimanche soir que, sortant de Varsovie, il a grimpé sur le toit d'une cabane à demi détruite, pendant qu'à quelques kilomètres de là se livrait la première en date des grandes batailles dont le succès aurait permis aux Allemands de prendre possession de la capitale polonaise :

C'est un triste dimanche d'automne, et le grondement continu du canon s'adapte le mieux du monde à cette impression de morne tristesse. Toute l'étendue grise du ciel, vers le couchant, se teinte de sinistres reflets rouges, et de toute la plaine je vois s'élever des colonnes massives d'une fumée rouge, s'exhalant des fermes qui brûlent, ou bien encore des cercles légers de fumée blanche résultant d'obus qui viennent d'éclater. Tous les arbres sont jaunes, le sol est changé en un marais de boue, les vastes champs de choux ont été écrasés sous les pieds des chevaux, les petites maisons de bois des paysans polonais sont fermées et désertes. A ma droite se dresse un bois dont les branches frissonnent; à ma gauche s'allonge la chaussée grise, dessinée par une suite de poteaux télégraphiques. Aucun civil n'a le droit d'y passer : mais souvent des automobiles militaires se précipitent avec une rapidité folle, des renforts d'infanterie trottent vers le front, des chariots chargés de blessés reviennent lentement, se dirigeant vers l'ambulance installée à l'entrée de la ville. Et puis il y a des momens où la route est vide, et où je la vois se perdre lugubrement, à l'Ouest, dans un nuage de poussière, de brume, et de fumée.

Du Nord arrivent des explosions d'un timbre métallique, comme si l'on avait hissé les canons sur des toits de zinc. Du Sud, j'entends partir des détonations basses et soufflantes; du centre, des claquemens sonores qui font songer à des portes sans cesse refermées en sursaut, et qui doivent être la musique régulière des mitrailleuses. La bataille fait rage au Nord-Ouest de la ville, avec un grondement qui parfois s'accentue soudain et semble s'approcher, comme si quelque machine énorme roulait pesamment, irrésistiblement, vers la ville.

Une sentinelle m'aborde, un garçon tout simple et gentil qui, après avoir jeté un coup d'œil sur mes papiers, accepte avec plaisir l'une des cigarettes dont j'ai toujours une provision en réserve pour ses pareils.

— Les vôtres aussi se battent bien, me dit-il, vos Anglais! J'ai appris de quelle façon ils avaient arrêté les Allemands. Ces gens-là ont beau nous donner bien de l'ouvrage par ici, ils ne battront pas les Anglais! Voilà un peuple, un grand peuple!

Et comme je lui faisais l'éloge des Russes, qui seuls avaient réussi à combattre l'Allemand sur son propre territoire :

— Oui, reprit-il en souriant, j'étais moi-même à Soldau. Après avoir dépassé Mlava, nous sommes allés toujours plus avant, sans rien rencontrer sur notre passage. Mais ensuite, pour nous retirer, ah! comme nous avons eu de la peine! Leur artillerie est si forte, et puis ils ont tant de téléphones! Jamais notre batterie ne pouvait s'arrêter : tout de suite les canons allemands l'avaient repérée!

— Et maintenant, demandai-je, que va-t-il arriver?

— Hé! qui le sait? Voici maintenant dix jours que nous combattons, et sans faire aucun progrès. Ces Allemands sont si obstinés! Il y a même des endroits où nous reculons. Si vous saviez ce que ces gens-là ont d'espions partout!

— A quelle distance sont-ils aujourd'hui?

— Là, devant nous, à environ six verstes! J'étais sur le front hier : notre front est à deux verstes d'ici, et celui des Allemands à quatre verstes plus loin.

— Et du côté du Nord? demandai-je.

— De ce côté-là, je ne sais pas. Plus près encore, peut-être? C'est de ce côté que les Allemands avancent. Leur aile gauche a été battue hier; mais leur droite a reçu des renforts, et les voilà qui ont pris possession d'une butte très importante!

La sentinelle s'éloigna, me laissant avec mes pensées et le tonnerre de la bataille, tout autour de moi. Mais bientôt un officier de police me contraignit à rentrer en ville. En chemin, il me dit que les Russes avaient le dessus; et pourtant je le voyais trembler, chaque fois que le bruit des mitrailleuses devenait plus distinct. Par un contraste singulier, ce bruit qui m'attirait invinciblement provoquait, chez lui, un désir instinctif de tout abandonner pour s'enfuir au plus loin! Et, avec cela, le pauvre homme exécutait vaillamment sa consigne, qui était de rassurer tous ceux qu'il rencontrait. Lentement nous revînmes ensemble vers l'entrée de la ville, où s'étalait une masse noire, la foule des curieux, contenus en cet endroit par des gendarmes à cheval. C'étaient, pour Varsovie, de terribles journées.

Longtemps encore l'angoisse de l'attente devait peser sur Varsovie. La bataille se poursuivait aux portes de la ville, et, presque sans arrêt, de « grands oiseaux » allemands s'amusaient à lancer des bombes sur les passans des rues. Leur apparition produisait, chaque fois, un moment de panique, durant lequel tout le monde « se représentait involontairement la sensation qu'on allait éprouver en recevant la bombe; » et puis, dès l'instant suivant, la curiosité l'emportait sur la peur, et l'on courait s'entasser autour des victimes. Cinquante-cinq personnes furent ainsi tuées en une seule journée. Dans un restaurant, une bombe brisa d'innombrables assiettes, dont la ville entière se disputa les fragmens, pour les garder comme des « souvenirs. » Et enfin, vers le milieu de la semaine, des sonneries de

cloches apprirent aux habitans de Varsovie que l'armée allemande avait été repoussée.

Le soir, nombre de régimens victorieux rentrèrent dans la ville. « Sous la pluie torrentielle s'avançaient les Cosaques de Sibérie, et, derrière eux, les régimens du Caucase, marchant d'un pas alerte. Tous ces hommes étaient barbus, boueux, trempés jusqu'aux os. Ils semblaient trop fatigués pour avoir même la force de prendre, des mains tendues des Polonais, les cigarettes et les gâteaux qui leur étaient offerts. Ils avaient combattu jour et nuit depuis une semaine, recommençant mille fois à sentir la mort sur leur tête, et voyant sans cesse leurs camarades les plus proches abattus par des boulets ou des éclats d'obus, mais n'ayant pas le temps de réfléchir à ce que signifiait cette perte de frères tendrement aimés. Et les voici qui revenaient vivans et heureux, encore bien que peut-être, suivant la philosophie intime de leur race, les plus heureux de tous eussent été ceux qui avaient péri au service sacré de la Russie, dans cette noble guerre contre un mauvais ennemi ! »

Cette « philosophie » foncière du soldat russe tient naturellement une grande place dans les nouvelles observations de M. Graham; et l'un de ses principes les plus invariables consiste, précisément, à envisager sans l'ombre de crainte l'image de la mort, surtout lorsqu'il s'agit d'une cause aussi sainte que cette guerre de la nation russe « contre un mauvais ennemi. » C'est par là que s'affirme avec le plus de force, d'après l'écrivain anglais, la différence de notre conception « occidentale » du devoir militaire et de celle qui, depuis le début de la campagne, anime l'héroïque armée du grand-duc Nicolas. Certes, le soldat russe souhaite ardemment la victoire des alliés, tout de même que ses frères français et anglais; mais à ce désir de la victoire s'ajoute, chez lui, un besoin plus ou moins conscient de marquer d'un sacrifice personnel sa collaboration à la tâche commune. Les hommes que M. Graham voyait revenir du champ de bataille, trop épuisés pour pouvoir même étendre le bras vers les cadeaux qui leur étaient offerts, ces obscurs et admirables sauveurs de Varsovie avaient beau savoir qu'ils avaient « battu le Prussien : » leur satisfaction se mêlait d'une nuance de regret, voire de remords, parce qu'il ne leur avait pas été donné de prouver plus évidemment leur courage individuel et leur zèle filial envers la patrie en abandonnant à celle-ci l'un de leurs membres, ou leur vie tout entière. Et ce n'est pas, à coup sûr, que leur patriotisme soit supérieur à celui de nos « poilus »

français : simplement, leur vie a pour eux moins de prix, un peu sous l'effet de leur certitude plus absolue d'une existence future, mais sans doute surtout sous l'effet de l'étrange fatalisme « oriental » que n'ont pu effacer, du fond de leurs cœurs, des siècles de foi chrétienne infiniment ardente.

Toujours est-il que, à l'armée plus encore que dans son village, le *moujik* réalise le vieux proverbe russe suivant lequel « celui-là vit le mieux qui est toujours prêt à mourir. » Il est si « prêt à mourir » qu'il n'éprouve pas, non plus, le moindre scrupule à tuer le « mauvais ennemi » qui se dresse devant lui. Comme le notait déjà tout à l'heure M. Graham, les cruelles obligations de la guerre n'ont rien d'incompatible avec la religion du peuple russe. « Le soldat russe tue son ennemi sans le haïr. Il n'a nullement l'impression de faire du mal à un autre homme de son espèce en tirant sur lui, en le chargeant à la baïonnette : pas un instant il ne songe à ce côté de son acte, et la seule perspective qu'il avait sous les yeux est celle des souffrances ou de la mort qui vont l'atteindre lui-même dès la minute suivante. Sa manière de marcher au combat ressemble beaucoup au pèlerinage traditionnel des paysans russes vers Jérusalem : de part et d'autre, l'idée dominante est celle d'un sacrifice pieux, joyeusement accompli. Et, aussi bien, plus d'un paysan était-il sur le point de partir pour Jérusalem lorsque, la guerre ayant éclaté, il a dû renoncer à son pèlerinage pour aller combattre les Allemands. Dans les plaines de la Prusse Orientale et de la Pologne il a rencontré une Jérusalem non moins véritable que celle qu'il comptait trouver en Palestine ; et peut-être plus d'un s'est-il réjoui en songeant que ce nouveau chemin l'y conduisait plus vite ? »

Mais me voici au bout de ma dernière page, et il y a encore, dans le livre de M. Stephen Graham, une foule de choses que je m'étais promis de signaler au lecteur français. Force m'est donc de les réserver pour un prochain article, comme aussi l'analyse, plus rapide, que je voulais faire d'un autre livre anglais dont l'auteur, M. Stanley Washburn, nous a également rapporté, du « front » russe, toute sorte de vivantes et pittoresques images.

T. DE WYZEWA.

CORRESPONDANCE

A la suite de notre chronique politique du 1er octobre, M. le comte Woeste, ministre d'État, nous a adressé la lettre suivante. Les faits que nous avions racontés et appréciés ont été publiés dans tous les journaux au mois de septembre dernier, et nous n'avions aucune raison de les mettre en doute. M. Woeste les contredit, et c'est son droit. L'histoire, à laquelle il fait appel, prononcera plus tard un jugement définitif. Pour le moment, nous donnons acte à M. Woeste de sa rectification. Voici sa lettre :

Bruxelles, 19 mars 1915.

Monsieur le Directeur,

On me met seulement aujourd'hui sous les yeux votre livraison du 1er octobre, dans laquelle vous dépeignez mon rôle sous un jour complètement inexact. La difficulté des communications a empêché que j'eusse plus tôt connaissance de cette attaque, et c'est ce qui explique que ma réponse ait tant tardé. Je fais appel à votre souci de la vérité et à votre loyauté pour vous prier de bien vouloir accueillir cette réponse dans la prochaine livraison de la *Revue des Deux Mondes*. L'histoire de la guerre actuelle sera écrite un jour, et vous comprenez l'intérêt que, mon parti et moi-même, nous avons à ne pas laisser s'accréditer une légende à laquelle l'autorité de votre recueil donnerait du poids.

Voici ce que vous avez écrit :

Parlant des tentatives du gouvernement allemand pour diviser ses adversaires : « Nous avons le regret de dire, avez-vous affirmé, que la première s'est faite par l'intermédiaire d'un homme d'État belge important, M. Woeste, ministre d'État et l'un des principaux chefs du parti catholique, aujourd'hui et depuis si longtemps au pouvoir. M. Woeste n'a d'ailleurs pas été, dans ces derniers temps, toujours d'accord avec son parti,

ni même avec le sentiment national : il s'est opposé notamment, avec opiniâtreté, aux réformes militaires qui devaient augmenter à la fois la durée du service militaire et la force de l'armée. L'honneur du gouvernement actuel et de son chef, M. de Broqueville, est d'avoir passé outre à ces résistances et on peut voir maintenant quel service ils ont par là rendu à leur pays. Quoi qu'il en soit, M. Woeste a écouté les propositions du maréchal von der Goltz, qui est aujourd'hui pour l'Allemagne, — c'est-à-dire pour peu de temps, — gouverneur de la Belgique, et s'est chargé de les transmettre en haut lieu. Il y a été mal accueilli, et l'affaire n'a pas eu de suites. »

L'attaque porte donc sur deux points.

Et d'abord sur mon opposition « opiniâtre » aux réformes militaires.

Aucune réforme n'a été présentée pour augmenter la durée du service militaire. Le parti libéral a préconisé plusieurs fois la réduction à un an de service. J'ai toujours refusé de m'associer à cette thèse. Contrairement à ce que vous croyez, j'ai soutenu de ma parole et de mon vote le projet présenté par M. de Broqueville et dont vous lui faites, à juste titre, honneur. Antérieurement j'avais voté les fortifications de la Meuse, combattues par M. Frère-Orban, et le développement des fortifications d'Anvers, repoussé par la presque totalité des gauches du parlement. Vous voudrez dès lors bien reconnaître, je n'en doute pas, que vous avez été à cet égard très inexactement informé.

Sur le second point, je ne serai pas moins précis. Je ne connais pas le maréchal von der Goltz ; je n'ai eu aucun rapport avec lui ; il ne m'a transmis aucune proposition. C'est assez dire que je n'ai pas pu écouter des propositions qui ne m'ont pas été faites, que, par suite, je ne me suis pas chargé de les transmettre en haut lieu et qu'enfin je n'y ai pas été mal accueilli.

Si vous connaissiez l'âpreté des luttes politiques en Belgique, vous sauriez que le désir de nuire à un adversaire suffit parfois à expliquer les incriminations les plus injustes.

Agréez, je vous prie, avec mes remerciemens, les assurances de ma considération distinguée.

Comte WOESTE.

Nous recevons de M. Pierre Nothomb la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

On me fait tenir le texte d'un communiqué publié le 19 mars dernier par la *Gazette de Cologne* et la plupart des grands journaux allemands, et reproduit depuis par plusieurs organes des pays neutres. En voici la traduction :

Voici une preuve des contre-vérités auxquelles se laissent aller les journaux et périodiques anti-allemands, qu'on prenait jusqu'ici pour sérieux : La *Revue des Deux Mondes*, dans son numéro de janvier, publie un article de Pierre Nothomb sur « le Martyre de la Belgique. » Le gouvernement allemand a essayé de vérifier l'origine de quelques prétendues atrocités décrites dans cet article. Le résultat de cette enquête est plus que honteux pour l'auteur.

A Beyghem, d'après l'article, des soldats assez âgés, sous la conduite du premier lieutenant Kürner, avaient amené au presbytère et violenté une jeune fille. Et la vérité ? Nous l'apprenons de la bouche du curé de Beyghem (M. Herremans) et de la jeune fille, Joséphine de C..., laquelle a été entendue tout comme la sœur du curé, Mélanie Herremans, qui a confirmé les dires de la jeune fille : le *garçon* (l'ordonnance) Wilhelm du premier lieutenant Kürner, logé à la cure, est venu dans la cuisine où se tenait Mlle de C... avec Mlle Herremans. Il lui mit le bras sur l'épaule et lui demanda si elle voulait devenir sa fiancée, et la jeune fille répondit en riant : « Après la guerre. » Mlle de C... termine sa déposition sous serment en déclarant : « Je n'ai pas considéré l'incident comme une importunité : et jamais aucun soldat allemand ne s'est mal conduit à mon égard. » De cet incident anodin, M. Nothomb construit le drame d'un viol ; par ses verres grossissans, il aperçoit sept hommes se lançant sur la malheureuse victime !

Parfois aussi, la vision d'atrocités de l'auteur lui fait voir des incidens qui ne s'appuient même pas sur le moindre fait réel. C'est ainsi que nous lisons qu'à Ternath, un jeune garçon, invité à indiquer la route qui conduit à Gand, ne comprit pas la question et fut mutilé aussitôt : on lui coupa les deux mains ! Le bourgmestre de Ternath, le

docteur Poodt, déclare sous serment, à propos de ce récit de M. Nothomb; « Il n'y a pas un mot de vrai dans cette histoire. Depuis le début de la guerre, je suis resté constamment à Ternath, il est impossible qu'un pareil fait se soit produit sans que j'en aie eu connaissance, c'est là une pure invention! » Il a ajouté qu'il tombait des nues en présence d'une telle puissance d'imagination de M. Nothomb. On ne peut décrire mieux, en effet, le sentiment du lecteur lorsqu'il constate quelles atrocités on prétend s'être passées dans la localité qu'il habite. Seulement, il est dommage que chacun des lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* ne connaisse pas la vie qui règne dans les localités paisibles où les collaborateurs de cette *Revue* situent leurs histoires inventées et empoisonnées.

Encore un exemple de l'imagination fertile de M. Nothomb : Le « Duc de Gronau, » écrit-il, « a *pillé* le château de Villers-Notre-Dame. » « L'argenterie a disparu. » Et que déclare le curé O. S. Mazy de Villers-Saint-Amand à l'autorité allemande? « Que l'argenterie était cachée dans la cave du château sous un tas de sable et lui a été remise en bonne garde par les Allemands. » Il semble bien que M. Nothomb ne peut plus prétendre être pris au sérieux.

Le Gouvernement de Berlin a mis deux mois et demi à contrôler les sources de mon récit. Parmi les centaines de faits que j'ai cités d'après les dossiers de la Commission belge d'enquête, il ne s'est hasardé à en contester que trois. Afin que les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* puissent se rendre compte de la valeur des dénégations allemandes, me permettez-vous, Monsieur le Directeur, de leur donner pour chacun de ces trois faits un des témoignages sur lesquels je me suis appuyé ?

Je pourrais ne pas répondre au sujet de l'odieux viol de Beyghem, tant la version qu'en donnent les Allemands se détruit d'elle-même : « Voulez-vous devenir ma fiancée? — Oui, après la guerre. » C'est tout! Cette idylle fait sourire. Relisons cependant le témoignage fait *librement*, le 17 septembre 1914, par le curé de Beyghem, et voyons comme cela nous éloigne tragiquement de cette niaiserie sentimentale (Pendant une partie de sa déposition, le curé parle à la troisième personne.)

J'ai été prisonnier depuis le 24 août, sans cesse repris et relâché pour être repris aussitôt.

Les officiers se conduisent comme les soldats, ils sont eux-mêmes

voleurs et pillards ; ils boivent le vin en grand verre et sont ivres tous les jours.

Ils ont brûlé les églises de Beyghem, Humbeek, Nieuwrode respectivement samedi, dimanche et lundi, ainsi que la moitié des maisons.

Tous ces militaires sont des hommes de trente à trente-cinq ans, il y avait parmi eux l'*oberleutenant* Kürner ; entre autres excès, ils ont abusé d'une jeune fille dans la cure, devant le curé et sa sœur ; ils se sont livrés à des attentats ignobles sur le curé.

Voici, au sujet du fait de Ternath, le procès-verbal de l'agent judiciaire D..., d'Anvers :

La nommée Marie V... habitant Ternath 14, grand'place, raconte qu'elle a vu à Ternath un enfant de quinze ans qui avait été rencontré par des Allemands qui lui demandaient le chemin. Comme cet enfant ne comprenait pas, les Allemands lui coupèrent les deux mains; l'enfant mourut dans la soirée. Dans la même localité, deux jeunes filles, qui opposaient de la résistance aux tentatives de viol de soldats allemands, ont été tuées ainsi que leur mère.

J'en arrive au troisième fait. Comment mieux en prouver la réalité qu'en reproduisant la déposition écrite du propriétaire volé par le duc de Gronau et ses complices, M. Léon Delacroix, l'éminent avocat à la Cour de cassation de Belgique?

Ostende, le 16 septembre 1914.
Hôtel Chatam.

A Monsieur le Ministre de la Justice.

Monsieur le Ministre,

Le soussigné Léon Delacroix, avocat à la Cour de cassation, en vue de contribuer à la documentation du Gouvernement belge sur les violations des lois de la guerre par les troupes allemandes, a l'honneur de lui exposer que, sur l'annonce de l'arrivée des troupes allemandes, l'exposant a quitté Villers-Saint-Amand le 21 août, laissant son château à la garde de deux jardiniers, Antoine Bouchez et François Chanoine; que, le lendemain, 22 août, un état-major allemand prit possession de

l'habitation, y installa le téléphone et l'éclairage électrique et s'y conduisit fort convenablement jusqu'au dimanche matin 23; qu'ils quittèrent la propriété le 23 au matin, remettant aux jardiniers, — outre une gratification, — un billet constatant les réquisitions qu'ils avaient faites.

Mais que, quelques heures après leur départ, des troupes allemandes en nombre considérable passèrent sur la grand'route et que les officiers dont les noms suivent, flanqués d'un très grand nombre de soldats, prirent possession de l'habitation et se livrèrent à de véritables actes de vandalisme. Ces officiers sont :

Herzog von Gronau.
Oberst Rüppell.
— Hettritz.
— von der Heyde.
Hauptmann Dabis.
— Euler.
— Polsiher.
— Koch.
— Hellwig.
— Osins.
General Meyer.

1° Mes jardiniers furent requis, sous la menace du revolver braqué, de fournir les clefs de la cave au vin; comme ces clefs n'étaient pas en leur possession, les soldats allemands firent de vains efforts pour enfoncer la porte en chêne bardée de fer qui fermait la cave au vin. Ils se décidèrent alors à démolir par le dessus la voûte qui recouvrait la cave, et, ayant réussi à forer un trou, ils introduisirent un homme dans la cave, et, au moyen de deux berceaux d'osier des enfans, ils vidèrent toute la cave, contenant environ 1 500 bouteilles de champagne, cognac, porto, graves et bordeaux divers. Ils n'y laissèrent pas une bouteille. Ils emportèrent aussi un fût de moselle non entamé.

2° Ils ont percé d'un coup de baïonnette un grand portrait de famille qui se trouvait dans mon bureau.

3° Ils ont enfoncé à coups de crosse un panneau de porte alors que la clef était dessus.

4° Ils ont emporté cent quarante-quatre grands couverts d'argent, quarante-huit couteaux à manche d'argent, vingt-quatre couverts à dessert et trente-six cuillers à café en argent.

5° Ils ont aussi emporté trois montres en or appartenant aux enfans, ainsi que neuf livrets de Caisse d'Épargne des enfans, le tout enfermé dans une caisse scellée.

6° Ils ont emporté mes carnets de chèques sur la *Caisse de Reports* et la *Banque de Bruxelles.*

7° Ils ont aussi emporté un violon appartenant à un de mes fils.

8° Ils ont emporté aussi une tunique de lignard, que mon fils s'était fait faire et qu'il avait laissée chez nous pendant qu'il faisait son service en campagne.

9° Ils ont retiré des armoires et tiroirs mes papiers et les ont laissés au milieu de la chambre.

10° Ils ont ouvert systématiquement tous les meubles, boîtes, malles, etc., les défonçant avec leurs armes lorsqu'ils ne pouvaient pas les ouvrir assez rapidement.

11° Ils ont pris les robes de mes filles et jusqu'aux langes de mes petits-enfans pour en couvrir les bottes de paille sur lesquelles ils couchaient.

Je ne parle pas des nombreux objets qu'ils ont enlevés ainsi qu'il résulte de la liste ci-jointe et dont l'enlèvement pouvait trouver une excuse dans les nécessités de la guerre. Je veux parler des couvertures de laine des lits, du linge d'homme, des charrettes, voitures, ânes, bicyclettes, essence pour automobiles, etc.

Je tiens à votre disposition les cartes que les officiers avaient apposées sur les portes de leurs chambres et qu'ils ont abandonnées, ainsi que les billets qu'ils avaient appliqués sur les portes des chambres du rez-de-chaussée pour indiquer la destination qu'ils leur donnaient.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de ma haute considération.

Signé : LÉON DELACROIX.

INVENTAIRE DES DÉGATS ET PILLAGE EFFECTUÉS PAR LES TROUPES ALLEMANDES AU CHATEAU DE VILLERS-SAINT-AMAND, PAR LIGNE (HAINAUT) DU 23 AU 25 AOUT 1914.

	Francs.
1 500 bouteilles de vins divers	4 000
1 voiture phaéton	350
2 ânes, 1 voiturette et 1 charrette	600
40 couvertures de laine	1 000
144 grands couverts d'argent	3 600
24 couverts à dessert en argent	480
48 couteaux à manche d'argent	480
1 légumier en argent	200
36 cuillers à café en vermeil	360
Provisions : café, farine, riz, etc	250
1 violon	100
Très nombreuses cartes d'État-major et autres (achetées en vue d'excursions en automobile)	50
Réserve d'essence auto	75
3 bicyclettes	300
3 montres en or	800
Chemises, linge, vêtemens d'hommes	500
Malles et valises	450
Livrets à la caisse d'épargne	mémoire
Basse-cour (80 poulets, 32 canards)	220
1 tableau	300
1 machine à écrire	600
Dégâts à l'immeuble	1 000
Total	15 615

Soit : quinze mille six cent quinze francs.

Certifié exact.

Signé : LÉON DELACROIX.

Je ne sais si, après ces citations, le résultat de la pseudo-enquête allemande reste « plus que honteux » pour l'auteur de cette réponse. Mais, pour reprendre leur formule, les démentis allemands peuvent-ils encore prétendre à être pris au sérieux?

Veuillez, Monsieur le Directeur, agréer l'expression de mes sentimens les plus distingués.

PIERRE NOTHOMB.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le journal *La Roumanie* écrivait, il y a quelques jours : « Les petits pays peuvent être utiles dans le jeu serré de la Triple-Entente, mais ils auraient grandement tort de s'imaginer qu'ils y sont indispensables. En marchant à côté de la Triple-Entente, ils feront plutôt leurs affaires que celles de cette alliance de trois États gigantesques par leur force guerrière. » L'observation est pleine de justesse, et il est bon de ne pas la perdre de vue lorsqu'on s'occupe des faits et gestes des pays neutres, qu'ils soient petits ou même grands. Ils sont tout prêts à entrer en scène, mais ils ne voudraient pas, comme on dit en style de sport, mettre leur enjeu sur le mauvais cheval. De là leurs hésitations et leurs perplexités, qui ne feront peut-être pas l'édification de l'histoire, mais resteront très instructives au point de vue politique et moral. Ce n'est pas un reproche que nous leur adressons ; il est tout naturel qu'ils ne songent qu'à eux ; mais à aucune autre époque, peut-être, on ne l'avait fait avec une plus complète absence de formes dont le respect humain s'enveloppait autrefois. C'est la politique du jour. La vérité n'a que faire de son puits, elle se montre nue sur la place publique. Nous avions cru, nous qui appartenons à une génération déjà vieille, que Bismarck, dans son réalisme sans gêne, lui avait enlevé ses derniers voiles : nous nous trompions, il lui en avait laissé quelques-uns, comme s'il avait eu pour elle un reste de pudeur, car la vérité toute nue n'est pas belle à voir. Grâce aux hommes d'État d'aujourd'hui, la génération nouvelle grandira en dehors de toute naïveté.

La Bulgarie et son roi auront certainement contribué, pour une large part, à ce résultat. On aurait tort toutefois de les prendre pour modèles, car ils forcent la note, ce qui est dangereux. Le moment vient toujours où la justice immanente se dégage des choses et prend des revanches subites. On l'a déjà vu une première fois

lorsque, après la guerre des pays balkaniques ligués contre la Porte, la Bulgarie s'est subitement détachée de ses alliés de la veille et s'est tournée contre eux les armes à la main. C'était de la grande politique ; elle l'a cru du moins, mais il aurait fallu être le plus fort, et elle ne l'a pas été. Le traité de Bucarest lui a très légitimement enlevé une partie de ses conquêtes, pour les attribuer à la Serbie et à la Grèce victorieuses. Depuis lors, les circonstances sont devenues plus favorables à la Bulgarie qu'elle n'était en droit de l'espérer. L'immense ébranlement dont toute l'Europe est secouée a posé à nouveau dans les Balkans un certain nombre de questions qui semblaient closes pour assez longtemps, et la Bulgarie a pu marchander sa neutralité. Y restera-t-elle cantonnée ? En sortira-t-elle et dans quel sens ? Tout le monde se l'est demandé et elle se l'est sans doute demandé à elle-même, sans que la question ait été jusqu'ici résolue. En attendant qu'elle le soit, la Bulgarie juge habile de négocier avec les deux parties à la fois et d'attendre. Qu'il y ait eu des négociations, on n'en saurait douter ; le fait résulte avec évidence des déclarations de M. Venizelos dont nous parlerons dans un moment et, au surplus, nous n'en douterions pas, même si nous n'en avions aucune preuve. Quand les choses prennent un certain degré de vraisemblance, on peut les tenir pour vraies. On a donc négocié. Tout d'un coup, qu'est-il arrivé ? Nous l'ignorons ; bien des détails nous échappent et ne seront connus que plus tard. Peut-être les espérances que la Bulgarie avait pu concevoir ont-elles été déçues, ou du moins ajournées. Quoi qu'il en soit, une agitation subite s'est produite et, un matin, l'Europe, qui ne s'y attendait guère, a appris que des bandes de comitadjis s'étaient formées dans la partie de la Macédoine restée bulgare. Deux mille hommes avaient franchi la frontière serbe au point précis où y pénètre le chemin de fer qui va de Salonique à Nich, et il en était résulté un combat meurtrier, à la suite duquel les assaillans avaient été repoussés. Ce n'est pas la première fois qu'un pareil acte s'est accompli au même endroit. Les Bulgares ont déjà essayé d'interrompre la communication de la Serbie avec Salonique. Le sentiment général est qu'ils ont de nouveau tenté le même coup, sans y avoir d'ailleurs mieux réussi. Il y a lieu de remarquer qu'en même temps qu'elle se produisait contre la Serbie, une tentative du même genre avait lieu contre la Grèce, quoique avec de moindres forces. On s'est demandé ce que cela signifiait. Le gouvernement serbe ne pouvait pas se dispenser de poser officiellement la question à Sofia. Il l'a fait, et le moins qu'on puisse dire de la

réponse qui lui a été faite est qu'elle a causé un profond étonnement.

On avait cru que, le coup de main ayant d'ailleurs échoué, le gouvernement bulgare s'empresserait de le désavouer, d'en punir les auteurs, d'en prévenir le retour au moyen d'une plus grande surveillance exercée sur la frontière; mais on était loin de compte et M. Radoslavof a présenté de l'incident une version inopinée. — Il est dû tout entier, a-t-il dit, à la situation intérieure de la Serbie. Les populations macédoniennes annexées à la Serbie par le traité de Bucarest sont naturellement en état de révolte contre le joug odieux qui pèse sur elles. Les Turcs en particulier ne veulent pas le supporter plus longtemps et ils se soulèvent. Les Serbes prétendent que leur territoire a été envahi par des bandes venues de Bulgarie : c'est le contraire qui est vrai. Les insurgés serbes, poursuivis rudement par les troupes serbes, se sont réfugiés sur le territoire voisin. Le gouvernement bulgare pouvait-il leur refuser asile? L'humanité ne le permettait pas. Mais que la Serbie y prenne garde; des faits du même genre peuvent se renouveler, et si le gouvernement serbe ne prend pas des mesures sérieuses pour que ses troupes, lancées à la poursuite des rebelles, ne passent pas la frontière bulgare, « les conséquences pourraient être excessivement graves. » — On croit entendre le gouvernement allemand déclarer au gouvernement russe que, s'il s'oppose à l'exécution de la Serbie, des « conséquences incalculables en résulteront, » et en effet il ne les avait pas calculées. Ainsi le gouvernement serbe s'attendait à ce qu'on lui exprimât des regrets, et on lui adresse une menace. On s'est demandé s'il donnerait suite à l'incident. Il n'en a rien fait jusqu'à présent, et le mieux sans doute est qu'il soumette la cause aux Puissances dont le jugement ne saurait être douteux. La Serbie, l'alliée de l'Angleterre, de la Russie et de la France, doit combiner, non seulement ses mouvemens militaires, mais sa politique avec celle de ces Puissances. C'est à celles-ci qu'il appartient de décider ce qu'il convient de faire. Mais il importe que la Bulgarie sache, à n'en pouvoir douter, que la Serbie est leur alliée, avec toutes les sanctions que ce mot comporte. Et sur ce point il est inutile d'en dire davantage. M. Radoslavof a déclaré, tout récemment encore, que la Bulgarie était et resterait neutre : nous ne lui demandons pas davantage, mais nous n'en exigeons pas moins. En tout cas, elle aurait tort de toucher à la Serbie. Si elle le faisait, nous ne mettons pas en doute que la Grèce interviendrait aussitôt. On peut comprendre que le gouvernement hellénique n'ait pas jugé le moment opportun pour s'en-

gager avec nous dans l'affaire des Dardanelles et de Constantinople, mais il ne resterait pas indifférent à une agression contre la Serbie.

Quant à notre entreprise sur les Dardanelles, on commence à avoir des renseignemens, sinon sur les vrais motifs qui ont empêché la Grèce de s'y associer, au moins sur la manière dont les choses se sont passées et sur les circonstances qui ont accompagné la démission imprévue de M. Venizelos. En effet, M. Venizelos a parlé et, quoi qu'il affirme aujourd'hui son intention de se retirer de la vie politique, le moment viendra certainement où il parlera encore, car, comme il le dit lui-même, il « aime trop la lutte pour y renoncer à jamais. » Pour le moment, il se tait et il a raison ; les circonstances sont trop délicates pour qu'on n'y apporte pas de grands ménagemens ; mais l'avenir lui reste et il ne renoncera pas aux nouvelles méthodes politiques qu'il a inaugurées en Grèce. A la différence de ceux qui croient, suivant un vieux mot, que la politique est ce qu'on ne dit pas, il pense qu'il faut tout dire, qu'il faut parler, et que c'est dans ces conditions seulement que se fait l'éducation morale d'un peuple. On sait quelles étaient avant lui les mœurs politiques de la Grèce. Les ministres pratiquaient entre eux ce qu'on a appelé le système rotatif, c'est-à-dire qu'ils se succédaient et se remplaçaient au pouvoir, en vertu du principe que chacun devait avoir son tour. Évidemment ce système est peu favorable à la constitution de partis politiques solidement établis. M. Venizelos n'est pas et ne pouvait pas être un simple pion dans ce petit jeu d'échecs. La situation était trop grave, quand il est venu de Crète en Grèce, pour qu'il se prêtât à des combinaisons qui peuvent suffire aux époques tranquilles et paisibles, mais non pas aux jours de tempête. M. Venizelos a voulu être un ministre dans la grande et haute acception du mot : il avait des idées, un programme à appliquer, un but à poursuivre et à atteindre, un idéal à réaliser. Aussi lorsqu'il a été arrêté en pleine activité et obligé de donner sa démission, n'a-t-on pas trouvé en lui un de ces ministres qui s'enferment dans le silence, sachant bien qu'au bout de quelques mois, ou tout au plus de quelques années, la carrière se rouvrira pour lui. On a vu alors un phénomène nouveau en Grèce M. Venizelos a parlé, il s'est adressé au pays pour le prendre à témoin de ce qu'il avait voulu faire. Nous aimons mieux ce caractère que celui des politiciens qui conspirent dans les coulisses et mettent leur confiance dans l'intrigue ; mais tout ce qui est inaccoutumé étonne, scandalise même quelquefois, et ceux qui avaient renversé ou remplacé M. Venizelos ont éprouvé quelque chose de ce double sen-

timent quand ils l'ont vu se dresser devant le monde dans un geste où il n'y avait pas seulement une défense, mais aussi une accusation. Le jour même de sa chute, une plainte amère est sortie de sa bouche : il a exprimé la crainte que la Grèce ne perdît quelque chose des conquêtes qu'elle avait faites et auxquelles il avait lui-même puissamment contribué. Bientôt la nécessité d'élections nouvelles est apparue. M. Venizelos a annoncé alors qu'il exposerait toute sa politique, qu'il dirait tout ce qu'il avait voulu faire, qu'il mettrait la Grèce en mesure et en demeure de juger. On s'en est effrayé, et il était difficile qu'il en fût autrement, car le Roi était impliqué dans l'affaire. N'est-ce pas lui qui, à tort ou à raison, a arrêté M. Venizelos dans sa marche et l'a obligé à démissionner ? Nous ne jugeons pas ici, nous nous bornons à raconter. Le Roi n'avait assurément rien fait d'inconstitutionnel, mais il s'était découvert, et l'avenir seul dira s'il n'y a pas eu là de sa part un acte imprudent.

Les nouveaux ministres n'étaient pas les adversaires personnels de leur prédécesseur; ils n'auraient sans doute pas mieux demandé de se taire sur le dissentiment qui s'était élevé entre le Roi et lui ; mais, M. Venizelos ayant parlé, il a fallu lui répondre. Qu'avait-il dit? Ses explications peuvent se résumer en quelques mots. Sans cesse soucieux de la grandeur de la Grèce, mais tenant compte des circonstances présentes et de leur évolution nécessaire, il a estimé que, pour avoir plus, il fallait sacrifier à propos quelque chose et qu'il serait sans doute impossible d'obtenir en Asie les territoires, habités par une population hellénique, qui compléteraient les nouvelles possessions insulaires de la Grèce, si on ne consentait pas à abandonner une partie, une faible partie, de ce qu'on avait conquis en Europe. Abandonner à qui ? A la Bulgarie. Sans doute cela était dur, mais la politique a des exigences auxquelles on doit savoir se plier. Il est à croire que M. Venizelos a été encouragé dans cette voie par les Puissances de la Triple-Entente, désireuses de s'assurer ainsi la neutralité, toujours si incertaine et instable, de la Bulgarie. M. Venizelos avait consenti à céder ce port de Cavalla, qui a été déjà l'objet de tant de contestations et qui, sans doute, ne lui semblait pas indispensable à la Grèce sur une mer où elle avait d'autres débouchés. Nous sommes, sur ce point spécialement, disposé à croire que M. Venizelos avait raison. Bref, il aurait cédé en Europe un district de 2 000 kilomètres carrés pour en avoir 140 000 en Asie : tout le monde accepterait un pareil échange. Ce n'est pas tout : il existe, paraît-il, un engagement entre la Grèce et la Serbie,

d'après lequel cette dernière s'est engagée à ne pas céder certains territoires à la Bulgarie sans le consentement de la première. Ce consentement, M. Venizelos était d'avis de le donner. L'impression générale qui se dégage de ces explications est qu'il est un homme à larges vues, sachant voir en toutes choses le point essentiel, n'hésitant pas à transiger sur les autres, si on lui assure un avantage compensateur et plus que compensateur, enfin loyalement désireux de mettre les intérêts de son pays d'accord avec ceux de l'Europe et de la paix. Il s'en faut de beaucoup que ses aveux aient diminué l'opinion qu'on avait de son intelligence et de son caractère. Mais ici intervient dans l'affaire un élément nouveau. Des concessions qu'il voulait faire, des transactions qu'il était disposé à signer, on a fait un grief à M. Venizelos, et une note officieuse a fait entendre que là était l'origine du désaccord qui s'est produit entre le Roi et lui : à quoi M. Venizelos a répondu que le Roi avait connu et approuvé cette politique et, comme on continuait à le mettre en doute, il a écrit une lettre au Roi pour invoquer son témoignage. Ce n'est pas le Roi qui a répondu ; il s'est enfermé dans ses devoirs constitutionnels, et le ministère a fait savoir à M. Venizelos que, sans que sa bonne foi pût être mise en cause, il y avait eu méprise de sa part : le Roi n'avait jamais approuvé une cession territoriale. La méprise est bien extraordinaire, qu'elle se soit produite du côté du Roi ou de celui du ministre, mais il aurait été dangereux d'y insister. M. Venizelos a senti que cette sorte de duel ne pouvait pas continuer sans que les intérêts de la Grèce y fussent compromis : il a annoncé qu'il se retirait de la vie politique et ne se présenterait pas aux élections prochaines. Tous les efforts de ses amis n'ont pas ébranlé sa volonté. M. Venizelos se retire, au moins pour un temps, de l'arène politique, en quoi il fait acte, non plus seulement d'homme d'État, mais de bon citoyen : et ce n'est pas le moindre service qu'il ait rendu à son pays.

Ce n'est pourtant pas directement sur cette question des cessions territoriales éventuelles que M. Venizelos est tombé : elle a préparé sa chute, elle y a contribué, elle n'en a pas été l'occasion immédiate. M. Venizelos voulait envoyer une poignée d'hommes représenter la Grèce auprès des alliés dans l'expédition des Dardanelles : le Roi s'y est opposé et M. Venizelos a disparu. La raison qu'en a donnée le Roi, — est-ce vraiment la principale ? — est que l'attitude de la Bulgarie était encore trop obscure pour qu'il fût prudent de détacher une fraction, si minime qu'elle fût, de l'armée

hellénique pour l'envoyer à Constantinople. Sur ce point encore, M. Venizelos a donné des explications très nettes. Le faible détachement qu'il proposait d'envoyer dans les Dardanelles ne pouvait pas affaiblir l'armée grecque, et si M. Venizelos avait réduit à ce point le contingent expéditionnaire, c'est justement parce que, en dépit de ses efforts pour s'assurer de la neutralité bulgare, il avouait n'y avoir pas réussi. L'emprunt de 150 millions fait par Sofia à Berlin lui avait ouvert les yeux. Ces cessions territoriales qu'on lui a tant reproché d'avoir voulu faire, et grâce auxquelles il avait cru un moment pouvoir compter sur le concours de la Bulgarie, il y avait déjà renoncé au moment où on lui en faisait un crime. Que résulte-t-il à nos yeux de toutes ces révélations? Nous n'avons pas à prendre parti entre M. Venizelos et le Roi; c'est l'affaire des Grecs et non pas la nôtre. Le point qui nous intéresse est de savoir que, dans l'intérêt de la paix balkanique, M. Venizelos a été un moment disposé à faire des sacrifices territoriaux qui devaient pourtant lui coûter. C'est là-dessus qu'on l'attaque et qu'on essaie même de le disqualifier : on cherche à l'abattre en faisant de lui l'homme qui a voulu céder Cavalla! On ne tient compte ni des circonstances qui sont difficiles, ni de l'avenir qui est incertain, ni des compensations qui étaient très grandes, ni des services rendus qui sont immenses. L'histoire jugera.

Il est à croire, d'après tout ce qui précède, que les neutres, jusqu'à nouvel ordre, ne bougeront pas dans les Balkans. La Grèce a refusé de se joindre à l'expédition des Dardanelles, sans même attendre qu'on le lui eût demandé, et la Bulgarie, à son tour, s'est déclarée plus neutre que jamais. Laissons-les à leurs méditations, à leurs préférences. Quant à la Roumanie, elle ne parle plus et semble se recueillir : elle observe sans doute ce qui se passe sur les cols des Carpathes, où nous espérons qu'elle verra bientôt des choses de nature à l'intéresser, car les Russes y sont très sensiblement en progrès. Et l'Italie? De tous les pays neutres susceptibles de prendre part un jour aux hostilités, c'est le plus grand et le plus important; mais c'est aussi celui dont la politique est la plus prudente et par conséquent la plus difficile à pénétrer.

Où en sont les négociations avec M. de Bülow? Nous serions bien en peine de le dire; mais il est hors de doute, pour peu qu'on lise les journaux attentivement, que ces négociations ne sont pas les seules que l'Italie poursuive en ce moment. En poursuit-elle de plusieurs côtés concurremment ou alternativement? C'est encore un point mystérieux; mais, à coup sûr, l'Italie ne négocie pas avec l'Allemagne

et l'Autriche seules. Est-ce pour mieux se rendre compte des avantages qu'elle pourrait trouver ici ou là et les mettre en balance avant de choisir? Est-ce qu'elle désespère dès ce moment de s'entendre avec ses alliés d'hier, mais que cependant elle ne veuille pas rompre avec eux avant de savoir ce qu'elle pourra obtenir ailleurs? L'âme italienne est subtile et profonde : qui oserait prétendre la pénétrer? Nous avons été et nous restons toutefois sceptique, incrédule même, sur le succès des négociations de M. de Bülow. Qu'il ait été autorisé à offrir à l'Italie le Trentin, c'est, à la grande rigueur, possible; mais, même dans un temps où on voit mille choses extraordinaires, où les plus vieilles traditions sont tout d'un coup renversées, où les plus grands pays renoncent à leur politique séculaire pour en adopter une autre qui en est l'opposé, nous ne croirons à l'abandon bénévole à l'Italie de Trieste, de l'Istrie, de la Dalmatie que lorsque nous le verrons de nos yeux. Trieste n'intéresse pas seulement l'Autriche-Hongrie : le monde germanique y voit le seul port qu'elle ait sur la Méditerranée, et l'Allemagne ne consentira pas plus que l'Autriche à céder ce port à l'Italie. Si par impossible elle le faisait sous le coup d'une nécessité inexorable, ce ne serait pas de bonne foi, mais bien avec l'arrière-pensée de reprendre un jour prochain un point auquel elle ne renoncera jamais sincèrement. Il est impossible que l'Italie se fasse à cet égard la moindre illusion. Pourtant ses journaux ne parlent que de Trieste et de la rive orientale de l'Adriatique: c'est là, disent-ils, que sont les aspirations actuelles de l'Italie, c'est là qu'est son avenir. Sans doute et si nous étions Italien, nous ne penserions pas autrement. Mais alors, il faut renoncer à s'entendre avec l'Allemagne et l'Autriche sur de pareilles bases. L'a-t-on fait, bien qu'on ne le dise pas encore? Nous serions porté à le croire quand nous lisons dans les journaux italiens les articles passionnés qu'ils consacrent à la question de savoir, non seulement quel sera le lot de l'Italie, mais quel sera celui de la Serbie sur la côte adriatique. Naturellement, l'Italie revendique pour elle le plus gros, et c'est un droit que nous ne lui contestons pas; mais se préoccuperait-elle de la Serbie et se montrerait-elle disposée à lui concéder la moindre part si elle croyait à la victoire de l'Allemagne et de l'Autriche, à la suite de laquelle la Serbie annihilée disparaîtrait de la carte de l'Europe? S'il y a des négociations au sujet de la Serbie, et assurément il y en a, elles ne peuvent avoir lieu qu'avec les Alliés, c'est-à-dire avec l'Angleterre, la France et la Russie. Elles seules en effet, tout en faisant à la Serbie sa part légitime, peuvent attribuer

la côte adriatique à l'Italie, sans regret pour elles-mêmes et sans projet de reprise dans un avenir prochain. C'est donc du côté de la Triple-Entente que l'Italie doit se tourner et que vraisemblablement elle se tourne, si elle veut régler définitivement une question qui a un si grand intérêt pour elle. Encore n'y aura-t-il là rien de définitif pour l'Italie que si l'Allemagne et l'Autriche sortent écrasées de la guerre où elles ont cru trouver leur grandeur.

Nous ne saurions dire où et comment se poursuit la négociation relative à l'Adriatique, mais il n'y a pas de fumée sans feu et les journaux italiens lancent tant de fumée qu'il y a certainement un foyer quelque part. De tous ces articles de journaux, un des plus intéressans est celui que publiait il y a quelques jours la *Stampa*. — On pense, disait ce journal qui, hier encore, prêchait la neutralité, que durant le mois d'avril le cours plus résolu des événemens militaires sera accompagné en Italie de faits de nature diplomatique qui peuvent exercer une influence décisive sur les délibérations du gouvernement italien. Dans le courant d'avril en effet, trois élémens du problème seront résolus, les négociations de Vienne, l'action de la flotte alliée contre les Dardanelles, la lutte austro-russe dans les Carpathes. Quant à l'action diplomatique, l'entrée en scène du nouvel ambassadeur, M. de Giers, va avoir lieu et les débats au sujet des intérêts italiens dans l'Adriatique suffiraient à démontrer l'importance de son rôle. Il y aura des négociations inévitables entre Rome et Petrograd à propos des questions adriatiques où les intérêts de l'Italie et de la Russie sont engagés. D'autre part, le personnel de la légation de Serbie à Rome a été accru d'envoyés extraordinaires chargés de missions spéciales qui se rapportent précisément aux mêmes questions. Si le langage des journaux russes peut faire croire à un antagonisme entre l'Italie et la Serbie, on assure cependant dans le monde politique que le gouvernement italien négocie un accord italo-serbe qui devrait être ratifié par le gouvernement russe. — Nous avons résumé cet article parce qu'il dispense de la lecture de beaucoup d'autres. Des intérêts y sont attribués à la Russie dans l'Adriatique. On ne voit pas au premier abord quels sont ces intérêts et, en effet, ce ne sont pas directement les siens, mais ceux de la Serbie qui sont présentement en cause. Que la Russie s'intéresse à la Serbie, cela va de soi; mais la France et l'Angleterre s'y intéressent aussi et, s'il y a une négociation déjà ouverte, nous ne doutons pas qu'elles n'y prennent part. Le rôle héroïque de la Serbie pendant la guerre ne lui vaut pas seulement des sympathies, il lui

crée des droits positifs, qui sont d'ailleurs parfaitement conciliables avec ceux de l'Italie, pourvu que, de part et d'autre, on ne pousse pas les prétentions à l'extrême. Les journaux l'ont fait quelquefois et il en est résulté des polémiques assez vives entre la presse russe et la presse italienne: heureusement, on est revenu depuis quelques jours à plus de modération.

Le gouvernement russe a jugé utile de remettre les choses au point par un communiqué qui a été publié par l'*Agence télégraphique de Petrograd*. « Ces jours derniers, y lit-on, quelques organes importans de la presse italienne ont exprimé l'opinion que les aspirations de l'Italie dans l'Adriatique seraient désapprouvées par la Russie. A ce propos, il est bon de savoir que le gouvernement russe et l'opinion publique en Russie nourrissent les meilleurs sentimens d'amitié envers l'Italie... En outre, reconnaissant toute l'importance des intérêts économiques et stratégiques de l'Italie dans l'Adriatique, la Russie est prête à reconnaître la légitimité de certaines aspirations territoriales, même si elles ne sont pas fondées sur le principe des nationalités. » On remarquera l'importance de cette concession : elle est d'ailleurs nécessaire, car si le principe des nationalités doit entrer largement en ligne de compte dans la solution des questions qui vont s'ouvrir, on s'exposerait à rencontrer beaucoup de difficultés et plus d'un péril à vouloir en faire la règle unique des transactions futures. La Russie le reconnaît, la conciliation en deviendra plus facile. Quant au danger que pourraient faire courir au monde les tendances impérialistes qu'on lui attribue dans l'Adriatique, le communiqué officieux dénonce l'absurdité de pareilles affirmations où on ne peut voir, dit-il, que « l'influence d'instigations allemandes. » La note russe a amené un peu de détente dans les esprits, sans que la paix y soit encore faite. Elle se fera peu à peu, nous l'espérons bien, sous l'influence conciliante des Puissances de la Triple-Entente. Si l'Italie sort enfin de la neutralité, elle aura sa part légitime des avantages que procurera une victoire à laquelle elle aura contribué. Aucune des Puissances de la Triple-Entente ne lui disputera Trieste, non plus qu'une étendue considérable des côtes de Dalmatie, à la condition que la Serbie, qui a été l'ouvrier de la première heure et a supporté le poids de toute la journée, ait aussi sur l'Adriatique les débouchés que l'Autriche lui refusait hier si arrogamment et impitoyablement. Mais quand on songe que l'Italie a déjà Valona et qu'elle sera maîtresse du canal d'Otrante, qui donc pourrait lutter contre elle dans une mer qui sera vraiment devenue sienne ? On peut relire l'histoire, on n'y

trouvera pas beaucoup d'exemples d'un accroissement de puissance obtenu dans des conditions aussi rapides. Toutefois l'Italie délibère encore et, suivant notre habitude, nous ne voulons pas, même en apparence, peser sur sa liberté qui doit rester entière et dont elle fera l'usage qui lui conviendra.

Nous raisonnons dans l'hypothèse où nous serons vainqueurs avec elle, où elle sera victorieuse avec nous. Mais peut-on douter de cette victoire ? A tous les motifs de confiance que nous avions déjà, viennent s'ajouter ceux qu'il nous est permis de tirer du langage des journaux allemands. Il est bien changé depuis quelque temps ! La presse allemande veut croire quand même à une issue favorable pour son pays, mais elle y croit de plus en plus faiblement et commence à reconnaître que l'Empire ne combat plus pour la domination, mais pour la vie. La *Gazette de Francfort* s'efforce de lutter contre l'évidence. « Nous allons de l'avant, dit-elle, pour la défense de notre existence nationale, guidés par le sentiment profond que la victoire du peuple allemand n'est pas une affaire de hasard, mais une nécessité métaphysique. » Et elle explique que le peuple le meilleur, le plus humain, le plus doux, le plus modeste, — on reconnait à ces traits le peuple allemand, — doit métaphysiquement être le plus fort. Il faut lui laisser cette illusion jusqu'à ce que l'événement la dissipe. Mais on ne s'attendait guère à voir la métaphysique en cette affaire et il est douteux que son intervention fasse plus d'effet sur l'Italie que sur nous.

Le gouvernement des États-Unis vient de répondre au décret français du 16 mars et à l'ordre en conseil du gouvernement britannique relatifs aux mesures prises pour arrêter en mer les marchandises appartenant à des Allemands ou venant d'Allemagne, ou expédiées sur elle. Cette réponse témoigne d'un grand désir de justice et diminue la distance qui paraissait d'abord nous séparer de la conception américaine La réponse de M. Bryan déclare en effet que, « comme il est naturel, le gouvernement des États-Unis tient compte des grands changemens intervenus dans les conditions et moyens de la guerre navale depuis que les règles adoptées jusqu'ici pour effectuer un blocus légal ont été formulées. » Nous n'en demandons pas davantage : il ne reste plus qu'à tirer les conséquences de cet aveu.

Les règles établies jusqu'ici sont, comme le dit M. Bryan, le résultat de « l'usage » et de la reconnaissance des nations civilisées. Sans doute l'usage, pour être définitivement consacré, a besoin de

cette reconnaissance, mais il s'établit d'abord par lui-même, en vertu de la force des choses et des obligations qui en résultent : tout ce qu'on peut lui demander est de s'inspirer de l'esprit qui a présidé à la fixation des anciennes règles. L'Angleterre et la France se sont toujours inspirées de cet esprit. Sans doute, le blocus qu'elles ont établi est plus étendu que celui d'autrefois, mais aucun vaisseau n'a été détruit, aucune marchandise « innocente, » comme dit le gouvernement américain, n'a été condamnée, le principe d'une indemnité pour tous les cas où la bonne foi est démontrée a été formellement reconnu. Tout ce que l'humanité exige, tout ce que la justice conseille et impose a été respecté. Avons-nous besoin de dire qu'aucune vie humaine n'a été sacrifiée ? Que peut-on demander de plus? Le gouvernement américain ne veut certainement pas nous mettre dans l'impossibilité de nous défendre contre des procédés de guerre que, dans sa haute impartialité, il qualifie lui-même sévèrement; et comment nous en défendre par d'autres procédés que ceux que nous employons? Le droit des gens n'est pas une lettre morte et figée; il évolue comme tout ce qui vit; mais il doit le faire dans le sens de la civilisation et de ses progrès. L'Allemagne va en sens inverse de ces progrès, nous nous efforçons de les continuer normalement : là est la différence

Le gouvernement américain la sent si bien que sa réponse, accueillie par nous avec une sympathique déférence, fait naitre en Allemagne des sentimens de colère et de réprobation. Cela suffit pour la juger et la justifier.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXV[e] ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-SIXIÈME VOLUME

MARS — AVRIL

Livraison du 1[er] Mars.

Livraison du 15 Mars.

Livraison du 1er Avril.

Livraison du 15 Avril

Paris. — Typ. Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 52850.